e s s a i s

LE MONDE DES LIVRES / VENDREDI 2 AVRIL 1999

Le Monde

■ Au sommaire : la déraison d'aimer selon Ian McEwan, Jésus en Bouddha

55e ANNÉE – N° 16853 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 2 AVRIL 1999 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Kosovo : doutes sur la stratégie de l'OTAN

● Slobodan Milosevic reste insensible aux frappes aériennes ● Les forces serbes ont capturé trois soldats américains en Macédoine ● « Protégé » par les Serbes à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements ● Bonn et l'ONU tentent d'organiser l'aide aux réfugiés kosovars

PLUS DE 130 000 personnes ont fui le Kosovo depuis une semaine, estime le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU. Ils ont trouvé refuge en Albanie, au Monténégro et en Macédoine, où leur situation devient inquiétante. Nos envoyés spéciaux, Rémy Ourdan au Monténégro, José-Alain Fralon en Albanie, racontent le drame de ces populations chassées par les forces serbes. Selon l'ONU, la famine *« menacerait d'ici dix à quinze jours »*. L'Allemagne réunit, jeudi à Bonn, une conférence internationale : l'un des objectifs est de coordonner l'aide humanitaire.

La Yougoslavie de Slobodan Milosevic a marqué des points dans la bataille de communication qui accompagne la guerre. La télévision serbe a diffusé, jeudi, les images de trois soldats américains capturés la veille en Macédoine, à quelques kilomètres de la frontière. Ces images ont été reprises dans le monde entier. Surtout, Ibrahim Rugova, chef modéré des Albanais du Kosovo, s'est exprimé, mercredi, devant des journalistes depuis Pristina. Sain et sauf, il y réside dans sa maison, précisant que sa sécurité est assurée par la police serbe. Or, Ibrahim Rugova a lancé un appel à l'arrêt des bombardements de l'OTAN.

Tandis que des doutes s'expriment de plus en plus sur l'efficacité des frappes de l'OTAN et sur leurs conséquences, l'aviation alliée a intensifié ses raids. Le secrétaire général de l'OTAN a indiqué jeudi que les opérations de frappes aériennes dureraient *« des semaines plutôt que des jours »*. Dans un entretien au *New York Times*, Javier Solana ajoute : *« Nous n'avons peut-être pas les moyens d'arrêter l'épuration ethnique, mais nous avons montré que nous avions la volonté d'essayer. »* En France, devant le conseil des ministres, en présence de Jacques Chirac, les ministres communistes ont exprimé *« leurs inquiétudes »*, Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement leurs doutes.





M. Milosevic ou l'ivresse nationale

APRÈS dix ans de règne absolu à la tête de la Serbie, Slobodan Milosevic reste un personnage énigmatique. Entretenant le culte de la personnalité, communiste devenu héros du combat contre le *« génocide des Serbes »*, le maître de Belgrade a fait de l'ivresse nationale le moteur de son ambition.

Lire notre portrait pages 14 et 15

Ces trois soldats américains symboles d'une défaite médiatique de l'OTAN

« STEVEN GONZALES, Andrew Ramirez et James Stone » : les trois noms se sont inscrits en cyrillique sur l'écran de la télévision serbe, jeudi matin 1er avril, sous l'image de trois hommes au visage contusionné et en tenue de camouflage. Ce sont, a affirmé en voix off un commentateur, les trois soldats américains portés disparus la veille, alors qu'ils étaient en patrouille dans la région macédonienne de Kumanovo, à quelques kilomètres de la frontière yougoslave. L'OTAN avait engagé pour les retrouver d'importantes équipes de recherche, dont quatre-vingt-dix hélicoptères. L'image présentée par la télévision d'Etat serbe RTS rappelait furieusement celle des trois militaires français, capturés fin 1990 par l'Irak, peu avant le déclenchement de la guerre du Golfe. Ils avaient finalement été remis sains et saufs à la France.

En matière de communication, les Serbes marquent incontestablement des points. La RTS, la télévision d'Etat serbe, ne s'était pas privée de diffuser la première les images du F-117A, cet avion furtif américain tombé, samedi 27 mars, en territoire yougoslave. Mercredi, plusieurs chaînes de télévision grecques, ainsi qu'un journaliste de l'AFP et un autre russe ont été autorisés à rencontrer le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Non seulement M. Rugova n'est pas en fuite comme on l'avait indiqué à l'OTAN, mais il est dans sa maison de Pristina, sous la protection de la police serbe. Qui plus est, il a appelé l'OTAN a arrêter ses frappes.

Les formules mobilisatrices défilent sur les écrans de la télévision d'Etat, agrémentées de références à l'OTAN et aux pays participant aux raids : *« OTAN tueur, frappes néonazies, bombes fascistes. »* Chaque jour, le ton monte d'un cran. Bill Clinton, *« le plus grand criminel de la terre »*, *« sous-saxophoniste pervers »*, *« assassin immoral »*, est devenu *« le dictateur »* depuis la diffusion à dessein, mardi 30, du célèbre film de Charlie Chaplin.

« Crimes contre l'humanité », les frappes visent en premier lieu des objectifs civils, martèlent les commentateurs. Les cadrages sont serrés et les gros plans montrent des bâtiments détruits, des maisons éventrées, des églises aux vitraux brisées. Tout est utilisé pour convaincre la population que les Etats-Unis et leurs alliés *« mènent une croisade barbare contre le peuple serbe »*. Et les badges symbolisant une cible, à la boutonnière, remplissent l'écran lors des reportages sur les concerts *« pacifistes »* à Belgrade ou ailleurs.

Régulièrement apparaissent des clips à la gloire de l'armée et de la patrie. Couchers de soleil et paysages alternent avec des images de missiles, de soldats, de chasseurs-bombardiers, sur fond de musique chantant la patrie défendue par son armée et par un peuple uni. Mardi 30 mars, le journal télévisé de 19 h 30 a retransmis un extrait de concert pacisfiste : un rocker chantait *Bandiera rossa*, vieux chant populaire italien devenu dans les années 20 un hymne du Parti communiste. La chanson a été coupée au moment où arrive le dernier vers du refrain, *« Viva il comunismo e la liberta »*

Mouna Naïm et Florence Hartmann

Toulon, ville FN à la dérive

MOINS de quatre ans après la victoire du Front national et de Jean-Marie Le Chevallier aux élections municipales à Toulon, la situation de la ville est alarmante. Alors que la majorité d'extrême droite se déchire, de nombreux dossiers sont en souffrance, notamment ceux de l'aménagement du centre-ville et du contrat de baie. La préfecture n'envisage pas d'intervenir, tant que les missions de service public sont assurées. Carl Lang, envoyé sur place par Jean-Marie Le Pen après la décision de M. Le Chevallier de quitter le FN-UF, a annoncé la *« mise sous tutelle »* du maire, *via* la formation d'un groupe municipal lepéniste.

Lire page 8

■ Ex-Zaïre : les droits de l'homme bafoués

Le document présenté par Roberto Garreton, rapporteur de l'ONU, fait état de graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo. p. 6

■ Melissa et Papa, virus informatiques

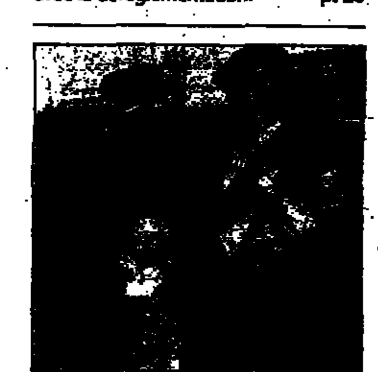
Deux virus informatiques infectent le courrier électronique mondial qu'ils menacent de saturation. Lockhed Martin, DuPont, AP, Compaq, Intel, Microsoft seraient touchés. p. 29

■ « Le Monde » en progression

La diffusion du *Monde* a progressé de 0,6 % en 1998. Cette quatrième année consécutive de progression fait de 1998 la troisième meilleure année de ventes du journal depuis sa fondation, derrière 1979 et 1981. p. 23

■ Concurrence dans les services

Eau, gaz, électricité, déchets : les services collectifs sont en pleine mutation avec la déréglementation. p. 20



■ Images non conformes

Les photographies de l'Ukrainien Boris Mikhailov montrent un empire disloqué. A l'occasion d'une rétrospective présentée à Paris, il explique au *Monde* son parcours. p. 33

■ Tabagisme : l'égalité des sexes

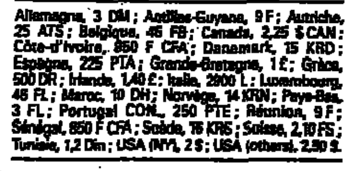
Si un jeune Français sur deux fume à dix-neuf ans, c'est le tabagisme des filles, tendanciellement majoritaire, qui inquiète les professionnels de la santé. p. 31

■ Ouvrir l'école

Lors des Rencontres nationales des acteurs de l'éducation organisées à Tours, le gouvernement a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationales et locales, et l'implication des familles. p. 10

■ Perceval ronge le sous-sol rennais

Le tunnelier Perceval, qui creuse le sous-sol rennais afin d'y construire le futur métro, inquiète. Il a déjà provoqué huit effondrements de terrain. p. 12


Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.


M 0147 - 402 - 7,50 F

POINT DE VUE

Pas de paix sans indépendance de l'Europe

par Max Gallo et Charles Pasqua

L'EUROPE est entrée dans la guerre. Comment ne penserions-nous pas, chaque heure de chaque jour de cette triste épreuve, à la misère dans laquelle se trouvent plongés plusieurs peuples d'Europe, plus durablement sans doute que nous n'osons le voir et encore moins le dire ? Et comment pourrions-nous nous satisfaire plus longtemps d'opposer à la brutalité de Slobodan Milosevic la violence de bombardements qui n'ouvrent nulle perspective politique et nous entraînent, chaque jour davantage, dans un enchaînement aux conséquences imprévisibles et qui, bien loin de le faire reculer, conforte le pouvoir de Belgrade ? Et comment ne pas voir, enfin, que l'Europe, et au premier chef la France, ont perdu dans cette affaire toute capacité d'initiative.

Quel est le fondement légal de cette guerre ? On serait bien en peine de trouver dans la Charte des Nations unies un article justifiant clairement que quelques Etats puissent régler par la violence une affaire intérieure d'un pays membre de l'ONU. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, ces frappes aériennes ont été déclenchées sans accord ni même consultation du Conseil de sécurité, et ne pouvaient l'être.

C'est aussi la raison pour laquelle, sans doute, la représentation nationale ne fut pas consultée, la justification humanitaire, pour honorable quelle soit, ne permettant pas d'engager n'importe quelle intervention militaire chez les Etats souverains.

Lire la suite page 17

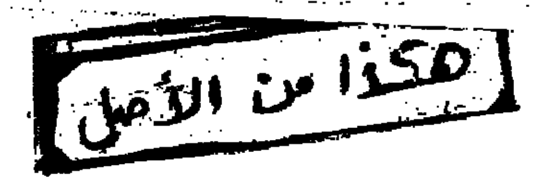
Max Gallo *est écrivain et historien.*
Charles Pasqua *est ancien ministre et sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.*

Les Bleus en tête

SYLVAIN WILTORD

L'ÉQUIPE de France a renoué avec le succès, mercredi 31 mars au Stade de France, en dominant l'Arménie (2-0) lors d'un match de qualification pour l'Euro 2000. L'attaquant des Girondins de Bordeaux Sylvain Wiltord, meilleur buteur du championnat, a signé sa première titularisation chez les Bleus en ouvrant le score dès le début de la rencontre. La sélection française rejoint ainsi, en tête du groupe 4, l'Ukraine, qui a été tenue en échec par l'Islande (1-1).

Lire page 28



BALKANS Les frappes de l'OTAN sur la Serbie vont devenir *« de plus en plus douloureuses »* a averti, mercredi 31 mars, le ministre britannique de la défense, George Robertson. De fait, l'aviation de l'Alliance a intensifié ses raids et augmenté le nombre de ses cibles. ● TROIS SOLDATS américains qui avaient disparu à la frontière de la Macédoine et de la Yougoslavie ont été présentés comme *« prisonniers »* à la télévision serbe ● IBRAHIM RUGOVA, leader modéré des Kosovars, a appelé mercredi, depuis sa maison de Pristina, à l'arrêt des bombardements. ● EN ALBANIE ET AU MONTÉNÉGRO, l'afflux de réfugiés prend des proportions inquiétantes. Une conférence était organisée à Bonn, jeudi, entre pays européens et pays voisins de la Yougoslavie pour *« coordonner les mesures politiques ainsi que l'aide humanitaire »* *(Lire aussi notre éditorial page 16).*

Les alliés face à l'exode massif des réfugiés du Kosovo

Alors que les frappes de l'OTAN vont devenir « de plus en plus douloureuses », selon le ministre britannique de la défense, et que trois soldats américains ont été capturés par la police serbe, une conférence est organisée à Bonn pour coordonner l'aide humanitaire européenne

LE PRÉSIDENT américain Bill Clinton a prévenu, mercredi 31 mars, qu'il n'y aurait pas de trêve de Pâques dans les bombardements en République fédérale de Yougoslavie. Disparus le même jour en Macédoine, près de la frontière avec la Yougoslavie, trois soldats américains ont été montrés, jeudi, par la télévision serbe après avoir été capturés par les forces yougoslaves.

● **Le président Clinton** a affirmé qu'il *« déteste l'idée d'avoir à continuer cette campagne durant cette période* [de Pâques]. *Mais je déteste encore plus l'idée que nous la cesserions pendant que* [le président yougoslave Slobodan Milosevic] *continuerait de nettoyer maison après maison, village après village et de tuer beaucoup de gens innocents »*, a déclaré M. Clinton à la chaîne de télévision CBS. Le président du Comité militaire de l'OTAN, le général allemand Klaus Naumann, a admis que les frappes aériennes n'ont pas permis *« pour l'instant »* de *« faire arrêter les atrocités sur le terrain »*.

● **Le commandant suprême des forces alliées en Europe,** le général Wesley Clark, avait été autorisé quelques heures auparavant par le Conseil permanent de l'OTAN, à étendre *« la portée et le rythme »* des frappes. De fait, l'aviation a intensifié ses raids dès mercredi soir, en bombardant le quartier général des forces spéciales serbes près du centre de Belgrade, en frappant plusieurs chars yougoslaves au Kosovo, ainsi que des véhicules blindés. Cinq fortes explosions ont par ailleurs été entendues à Pristina. Jeudi matin, deux très fortes explosions ont été entendues à Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine, au nord de Belgrade, et un pont sur le Danube a été détruit, selon l'agence yougoslave Tanjug.

● **Une patrouille de trois soldats américains,** portée disparue en Macédoine, près de la frontière yougoslave, semble doncavoir été capturée par l'armée ou la police serbes. Des équipes de recherches, incluant 80 à 90 hélicoptères américains, britanniques, français et italiens n'ont pas réussi à les retrouver. La patrouille effectuait une mission de reconnaissance dans la région de Kumanovo, à quelque cinq kilomètres de la frontière yougoslave, lorsque ses membres ont affirmé avoir été *« encerclés et être la cible de tirs d'armes légères »*, a indiqué l'OTAN. D'après un porte-parole du Pentagone, Richard Bridges, les agresseurs pourraient être des paramilitaires serbes ou des membres des forces spéciales serbes. Jeudi, la télévision serbe a diffusé les images des trois hommes. L'OTAN a déployé 12 000 militaires en Macédoine, dont 2 000 hommes de l'ancienne force d'extraction des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo et des troupes américaines qui participaient jusqu'en mars à une force des « casques bleus » aujourd'hui dissoute.

● **Le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivadin Jovanovic** a appelé mercredi les Nations unies à *« agir d'urgence »* afin d'*« arrêter l'agression de l'OTAN et le péril qu'elle constitue pour la paix et la sécurité internationale »*. *« Se soustraire à cette obligation équivaut à devenir le complice de l'effondrement du système des Nations unies »*, a ajouté M. Jovanovic, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. M. Annan, dans une déclaration récente, avait qualifié de *« légitime »* le recours à la force de l'OTAN contre la Yougoslavie, mais il avait aussi réclamé une implication du Conseil de sécurité, à qui la Charte de l'ONU accorde une *« responsabilité première »* pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

● **Le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova,** est sain et sauf, contrairement à ce que laissait entendre ces derniers jours l'OTAN. Mercredi, depuis sa maison de Pristina, où sa sécurité est assurée par les forces serbes, il a lancé un appel à *« arrêter les bombardements »* : *« Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade coopère aussi. »*

● **L'OTAN a accusé mercredi les troupes serbes** de *« destruction systématique des archives du peuple kosovar »*, ce qui équivaut, a déclaré le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea, à *« voler le sens du passé »* de cette population et à *« réécrire l'Histoire »*. L'Alliance a également accusé les Serbes de tirer à l'arme lourde sur de nombreux réfugiés au Kosovo, cependant que s'est engagée une controverse sur la qualification des exactions serbes. Washington a parlé jusqu'à maintenant d'*« atrocités »*, de *« crimes de guerre »*, de *« crimes contre l'humanité »*, voire de *« génocide potentiel »*. Mais le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), la Canadienne Louise Arbour, tout en se disant *« très inquiète »* devant l'ampleur des crimes commis contre la population, estime *« prématuré »* de parler de génocide. Les Nations unies de leur côté ont indiqué qu'elles n'avaient pas *« de preuves suffisamment fortes »* pour parler de génocide.

● **Après une semaine de raids de l'aviation alliée,** des dizaines de milliers de réfugiés continuaient mercredi de fuir le Kosovo et 120 000 d'entre eux, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), seraient arrivés depuis le 24 mars en Albanie, au Monténégro et en Macédoine. Selon l'ONU, la famine *« menacerait d'ici dix à quinze jours »* dans la province serbe à majorité albanaise.

● **Romano Prodi, président désigné de la Commission européenne,** propose dans un entretien avec le *Financial Times* du 1er avril, que l'Union européenne offre *« un partenariat »* aux pays de la région des Balkans, une fois la guerre terminée, afin de dégager des solutions durables aux rivalités ethniques.

L'Allemagne propose « une conférence sur les Balkans »

Le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a proposé, mercredi 31 mars, de réunir une conférence internationale sur les Balkans. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, *« l'objectif de la conférence est de coordonner les mesures politiques en vue de stabiliser la région de crise ainsi que de coordonner l'aide humanitaire destinée à améliorer la situation de réfugiés en provenance du Kosovo dans les Etats de la région. »* Elle devrait déboucher sur *« un pacte de sécurité sous garantie internationale (...)inspiré des accords de Rambouillet »*, soit un *« engagement de long terme, de vingt ans ou plus »*, selon M. Fischer. Le pacte reposera sur deux piliers : une *« stratégie d'intégration économique »* et une *« stratégie de démocratisation »*. Par ailleurs, l'Allemagne organise jeudi 1er avril, comme pays président de l'Union européenne, une réunion consacrée à organiser les moyens de faire face à l'afflux de réfugiés du Kosovo.

Un « vidage » planifié et très organisé avec centres de tri et convois de bus

ROZAJE (Frontière Monténégro-Kosovo)
de notre envoyé spécial

REPORTAGE
« Les Serbes brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir »

Tandis que les Kosovars de Pec continuent d'arriver à Rozaje, en voiture, en autobus, à pied par les sentiers montagneux enneigés, le Monténégro lance désormais des cris d'alarme quotidiens sur les risques d'une *« catastrophe humanitaire »*. Les centres d'accueil sont remplis des familles les plus pauvres, l'eau potable se fait rare, la nourriture commence à manquer, des enfants sont conduits chaque jour à l'hôpital pour des maladies liées au froid... Par ailleurs, l'arrivée des réfugiés musulmans d'origine albanaise du Kosovo crée des tensions politiques dans un Monténégro dirigé par un gouvernement hostile au président yougoslave Slobodan Milosevic.

La situation n'est certainement en rien comparable avec les conditions des exodes qu'ont connus les Balkans en huit années de guerre, lorsque les réfugiés abandonnaient des villages dont la moitié des habitants avaient été exterminés et qu'ils devaient traverser lignes de front et champs de mines. En revanche, l'armée de Slobodan Milosevic est sans doute en train de provoquer le transfert de population le plus rapide qu'ait connu l'ex-Yougoslavie.

Le « vidage » du Kosovo est pratiqué de manière systématique. *« A Pec, les opérations d'expulsion ont commencé avec la police, puis sont arrivées l'armée et les unités paramilitaires,* raconte un réfugié, Sulejman. *Les Serbes chassent les gens de leurs maisons. Les plus riches partent en voiture. Les plus pauvres fuient vers la montagne. Certains quartiers sont vidés de leur population de façon très organisée, avec des centres de tri et des convois de bus qui viennent à Rozaje. Personne n'a le choix. Ensuite, ils brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir. »* Les chauffeurs des autobus et des camions sont des Serbes réquisitionnés par la police. Ils font des allers-retours entre Pec et Rozaje de trois à six fois par jour.

L'épuration ethnique du Kosovo, si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée. *« Deux jours avant les raids aériens de l'OTAN, quatre officiers supérieurs de l'armée yougoslave sont arrivés à Pec avec des camions d'armes et de munitions, qu'ils ont distribuées aux civils serbes de la ville »*, certifie un homme qui marche sur la route de Rozaje avec dix membres de sa famille et qui sont sortis de la forêt la nuit précédente. *« Certains Serbes ont refusé de participer aux opérations. Mais pas un seul ne nous a aidés. Des voisins se sont mis à la disposition des unités paramilitaires. L'arrivée de ces officiers montre bien que ces unités irrégulières sont organisées et encadrées par l'armée de Belgrade »*, raconte-t-il.

« TUEURS MASQUÉS »

Les témoignages sur d'éventuelles exactions sont en revanche confus. Cet homme affirme avoir vu sept cadavres dans sa rue avant son départ. Il se contredit sur les circonstances exactes des assassinats. Il évoque des *« tueurs masqués »* qui agissent par seul *« goût du sang »*. De nombreux réfugiés, s'ils racontent tous l'organisation parfaite des transferts de population, n'ont assisté à aucun assassinat. Et les informations, invérifiables depuis que Belgrade a interdit l'accès du Kosovo aux journalistes, sont encore plus succinctes concernant les villages. Les rescapés craignent de ne jamais revoir les habitants des campagnes suspectées d'être des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

A Rozaje, les autorités monténégrines redoutent une sérieuse aggravation des conditions sanitaires dans les jours qui viennent. *« 30 000 réfugiés sont arrivés ici. 20 000 sont déjà partis vers l'Albanie ou d'autres régions du Monténégro. Mais, pour notre petite ville, les 10 000 qui restent nous mènent à la catastrophe, sans compter que nous avons déjà accueilli des milliers de réfugiés de Bosnie et du Kosovo ces dernières années,* dit la responsable des affaires humanitaires de la mairie, Edita Nokic. *Il y a désormais des gens qui dorment dans les rues. Depuis mercredi, la nourriture commence à manquer. Nous sommes obligés de loger les réfugiés dans des bâtiments où il n'y a ni eau, ni électricité, ni toilettes. Plus de 3 000 d'entre eux sont arrivés par les sentiers enneigés, et n'ont plus ni vêtements ni chaussures. »*

« Le Monténégro essaye d'aider les réfugiés, mais nous avons un besoin urgent d'aide humanitaire, a prévenu Miomir Mugosa, le ministre de la santé à Podgorica. *Cette période est un test pour la communauté internationale. »* Le Monténégro, cadet de la Serbie au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), est dans une position particulièrement délicate, son gouvernement étant à la fois opposé aux opérations militaires de l'OTAN et à Slobodan Milosevic, même si la population est très majoritairement favorable à la cause serbe. Le pouvoir estime qu'il aura du mal à maintenir sa politique actuelle sans soutien occidental.

« Vous ne voyez pas que nous avons besoin d'aide !..., gémit doucement Sulaj Ganimete, la première femme kosovare à avoir accouché à l'hôpital de Rozaje. *Slobodan Milosevic est un homme sans sentiment. Mais la communauté internationale, elle, doit nous sauver. »* Sulaj a fui Pec lorsque son docteur l'a averti que les soldats entraient en ville. Elle devait mettre au monde son enfant. Elle est partie à pied, dans la neige. Elle a marché 30 kilomètres dans la montagne en ayant ses premières contractions. Finalement, elle a rejoint une route où d'autres réfugiés l'ont accueillie dans une voiture. Elle est arrivée à Rozaje, exténuée. Son garçon est né cette nuit-là. Sulaj n'a revu ni ses parents ni son mari.

« J'ai attendu cinq ans pour pouvoir avoir un enfant. Aujourd'hui, je n'ai plus de Kosovo, et je ne sais pas si j'ai encore un mari et une maison, dit-elle. *Quel sera l'avenir de mon enfant ? »* Puis Sulaj parle à nouveau de Slobodan Milosevic, l'*« homme sans cœur »*, l'homme de ses cauchemars. Elle a dû choisir seule un nom pour le bébé. Il s'appelle Liridan. C'est la traduction en albanais de Slobodan. Pour Sulaj, plus que l'incarnation de tous ses malheurs, *« Liridan »* a retrouvé sa signification première, celle qu'elle souhaite à son fils pour la vie : *« Liberté »*. L'enfant dort. Sulaj a envie de pleurer. Elle se voile la face sous le drap.

Rémy Ourdan

M. Milosevic remplace le chef de l'armée au Monténégro

Le président yougoslave a remplacé le chef de la IIe armée yougoslave, stationnée au Monténégro, pour le remplacer par un officier serbe dont il est sûr de la loyauté, a-t-on appris mercredi 31 mars de source militaire. Le général Radosav Martinovic a été rappelé d'urgence à Belgrade, mardi, et n'est pas rentré au Monténégro. Il sera remplacé par le général Milorad Obradovic, un Serbe qui est actuellement vice-chef d'état-major de l'armée fédérale. Le gouvernement monténégrin, qui a tenté de prendre ses distances avec Milosevic, avait déclaré cette semaine qu'il avait des rapports solides avec Martinovic, en dépit de la tension suscitée par les frappes de l'OTAN. Mercredi, 5 000 partisans de M. Milosevic ont défilé à Podgorica. Les manifestations sont organisées par le Parti socialiste populaire (PSP) de Momir Bulatovic, un proche de longue date de M. Milosevic.

Sain et sauf à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements

*« **CETTE INFORMATION** venait de très bonne source, et j'espère qu'elle est fausse »*, déclarait, mardi 30 mars à l'OTAN, le général britannique David Wilby, après l'annonce, lundi, de la mort de Fehmi Agani, principal conseiller du dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. L'information était fausse, démentie, entre autres, mercredi, par l'Elysée, qui affirmait qu'un diplomate français venait de parler au téléphone avec Fehmi Agani.

Au même moment, une autre « rumeur », en provenance de Pristina celle-là, mais aussi relayée par l'OTAN, indiquait qu'Ibrahim Rugova, était *« blessé »* et que sa maison, connue de tous et située sur les hauteurs de Pristina, dans le quartier de l'université albanaise, avait été *« incendiée »*. D'autres sources militaires parlaient de sa possible et prochaine *« exfiltration »* d'un lieu inconnu, par des commandos spécialisés de l'OTAN.

Or, mercredi dans la soirée, Ibrahim Rugova est apparu sain et sauf à son domicile, gardé par la police serbe à Pristina, où il a reçu plusieurs journalistes. *« Je suis ici dans ma maison. Je suis là depuis mon retour de Paris avec ma famille »*, a-t-il expliqué en déplorant les *« spéculations selon lesquelles j'ai été tué ou blessé et ma maison détruite »*. La maison de M. Rugova, dans le quartier résidentiel de Velanija, à la périphérie de la ville, était intacte.

Le *« président »* kosovar a indiqué que la police serbe lui avait proposé d'assurer sa sécurité et qu'il avait *« accepté »*. *« J'ai seulement voulu dire que je suis vivant, parce que le peuple est préoccupé »*, a déclaré M. Rugova à ces journalistes, dont un représentant de l'AFP, un correspondant russe, et des équipes de plusieurs chaînes de télévision grecques – Mega, Antena TV, ERT, Star, Sky, Canal-5 – et turque – ATV.

« IL FAUT ARRÊTER TOUT »

Le principal leader des Albanais du Kosovo a, à cette occasion, lancé un appel à l'OTAN pour *« arrêter les bombardements »* : *« Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade s'engage sur une voie diplomatique et accepte un accord qui est sur la voie diplomatique depuis Rambouillet. Il faut aussi que Belgrade accepte des intermédiaires comme Holbrooke* [le diplomate américain] *et Primakov* [le premier ministre russe] ». Ibrahim Rugova a aussi indiqué avoir demandé *« à Belgrade de coopérer, ainsi qu'à l'Union européenne, au Groupe de contact, à la Russie et à tous ceux qui sont engagés dans la question du Kosovo »*.

Interrogé sur l'exode massif des Albanais du Kosovo qui se poursuit depuis plusieurs jours, M. Rugova a qualifié la situation de *« tragique »* et souligné la nécessité d'*« arrêter cela »*.

Ces déclarations faites en son domicile ont bien évidemment été largement reprises par les médias officiels serbes et n'ont fait encore l'objet d'aucun commentaire des Occidentaux. Mais que, sain et sauf, le principal dirigeant kosovar annonce qu'il a accepté d'être protégé par les forces serbes et lance, depuis Pristana même où sont situés certains des objectifs visés par les frappes, un appel à l'arrêt des bombardements ne peut que provoquer l'embarras au sein de l'Alliance atlantique. Dans la guerre de l'information, l'erreur et les rumeurs ne pardonnent pas.

Denis Hautin-Guiraut

« Pirates » serbes contre www.nato.int

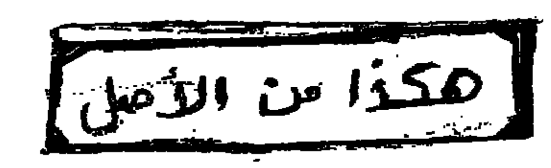
LE SERVEUR WEB de l'OTAN fait quotidiennement l'objet d'attaques électroniques, engagées depuis Belgrade par des « pirates » serbes. Des agressions purement gratuites : le serveur ne contient aucune donnée sensible.

Dès le premier jour des bombardements, le site Internet de l'Alliance atlantique (www.nato.int) a été assailli de nombreuses requêtes électroniques en provenance des Balkans. De petits paquets d'informations sans intérêt qui, d'ordinaire, permettent aux internautes de vérifier qu'un ordinateur est en ligne. Ces fameux « pings » arrivent par millions et saturent les ordinateurs, empêchant tout accès au site. Selon Christian Scheurwerghs, webmestre du site de l'OTAN, *« l'ampleur de ces attaques témoigne d'une véritable stratégie des autorités serbes visant à bloquer toutes les sources d'information »*.

Après avoir trouvé une parade à ce classique de la piraterie, les spécialistes de l'OTAN se trouvent confrontés à un nouveau type de raid. Un ordinateur, localisé en Serbie, envoie chaque jour plus de 2 000 messages. Virus et autres macro-virus, malicieusement insérés en pièce jointe dans les courriers, sont irrémédiablement éliminés. Mais, vu du *Monde*, les documents du site de l'OTAN arrivent pourtant à une vitesse d'escargot, 8 caractères par seconde, signe que les agresseurs poursuivent leurs tentatives. (Hier, le porte-parole de l'OTAN, James Shea, expliquait d'ailleurs la lenteur de la connexion par la saturation du site de l'organisation.) C'est la première fois que les ordinateurs de l'Alliance servent ainsi de cible.

De leur côté, le ministère anglais de la défense et le Tribunal pénal international ont, chacun, décidé d'ouvrir un site en langue serbe.

Olivier Puech



La première vague d'exactions serbes au Kosovo selon l'OTAN

PERSONNES DÉPLACÉES (29 mars)

- moins de 5 000
- 5 000 à 10 000
- 10 000 à 20 000
- plus de 20 000

MONTÉNÉGRO · ALBANIE · MACEDOINE

LEPOSAVIC · ZUBIN POTOKU · MITROVICA · PRODUJEVO · VUCITRN · DURAKOVAC · SRBICA · PEC · OBILIC · PRISTINA · KLINA · KOMORANE · KOSOVSKA KAMENICA · DECANI · LIPLJAN · GNJILANE · ORAHOVAC · DAKOVICA · STIMLJE · SUVA REKA · UROSEVAC · VITINA · PRIZREN · KOTLINA · KACANIK

Mitrovica
- Ville préalablement désertée; 30 corps aperçus dans les rues

Produjevo
- Incendie de la ville

Pristina
- Les Serbes pillent et bombardent les magasins

Kosovo Polje
- Maisons pillées et incendiées

Suva Reka
- Une centaine de personnes auraient été exécutées.
- Maisons pillées et incendiées

Srbica
- Villages bombardés

Pec
- Pillages et incendies
- Des milliers de personnes fuient vers le Monténégro

Klina
- Maisons et boutiques brûlées

Landovica
- 60 morts (hommes, femmes, enfants)

L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Les Quinze se concertent avec les pays limitrophes de la Yougoslavie

LES SECOURS commencent à arriver massivement de l'Europe et des Etats-Unis pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés qui continuent d'affluer dans les pays voisins du Kosovo au fur et à mesure des opérations de « nettoyage » serbe.

Mercredi 31 mars, deux trains entiers sont arrivés en Macédoine transportant chacun entre 2 500 et 3 000 personnes embarquées de force à Pristina, la capitale de la province à majorité albanophone de la République de Yougoslavie. L'Albanie continue d'être la première destination de l'exode. Le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, qui assure la coordination d'une bonne partie de l'aide, estimait qu'ils atteindraient mercredi soir le chiffre de 100 000. En début de journée, avant l'arrivée des trains, on parlait de 14 500 pour la Macédoine et de 25 000 pour le petit Monténégro, membre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Sur une population de 2 millions d'habitants, plus de 500 000 auraient été obligés de quitter leurs foyers, les plus heureux parvenant à quitter le pays, les autres étant déplacées ou errant on ne sait où. Les informations sur ce qui se passe au Kosovo-même continuent d'être extrêmement parcellaires et confuses. Plus aucune organisation humanitaire n'y opère, après avoir été progressivement contraintes de cesser leurs activités. Médecins sans Frontières avait annoncé en début de semaine le retrait de sa dernière équipe de Pristina, l'hostilité croissante à l'égard de tout étranger empêchant tout travail et tout déplacement.

Pour parer au plus pressé, le HCR dispose de trois équipes en Albanie, à Tirana, à Shkodër et à Kukës au nord-est, par où affluent les réfugiés. Des renforts ont été envoyés pour seconder ses délégués en Macédoine et en Albanie tandis qu'une équipe de trois personnes est arrivée mardi au Monténégro.

ACCÈS DIFFICILE

Plusieurs de ces régions sont difficiles d'accès, d'autant que les aéroports sont fermés. Pour accomplir sa tâche, le Haut-commissariat compte sur *« un maximum d'assistance logistique de la part des gouvernements »*. L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a mis à sa disposition 250 personnes venant du corps des vérificateurs du cessez-le-feu retiré du Kosovo avant les frappes de l'OTAN, avec leurs véhicules de transport. De nombreux pays ont offert une aide d'urgence, sous forme de tentes, de moyens de couchage, d'aide alimentaire. L'Italie avait envoyé en début de semaine un navire chargé de matériel d'urgence et de nourriture en Albanie, les Etats-Unis ont indiqué avoir suffisamment d'approvisionnement pour nourrir 100 000 personnes pendant plusieurs semaines.

La France a mis à la disposition du HCR une dizaine d'avions de transport et un millier de militaires pour sécuriser les convois, indique-t-on au ministère des affaires étrangères. Cinq millions de francs ont été versés au HCR à titre exceptionel. Au total, le gouvernement a débloqué 75 millions de francs (11,4 millions d'euros) d'aide nationale et 50 millions (7,6 millions d'euros) au niveau de l'Union européenne. L'action française est coordonnée avec celle de l'Allemagne et de l'Italie. Une mission d'évaluation des trois pays est partie mercredi sur le terrain, où le ministre français à la coopération, Charles Josselin, était attendu à son tour jeudi et vendredi.

L'Italienne Emma Bonino, commissaire européen chargée de l'aide humanitaire, qui s'est également rendue sur place, devait rendre compte de sa mission au cours d'une rencontre organisée jeudi à Bonn par la présidence allemande de l'Union avec les ministres des affaires étrangères de tous les pays limitrophes de la République de Yougoslavie.

Cette conférence était destinee à évaluer aussi bien les besoins des réfugiés que ceux des gouvernements qui appréhendent, notamment dans le cas de la Macédoine et de l'Albanie, une déstabilisation politique et économique de leurs pays. Cette rencontre, qui se déroulera au Petersberg, servira à préparer une conférence des pays donateurs prévue le 6 avril prochain, sous l'égide du HCR, pour décider du dispositif à mettre en œuvre en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et du flot de réfugiés. Mais elle devait aussi permettre à l'Union européenne de commencer à réfléchir à ce qui se passerait si la crise devait se prolonger, obligeant les Quinze à recevoir chez eux des réfugiés. L'Allemagne a convoqué à cet effet le 7 avril prochain à Bruxelles une réunion des ministres de l'intérieur de l'Union.

Les Allemands, qui ont accueilli lors de la guerre de Bosnie plus de la moitié de tous les réfugiés, veulent obtenir de leurs partenaires l'assurance, si la situation se renouvelle, qu'ils accepteront de se répartir cette charge, en adoptant des quotas. Cette requête a été déjà clairement formulée au début de semaine lors d'une conférence sur le sujet qui a réuni à Francfort les ministres de l'intérieur du gouvernement fédéral, Otto Schily, et celui de tous les Länder allemands. Elle devait être explicitée jeudi à Munich au cours d'une reunion d'experts des ministres de l'intérieur des Quinze. La Bavière fait notamment valoir qu'elle a déjà acceuilli au cours des derniers mois près de 45 000 Albanais du Kosovo.

En annoncant devant l'Assemblée nationale les mesures prises par le gouvernement français, le premier ministre, Lionel Jospin, a laissé entendre pour sa part, mercredi, qu'il fallait bien prendre conscience de la gravité de la situation. *« Nous sommes tous profondément impressionnés et bouleversés par ces dizaines et dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui quittent le Kosovo*, a-t-il dit. *(...) Cette catastrophe humanitaire est réversible à une seule condition : c'est que le conflit en cours ne se termine pas aux conditions de M. Milosevic, mais aux conditions fixées par les nations civilisées dans l'Europe de la fin du XXe siècle. »*

Récit de la séquence International

Mobilisation internationale

Plusieurs dizaines de millions d'euros d'aides d'urgence ont été débloqués par les Etats-Unis et les pays européens pour venir en aide aux réfugiés. Le montant de l'aide française s'élèvera à 125 millions de francs. Les Etats-Unis ont affecté 50 millions de dollars (46 millions d'euros) à l'opération, la Suisse 14 millions de dollars, les Danois un peu moins de 5 millions de dollars. L'Italie, qui a envoyé sur place des tentes et des moyens de couchage, dispose elle-même de moyens d'accueil en cas de besoin dans les Pouilles. Des avions militaires ont commencé à acheminer du matériel à partir de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Les Etats-Unis ont indiqué être en mesure de fournir une aide alimentaire pour 400 000 personnes pendant six mois. L'Unicef, comme le HCR, a commencé à acheminer du matériel de base pour couvrir les besoins de 40 000 enfants et adultes pendant trois mois.

A la frontière albanaise : « Allez maintenant dans le pays de Clinton ! »

MORINA
(Frontière Kosovo-Albanie)
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

« Ils nous ont dit que nous devions partir, que ce n'était plus notre pays »

Après des heures d'attente, ils sont passés devant le poste-frontière serbe. On leur a enlevé tous leurs papiers d'identité. On a même arraché la plaque d'immatriculation de leurs véhicules. Et on les a poussés de l'autre côté, en Albanie. Parfois, en plaisantant : *« Allez maintenant dans le pays de Clinton ! »*, disaient les policiers serbes.

Ils étaient des Kosovars, ils ne sont plus maintenant que des réfugiés. Qui doivent désormais apprendre à vivre comme tels et d'abord chercher à manger et à se couvrir. Qui dépendent uniquement du bon vouloir des autres. Dans des remorques tirées par des tracteurs poussifs sont entassées dix, vingt, voire trente ou quarante personnes d'un village. Les plus chanceux ont pu prendre une ou deux valises, les autres se sont contentés de quelques couvertures et d'un peu de pain. A l'aide de branches d'arbres et de grand morceaux de plastique, ils bricolent des toits de fortune au cas où les nuages inquiétants viendraient à éclater. Il fait froid à 2 000 mètres d'altitude, surtout quand on n'a pratiquement rien mangé depuis plusieurs jours.

Le passage de la frontière a duré toute la nuit. En début de soirée, de nouvelles colonnes de réfugiés sont arrivées, en provenance de Pristina. Ils ont pu enfin raconter ce qui se passe dans la capitale depuis une semaine. *« Tout a été organisé : des gens en cagoule, armés, viennent nous ordonner de partir »*, explique Buzhala Rustem, professeur de sociologie. *« Ils nous disaient de partir vers l'Albanie "pour être plus en sécurité" : voilà l'ironie de l'épuration ethnique »*, poursuit cet homme d'une cinquantaine d'années, barbu, arrivé là avec ses trois filles, sa mère et sa femme. Il raconte ensuite que des autobus attendent les Kosovars au centre de Pristina et que le reste de la ville est maintenant entièrement vide.

PAUVRES HISTOIRES

La plupart des réfugiés ne semblent manifester aucune émotion. Comme hébétés, ils regardent devant eux, se serrant les uns les autres. Un vieil homme, couvert de la coiffure traditionnelle, une chéchia blanche, répond par un signe de tête d'une grande dignité au passant albanais qui l'encourage. Certains, pourtant, pleurent. Comme Nebi, un homme, au visage dur, à la carrure de joueur de rugby, qui s'effondre en racontant son histoire.

Elle ressemble à toutes les autres. De pauvres histoires, racontées avec de pauvres mots, similaires dans leur horreur au quotidien : *« Depuis plusieurs jours, nous nous étions cachés dans la forêt autour de notre village. Les militaires serbes nous ont retrouvés et nous ont dit que nous devions partir immédiatement, que ce n'était plus notre pays. »* Et ils sont partis. De peur d'être victimes d'exactions que peu d'entre eux ont vues de leurs propres yeux mais dont certains de leurs amis, assurent-ils, ont été les témoins. *« Ils ont tué des enfants, des femmes, des vieux. Ils ont brûlé nos maisons et ne nous ont même pas laissé enterrer nos morts. »* Plusieurs racontent la même scène : un garçon de quinze ans tué et une fille du même âge blessée lors de l'exode.

Pourraient-ils de nouveau vivre avec les Serbes ? *« L'armée serbe, les fonctionnaires serbes, sûrement pas, ils nous ont trop fait souffrir. Les autres, les habitants serbes du Kosovo, on en voyait rarement ; ainsi, dans notre village, il n'y en avait aucun ! »*, explique Eshali. *« Ils n'arrêtaient pas de dire que nous étions des frères et voilà le résultat ! »*, s'emporte une grand-mère. Que pensent-ils des bombardements de l'OTAN ? Ils ne savent pas, comme si cette guerre, faite en partie pour eux, les dépassait.

Leurs souhaits sont simples : d'abord se mettre à l'abri de la cruauté des hommes, donner à manger à leurs enfants, trouver un toit. Et puis, rentrer chez eux. Quand ? Le plus vite possible, disent-ils, mais en donnant l'impression de ne pas vraiment y croire. D'autant qu'en les éloignant de la frontière, on lamine encore leur faible espoir.

Toute la journée, des centaines d'autocars, de camions, des plus modernes aux plus moyenâgeux, ont emmené les réfugiés kosovars vers le centre ou le sud de l'Albanie. De nouveau entassés, ils ont encore poursuivi leur errance sur des routes de montagne poussiéreuses, qui, souvent, ressemblent davantage à des pistes. On imagine avec effroi ce qui pourrait advenir en cas de pluie !

Ce groupe-là s'est arrêtée autour d'une fontaine d'eau. Les enfants s'aspergent. Une mère de famille, toute jeune, donne le biberon à son bébé. Une autre tente d'endormir le sien, en balançant doucement le berceau de bois peint de couleurs vives et sur lequel a été écrit en lettres d'or, au-dessus du prénom de l'enfant, Ninaï, et de sa date de naissance, 1998, un seul mot : bonheur !

José-Alain Fralon

Les Kosovars de Paris à la recherche de nouvelles, au téléphone...

TINA RESPIRE. Son père est *« en sécurité »*. L'information lui est parvenue mercredi 31 mars, de Pristina. Depuis quatre jours, elle, son frère et sa mère, installés l'une en France, l'autre en Allemagne, la troisième en Grande-Bretagne, ne s'appelaient plus que pour partager leur inquiétude, imaginer ce qui se cachait derrière cette sonnerie sans réponse. Mais, cette fois, un cousin a répondu. *« Ne t'inquiète pas. La famille est en sécurité. »*

Deux minutes, encore, ils ont parlé. Sans citer de nom. *« Une discussion un peu vague »*, explique Tina. D'une voix monocorde, le cousin a juste indiqué que trois amis écrivains *« étaient morts »*, que lui et sa famille allaient bien, mais qu'ils ne sortaient plus... *« Il n'a même pas dit pourquoi »*, constate Tina.

Tina respire, mais péniblement. Ici, à Paris, elle regarde la télévision, lit les journaux. Elle parle avec ses amis, réfugiés comme elle, des informations contradictoires. *« Rugova mort, Rugova vivant, Rugova blessé, ça change tous les jours*, regrette-t-elle. *Quand on a Pristina au téléphone, on ne peut rien demander, on a trop peur de les compromettre. »*

Et puis tout va si vite. *« Deux minutes, trois »*, précise Arder, un étudiant en biologie, arrivé en France en 1990. Toute la soirée, mardi, il avait essayé, en vain, de joindre Pristina. Soudain, son frère a décroché. *« La maison était pleine. Des amis du quartier voisin venaient d'être expulsés par la police serbe et s'étaient réfugiés chez eux. Il m'a dit :* "Si le téléphone ne répond pas, c'est que nous aussi, on nous aura forcés à partir." »

« IL DIT QU'IL NE PARTIRA PAS »

Partir, mais où ? Arder n'en sait rien. Son frère, sa belle-sœur et ses neveux ont quitté leur maison, dans le nord du Kosovo. Le village aurait été brûlé, les familles séparées. Certains pourraient avoir gagné une zone contrôlée par l'UCK. *« Comment savoir ? Je n'ai aucune nouvelle directe. »* Luli, employé dans la restauration, n'en a pas appris davantage. Un cousin lui avait donné un numéro. *« Une des dernières lignes encore en service »* dans cette ville du nord du Kosovo qu'il a quittée en 1989. *« C'était constamment occupé parce que les gens se relayaient pour joindre leur famille à l'étranger. J'ai eu de la chance, je suis tombé entre deux appels. Quelqu'un que je ne connaissais pas, évidemment. »* Vite, il interroge. Personne, dans la pièce, ne connait son meilleur ami. Ni sa tante. *« Ils m'ont juste dit que son quartier à elle avait été incendié. Que des gens avaient été tués, que les autres, la plupart apparemment, avaient été expulsés. Ça, je le savais déjà. Mais a-t-elle pu se mettre à l'abri ? Et puis y a-t-il encore des abris ? »*

Agron voudrait y croire. Lui, l'ingénieur réfugié à Paris depuis neuf ans, le militant de toujours habitué à donner avis et informations, ne cache pas ses doutes devant sa propre famille. Comme chaque jour, il a parlé, mercredi, à son beau-frère, resté à Pristina. *« Il m'a dit que des colonnes quittaient la ville en direction de la Macédoine. Les parents de ma femme s'y sont joints mardi après-midi, avec sa sœur, le mari de sa sœur et leurs enfants. Lui est désespéré. Il a dépassé la peur. Il dit qu'il ne partira pas. »* A-t-il donné un conseil ? *« On lui a suggéré de s'en aller. Mais lui répond que c'est ce que veut Milosevic. Qu'est ce qu'on peut répondre ? »*

Nathaniel Herzberg

Le Tribunal pénal international de La Haye annonce l'inculpation du « commandant Arkan »

DÉJÀ RECHERCHÉ par Interpol à la demande de pays européens pour des délits de droit commun (meurtre, attaques de banques, trafics divers), Zeljko Raznatovic, quarante-cinq ans, plus connu sous le nom de « commandant Arkan », a appris, mercredi 31 mar,s qu'il était aussi inculpé pour crimes de guerre. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a dévoilé, mercredi 31 mars, que le nom d'Arkan figurait depuis le 30 septembre 1997 sur sa liste secrète d'inculpés pour des crimes commis durant la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995). *« Au vu des informations récentes sur son engagement au Kosovo, j'ai décidé de rendre publique l'existence d'une inculpation contre Zeljko Raznatovic, également connu sous le nom d'Arkan »*, a déclaré Louise Arbour, procureur du tribunal.

Cette annonce, nous rapporte notre correspondant à La Haye Alain Franco, constitue une exception notable dans la stratégie de Louise Arbour, qui avait décidé, contrairement à son prédécesseur, de maintenir des inculpations secrètes, afin de faciliter les arrestations par surprise par les forces de la SFOR en Bosnie.

Selon Mme Arbour, il s'agit *« d'avertir ceux qui seraient enclins à faire appel aux services d'Arkan ou à obéir a ses ordres qu'ils se compromettront en s'associant à un criminel de guerre »*. Criminel de droit commun reconverti dans le « nettoyage ethnique » puis dans les affaires et le football, Arkan s'était rendu célèbre par les exactions (meurtres, viols, pillages) de sa milice, les « Tigres », d'abord à Vukovar (Croatie, 1991), puis lors de la guerre de Bosnie. Arkan est soupçonné de voyager régulièrement en Europe sous de fausses identités.

« JE NE ME RENDRAI PAS »

Le chef de guerre a répondu à sa manière, dans une interview publiée jeudi par un quotidien yougoslave et, en anglais, sur CNN, depuis Belgrade : *« Je me fiche de cette inculpation. (...) C'est leur réponse à ma déclaration, à savoir que j'irais au Kosovo s'il y avait une intervention de troupes terrestres »* de l'OTAN. Mais, a-t-il poursuivi, *« je ne me rendrai pas, je suis un soldat, je combats jusqu'au bout »*. *« Le peuple de Yougoslavie sait que je ne suis pas coupable et que je ne suis pas un criminel de guerre. Je n'ai pas violé et je n'ai pas tué de civils innocents »*, a-t-il affirmé, qualifiant son inculpation de *« mise en accusation politique classique »*. *« Mes soldats ne sont pas encore engagés »* au Kosovo, a-t-il précisé, *« mais ils le seront si l'OTAN intervient avec ses troupes terrestres. »*

Le ministre britannique de la défense, George Robertson, avait déclaré qu'Arkan aurait été aperçu près de Pristina. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook avait précisé que sa milice allait être *« pleinement intégrée »* au 52e corps d'armée yougoslave dans le chef-lieu du Kosovo.

Pressé depuis une semaine par l'OTAN et des responsables occidentaux de mettre aussi en accusation le président yougoslave Slobodan Milosevic, le procureur du TPI, Louise Arbour, a en revanche refusé mercredi de spéculer sur une telle décision. Mais elle a déclaré *« prendre au sérieux »* les informations faisant état d'atrocités au Kosovo. *« Des enquêtes ne peuvent être lancées de manière responsable, au minimum, que sur une base crédible de preuves »*, a-t-elle souligné, ajoutant ne pas avoir cette *« base »* dans l'immédiat.

Selon Mme Arbour, Slobodan Milosevic pourrait être tenu pour responsable de crimes au Kosovo *« s'il a personnellement ordonné, s'il est à l'origine ou s'il a participé d'une quelconque manière à* [leur] *perpétration »*, s'il a échoué à les empêcher ou s'il n'en punit pas les responsables.

Soulignant qu'*« une invitation à inculper n'aide pas particulièrement un procureur »*, elle a appelé la communauté internationale à lui transmettre toute information sur l'implication de Slobodan Milosevic. – (AFP, Reuters, AP)



Trois soldats américains ont été faits prisonniers par les Serbes

Ils dépendraient des forces de l'ONU en Macédoine

LA CAPTURE par les Serbes de trois soldats américains est un *« acte réellement grave »*, a déclaré, jeudi 1er avril, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. Il a précisé que ces soldats n'avaient rien à voir avec les opérations de l'OTAN au Kosovo et appartenaient à la force des Casques bleus des Nations unies, déployée depuis 1992 en Macédoine, dont le mandat a expiré il y a quelques semaines. Les trois soldats ont été présentés, jeudi matin, à la télévision serbe. Selon la Maison Blanche, les trois soldats auraient été capturés alors qu'ils effectuaient une patrouille dans la région de Kumanovo, à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Avant d'être faits prisonniers par les forces serbes, ils auraient essuyé des tirs d'armes automatiques. Ils avaient été portés disparus dans la nuit de mercredi à jeudi.

Cette capture risque de peser sur le débat qui a commencé à Washington sur le fait de savoir s'il faut envoyer des troupes au sol au Kosovo pour appuyer l'offensive aérienne menée depuis huit jours par l'OTAN pour arrêter la répression des forces serbes contre la population albanaise. Officiellement, aucun projet de ce type n'est à l'étude à Washington, mais le président Clinton doit faire face aux critiques de deux camps opposés : ceux qui lui reprochent d'avoir engagé les Etats-Unis dans une aventure incertaine où leurs intérêts ne sont pas en jeu et ceux qui demandent que l'on aille jusqu'au bout de la logique du conflit en envoyant, s'il le faut, l'armée en ex-Yougoslavie.

De plus en plus d'experts et d'ex-responsables politiques qui ne croient pas à la possibilité d'une victoire obtenue par les seuls bombardements, écrit notre correspondant à Washington. Il y va, entend-on, de la crédibilité de l'Alliance et des Etats-Unis, non seulement en Europe mais aussi à travers le monde, face à un adversaire comparé par l'ancienne ambassadrice à l'ONU Jeane Kirkpatrick à Hitler et à Pol Pot. Maintenant que l'on est engagé dans la guerre, il faut aller jusqu'au bout et se donner tous les moyens pour réussir, y compris sur le terrain, ajoutent ces partisans de la manière forte.

A la fin de la semaine passée, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait répété que le président Clinton *« n'a pas l'intention »* d'envoyer des troupes au Kosovo. Cette déclaration avait reçu l'appui du Pentagone, mais le chef d'état-major, le général Henry Schelton, avait employé une expression plus ambiguë : *« Il n'existe, à ce stade, aucun plan pour envoyer des forces au sol »*, a-t-il dit. Pendant ce temps, des sénateurs, démocrates comme républicains, proposent d'armer les Kosovars afin qu'ils puissent se défendre dans de meilleures conditions contre les forces serbes.

Peut-être Henry Kissinger décrit-il le mieux le dilemme grandissant dans lequel se trouvent les Américains et leurs alliés de l'OTAN : *« Il est irresponsable d'envoyer des troupes au sol au Kosovo,* a-t-il dit, *mais il est impossible d'assurer la sécurité des Kosovars sans envoyer des troupes au sol. »*

L'A-10, un char volant

Le chasseur de chars A-10 Thunderbolt, que les Etats-Unis ont mis à contribution contre les concentrations militaires yougoslaves, est un avion conçu par Fairchild, son constructeur de l'époque, autour de son arme : un canon de 30 mm, capable de cracher entre 2 100 obus/minute et 4 200 selon qu'on se sert ou non des deux moteurs hydrauliques utilisés pour entraîner le système de chargement.

L'A-10 est entré en service en 1976. C'est l'équivalent d'un char volant, qui emporte, outre son canon, des bombes et des roquettes. Rendu très manœuvrable et très stable pour pouvoir évoluer à basse altitude, cet avion, fortement blindé, est lent, et c'est ce qui fait aussi sa vulnérabilité car il peut être atteint par de simples armements collectifs d'infanterie, comme une mitrailleuse.

Moscou envoie des navires dans la zone de l'offensive alliée

SEPT NAVIRES de guerre de la flotte russe de la mer Noire : un bâtiment de reconnaissance, deux frégates de lutte anti-sous-marine, un croiseur lance-missiles, un navire de débarquement et deux patrouilleurs devraient quitter, vendredi 2 avril, le port de Sébastopol en direction des eaux internationales au voisinage des Balkans. C'est le ministre russe de la défense, Igor Sergueiev, qui l'a annoncé, précisant qu'une telle flotte avait pour mission d'évaluer la situation dans la zone.

A Washington, le département d'Etat et le Pentagone ont différemment réagi. Le premier s'est dit préoccupé par un déploiement *« qui n'est pas un geste particulièrement heureux dans le contexte actuel »*, tout en précisant que Washington avait reçu de la Russie des assurances selon lesquelles Moscou n'avait pas l'intention de s'impliquer dans le conflit au Kosovo, ni de fournir une assistance militaire aux Serbes. Le Pentagone a estimé, lui, que *« les Russes avaient parfaitement le droit de déployer des navires en eaux internationales, comme nous le faisons »*.

Entre les deux marines, il existe, depuis longtemps, des procédures par lesquelles les navires en mer peuvent éviter, en raison de leur plan de route, des malentendus ou des incidents qui surviendraient de manière inopinée et qui pourraient être mal interprétés par l'une ou l'autre.

Il n'en demeure pas moins que ce dispositif naval pourrait fournir l'occasion aux Russes de chercher à intercepter les communications entre alliés dans la région, pour connaître les objectifs de leurs missions, qui sont principalement coordonnées depuis les postes de l'OTAN à Naples et à Vicenza, près de Venise. Le soupçon existe que les Russes puissent en informer les Serbes. Toutes les marines pratiquent en temps de paix et, à plus forte raison, en période de crise, ce type de renseignement *in situ*, à condition de pouvoir « casser » les codes adverses.

J. I.

Les frappes de l'OTAN pourraient durer plusieurs semaines, selon Javier Solana

La « phase 3 », contre les centres nerveux du régime, n'est pas engagée

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré jeudi 1er avril que la campagne aérienne devrait durer *« plutôt des semaines que des jours »*. Elle vise *« toute installation ou unité utilisée pour [la] campagne d'épuration ethnique »*. L'Alliance atlantique accuse Belgrade de mener un *« scénario orwellien »* : la destruction des archives au Kosovo pour *« priver un peuple du sens de son passé »*.

BRUXELLES
de notre correspondant

La journée du mercredi 31 mars n'a pas été celle des bonnes nouvelles au siège de l'Alliance atlantique, à Bruxelles. Des nuages accrochés obstinément dans le ciel de la République fédérale de Yougoslavie ont empêché bon nombre d'appareils envoyés en mission d'atteindre les objectifs fixés. L'exode des populations continue à grande échelle. On a pris acte de l'échec de la mission du premier ministre russe, Evgueni Primakov, à Belgrade. Dans la soirée, on apprenait que trois militaires américains avaient disparu lors d'un accrochage avec des éléments armés non-identifiés, à l'occasion d'une patrouille en Macédoine, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Kosovo.

Enfin, une bonne nouvelle, la réapparition à Pristina d'Ibrahim Rugova, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, dont on avait dit qu'il était en fuite, s'accompagnait malheureusement de déclarations de ce dernier demandant à l'OTAN l'arrêt des bombardements *(lire page 2)*. Ces propos gênent, bien évidemment, la stratégie actuelle de l'Alliance, qui préconise, au contraire, une intensification des frappes pour faire plier Slobodan Milosevic. Les rumeurs d'exécutions d'intellectuels kosovars comme le professeur Fehmi Agani, principal conseiller d'Ibrahim Rugova, données comme fondées sur des *« sources très fiables »*, lundi, par le général David Wilby, se sont révélées improbables. Autant de faits qui minent encore un peu plus la crédibilité des informations diffusées au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Devant cette accumulation de coups durs, les principaux responsables de l'Alliance serraient les coudes et multipliaient les interventions pour inciter les opinions publiques des pays engagés dans l'opération à garder confiance et patience. Javier Solana, le général Wesley Clark, le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea passaient d'un studio de télévision à l'autre pour répéter le message du jour : les frappes vont s'intensifier, il n'est pas question d'un trêve pascale. *« Ce serait inhumain, car ce serait une invitation aux assassinats et au nettoyage des villages au Kosovo »*, a déclaré le général Klaus Naumann, président du comité militaire.

« SCÉNARIO ORWELLIEN »

Des indications venant de Washington et rapportées par deux quotidiens américains mercredi avaient laissé entendre que l'OTAN allait, sans tarder, passer à la phase 3 de l'opération *« Force alliée »*. Celle-ci prévoit, dans ses principes, des frappes aériennes sur les centres de décision de la direction politique et militaire yougoslave, y compris à Belgrade même. Ces spéculations étaient fermement démenties par les responsables de l'Alliance à Bruxelles. *« Le Conseil atlantique, réuni mardi soir, n'a en aucune manière autorisé le secrétaire général à mettre en œuvre cette phase 3 »*, indiquait un haut diplomate européen.

« Nous restons dans le cadre de la phase 2, qui consiste à détruire les possibilités de répression de l'armée et des forces de police spéciale au Kosovo. D'autre part, la phase 1, consistant à anéantir le système de défense aérienne de la Yougoslavie, dont les objectifs sont en passe d'être atteints, continue », ajoutait-il. Mercredi matin, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a indiqué que les raids aériens contre la Yougoslavie pourraient durer encore plusieurs semaines et rappelé qu'ils avaient pour but d'affaiblir *« la capacité militaire de Slobodan Milosevic, sa capacité à tuer et à créer une catastrophe humanitaire »*. Condamnant *« la purification ethnique »* menée par Belgrade, M. Solana s'est cependant refusé à prononcer le terme de *« génocide »*, employé par le chancelier allemand Gerhard Schröder et son ministre de la défense.

En fait, il semble bien que, pour des raisons d'opportunité politique et tactique, les frontières entre les différentes phases définies avant le lancement de l'opération ont tendance à s'estomper, pour faire place à une évolution « en continu ». Jamie Shea a ainsi précisé que les cibles définies dans la phase 2 ne se limitaient pas à des installations situées au sud du 44e parallèle : elles visent *« toute installation ou unité qui est utilisée pour planifier, concevoir ou diriger cette campagne d'épuration ethnique »*, a-t-il indiqué. *« Ses responsables doivent savoir qu'il n'y a plus pour eux de sanctuaire »*, a conclu M. Shea.

Les porte-parole de l'Alliance ont, en outre, dressé un tableau encore plus sombre que la veille de la situation humanitaire dans la province et ses alentours. *« Nous assistons à un scénario orwellien qui vise à priver un peuple et une culture du sens de leur passé et du sens de la communauté dont ils font partie »*, a encore déclaré M. Shea, rapportant des informations quant à la destruction, par les forces serbes, des archives kosovares, les cadastres, les registres d'état civil.

Une autre question était débattue dans les couloirs de l'Organisation : l'opportunité de maintenir à la date prévue, les 24 et 25 avril, le sommet de l'OTAN à Washington. La réponse était formelle : le sommet aura bien lieu, mais il apparaît que son déroulement et son programme seront affectés par la situation nouvelle créée. *« Ce sera un sommet consacré essentiellement au Kosovo, quelle que soit la situation des opérations »*, a affirmé un diplomate européen. Javier Solana a annulé les manifestations prévues le 8 avril à Bruxelles pour célébrer la naissance (le 4 avril 1949) d'une organisation qui conduit la première guerre de son histoire.

Luc Rosenzweig

Intervenir au sol : pourquoi, comment et avec combien d'hommes ?

PLUS les frappes aériennes seront efficaces, sans pour autant obtenir un changement radical d'attitude de Slobodan Milosevic, et plus leur succès légitimera le déclenchement d'une intervention terrestre de l'OTAN, sous une forme qui devra répondre aux objectifs plus politiques que militaires de l'opération « Force alliée ». En revanche, un échec des raids aériens, qui ne seraient pas parvenus à désorganiser suffisamment les armées yougoslaves, placerait la coalition anti-Milosevic devant la nécessité soit de prendre le risque d'une action terrestre sans garantie d'une protection aérienne adéquate – avec les pertes qui s'ensuivraient –, soit de rester l'arme au pied face aux exactions des Serbes.

Une intervention terrestre ne s'improvise pas. Dès octobre 1998, elle a été préparée par l'OTAN comme hypothèse d'action. Elle a été écartée et la solution aérienne privilégiée sous la pression des Etats-Unis, traumatisés par le cauchemar de la Corée, du Vietnam et de la Somalie.

Pendant cinquante ans, l'OTAN, dont c'était la mission, a planifié des contre-offensives face à l'avance des troupes du pacte de Varsovie. Le terrain était alors les vastes plaines orientales d'Europe. Aujourd'hui, la perspective est très différente. D'abord, l'armée yougoslave, dont le niveau de combativité est inconnu dans la mesure où il n'a pas été véritablement testé, s'est toujours, elle aussi, préparée à une invasion de l'armée rouge. Ensuite, elle dépend pour son ravitaillement en carburant d'un oléoduc en provenance de Russie qui passe par la Hongrie, nouveau membre de l'OTAN, appelée à le contrôler.

Qu'il s'agisse d'une intervention lourde ou d'un déploiement plus léger, la première interrogation est de savoir pour quoi faire. La destruction des armées serbes, des forces de sécurité et des milices paramilitaires avec la perspective d'abattre le régime ? Une interposition entre des belligérants ? Ou la constitution d'une zone démilitarisée, sous contrôle de l'OTAN, qui stabiliserait sur place les populations ? De la réponse à ces questions dépendent l'ampleur et la composition du dispositif.

Il importe aussi de connaître quels pays seraient volontaires pour servir de base arrière, au plus près du théâtre des opérations, et courir le risque d'être perturbés par une présence militaire étrangère. Ils ne sont pas légion dans la zone. Tous partagent le fait d'être fragilisés. Seule, pour l'instant, la Macédoine, dont la coalition au pouvoir est vulnérable, a accueilli une force alliée de 12 000 hommes, non sans certaines appréhensions de la voir accrue. Or, de la Macédoine partent deux axes de pénétration (de Skopje, vers le nord, et de Kumanovo, vers Pristina) susceptibles d'être empruntés par l'OTAN. Après la Macédoine, dont rien ne dit qu'elle s'engagerait à aller plus avant, le réseau des routes au Kosovo est insuffisant. Mais, surtout, les troupes alliées auraient à progresser dans un environnement inhospitalier (terrains compartimentés, montagneux et forestiers, gorges profondes, tunnels et ponts étroits), sur des cheminements minés (la Yougoslavie continue de produire des mines antipersonnel) et face à des forces serbes élevées dans la tradition de la guérilla (avec des unités mobiles et des milices locales omniprésentes, qui harcèlent leur adversaire) ou lourdement équipées sur le modèle ex-soviétique (blindés, artillerie et renforts).

L'OBSESSION DE LA LOGISTIQUE

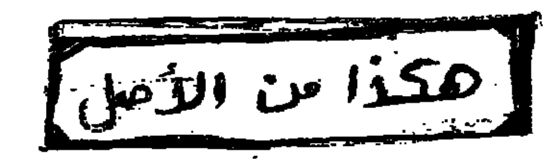
Ce qui induit que l'OTAN devrait affronter une armée serbe dont la rusticité lui permet de durer, de tenir le territoire, et dont l'armement obligerait, en retour, les alliés à engager du matériel sophistiqué. D'où la nécessité et l'importance des flux logistiques qui devraient être mobilisés pour alimenter, quoi qu'il arrive, les unités. Quels ports et aéroports sont-ils susceptibles de garantir avec régularité un tel approvisionnement ? La force d'extraction en Macédoine a pu mesurer, par exemple, que Salonique, en Grèce, et Durrës, en Albanie, n'ont pas les installations adéquates pour le débarquement des matériels les plus lourds. Sauf à escompter des ports croates. Or, pour un déploiement terrestre, le temps passé à livrer et à installer des moyens opérationnels est une obsession, comme on a pu le constater, en Bosnie, pour le flux logistique de la première IFOR (force d'interposition), de 60 000 hommes. Même le parachutage de forces aéroportées n'est pas la panacée. Ce serait un dispositif léger, et donc vulnérable, qui nécessiterait d'être renforcé aussitôt après dans les mêmes conditions que précédemment.

Tous ces obstacles – outre les conditions météorologiques, qui peuvent entraver le travail d'une « couverture » aérienne permanente – seront à surmonter différemment selon qu'il s'agit de déployer une force lourde ou un dispositif plus léger, en fonction de la mission qui serait arrêtée.

Dans l'hypothèse d'une intervention destinée à venir à bout du système répressif de M. Milosevic, les états-majors de l'OTAN ont avancé le besoin d'aligner jusqu'à 200 000 hommes. *« A moins de 150 000, il vaudrait mieux ne rien décider »*, admet-on de source française, où l'on fait remarquer que la mise sur pied d'une telle force exigerait six à huit semaines au minimum, à partir de ce qui existe déjà en Macédoine ou en Adriatique. Dans le cas d'un déploiement plus restreint, voué à encadrer un corridor humanitaire, à instituer une zone démilitarisée et à protéger une zone d'accueil des réfugiés, ce dispositif pourrait atteindre 30 000 à 40 000 hommes et se contenter de délais plus courts. Mais, outre qu'elle se heurterait, sur une échelle certes réduite, aux mêmes obstacles matériels, cette force entérinerait de fait une partition du Kosovo, qui sert probablement la politique de M. Milosevic et que semblent, jusqu'à présent encore, récuser les alliés. Le précédent de l'opération « Turquoise » au Rwanda incite à la prudence.

Assimilées par l'opinion à un *« war game »*, des frappes aériennes ne règlent pas tous les problèmes et réclament du temps pour atteindre leur ambition, comme on l'a vu en Irak, où, en 1991, elles ont duré six semaines avant les quatre jours d'intervention au sol. Mais une campagne terrestre ne serait pas, non plus, une partie de plaisir.

Jacques Isnard



pourraient durer
lon Javier Solana

et avec combien d'hommes

Comment Lionel Jospin a imposé sa ligne aux communistes

Les divergences au sein de la majorité se sont exprimées au conseil des ministres, dans les limites préalablement fixées par le chef du gouvernement

La nécessaire harmonie entre le chef de l'Etat et le premier ministre sur la participation de la France aux opérations de l'OTAN a conduit Lionel Jospin à canaliser l'expression des critiques de ses partenaires, notamment communistes. En présence de Jacques Chirac, plusieurs ministres, Jean-Pierre Chevènement, Jean-Claude Gayssot et Dominique Voynet ont toutefois saisi l'occasion du conseil des ministres pour faire part de leurs inquiétudes. Le premier ministre a ensuite reçu à l'hôtel Matignon les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée et du Sénat, ainsi que les présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense. Le débat sur la solidarité gouvernementale a été relancé mercredi après-midi à l'Assemblée nationale où la droite a réclamé la démission des ministres communistes.

LIONEL JOSPIN a tout de suite senti le danger. Qu'un mot de trop, une parole blessante, viennent provoquer Jacques Chirac à la table de ce conseil des ministres du mercredi 31 mars, où plusieurs de ses ministres ont décidé de critiquer les opérations de l'OTAN en Yougoslavie, et il sera obligé, lui, le chef du gouvernement de la gauche « plurielle », de soutenir le président de la République contre ses partenaires de l'action gouvernementale. Alors, durant toute la soirée de mardi, des émissaires discrets expliquent aux différents acteurs de ce conseil périlleux la marge étroite dans laquelle chacun devra se cantonner. Ainsi, s'il est permis de douter de l'efficacité des frappes, de s'inquiéter de l'issue du conflit, il est en revanche proscrit, en ces lieux, de mettre en cause la décision même de l'engagement – prise en commun par MM. Chirac et Jospin – et aussi de s'en prendre aux Etats-Unis, auxquels la France – donc le président et le premier ministre – s'est librement associée.

Quand il entre dans la salon Murat, à 10 heures, mercredi, avec M. Chirac, pour retrouver l'ensemble de ses ministres, M. Jospin est rassuré : l'accueil fait à ses messagers a été très positif. Après les exposés techniques d'Hubert Védrine (affaires étrangères), Alain Richard (défense) et Charles Josselin (coopération, chargé du plan d'action humanitaire), Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, demande la parole. « *Je ne reviens pas sur le fond, chacun sait ce que j'en pense* », attaque-t-il. Après avoir dit sa crainte d'une possible « *catastrophe humanitaire* », M. Chevènement concentre son propos sur une possible issue de crise, réclamant notamment « *une définition claire des conditions de l'OTAN à l'arrêt des frappes* ».

Cette modération, exempte de tout anti-américanisme, guide également Jean-Claude Gayssot, ministre communiste des transports : « *J'éprouve une grande inquiétude face à l'engrenage de la guerre. On doit constater, et c'est dommage, que les opérations en cours renforcent le courant nationaliste autour de M. Milosevic dont il n'y a rien à attendre.* » M. Gayssot regrette encore que l'on ait « *balayé un peu trop vite* » la tentative de médiation russe et souhaite que « *l'Europe et l'ONU* » se retrouvent au cœur des futures négociations. Dominique Voynet, ministre écologiste de l'environnement, ne détonne pas. « *Je m'interroge, je suis inquiète* », dit-elle. Elle ajoute aussi que les frappes actuelles « *démontrent leur incapacité à empêcher l'épuration ethnique* », ce qui lui vaut cette réponse de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé : « *Cette épuration ethnique est engagée depuis longtemps. Les bombardements de l'OTAN n'en sont pas l'origine.* »



M. Jospin parle maintenant. Un propos assez long, « *passionné* » parfois, selon les témoins, dans lequel il se félicite de cette « *clarification éthique* ». Il dit là, pour l'essentiel, ce qu'il répétera plus tard, à l'Assemblée nationale (*lire ci-dessous*). « *J'ai remarqué que dans les différentes manifestations opposées aux frappes, on ne posait pas beaucoup le problème de Milosevic. (...) L'OTAN n'est pas une organisation supranationale. Les gouvernements s'y déterminent librement. (...) On évoque l'attitude des Serbes durant la deuxième guerre mondiale, mais aujourd'hui, ils se comportent comme leurs ennemis d'alors. (...) Face à la barbarie, il y a un devoir moral.* » Spectateur jusqu'alors muet de ces zizanies, M. Chirac s'approprie le dernier mot : « *Sur ce dossier, une fois de plus, je n'ai aucun clivage avec le premier ministre.* » Pour M. Jospin, la phrase vaut communiqué de victoire : la gauche « plurielle » a su contenir ces divergences dans un cadre acceptable par tous. Il peut aller, serein, à son prochain rendez-vous.

A 11 h 50, le premier ministre rejoint, à l'hôtel Matignon, les représentants des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que les présidents des commissions des affaires étrangères et de la défense des deux Assemblées. Entouré de MM. Védrine, Richard, et Josselin, M. Jospin dresse, devant ses interlocuteurs, un panorama général de la situation au Kosovo, soulignant sa volonté d'en tenir régulièrement informé le Parlement. Le souci de faire un effort de communication afin de ménager l'opinion publique, compte tenu notamment des incertitudes sur la durée des opérations, est souligné par plusieurs intervenants. Malgré tout, le premier ministre, soucieux des prérogatives de l'exécutif, refuse d'évoquer la nature et les modalités de l'engagement futur des forces de l'OTAN.

Le climat est sérieux et serein. Chacun constate la modération des quelques voix discordantes : celles de Paul Quilès, président (PS) de la commission de la défense de l'Assemblée, du président délégué du MDC, Georges Sarre... et d'Alain Bocquet. Le ton du président du groupe communiste de l'Assemblée est jugé « *mesuré* » par Jean Arthuis, président du groupe centriste du Sénat, et par le sénateur RI Bernard Plasait. « *Il a fait une intervention très prudente* », note Guy Cabanel, président du RDSE, tandis que M. Rossi souligne que ce n'était pas un « *ton d'attaque* ». Au terme de cette réunion, M. Jospin parvient sans peine à dédramatiser les désaccords exprimés au sein de sa majorité.

La séance des questions d'actualité, à l'Assemblée nationale, se profile dans ce climat d'apaisement. L'intervention de Marie-Hélène Aubert, député écologiste (Eure-et-Loir), fournit l'occasion au premier ministre d'exposer sa vision des choses. Les communistes, eux, utilisent leur temps de parole pour interroger M. Gayssot sur... le tunnel du Mont-Blanc. Vers la fin de l'après-midi, alors que l'Assemblée est maintenant presque déserte, François Hollande, premier secrétaire du PS, et Robert Hue, son homologue communiste, palabrent dans les couloirs. Ce dernier redit à son interlocuteur qu'il exclut toute crise gouvernementale sur le Kosovo, même si, reconnaît-il, la durée du conflit peut donner lieu à des « *contradictions* » au sein du PCF. Cette inquiétude, M. Hue la répétera certainement de vive voix à M. Jospin, qu'il devrait rencontrer à la fin de cette semaine. Une occasion surtout, pour le premier ministre, de s'assurer que le trouble de ses partenaires communistes ne déborde pas de l'épure qu'il a lui-même dessinée.

Jean-Michel Aphatie, Jean-Baptiste de Montvalon et Michel Noblecourt

« Chacun s'exprime, et c'est normal, selon sa conviction »

VOICI des extraits de la déclaration de Lionel Jospin, mercredi 31 mars, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de Marie-Hélène Aubert, député (RCV) de Charente-Maritime :

VERBATIM

« Dans la période où nous sommes, chacun s'exprime, et c'est normal, selon sa conviction. Lorsque nous sommes face à la question de la paix ou de la guerre, face à la question de l'oppression ou de la liberté, face à la question de la civilisation ou de la barbarie, dans une grande démocratie comme la nôtre, on débat dans le pays, on débat au Parlement, on discute dans les médias, et on discute aussi au sein de l'instance politique collégiale qui compose le gouvernement et on le fait devant le président de la République, dans le conseil des ministres.

» Et le moins que l'on puisse dire, et les Français en sont juges, est que dans cette circonstance difficile, le gouvernement – à travers le ministre des affaires étrangères dans son action diplomatique, à travers le ministre de la défense dans son travail de mobilisation et d'organisation des armées, le premier ministre lui-même et le gouvernement dans sa collectivité – assume pleinement sa part des missions qu'il doit remplir au sein de l'exécutif, vous devriez en prendre la mesure.

» Le débat ayant eu lieu, je pense que nous pouvons dire (...) que nous partageons deux convictions fondamentales : la première, et je l'ai entendue dans tous les groupes politiques, c'est la condamnation absolue de M. Milosevic, de son régime et la politique de purification ethnique, le refus de la violence et le refus des exactions ; la deuxième conviction que nous partageons, c'est que notre objectif est celui d'une issue politique à la crise, mais d'une issue politique qui interdise l'actuelle répression et qui permette aux Kosovars de vivre en paix et libres dans leurs terres, même si cette terre, selon nous, aujourd'hui, doit être une partie autonome dans la République fédérale de Yougoslavie.

» A partir du moment où nous sommes d'accord – je crois, l'ensemble ou l'essentiel des forces politiques françaises, en tout cas celles qui sont rassemblées ici – sur ces deux objectifs, je pense qu'ensuite la discussion a lieu sur les moyens (...). »

La droite s'empare des divisions de la majorité « plurielle »

LA COHABITATION les a un peu engourdis. Il a fallu quelques heures à l'opposition, mercredi 31 mars, pour réaliser que le débat qui divisait publiquement la gauche « plurielle » lui offrait une fantastique opportunité de s'en prendre à Lionel Jospin. Reçu en fin de matinée à Matignon avec tous les présidents de groupe de l'Assemblée et du Sénat, Philippe Douste-Blazy fait d'ailleurs savoir à Daniel Vaillant, ministre chargé des relations avec le Parlement, que son groupe, l'UDF, n'a pas l'intention d'interroger le premier ministre, lors de la séance des questions à l'Assemblée, sur le Kosovo.

La question, pourtant, s'est posée dès le matin. Chez les centristes, certains suggèrent à François Bayrou d'interpeller M. Jospin sur la position des ministres communistes. Mais les participants retiennent plutôt les doutes exprimés par Jacques Barrot sur l'opération des alliés en Serbie. « *En Auvergne, quand on veut tuer un nid de guêpes, on commence d'abord par assurer la sécurité des voisins, puis seulement on jette des pierres, et enfin, on n'exclut pas d'envoyer des pompiers pour finir d'étouffer le nid* », dit-il.

Les divergences publiques exprimées par plusieurs membres du gouvernement pendant le conseil des ministres décident les états-majors de droite à lancer l'offensive. Philippe Séguin juge « *impensable que lorsque la France est en situation de guerre, elle ait un gouvernement divisé sur la question de la guerre* ». M. Bayrou rend public un communiqué dans lequel il affirme qu'« *il est impensable que le seul manquement notable à la solidarité nationale se manifeste au sein du gouvernement* ».

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Jean-Louis Debré dénonce, devant les caméras, « *l'attitude des communistes inacceptable et dangereuse. Ou ils démissionnent, ou le premier ministre leur demande de désavouer les propos de Robert Hue* ». A l'heure des questions au gouvernement, l'atmosphère est tendue. Lorsque Philippe Douste-Blazy se lève pour interpeller le premier ministre, l'offensive paraît cependant passablement improvisée. Alors que M. Jospin envoie le ministre des affaires européennes Pierre Moscovici répondre à sa place, l'opposition n'a prévu aucun relais pour poursuivre l'attaque.

Les députés de l'opposition se rattrappent dans les couloirs. Claude Goasguen, Pierre Lellouche, François d'Aubert et plusieurs députés RPR, UDF et DL ne parlent plus que de « *démission* », « *lâcheté* », « *incohérence* » du PCF, oubliant ainsi ceux des leurs qui, malgré l'engagement de Jacques Chirac, doutent, eux aussi, de l'efficacité de l'action de l'OTAN. En fin d'après-midi, c'est à la télévision que ceux-là s'exprimeront par la voix de Charles Pasqua qui vient dire, sur France 2, que l'intervention de l'OTAN est une « *erreur* ».

Raphaëlle Bacqué et Pascale Robert-Diard

Le plan de guerre du PCF pour la paix dans la majorité

DEPUIS le déclenchement de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie, le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue, doit, à la fois, afficher sa différence avec la politique française, mettre en scène ses désaccords maîtrisés avec Lionel Jospin et encadrer les forts sentiments pro-serbes de ses militants. Délicate équation à trois inconnues : ses ministres, ses députés et sa base.

● **« Fabien » et ses ministres : entente cordiale.** Rien, dans la méthode, et les manières, ne doit évoquer un triste souvenir désormais tabou : la démission des quatre ministres communistes en 1984. Robert Hue, qui répète depuis 1997 que « *la participation communiste s'inscrit dans la durée* », s'y emploie activement depuis une semaine. Georges Marchais s'était réfugié dans le silence. M. Hue intervient immédiatement après les frappes, le 23 mars. La « ligne » est donnée.

Place du Colonel-Fabien, on se souvient aussi de Marcel Rigout et son fameux « *Georges Marchais est l'homme de l'échec* ». Le bureau national ne s'étant pas réuni, mardi 30 mars, pour cause d'inauguration des nouveaux locaux de la liste européenne du PCF, les ministres se sont directement entendus avec le secrétaire national pour définir leur rôle. Dans « Politique dimanche », le 28 mars, Marie-George Buffet voit dans l'appel à une conférence des Balkans le trait d'union possible avec la majorité. Jean-Claude Gayssot intervient en conseil des ministres, tandis que Michelle Demessine est chargée de rapporter ses propos sur le perron de Matignon : « *Nous n'avons pas été favorables aux frappes* », explique la secrétaire d'Etat au tourisme, au passé, avant d'évoquer, au présent, une « *inquiétude profonde* ».

● **Le PCF et la majorité « plurielle » : ni union de la gauche ni union sacrée.** Au Palais-Bourbon, dans la salle des quatre colonnes où il s'est attardé, Robert Hue répète à la presse sa conception des ministres communistes-« *relais* », son « *un ministre, ça ouvre sa gueule et ça reste* », son refus de l'ancienne union de la gauche. Seul Alain Bocquet fait entendre sa petite différence. Lui qui, en septembre 1998, n'avait pas hésité à plaider pour une plus grande liberté de ton – ce qui, selon lui, ne menaçait pas la participation des communistes au gouvernement –, rayonne. « *Enfin, j'ai été entendu ! Nous savons jusqu'où nous pouvons aller* », répète-t-il à l'envi. « *Nous sommes contre les frappes, mais on restera au gouvernement. Sauf si Jospin veut nous mettre dehors* », lance-t-il, bravache.

Les communistes ne veulent pas non plus de « *l'union sacrée* » : « *On voit bien à quoi ça a mené* », note Robert Hue. Comme Lionel Jospin les y avait conviés, les ministres sont intervenus devant Jacques Chirac, moyen commode de lui adresser ses critiques autant qu'au premier ministre. Et pour ne pas prêter le flanc aux attaques de la droite, les députés ont décidé de poser au ministre des transports une question sur... le tunnel du Mont-Blanc. Le scénario a réussi : Jean-Claude Gayssot n'a pas été sifflé.

● **Le « Parti », « L'Huma », la CGT et le « peuple de gauche » : le temps des manifs et des leçons.** A quelques mois des élections européennes, pas question de s'en faire remontrer par la gauche « *rouge* » pacifiste emmenée par Arlette Laguiller. *L'Humanité* nouvelle, qui « *n'est plus le journal du Parti* », dit tout haut ce que Robert Hue et les ministres communistes pensent tout bas. Avec, parfois, des manchettes qui rappellent le bon temps où il portait la faucille et le marteau. Le 31 mars, le quotidien titre : « *L'OTAN torpille Primakov* ». Les militants, déroutés par la liste d'« ouverture » aux européennes, s'y retrouvent pleinement. La Place du Colonel-Fabien aussi.

La manifestation prévue jeudi à Paris, place de la République, ne vise pas autre chose. Le secrétaire national du PCF sait que, au fond, le PS n'y est pas hostile : pour canaliser la « *radicalité* », mieux vaut Robert Hue et Georges Sarre qu'une extrême gauche solitaire. D'autant que, cette fois, l'appel dénonce plus clairement que le 26 mars « *la purification ethnique menée par Milosevic* ». Seule la CGT a coincé, mercredi, sur quelques lignes de l'appel intersyndical de la FSU. La centrale ouvrière hésite encore à signer un texte qui dénonce les « *nombreux actes de répression et d'atteinte aux droits de l'homme des forces de police et de l'armée serbe* ».

Ariane Chemin

DÉPÊCHES

OSCE
■ Vingt Kosovars employés de l'OSCE ont « *apparemment disparu, n'ayant pas été en contact avec leurs familles* », a indiqué, mercredi 31 mars, une source diplomatique à Vienne, précisant toutefois que le chaos au Kosovo interdit de conclure formellement qu'ils ont été éliminés. (*AFP, Reuters.*)

CAMPS DE CONCENTRATION
■ Il existe « *des indices* » permettant de dire que des « *camps de concentration* » ont été mis en place au Kosovo par les forces de sécurité yougoslaves, a annoncé à Bonn, mercredi 31 mars, le ministre allemand de la défense Rudolf Scharping. Selon ces « *indices* », lors des expulsions de villageois, les hommes « *de 16 à 60 ans* » seraient parfois mis à part et dans certains cas, ils seraient soit internés « *soit tués tout de suite* », a affirmé M. Scharping. – (*AFP.*)

UCK
■ Des combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) filtrent les arrivées des réfugiés kosovars après le principal point d'entrée en Albanie et incitent certains hommes à rester avec eux pour les enrôler, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP, mercredi 31 mars, à Kukes, en Albanie.

BELGRADE
■ Huit personnes blessées lors de frappes de l'OTAN sont décédées ces derniers jours à l'Académie de médecine militaire (VMA) de Belgrade, a indiqué, mercredi 31 mars, l'agence indépendante serbe Beta. 22 autres civils, soldats et policiers blessés lors des frappes et venant de différentes régions du pays, y sont hospitalisés. (*AFP.*)

VATICAN
■ Le Vatican a décidé d'envoyer un médiateur à Belgrade. Le chef de la diplomatie du Saint-Siège, Mgr Jean-Louis Tauran, était attendu à Belgrade jeudi 1er avril avec « *un message personnel du pape* » pour M. Milosevic, a annoncé mercredi le porte-parole du Vatican, Joaquim Navarro.

UKRAINE
■ L'Ukraine prépare des initiatives sur le Kosovo, a indiqué, mercredi 31 mars, son ministre des Affaires étrangères Boris Tarassiouk, dont une première mission de médiation à Belgrade samedi avait échoué. Certaines de ses nouvelles propositions ont été élaborées mardi avec ses homologues allemand, français et britannique, a-t-il précisé. – (*AFP.*)

CHIRAC
■ Le président Jacques Chirac, qui a reçu mercredi une délégation du Comité Kosovo, a « *franchement* » exclu toute idée de partition du Kosovo, ont indiqué le président de ce comité, Antoine Garapon, et le philosophe Alain Finkielkraut. « *Nous sommes venus apporter notre soutien à la politique de fermeté choisie par les Occidentaux, nous avons été sensibles au discours du président Chirac* », a déclaré M. Finkielkraut.

PRIMAKOV
■ Evguéni Primakov a eu des conversations « *difficiles* » à Belgrade, a confié le premier ministre russe à Jacques Chirac lors d'un entretien téléphonique, a rapporté mercredi 31 mars un porte-parole de l'Elysée. Le président français a remercié M. Primakov pour sa mission qui « *démontre le rôle constructif de la Russie et son engagement réel en faveur d'une solution pacifique* », a précisé Catherine Colonna. – (*Reuters.*)

BULGARIE
■ Les débris d'un deuxième missile de l'Otan sont tombés en Bulgarie, mercredi 31 mars, à 20 kilomètres de la frontière yougoslave, a annoncé la télévision d'Etat, précisant que l'incident est similaire à celui enregistré vendredi près du village de Tran et que dans les deux cas, il n'y a pas eu de blessés. – (*AP*)

SARAJEVO
■ Plus de 5 000 réfugiés musulmans sont arrivés à Sarajevo, venant pour la plupart de la région serbe du Sandzak, a indiqué, mercredi 31 mars, le HCR dans la capitale bosniaque. Plus d'un millier de Serbes « fuyant les bombardements de l'Otan » sont arrivés dans l'entité serbe de Bosnie, à Visegrad, selon l'agence SRNA. – (*AFP*)

ETHIOPIE
■ « *La pire guerre au monde se déroule ici, mais l'attention se porte au Kosovo* », a déclaré Ali Hamid Saïd, un des quelques 500 000 soldats érythréens et éthiopiens qui s'affrontent à nouveau depuis le 5 février, dans une guerre qui aurait fait des dizaines de milliers de morts depuis mai dernier, a rapporté, mercredi 31 mars, l'agence AP.

Graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Le rapporteur de l'ONU recommande la création d'un tribunal international

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans l'ex-Zaïre, Roberto Garreton, vient de présenter un rapport détaillant les nombreux cas d'exactions commises par le gouvernement de Kinshasa et par les rebelles tutsis à l'encontre de populations civiles. Il note un signe d'espoir dans la création d'un ministère des droits de l'homme, mais recommande la création d'un tribunal pénal international.

GENÈVE
de notre correspondante

Bien que les autorités en place dans la République démocratique du Congo depuis le 17 mai 1997 se soient initialement refusées à coopérer avec le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Roberto Garreton vient de présenter au Palais des Nations un rapport considéré par l'ensemble des délégués comme objectif et riche en informations. Le document fait état de graves violations des droits de l'homme perpétrées tant par les forces gouvernementales et leurs alliés que par celles de la rébellion.

Ainsi, le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila, considérant les rebelles tutsis – ou supposés tels – comme *« des virus, des moustiques, des ordures »*, se livrerait à leur encontre à une politique de nettoyage ethnique, avec son cortège d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires, de violences de tout ordre (y compris des violences sexuelles, ces dernières étant considérées comme des méthodes de guerre contre les femmes tutsies ; durant le conflit ethnique des provinces du Kivu, des militaires gouvernementaux, estimant que les femmes célibataires étaient *« des sorcières et des cannibales »*, les ont massacrées après les avoir torturées). Il convient d'ajouter l'enrôlement d'enfants pour commettre des actions guerrières. Le gouvernement a lancé sur les ondes un appel invitant les jeunes à s'engager dès l'âge de douze ans. Les militaires enlèvent des enfants d'orphelinats pour les envoyer au front. On rappelle en outre les bombardements aveugles de populations civiles qui accompagnent ces diverses exactions. Les violations des droits de l'homme dont se sont rendues responsables les forces rebelles ne sont pas moins graves.

Ainsi des enfants ont-ils été assassinés pour avoir refusé de s'engager dans leurs rangs. Des témoins ont vu des recrues de dix ans revêtues d'uniformes militaires et armées. Le rapport fait encore état de massacres importants : des charniers de plusieurs centaines de civils ont été découverts, des cadavres ont été mutilés et lacérés. En outre, des tortures particulièrement brutales ont été pratiquées sur des prisonniers, et des femmes provenant d'ethnies autochtones ont été violées. Des détentions arbitraires frappent tous ceux qui sont soupçonnés d'être des proches du président Kabila. Entre le 2 et le 8 août 1998, 356 Katangais ont été arrêtés, comme l'ont été une trentaine de chefs traditionnels le 14 septembre. Tous ont disparu. On suppose que certaines victimes ont été brûlées afin que l'on ne retrouve pas leur trace.

Les rebelles ont pratiqué de nombreux pillages de denrées destinées à l'assistance humanitaire et appartenant à des organisations apparentées aux Nations unies et à des ONG. La plupart des travailleurs humanitaires ont été humiliés et menacés. Les rebelles, toujours, se sont emparés de la centrale électrique d'Inga les 12 et 14 août 1998 et ont provoqué une situation catastrophique, privant d'eau et d'électricité les hôpitaux de Kinshasa – ce qui a conduit au décès d'une dizaine de personnes – et arrêtant l'approvisionnement de la population.

« ANTICHAMBRE DE LA MORT »

La Cour d'ordre militaire applique *« avec une effrayante régularité »* la peine de mort à l'issue de jugements qui, eux, sont généralement entachés d'irrégularités. Des enfants de treize ans ont été condamnés à mort (mais la peine de l'un d'eux, coupable de la mort accidentelle d'un fonctionnaire au cours d'un match de football, a été commuée en travaux forcés à perpétuité). La torture sévit, entraînant la mort dans certains cas, et laisse presque toujours de graves séquelles. Les personnes accusées de sorcellerie sont rouées de coups ainsi que les membres de l'ethnie Maï-Maï. Le rapport dénonce des viols commis en grand nombre sur des fillettes détenues. Chaque jour, selon M. Garreton, des militaires commettent des pillages, des vols d'argent et de voitures dans tout le pays.

Le rapport fait état de l'existence de nombreuses prisons non autorisées, jusqu'au domicile même de hauts fonctionnaires. L'une d'elles, celle de Bulawo, a été qualifiée d'*« antichambre de la mort »* ; le nombre de détenus de celle de Kassapa est passé de 414 à plus de 1 500. 26 détenus de la prison de Makala (à Kinshasa), qui avaient tenté de s'évader, ont été exécutés après avoir été torturés. Les auteurs de cette exécution jouissent d'une totale impunité. Quant aux ONG qui se dévouent pour la défense des droits de l'homme, elles ont été pillées, menacées, suspendues, interdites, leurs dirigeants menacés et parfois incarcérés.

Les rebelles, pour leur part, ont mis en place de nombreuses prisons clandestines auxquelles les organismes humanitaires n'ont pas accès. Certaines sont de véritables centres de torture, et même d'extermination. L'ancienne résidence de Mobutu à Goma a ainsi été transformée en prison.

Selon les conclusions du rapport, si les deux parties au conflit ne tiennent aucun compte des règles du droit international humanitaire, force est de constater que les rebelles font preuve d'une *« rare cruauté »*, surtout envers les réfugiés. Cependant, ni les forces gouvernementales ni les rebelles ne reconnaissent avoir commis de crimes. Les deux parties s'opposent à toute enquête impartiale et indépendante sur le terrain. Dans l'ensemble, les principales victimes sont les civils, et surtout les femmes et les enfants.

Selon M. Garreton, il est toutefois des signes qui permettent quelque espoir : la création toute récente d'un ministère des droits de l'homme, et l'annonce d'une coopération avec le raporteur spécial pour les droits de l'homme. Le rapporteur chilien recommande la création d'un tribunal pénal international qui permettrait d'examiner les faits mentionnés dans son rapport.

Isabelle Vichniac

Un journaliste condamné, un universitaire arrêté

Le directeur du journal *Vision*, Thierry Kyalumba Kabonga, a été condamné, mardi 30 mars, à quatre ans de prison ferme par un arrêt de la Cour d'ordre militaire de la RDC. Arrêté le 12 janvier par le Conseil national de sécurité (CNS), placé sous l'autorité directe de la présidence, Thierry Kyalumba était accusé d'*« atteinte à la sûreté de l'Etat »*, sans plus de précisions. Le journal dénonce ce jugement et *« exige la libération pure et simple »* de son directeur.

D'autre part, Félicien Tshibangu Kalala, professeur de droit à l'université de Kinshasa (Unikin), a été interpellé et gardé au cachot des services de sécurité, ont indiqué, mercredi 31 mars, ses proches à l'AFP. M. Tshibangu aurait été dénoncé auprès des services de sécurité par un groupe d'étudiants pour des propos jugés *« injurieux »* à leur encontre. Cette arrestation intervient quelques jours après le retour à Kinshasa de M. Tshibangu au terme d'un séjour à Lubumbashi où il avait donné une série de conférences. – *(AFP.)*

Les négociations sur l'Ulster pourraient aboutir prochainement

BELFAST. Le porte-parole de Tony Blair a annoncé, jeudi 1er avril, que le premier ministre britannique et son homologue irlandais, Bertie Ahern, espéraient pouvoir faire prochainement une déclaration décisive sur les négociations sur l'Irlande du Nord. MM. Blair et Ahern ont passé la nuit de mercredi à jeudi en pourparlers près de Belfast avec les partis politiques nord-irlandais pour tenter de débloquer l'application de l'accord de paix d'avril 1998, qui achoppe sur la question du désarmement des paramilitaires.

« Des progrès substantiels ont été faits », a annoncé le porte-parole, les deux premier ministres *« estiment que les éléments clés sont en train de se mettre en place »*. Les négociations, qui se poursuivent depuis lundi, tentent de concilier l'exigence des protestants unionistes d'une reddition d'armes de l'IRA avant toute formation de l'exécutif et la position du Sinn Fein, l'aile politique de l'IRA, qui demande la mise en place du gouvernement et affirme ne pouvoir s'engager sur le désarmement. – *(AFP.)*

L'ONU soupçonne Bagdad de l'assassinat de l'ayatollah al-Sadr

GENÈVE. Le rapporteur de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Irak, M. Max van der Stoel, a implicitement accusé Bagdad, mercredi 31 mars, d'être responsable de la mort du principal dignitaire chiite d'Irak, l'ayatollah Mohammad Sadek al-Sadr, en février dernier. *« Il y a de nombreuses indications montrant que le gouvernement n'est pas aussi innocent qu'il le déclare »* dans cette mort, a-t-il dit lors d'une conférence de presse précédant la présentation officielle de son rapport critique sur la situation des droits de l'homme en Irak devant la commission des droits de l'homme, à Genève. *« L'ayatollah al-Sadr et ses deux fils ont été tués le 18 février, une semaine après avoir demandé la libération des religieux chiites emprisonnés »*, a ajouté le rapporteur. – *(AFP.)*

Une élection présidentielle est prévue au Paraguay dans les six mois

ASUNCION. Les nouvelles autorités paraguayennes ont décidé, mardi 30 mars, l'organisation d'une élection présidentielle *« dans les six mois »*, selon des sources officielles à Asuncion. Le nouveau président paraguayen par intérim Luis Gonzalez Macchi sera le candidat unique des trois forces qui composent le gouvernement formé dans la journée, le Parti colorado, le Parti libéral (PLRA) et le Parti social-démocrate (PEN).

Le nouveau gouvernement paraguayen a été constitué mardi par le président Gonzalez Macchi. Il est composé de dix membres, six appartenant au Parti colorado, au pouvoir depuis 1947, et quatre sont issus des rangs de l'opposition (deux PLRA et deux PEN). – *(AFP.)*

François Compaoré est renvoyé devant un tribunal militaire

OUAGADOUGOU. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Ouagadougou, se déclarant *« incompétente »*, a renvoyé mercredi devant un tribunal militaire l'affaire de meurtre impliquant François Compaoré, le frère du président burkinabé Blaise Compaoré.

François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat, a été inculpé en janvier pour *« meurtre et recel du cadavre »* de son chauffeur David Ouédraogo.

Ce dernier est décédé le 18 janvier 1998 après avoir été torturé par des militaires de la sécurité présidentielle. *« Nous sommes extrêmement satisfaits, puisque nous plaidions la nullité de la procédure, parce que nous souhaitions le triomphe du droit et la saisie de nouveaux juges pour enquêter sur cette regrettable affaire »*, a déclaré Me Pierre Olivier Sur, l'avocat français de François Compaoré.

DÉPÊCHES

■ **ETATS-UNIS : les quatre policiers new-yorkais blancs qui ont** tué, début février, un immigré noir sans arme, déclenchant une vague de protestation, ont été inculpés, mercredi 31 mars, pour meurtre au second degré, a annoncé le procureur du Bronx. *« Ils ont tiré avec l'intention de tuer »*, a expliqué lors d'une conférence de presse le procureur, Robert Johnson. *« Ils n'ont pas pu voir M. Diallo les menacer, puisque M. Diallo n'avait pas d'arme »*, a-t-il souligné. – *(AFP.)*

■ **Louis Farrakhan, le dirigeant noir de la Nation de l'Islam, a été hospitalisé** à l'hôpital de l'université Howard de Washington, mercredi 31 mars. M. Farrakhan, soixante-cinq ans, dont le mouvement musulman est basé à Chicago, est gravement malade depuis plusieurs semaines. – *(AFP.)*

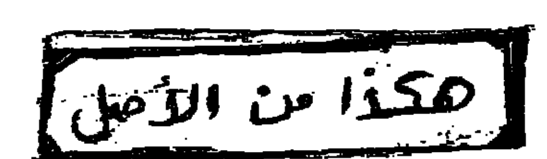
■ **INDONÉSIE : la police anti-émeute a dispersé violemment,** mercredi 31 mars, une manifestation de 150 étudiants protestataires à Djakarta, faisant au moins cinq blessés, selon des témoins. Djakarta n'avait pas connu pareils heurts depuis le 4 mai 1998. – *(Reuter.)*

■ **IRAK/VATICAN : une délégation religieuse irakienne se rendra** au Vatican à la mi-avril pour remercier le Pape Jean Paul II de ses prises de position en faveur de l'Irak, a indiqué mercredi 31 mars un responsable du patriarcat chaldéen. La délégation, dépêchée par le chef de l'Etat Saddam Hussein, sera présidée par le patriarche chaldéen Raphaël Ier Bidawid et comprendra deux dignitaires musulmans et un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. – *(AFP.)*

L'OMC peine à se trouver un nouveau directeur général

GENÈVE. A un mois de l'expiration, fin avril, du mandat de son actuel directeur général, Renato Ruggiero, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas réussi à lui trouver un successeur. Réunis à Genève à la nouvelle date butoir qu'ils s'étaient fixés, mercredi 31 mars, les représentants de 134 membres de l'OMC se sont rapidement séparés et ont décidé de se retrouver après Pâques, faute de consensus sur l'un des deux candidats restés en lice, le vice-premier ministre thaïlandais Supachai Panitchpakdi, et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore.

Les deux candidats sont toujours *« très proches »*, ont expliqué des diplomates, avec un léger avantage pour le Thaïlandais. Alors que M. Supachai apparaît comme le candidat des pays en développement, disposant notamment du soutien de l'Asie et du Japon, les Etats-Unis lui préfèrent nettement son rival néo-zélandais, jugé plus proche de leur conception de la libéralisation du commerce mondial. Ces derniers temps, Washington n'a pas ménagé ses efforts pour imposer Mike Moore. L'Union européenne peine à se prononcer clairement. – *(Corresp.)*



Le Brésil, qui surmonte sa crise financière, bénéficie à nouveau de l'aide internationale

Le FMI a libéré une deuxième tranche de 4,9 milliards de dollars. Cette décision ouvre la voie au versement d'un montant équivalent de la part des grands pays industrialisés

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Le Fonds monétaire international (FMI) a officiellement avalisé le nouvel accord négocié avec le gouvernement brésilien à la suite de la dévaluation du real (la devise brésilienne) intervenue à la mi-janvier. Cette décision a ouvert la voie au versement de la part de l'institution de 4,9 milliards de dollars (4,57 milliards d'euros) et à celui – d'un montant équivalent – de la part de la Banque des règlements internationaux chargée de gérer l'enveloppe globale de 41,5 milliards de dollars mise à la disposition de Brasilia par la communauté financière internationale en vertu de l'accord paraphé en novembre 1998. En décembre, le Brésil avait bénéficié d'un premier versement total de 9,4 milliards de dollars. Le changement de politique monétaire décidé par le gouvernement à la mi-janvier avait provoqué l'effondrement du real, gelé le processus d'aide et amené le gouvernement brésilien et le FMI à redéfinir de nouveaux objectifs macro-économiques. Ce réajustement semble commencer à payer.

Le FMI, dont la crédibilité a été sérieusement écornée par les crises asiatique et russe, a quelques bonnes raisons de se montrer satisfait de l'évolution de la situation au Brésil. Le regain d'inflation, jugé inévitable par beaucoup d'observateurs dans la foulée de l'effondrement du real et du renchérissement des produits importés, ne s'est pour l'instant pas produit. Selon l'institut de conjoncture brésilien indépendant Getulio Vargas, l'inflation n'a progressé en mars que de 2,83 %, portant la progression des prix sur les trois premiers mois de l'année à 7,44 %. Il est vrai que la forte récession, fruit de l'extrême rigueur de la politique monétaire adoptée ces derniers mois, inhibe les dérapages tant redoutés. Au point que la banque centrale s'est permis de réduire, il y a une semaine, son taux directeur de 45 à 42 %. Les analystes, unanimes, revoient désormais à la baisse la prévision d'une inflation de 16,8 % agréée par le FMI.

D'autant que le Congrès a récemment approuvé les dernières mesures du plan d'ajustement d'un montant de 23 milliards de reals (12,2 milliards d'euros) englobant coupes budgétaires et relèvements d'impôts. Pierre angulaire de l'accord renégocié avec le FMI, l'excédent budgétaire primaire (excluant le service de la dette publique) devrait, au vu des premiers résultats, atteindre au moins 3,1 % du produit intérieur brut, conformément à l'objectif fixé. Cet ensemble d'éléments positifs favorise une reprise, encore timide, du flux de capitaux étrangers vers le Brésil. Guetté un temps par une véritable « désintégration », le real en profite pour reprendre des couleurs. Mercredi 31 mars, le real se redressait face au dollar pour la sixième séance consécutive : le billet vert s'échangeait en clôture à 1,71 real, contre 2,17 reals au plus fort de sa débâcle. Son taux de change se rapproche, bien plus rapidement que prévu, du cours pivot de 1,70 real pour 1 dollar qui, selon les prévisions officielles, ne devait être atteint qu'en fin d'année. La dépréciation du real face au billet vert n'est plus que de 30 %.

La « sortie par le haut » de la crise brésilienne dépend pour l'heure du rétablissement par les banques privées internationales des lignes de crédits commerciaux grâce auxquelles le Brésil serait en mesure de dégager un excédent susceptible de « couvrir » une bonne partie de son déficit courant. Ce dernier s'élevait encore, fin février, à 35 milliards de dollars sur les douze derniers mois. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds sollicités se sont contentés de généreuses promesses. Le gouvernement brésilien pourra bientôt juger de la confiance qu'il inspire à l'occasion de l'émission d'*eurobonds* prévue pour le cours du mois d'avril.

Jean-Jacques Sévilla

Excédent commercial 1999 : prévision revue à la baisse

L'excédent de la balance commerciale brésilienne ne dépassera pas 5,4 milliards de dollars en 1999, selon une estimation rendue publique mercredi 31 mars par la Fondation centre d'études du commerce extérieur (Funcex). Ce chiffre est en deçà de l'objectif de 11 milliards de dollars du FMI. La Funcex pronostique pour les prochains mois une baisse de près de 15 % des importations et une hausse des exportations d'environ 6,5 %. L'institut confirme l'impact positif de la dévaluation du real face au dollar sur le commerce extérieur mais signale que ses effets seront encore plus évidents à long terme. Les exportations ont augmenté de 10,9 % en février par rapport à janvier mais leur valeur a été cependant de 12 % inférieure à celle de février 1998.

A Santiago-du-Chili, le juge Guzman attend Augusto Pinochet

La justice demande l'arrestation de militaires accusés d'assassinat

La justice chilienne bouge. Elle a ordonné, mardi 30 mars, l'arrestation de douze militaires et anciens agents de la police secrète du régime du général Pinochet, accusés de l'assassinat du syndicaliste Tucapel Jimenez en 1982. Cette décision constitue une surprise alors que le dossier avait été classé en 1998.

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre envoyée spéciale

S'il était renvoyé au Chili, Augusto Pinochet devrait affronter la justice de son propre pays : vingt plaintes ont été, jusqu'à présent, déposées contre lui pour les graves violations contre les droits de l'homme commises pendant la dictature (1973-1990). A Santiago, défiant les nombreux obstacles, le juge Juan Guzman Tapia, soixante ans, attend de pied ferme le vieux caudillo, qu'il souhaite interroger personnellement et *« face à face »*.

Fuyant les journalistes, ce magistrat discret mène, depuis plusieurs mois, une patiente enquête pour réunir des preuves contre l'ancien dictateur. Semblant ignorer les pressions, le juge Guzman, qui a été désigné en janvier, a entre les mains un dossier de 2 500 pages. Il pourrait procéder à de nouvelles inculpations dans les prochains jours, indique-t-on de source extra-judiciaire dans la capitale chilienne.

Après avoir interrogé plusieurs dizaines de personnes – des victimes de la dictature, des militaires et d'anciens repentis de la DINA (la police secrète du général Pinochet) –, le juge Guzman serait en mesure de prouver plusieurs délits graves. Ils concernent notamment la sinistre « Caravane de la mort », au cours de laquelle furent fusillés 72 opposants à la dictature, en octobre 1973, mais aussi l'utilisation, comme centre clandestin de détention et de torture, de la mystérieuse Colonia Dignidad, à 350 kilomètres au sud de Santiago.

Les activités suspectes de cette « colonie » – mi-secte, mi-camp de travail – fondée, en 1961, par d'anciens nazis, ont défrayé la chronique depuis près de quarante ans. Le directeur de la colonie, Paul Schaefer, ancien caporal du III[e] Reich, et son adjoint, le médecin Hartmut Hopp, sont accusés de sévices sexuels sur des mineurs et soupçonnés de fraude fiscale, trafic d'armes, manipulations génétiques et esclavage.

« UN PARADIS D'ORDRE »

En 1997, des organisations de défense des droits de l'homme et des députés socialistes avaient affirmé que les cadavres de 112 opposants, enlevés par la DINA entre 1973 et 1977, auraient été enterrés à l'intérieur du domaine. Il est vrai qu'en 1973 Paul Schaefer avait appuyé le coup d'Etat militaire du général Pinochet. Il est vrai aussi que Lucia Pinochet, la redoutable épouse du dictateur, décrivait la colonie comme *« un paradis d'ordre et de propreté »*, où son mari aimait parfois passer le week-end.

Escorté par une centaine de policiers, le juge Guzman a réussi à franchir les barbelés électrifiés et les miradors qui protègent l'immense propriété où vivent plusieurs centaines de personnes, allemands et chiliens, en majorité chrétiens évangélistes. Des anciennes victimes de la DINA, qui accompagnaient le magistrat, ont reconnu les lieux de leur détention : de lugubres tunnels souterrains creusés sous un hangar. Des photos de cette spectaculaire opération-commando ont été publiées par la presse chilienne. En revanche, les corps d'éventuelles victimes de la dictature n'ont pas été retrouvés. Mais le juge Guzman n'a pu examiner qu'une zone réduite du domaine, qui s'étend sur 17 000 hectares.

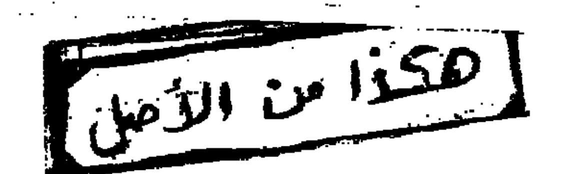
Des fosses communes ont déjà été localisées au Chili et des recherches se poursuivent dans plusieurs régions du pays. Mais il est impossible pour le juge Guzman de pénétrer dans des enceintes militaires. S'il obtient l'autorisation de la justice militaire, le magistrat pourra toutefois envoyer sur place des experts dignes de sa confiance.

Obsédé par le dossier Pinochet et flanqué en permanence de gardes du corps, le juge Guzman reste serein. Ce magistrat francophone, qui a étudié la philosophie du droit à la Sorbonne, est convaincu que, sur le plan juridique, toutes les conditions sont réunies au Chili pour lui permettre d'interroger l'ancien dictateur.

A l'issue du verdict des Lords britanniques du 24 mars, le président Eduardo Frei n'a t-il pas assuré qu'à son éventuel retour le général Pinochet sera traduit devant les tribunaux chiliens ? Une demande de destitution de la charge de sénateur à vie, dont jouit le vieux caudillo, pourrait être acceptée par la Cour Suprême dont la majorité des membres n'est plus dévouée à l'ancien dictateur. Malgré l'amniste imposée par les militaires en 1978, certains juristes soulignent que l'enlèvement et la disparition de personnes sont des délits imprescriptibles d'après la loi chilienne.

Au palais de justice, on reconnaît toutefois qu'il sera difficile de faire accepter l'idée d'un procès Pinochet aux chefs des forces armées qui vouent une « affection » durable à celui qui fut leur chef pendant un quart de siècle. Après vingt-cinq ans d'amnésie au Chili et l'élection présidentielle en décembre 1999, il sera peut-être tout aussi difficile d'obtenir l'enthousiasme des politiques et des milieux d'affaires.

Christine Legrand



EXTRÊME DROITE La visite à Toulon de Carl Lang, dépêché par Jean-Marie Le Pen après la décision du maire, Jean-Marie Le Chevallier, de quitter le Front national (*Le Monde* daté 28-29 et du 30 mars), a abouti, mercredi 31 mars, à la mise en place d'un groupe municipal appuyant l'action du premier magistrat. M. Lang a présenté cette formule comme un placement du maire *« sous tutelle »* du FN-UF, que M. Le Chevallier récuse. ● LE DÉSORDRE qui règne à la mairie, depuis trois ans, a de lourdes conséquences sur la gestion de la ville, mais n'est pas considéré, à la préfecture, comme pouvant justifier une intervention de l'Etat, tant que les missions de service public sont assurées. ● L'HYPOTHÈSE d'élections municipales anticipées est envisagée par les conseillers municipaux mégrétistes et oblige les oppositions de gauche et de droite à préciser leurs stratégies.

Le Front national lepéniste tente de garder le contrôle de Toulon

Envoyé en mission par Jean-Marie Le Pen, mercredi 31 mars, Carl Lang a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, Jean-Marie Le Chevallier, qui a quitté le FN. La gestion de la ville va à vau-l'eau, mais la préfecture n'envisage pas, à ce stade, une intervention de l'Etat

TOULON
de notre correspondant

Tout va pour le mieux à la mairie de Toulon. Chacun, du moins, tente de s'en convaincre. Surtout parmi les vingt-sept élus du nouveau groupe Front national, présenté, mercredi 31 mars, par Carl Lang, secrétaire aux fédérations du mouvement lepéniste, qui s'était déplacé à Toulon pour remettre de l'ordre après la démission de Jean-Marie Le Chevallier du Front national pour l'unité des Français (FN-UF), le 26 mars.

Chacun des membres de ce groupe, présidé par Daniel Négrel, adjoint aux sports, a signé une motion par laquelle il s'engage à *« respecter la discipline du Front national de Jean-Marie Le Pen »*. Avec une certaine solennité, M. Lang a tenu à préciser : *« Ce groupe politique étant majoritaire dans cette municipalité, nous avons décidé de mettre la mairie de Toulon sous contrôle du Front national et de mettre le maire de Toulon sous tutelle de notre parti. »* Cette décision fait sourire M. Le Chevallier, qui, joint par *Le Monde*, après cette réunion, a laissé tomber en guise de commentaire : *« Nous voilà en face d'une perspective soviétique ! »* Le maire a ajouté : *« La seule "tutelle" à laquelle je me soumets, c'est celle de l'électorat. Quant aux membres de ce groupe, ce sont de vieux amis et anciens colistiers, avec lesquels je n'aurai aucun problème pour travailler au bien-être des Toulonnais. »*

L'association fantôme, au sein de laquelle le maire de Toulon n'avait réussi à rallier que quatre irréductibles, dont son épouse, semble donc oubliée. Inutile d'élaborer de difficiles stratégies de rapprochement avec la droite républicaine. Le « maire non inscrit » peut désormais s'appuyer sur les fidèles du FN « canal historique », qui lui permettront de faire barrage aux velléités de pouvoir des neuf mégrétistes emmenés par son neuvième adjoint, Dominique Michel. Qui mieux est, M. Lang a fait savoir qu'il n'était pas dans l'optique des fidèles de M. Le Pen de demander la démission du maire.

Tout peut donc continuer. Le pire est à venir dans cette situation de blocage exacerbée par les vieilles rancoeurs, les inimitiés et les courses au pouvoir qui se sont fait jour, depuis quelques mois, dans cette majorité d'extrême droite, mettant en évidence ses différences et ses incohérences. Le maire et son épouse, très solidaires, peuvent se maintenir à leurs postes. Ils le feront d'autant plus volontiers qu'ils tirent une grande partie de leurs revenus des mandats politiques qu'ils occupent et que M. Le Chevallier sera d'évidence privé de ses défraiements de député européen en juin.

Du côté de la préfecture, on observe que le maire peut tenir jusqu'au vote du prochain budget, en mars 2000. Tant que les missions de service public de la mairie (rémunération des fonctionnaires, voirie, écoles, cimetières, etc.) sont assurées, l'Etat n'a pas à intervenir. Le budget de 1999 ayant été voté, M. Le Chevallier ne peut être confronté à une autre épreuve administrative ou financière majeure, au cours de laquelle il pourrait être mis en minorité. Même l'adoption du compte administratif, en juin, n'est pas de nature à bouleverser l'ordre de ce déséquilibre municipal : s'il n'était pas voté, il reviendrait à la chambre régionale des comptes de vérifier la bonne adéquation entre le budget général et le projet comptable.

VOUS AVEZ L'AIR PERDUS...

FN-UF

PANCHO

ÉVITER LE RETOUR AUX URNES

Certes, le maire pourrait abandonner son fauteuil, tout en restant conseiller municipal, et provoquer ainsi une élection interne ; mais il ne paraît pas tenté par cette aventure. En revanche, si plus d'un tiers des sièges du conseil municipal (59 élus) venait à être vacant du fait de démissions, les électeurs seraient appelés aux urnes : mais pas plus les mégrétistes que les lepénistes ne se sentent en position d'affronter les électeurs en cette période de fracture de l'extrême droite et de clivages locaux qui se ressentent même au niveau des adhérents, dont les chiffres seraient en baisse de 5 %, le FN-MN (mégrétiste) ayant du mal à recruter.

A droite, c'est le nom d'Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, qui revient d'autant plus souvent que l'intéressé a toujours affirmé son opposition au FN, sans jamais, il est vrai, s'engager bien avant sur le terrain de la confrontation électorale. Au grand dam de ses proches, il avait laissé ce soin à Marc Bayle (RPR), qui avait subi un cuisant échec contre M. Le Chevallier aux élections législatives de 1997. En attendant les résultats d'un sondage d'opinion commandé par les instances nationales de DL, le « patron » du département affirme aujourd'hui plus clairement sa détermination. *« Je me tiens prêt,* dit M. Falco, *et si je dois y aller, j'irai. L'équipe en place – toutes tendances confondues – est responsable de cet échec ; il est temps qu'elle s'en aille et que nous puissions revenir à un clivage normal et démocratique entre la droite et la gauche. »*

En privé, M. Falco ne cache pas qu'il se passerait bien de ce combat. Sénateur et président du conseil général, il devrait, s'il était élu maire, abandonner un de ces deux mandats. Pour Christian Martin, responsable du PS dans le Var, l'entrée de M. Falco dans la compétition municipale permettrait de tester sa popularité et ouvrirait, en cas d'échec, une faille dans la citadelle du conseil général, que les socialistes espèrent investir en 2001. M. Martin devrait, cependant, arbitrer entre deux députés PS, tous deux candidats à la mairie de Toulon, Odette Casanova et Robert Gaïa, dont la cordiale inimitié fera problème le jour du choix.

Les élections municipales, à leur date ou anticipées, ne semblent guère préocuper la majorité Front national. Le chef de file habilité par M. Lang, Daniel Négrel, parle de la *« cohabitation »* qui doit fonctionner au conseil municipal...

José Lenzini

Les menaces des mégrétistes

Même si des élections municipales anticipées, provoquées par la démission d'un nombre suffisant de conseillers muncipaux, sont, en fait, peu probables, agiter cette menace est devenu une méthode de réveil et de cohésion au sein des différentes formations politiques toulonnaises, jusque-là beaucoup plus préoccupées de critiques que de propositions pragmatiques.

Chez les mégrétistes, la stratégie est celle du putsch : il faut faire tomber le maire, et Dominique Michel affiche clairement ses intentions : *« Le débat est strictement politique,* dit-il. *Donc, nous nous opposerons systématiquement et par principe à toutes les délibérations proposées par Jean-Marie Le Chevallier. Tout est mis en œuvre pour que le prochain maire soit issu de notre groupe. »* Devant le refus du deuxième adjoint, Didier Gestat de Garambé, pourtant mégrétriste, d'envisager cette opportunité, le dirigeant toulonnais du Front national-Mouvement national ne fait pas mystère de ses ambitions.

Une litanie d'affaires

● **28 août 1995 :** Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint chargé de la communication et directeur de cabinet de Jean-Marie Le Chevallier, est découvert sans vie au bas de son escalier. Cette mort n'est toujours pas élucidée.

● **14 décembre :** cinq membres du Département protection sécurité (DPS) du Front national de Toulon sont entendus par la PJ dans le cadre de l'enquête sur la mort de Poulet-Dachary.

● **24 juin :** Cendrine Le Chevallier est condamnée, par le tribunal de Toulon, à verser 10 000 francs pour diffamation contre une responsable d'association. Condamnation confirmée en appel.

● **6 janvier 1997 :** David de Beauregard, chef de cabinet du maire, est mis en examen pour non-communication de pièces dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin.

● **5 mai 1998 :** un mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende à l'encontre de Mme Le Chevallier pour discrimination à l'embauche fondée sur les opinions politiques.

● **12 mars :** le parquet de Toulon ouvre une information judiciaire contre X... pour *« délit d'avantage »* dans le cadre de la passation du marché des cantines scolaires, qui aurait donné lieu au versement de 8,5 millions de francs de commissions. Le maire, trois de ses adjoints, mais aussi Robert Gaïa, député (PS) du Var, sont mis en examen pour *« complicité de délit d'avantage »*.

● **23 octobre :** Jean-Pierre Calone, adjoint au logement et président de l'office municipal des HLM, est mis en examen et écroué pour agressions sexuelles sur des employées de l'office.

● **17 mars 1999 :** le juge Fontaine, membre du FN à l'époque des faits, est condamné pour violation du secret de l'instruction ayant mis en cause l'ancien maire de Toulon François Trucy (UDF-PR) dans une prétendue affaire de pédophilie.

● **27 mars :** Jean-Claude Lunardelli, adjoint au maire, est entendu par la police, qui enquête sur des coups de feu tirés à proximité de sa propriété.

Sur tous les principaux dossiers, l'action municipale est paralysée

TOULON
de notre correspondant régional

La crise municipale toulonnaise est probablement plus liée au chaos local en matière de gestion qu'à la crise nationale qui affecte le parti d'extrême droite. Elle a d'ailleurs éclaté, en novembre 1998, avant l'explosion du FN. Elle est le fruit de divergences incessantes entre élus, d'un *turn-over* permanent au cabinet du maire et, surtout, d'une incapacité à prendre la mesure de la gestion d'une ville de 170 000 habitants. Tous les dossiers majeurs de la ville sont en panne et sont, comme le répètent les oppositions de gauche et de droite, « plombés ».

● **La société d'économie mixte d'aménagement du centre-ville (Semtad, devenue Sem-Toulon Aménagement).** Le programme du Front national aux élections municipales de 1995, intitulé « Mieux vivre à Toulon », promettait l'arrêt des sociétés d'économie mixte et l'interruption des garanties d'emprunt accordées par la ville. Arrivé aux affaires, le FN revient sur cette promesse : le maire estime que dissoudre la structure, c'est mettre la ville en faillite et se trouver en incapacité de réhabiliter le centre-ville. Jean-Marie Le Chevallier impose à sa majorité, qui se divise lors de réunions internes, de maintenir la Semtad, alors que la dénonciation de l'action de la précédente municipalité, dans cette affaire, était au coeur de la campagne de l'extrême droite. La crise, au sujet de ce dossier, rebondit régulièrement depuis... septembre 1995.

Les garanties d'emprunt, elles, ont constamment augmenté depuis trois ans et demi, car la SEM court après les liquidités. Quant à la commercialisation des immeubles réhabilités, elle traîne : en ces matières, la confiance, cet élément immatériel du commerce, est une question vitale. Or Dominique Michel, récemment converti au mégrétisme et adjoint en charge de la SEM, dans son ardeur à démolir l'ancienne majorité et son héritage, a multiplié les attaques contre la société dont il avait la tutelle. Résultat : la majorité a encore dû recapitaliser sa SEM en 1997 et 1998, en rachetant pour son propre compte des parkings et des rez-de-chaussée d'immeubles, à chaque fois pour 10 millions de francs. En outre, les retards de travaux, non terminés au 31 décembre 1998, ont fait perdre définitivement le bénéfice de subventions d'Etat ou de l'Europe.

● **Culture.** Il fallait, selon le programme municipal du FN, *« rendre aux Toulonnais »* la culture. Le bilan est éloquent. Le Théâtre national de Châteauvallon a subi des assauts, son directeur est parti, mais le centre est passé entre les mains de l'Etat, du département et de la région. Le Salon du livre, qui était la plus importante manifestation annuelle de la ville en matière culturelle, est passé entre les mains du conseil général ; la mairie a organisé deux petites foires aux livres d'extrême droite et renoncé à la prochaine.

● **Toulon Habitat, office municipal des HLM.** L'office n'a plus de réserves, et son ancien président est en prison pour agressions sexuelles. Depuis 1995, rien n'a été construit ou entrepris. Il n'y a donc pas eu apport de populations nouvelles, plus aisées et solvables, celles qui renflouent les caisses. Résultat : la solvabilité de l'ensemble du parc est menacée.

● **Le projet de médiathèque de la place de la Liberté.** Lourd héritage de la municipalité précédente, ce projet a abouti à la vente pour 1 franc symbolique, puis pour 500 000 francs, de la dalle bétonnée du centre-ville, refusée par le préfet. L'autorité préfectorale avait estimé que cela représentait une subvention masquée au groupe privé belge qui s'en était porté acquéreur.

● **Le contrat de baie.** Un dossier peu spectaculaire, mais vital : une « table ronde », réunissant l'essentiel des communes de l'agglomération (500 000 habitants), tente d'imaginer le premier contrat de baie en Méditerranée. Il faut, en effet, penser l'avenir à long terme de la rade, magnifique et fragile, en termes de pollution, de mytiliculture et de tourisme. Aides européennes ou contrat de plan Etat-région pourraient soutenir études et projets. Constamment relancée, la ville de Toulon a joué la « chaise vide », paralysant les autres communes et enlisant l'avenir.

● **Contrat de plan Etat-région.** Alors que toutes les collectivités locales de la région se mobilisent pour obtenir des préfets de département, du conseil régional ou du préfet de région des aides, sur la base de projets éligibles à ce contrat qui sera voté à l'automne pour six ans, Toulon n'a rien préparé. Il paraît difficile qu'elle puisse, désormais, le faire à temps.

Michel Samson

Jeunesse toulonnaise : une fuite en avant qui aboutit à la fermeture des centres aérés

TOULON
de nos correspondants

Les mésaventures de l'association Jeunesse toulonnaise sont d'autant plus intéressantes que le travail dans la jeunesse était un axe essentiel de l'équipe au pouvoir et que l'épouse du maire, Cendrine Le Chevallier, dont l'influence est beaucoup plus grande que son statut de septième adjointe ne le laisse supposer, y a consacré toutes ses forces. Mise en règlement judiciaire, début mars, par le tribunal de grande instance, à la suite d'un recours du préfet devant le tribunal administratif, l'association n'existe plus.

Une délibération du conseil municipal vient de municipaliser les centres aérés, qui accueillaient un bon millier d'enfants chaque mercredi, mais ceux-ci sont restés fermés tout le mois de mars, malgré quelques tentatives de regroupement des enfants dans un centre. Le naufrage risque d'être politiquement coûteux, car il affecte directement des parents qui n'ont pas d'autre solution de garde de leurs enfants le mercredi.

Dès 1995, Mme Le Chevallier avait décidé de ne pas se contenter des accueils à la journée, spécialité ordinaire des villes moyennes. Il lui fallait montrer que la ville pouvait, seule, prendre en charge des colonies de vacances, vocation naturelle du conseil général, mais aussi l'accueil d'enfants handicapés, ou le soutien scolaire. L'association Jeunesse toulonnaise (JT), reprise en main après d'âpres batailles juridiques, se lance donc dans un programme d'accueil démesuré, à des prix très élevés : dans la convention passée, à l'automne 1997, entre JT et la ville, il est stipulé que celle-ci verse 240 francs de subvention journalière par enfant accueilli. En outre, JT, sans le dire au conseil municipal, acquiert des bâtiments dont il n'est même pas sûr qu'ils doivent revenir à la ville à la fin de la délégation de service public accordée à l'association. Interpellée sur ce point, Mme Le Chevallier avoue un jour que ce dispositif pourrait servir *« au cas où le FN perdrait la mairie »*.

UN GOUFFRE SANS FOND

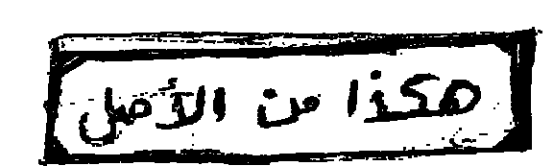
Début 1998, JT propose à la ville d'acquérir Le Vallon du soleil, grande bâtisse du village voisin de La Crau. L'investissement pour la réhabilitation de cette maison, en fort mauvais état, dépasse de loin les capacités financières de l'association. Les appels à la raison n'y peuvent rien : il fallait absolument prouver que Mme Le Chevallier gagnerait dans sa concurrence avec le conseil général. Au passage, les subventions aux autres activités en pâtissent, en particulier celles destinées à l'action sociale de la ville. Comme les élus d'opposition, Eliane de la Brosse, en charge du Centre communal d'action sociale (CCAS), proteste en vain.

Ce dossier occasionne une faille sérieuse dans la majorité : politiquement, il offre au couple Le Chevallier le moyen d'une vengeance contre Mme de la Brosse, « ennemie de l'intérieur » ; socialement, il permet de mettre plus d'argent en faveur des classes moyennes qu'en faveur des enfants de déshérités. Aider les quartiers les plus pauvres est considéré, en effet, par les élus FN, comme *« une préférence étrangère de fait »*. La ville pourvoit donc aux déficits jusqu'à ce que l'opération apparaisse comme un gouffre sans fond, qui s'ajoute aux dépenses inconsidérées de JT : achat d'un car, de voitures, augmentations du personnel d'encadrement « politiquement sûr », embauches d'un personnel administratif pléthorique. Un syndicaliste estime que, sur trente personnes recrutées pour ces dernières tâches, une dizaine remplissaient des fonctions utiles, le reste collant surtout des affiches.

La liquidation de l'association JT était inévitable, entraînant son cortège de licenciements et celle du directeur mégrétiste, Gilbert Péréa, longtemps âme damnée de Mme Le Chevallier. Le maire, devant l'échec, décide de municipaliser tous les centres aérés et la base nautique ; il propose de conserver 61 emplois sur les 160 comptabilisés par l'administrateur judiciaire, Henri Bor. M. Le Chevallier assure au conseil municipal que les personnes sélectionnées le seront sur leur compétence et leur ancienneté. Or la liste des embauches actuellement proposées montre, selon les syndicalistes, qu'il n'en est rien et que la préférence politique joue à plein.

Cette perpétuelle fuite en avant a abouti à cette situation rarissime de centres aérés fermés durant plusieurs semaines. On attend désormais les suites judiciaires probables de l'affaire, puisque personne ne sait exactement où sont passés les millions de francs investis dans ce grand projet municipal.

J. L. et M. S.



La convention des médecins généralistes pourrait être partiellement annulée

Le système d'abonnement auprès d'un praticien est maintenu

S'il suit les recommandations du commissaire du gouvernement, le Conseil d'État pourrait annuler en partie la convention des médecins généralistes. Le gouvernement, qui redoutait le rejet en bloc du texte, avait prévu d'insérer certaines des dispositions dans le projet de loi sur la couverture maladie universelle.

LA CONVENTION des médecins généralistes pourrait être partiellement annulée par le Conseil d'Etat : le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant) a plaidé en ce sens, mercredi 31 mars. Le texte concerne 60 000 médecins généralistes. Il avait été signé en novembre 1998 entre un seul syndicat, MG France, et les trois caisses nationales d'assurance-maladie (CNAM, Canam, MSA), avant d'être contesté par deux autres organisations. Les conclusions du commissaire sont généralement suivies d'effet. Le Conseil d'Etat devrait se prononcer définitivement d'ici quinze jours.

Si l'option du médecin-référent (abonnement d'un patient auprès d'un généraliste) semble désormais acquise, en revanche, les ajustements de tarifs envisagés en cours d'année, en cas de dérapages de santé, sont remis en question, tout comme des dispositions sur la formation professionnelle continue des praticiens. Habitué à ce genre de péripéties – les conventions médicales connaissent souvent un sort funeste –, MG France a pourtant noté, cette fois, quelque chose d'*« extraordinaire »* : l'annulation ne serait que partielle. *« D'habitude, la convention tombe tout entière. Là, on est sorti du tout ou rien »*, se réjouit Philippe Sopena, vice-président de MG France.

Autre élément *« extraordinaire »* : la rapidité du Conseil d'Etat à traiter le dossier. Jusqu'ici, la procédure prenait près de deux ans. Dans le cas présent, quatre mois ont suffi. En réalité, le Conseil d'Etat s'est dépêché de couper l'herbe sous le pied du gouvernement, qui, redoutant l'annulation en bloc du texte, avait prévu d'insérer ses dispositions dans le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU). Mercredi, justement, un amendement déposé par le socialiste Claude Evin et adopté par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale prévoyait de valider, *« à titre préventif »*, ladite convention qui fait l'*« objet d'un recours contentieux »*. L'astuce n'aura finalement pas servi à grand-chose puisque, sur le fond, toutes les parties sont d'accord. Les sanctions prévues en cours d'année ne pouvaient, de toute façon, pas s'appliquer, le Conseil constitutionnel les ayant déjà rejetées. Au moins, l'option du médecin-référent était protégée.

FRONDE DES DÉPUTÉS

La méthode utilisée fait grogner les députés. Déçue de ne pas avoir obtenu, faute de place, une fenêtre parlementaire pour une loi sur diverses mesures d'ordre social (DMOS), la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a profité de la CMU pour introduire six articles sans rapport direct avec le sujet. Or un vote unique est prévu sur l'ensemble du texte. Ainsi, un député qui voudrait approuver la CMU mais pas les autres dispositions ne le pourrait pas. Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône) a protesté contre cette inclusion d'articles *« fourre-tout »*, aussitôt imité par d'autres députés, dont Jacqueline Fraysse-Cazalis (PCF, Hauts-de-Seine). Le président de la commission des affaires sociales a lui-même assuré qu'il avait *« tout fait »* pour éviter ce mini-DMOS, sans obtenir gain de cause...

Les élus se sont vengés en déposant quelque 65 amendements sur ces articles, dont 21 ont été adoptés par la commission. Ils concernent la carte santé Sésame-Vital, les médecins étrangers contractuels, la formation professionnelle des agents des hôpitaux, ou bien encore le renforcement des pouvoirs des agences régionales d'hospitalisation (ARH). Surtout, un de ces amendements, à l'initiative des socialistes, va tenter d'adoucir l'article 37 du projet de loi qui définit, en les verrouillant, les conditions d'accès aux informations sur les établissements hospitaliers (*Le Monde* du 4 mars). Pour la commission, la décision du gouvernement devra être prise après avis conforme de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Isabelle Mandraud

La droite parisienne affiche sa stratégie d'isolement de M. Tiberi

A l'occasion d'un dîner-débat organisé par Bernard Pons et au cours duquel Edouard Balladur s'est exprimé sur l'Europe, le « front du refus » contre le maire de la capitale s'est manifesté

TOUTES les composantes de la droite parisienne étaient représentées. Toutes sauf la branche « tibériste » du RPR. Sous couvert d'écouter l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, parler de l'Europe, le « front du refus » au maire de Paris a précisé ses contours, mercredi 31 mars, dans un grand hôtel parisien. Le dîner-débat, qui a réuni environ trois cents convives, était organisé par Bernard Pons. En tant que député du 17[e] arrondissement, et non en tant que président de l'Association des amis de Jacques Chirac, prenait-on la peine de préciser.

Les élus du 17[e] étaient donc placés à la table d'honneur, à commencer par l'autre député de l'arrondissement, Françoise de Panafieu. Jusqu'au dernier moment, celle qu'un sondage a fait entrer, en première place, dans la valse des prétendants à la Mairie de Paris, s'est interrogée sur l'opportunité de prendre la parole à cette occasion. Elle n'en a finalement rien fait, préférant laisser la vedette à M. Balladur, engagé depuis janvier dans la course à la succession de l'Hôtel de Ville. L'autre invité de marque, face à l'ancien premier ministre, était Roger Karoutchi, secrétaire national du RPR chargé des élections et très proche de Philippe Séguin. La composante libérale n'était pas oubliée, représentée par Laurence Douvin, présidente de DL dans l'arrondissement, secondée par Hervé Benessiano, conseiller de Paris proche de Claude Goasguen, et Richard Kubicz, fidèle de Jacques Dominati.

PATIENT ENCERCLEMENT

Les chiraquiens, les balladuriens, les séguinistes, les madelinistes, réunis pour la première fois en public... L'image est lourde de sens pour M. Tiberi, qui feint de ne pas accorder d'importance à un dîner-débat consacré à l'Europe. *« Jean Tiberi est maire de Paris ; s'il avait voulu venir, il aurait pu »*, a commenté M. Pons, s'empressant d'ajouter qu'il ne l'avait *« pas invité en particulier »*. La seule personnalité réputée proche du maire à avoir participé au dîner est Guy Legris, pilier de la fédération RPR de Paris. Le fait qu'il s'installe ostensiblement à la table des élus du 15[e] arrondissement, dont M. Balladur est le député, a été interprété comme un signe supplémentaire de la fragilité des soutiens de M. Tiberi.

Près d'un an après l'attaque manquée de Jacques Toubon et Bernard Pons, le maire de Paris est en butte à une nouvelle offensive, plus construite. Une stratégie de patient encerclement succède au combat frontal, dont il était sorti victorieux. Interrogé sur la situation municipale, M. Balladur a refusé de s'écarter du thème européen du dîner. *« Je m'y tiens, avec sagesse. Si je ne me trompe, les élections municipales suivront les élections européennes »*, a-t-il déclaré. M[me] de Panafieu, elle, a fait le tour des tables, distribuant sourires et tapes amicales, sous le regard convergent d'une caméra de télévision... et de l'ancien premier ministre.

Pascale Sauvage

Trois clubs rocardiens et delorien fusionnent

TROIS CLUBS rocardo-deloriens – Initiatives, constitué en 1991 par Bernard Spitz et présidé par Jean-Paul Huchon ; Convaincre, créé en 1985 pour regrouper des amis de Michel Rocard ; et Echange et Projets, fondé en 1973 par Jacques Delors – ont annoncé, mardi 30 mars, leur fusion dans un nouveau club appelé Convictions et présidé par Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan. L'idée est née d'une réunion, en octobre 1998, à la Sorbonne, de onze clubs de gauche qui ont constaté la convergence de leurs démarches. Plus proche du Parti socialiste, Témoins, longtemps présidé par François Hollande, premier secrétaire du PS, est resté à l'écart de ce regroupement.

« La démocratie a besoin du marché pour fonctionner mais, à certains moments, le marché menace la démocratie, observe M. de Foucauld. *Le grand enjeu, aujourd'hui, c'est de tenir la promesse démocratique. »* Jusqu'alors président d'Echange et Projets, M. de Foucauld fixe des objectifs ambitieux à Convictions : *« rénover le contrat social, aujourd'hui miné par la montée des exclusions et le regain des individualismes »* ; pratiquer *« une éthique de la discussion, ouverte et pluridisciplinaire »* ; *« réinventer les conditions d'un élan collectif, d'une écoute de la société et d'une véritable réforme de l'Etat »*.

Convictions compte moins sur sa force militante – les trois anciens clubs ne réunissent pas plus de 1 500 membres – que sur son immersion dans le réseau associatif pour *« influer sur le débat public, au niveau national et européen »*. *« Si on n'est pas d'accord avec des projets de la gauche, on le dira ! »*, assure M. de Foucauld, méfiant vis-à-vis de ce qu'il appelle le *« techno-moralisme »* de la gauche... Le club assure qu'il *« ne roule ni pour un parti ni pour une écurie présidentielle »*.

Au sein du bureau de douze membres qui a été constitué, M. Huchon, président du conseil régional d'Ile-de-France, et François Soulage, qui, comme M. Spitz, autre membre de l'équipe dirigeante, appartenait aux trois anciens clubs, seront vice-présidents. La présidence tournera tous les trois ans. Les recettes proviendront tant des cotisations que de la vente de publications ou du produit de l'activité de *« laboratoire d'idées »* pour le compte d'organisations comme d'entreprises. M. de Foucauld, qui parle de *« liens naturels avec la fondation Friedrich-Ebert »*, veut *« mettre en place un réseau européen de clubs, partageant les mêmes aspirations »*, avec le club italien Vision et le britannique Demos.

Michel Noblecourt

DÉPÊCHES

■ **FONCTIONNAIRES : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, estime que** *« la création d'emplois n'est pas un objectif pour les trois fonctions publiques »*, a rapporté la CFE-CGC, à l'issue d'une rencontre, mardi 30 mars, avec le ministre. M. Zuccarelli a précisé, selon la centrale des cadres, que la réduction du temps de travail et l'emploi *« ne se déclinaient pas de la même façon dans les secteurs public et privé »*.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE : les élections en Nouvelle-Calédonie auront lieu le 9 mai.** Le *Journal officiel* (daté 1[er] avril) publie le décret convoquant les électeurs du territoire à cette date afin de procéder à l'élection des membres du Congrès de Nouvelle-Calédonie et des assemblées de province, prévue par la loi organique du 19 mars. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel recommande, en outre, à la Société nationale RFO d'assurer une couverture *« équitable »* de l'actualité liée à l'élection.

■ **EUROPÉENNES : le Mouvement pour la France (MPF) a annoncé**, mercredi 31 mars, que son président, Philippe de Villiers, rendra publique le 17 avril, lors d'un conseil national du mouvement, la composition de la liste qu'il conduira aux élections européennes. Cette décision confirme l'absence de perspective d'accord entre M. de Villiers et M. Pasqua.

VIE SOCIALE L'élargissement de la politique éducative, au-delà de l'école, à toutes les institutions impliquées dans la vie sociale était le thème central des « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation » organisées à Tours, les 30 et 31 mars, par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville. ● LES CONTRATS DE VILLE, négociés en faveur des quartiers en difficulté pour la période 2000-2006 vont devoir inclure un *« projet éducatif local »* mettant en cohérence les actions de l'éducation nationale et celles des collectivités territoriales. ● DES MUNICIPALITÉS revendiquent un rôle accru en matière d'éducation, refusant la simple fonction de *« tiroir-caisse »*. ● A ROUBAIX, un lycée professionnel réussit à préserver sa sérénité dans un environnement social dégradé grâce à une ouverture sur son quartier, l'accueil des familles et l'institution du dialogue élèves-enseignants.

Le gouvernement veut impliquer villes et familles dans l'éducation

Au cours de « Rencontres nationales », organisées à Tours, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationale et locale en matière d'éducation. Les nouveaux « contrats de ville » devront prévoir un « projet éducatif local »

TOURS
de notre envoyée spéciale

L'éducation n'est pas l'apanage de l'école, mais une responsabilité partagée par l'ensemble des adultes. L'idée n'est pas nouvelle. Elle tente de faire son chemin depuis une vingtaine d'années sans, toutefois, trouver de traduction sur l'ensemble du territoire. L'imposer dans les quartiers les plus défavorisés : tel est l'objectif du ministère délégué à la ville, dont c'est le rôle de forcer le passage de la théorie à la pratique pour cause d'urgence sociale.

Elus, enseignants, associations, inspecteurs d'académies, responsables municipaux de l'éducation et de la politique de la ville, parents d'élèves, ministres (de la culture, de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale, de l'enseignement scolaire)... Plus d'un millier de personnes ont ainsi participé, mardi 30 et mercredi 31 mars, à Tours, aux « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation » organisées par le ministère de Claude Bartolone. En toile de fond, une *« conscience commune »*, pour reprendre l'expression d'un recteur : *« la République n'a pas été tout à fait à la hauteur de son idéal »*. Et une certitude : personne, aucune institution, aucune collectivité locale, ne peut faire face, seule, aux mutations sociales. Les familles, elles, ne doivent pas être oubliées.

« Il ne faut pas se décharger sur la seule éducation nationale de toute la responsabilité de l'acte éducatif », a martelé le ministre délégué à la ville, en constatant que *« jusqu'alors, les politiques éducatives du ministère de l'éducation nationale et celles de la politique de la ville ont été construites et mises en œuvre sans réelle coordination »*.

« PROJET ÉDUCATIF LOCAL »

Pour Claude Bartolone, ce temps-là est terminé : *« l'heure du changement a sonné pour que l'école travaille avec la ville et réciproquement »*. Concrètement, les contrats de ville, qui scellent les engagements respectifs de l'Etat et des collectivités locales pour la période 2000-2006, devront inclure un « projet éducatif local ». Tous les enseignants, et pas seulement les coordonnateurs de zones d'éducation prioritaires (ZEP) devront être associés à l'élaboration des « volets éducation » des futurs contrats.

Si le discours est clair, la méthode l'est moins. En témoigne le programme de ces rencontres, qui résumait d'une phrase le contenu de l'atelier de travail sur le « projet éducatif local» : *« La prise en compte de la réalité de l'environnement des structures éducatives, sur un territoire, est déterminante pour la mise en cohérence des objectifs de celles-ci dans le cadre d'un projet éducatif local fédérant l'ensemble des acteurs et inscrivant une réelle synergie entre tous les dispositifs »*.

« DES TIROIRS-CAISSES »

De même, les interrogations sont légitimes quant à la cohérence entre le « projet éducatif local » et le « contrat éducatif local », un dispositif mis en place en 1998 par quatre ministères pour organiser les activités périscolaires. Le « projet » court sur sept ans, le « contrat » sur trois, sans que les périodes soient concomitantes.

Sur le terrain, des municipalités, des collèges, des écoles, pratiquent déjà, depuis un certain temps, le « projet éducatif ». Il y a deux ans, a été créé le « réseau français des villes éducatrices » – qui compte à ce jour une trentaine de municipalités –, dans le sillage d'un réseau international né en 1990 à l'initiative de la municipalité de Barcelone. Objectif : pérenniser les méthodes des villes qui, depuis une quinzaine d'années, expérimentent un projet éducatif en collaboration avec l'éducation nationale, et refusent d'être de simples prestataires de services.

La ville de Rennes, par exemple, s'investit depuis longtemps dans l'éducation, en développant des actions pendant, et en dehors, du temps scolaire. Pour l'adjoint au maire de Rennes, Hubert Chardonnet, qui préside le réseau français des villes éducatrices, *« il est temps de sortir des deux analyses les plus répandues : les villes sont considérées comme des tiroirs-caisses, et soupçonnées de vouloir "municipaliser" l'éducation" »*. Et de réclamer une reconnaissance, en faisant remarquer que travaillent, dans les écoles rennaises, 589 instituteurs et... 544 personnes relevant des collectivités territoriales !

Ces rencontres auront été également l'occasion de fustiger le discours répandu sur *« la démission des familles »*. Rapporteuse des travaux sur le sujet, Jocelyne Bac, du Fonds d'action sociale (FAS), a évoqué *« la responsabilité des institutions dans le regard que l'on porte aux familles »* et la nécessité *« de donner confiance aux parents, de les rassurer sur leurs compétences »*.

Le rôle des jeunes a aussi, évidemment été abordé, notamment par Claude Bartolone. Un « programme de jeunesse citoyenne » devrait être mis en place dès cette année afin que la parole et les projets des jeunes dans les quartiers soient portés dans ces contrats. *« La représentation qu'ils ont de l'espace urbain est à prendre en considération avec le plus grand sérieux : ils ne cessent de réclamer qu'on les écoute »*, a affirmé le ministre. Philippe Meirieu, directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), disait presque la même chose la veille en présentant comme une urgence *« la remise en place du forum, de l'agora »*.

Marie-Pierre Subtil

M. Allègre loue l'« engagement » des enseignants

Claude Allègre a rendu hommage, au cours des rencontres de Tours, aux *« milliers d'enseignants qui, dans des conditions très difficiles, font bien souvent plus que leur métier, par engagement, par conviction, par générosité »*. Et de provoquer l'étonnement dans la salle, en ajoutant : *« Il faut que les enseignants de ces quartiers* [défavorisés] *soient mieux aidés ; lorsque j'entends que des enseignants gagnent 40 000 francs par mois, j'aimerais que ce soit dans ces quartiers-là. »* Le ministre de l'éducation nationale a également dit qu'il n'aimait pas l'expression *« ascenseur social »* : *« Je préfère l'escalier social ; la justice sociale, c'est d'aider tous les jeunes à gravir les marches, une par une. »*

Parmi ses projets : le lancement d'un programme, appelé « Nouvelles chances », à l'attention des 60 000 élèves qui, chaque année, sortent du système éducatif sans qualification. Il s'agirait de généraliser des initiatives locales, puisque, selon le ministre, *« les innovations ne viennent pas de la Rue de Grenelle mais du terrain »*.

A Roubaix, un lycée professionnel surmonte la violence en s'ouvrant sur son quartier

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

La sonnerie a bruyamment retenti. Sortant du couloir au pas de course, une poignée de jeunes filles a traversé le hall et franchi la porte principale. Sur le ciment de la cour, elles se sont arrêtées, le temps de partager un éclat de rire avec deux amis. Puis, comme dans un rituel, elles ont passé la grille, traversé la rue, et, comme tant d'autres, se sont installées sur les bancs de la place Jean-Baptiste-Clément.

Voilà plus de six ans, maintenant, que le lycée professionnel Lavoisier a pris ses aises sur ce grand rectangle arboré. Six ans que l'établissement de 550 élèves, situé en bordure du quartier de l'Hommelet – l'un des plus pauvres de Roubaix – a poussé portes et fenêtres pour, comme dit son proviseur, Jean-Pierre Lafage, *« s'ouvrir sur son environnement »*. En cet automne 1992, l'heure était pourtant à la prudence. Dans les quartiers sensibles des grandes métropoles, la violence s'invitait régulièrement dans les établissements scolaires. Et si au lycée Lavoisier, rien de grave n'avait encore été signalé, les quelques rodéos sur la place et les premières dégradations avaient *« installé un climat de peur »*, assure Jean-Pierre Lafage.

« AU SERVICE DU PUBLIC »

Aux discours officiels qui prônent la *« sanctuarisation »*, le nouveau proviseur oppose alors la politique de la main tendue. Il contacte le comité de quartier, expose sa conception d'une *« école publique au service du public »*, et interroge les habitants sur leurs besoins. Dans les mois suivants, les premiers changements apparaissent, à commencer par cette grille, hautement symbolique. De 8 h 00 à 18 h 00, les élèves circulent, passent la porte pour fumer une cigarette, rejoignent leurs amis à l'extérieur. Sur la place, les lycéens se mêlent aux jeunes du quartier, sous le regard attentif d'habitants embauchés en contrat emploi-solidarité (CES) pour veiller au calme. Aux côtés des grands frères recrutés comme *« agents d'ambiance »*, des mères sont installées aux cuisines, au secrétariat ou à la lingerie, des voisins à l'entretien ou à l'atelier : en tout, trente-neuf CES, auxquels s'ajouteront cinq emplois-jeunes. Les commerçants souffrent ? Dorénavant, les fruits et légumes, la viande et le poisson, les petites fournitures de bureaux ou les produits d'entretien seront achetés au plus près de l'établissement. *« Ça nous coûte un peu plus cher que de passer par les groupements d'achat de l'éducation nationale, mais le quartier en profite, et finalement, nous avec »*, résume l'intendante, Valérie Gennevée.

Mais le principal levier d'un établissement scolaire reste éducatif. Une *« heure de vie de classe »* est instituée, avec présence obligatoire. Une semaine sur deux, en demi-groupe, les élèves retrouvent un professeur volontaire et parlent. De leurs études, mais surtout de leurs intérêts, de leurs inquiétudes. *« Ça désamorce les conflits potentiels et ça recrée de la confiance envers les adultes »*, résume Bernadette Mouvaux, conseillère principale d'éducation. Un *« point écoute »* est également mis en place : deux heures par semaine, un éducateur accueille les élèves qui le désirent pour des entretiens *« individuels et confidentiels »*. Enfin chaque année, élèves et professeurs organisent une *« semaine à thème »*, au cours de laquelle des intervenants extérieurs travaillent avec les adolescents sur *« l'exclusion »*, *« la fête dans le Nord »*, *« la solidarité »*. Temps fort de l'année, la semaine s'achève par un dîner, le vendredi soir, et une série de représentations où sont conviés amis et familles des élèves.

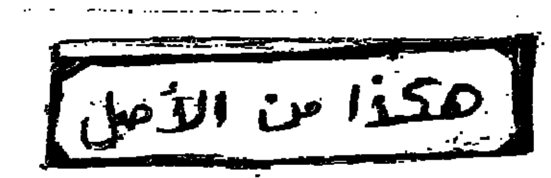
Là réside, en effet, un des principes de ce *« lycée de quartier »*. Elève ou non, *« chaque habitant doit pouvoir y trouver sa place »*. Le samedi et le dimanche, pendant les petites et les grandes vacances, des dizaines de jeunes, mais aussi d'adultes, envahissent la cour et les salles de classe. Du sport au soutien scolaire, de la poterie à la cuisine et à l'informatique, toutes les ressources de l'établissement sont mises à la disposition des associations locales. Et puisque la population du quartier, à plus de 50 % musulmane, exprimait le besoin de *« connaître son histoire »* et *« transmettre ses savoirs »*, un centre culturel du monde arabe a été créé, proposant notamment, cours de langue, d'histoire orientale ou de l'immigration, et initiation à la calligraphie.

« ON PARLE BEAUCOUP »

Un tel activisme ne laisse pas indifférent. D'autant que dans la presse locale, le proviseur dénonce le *« conservatisme »* de ses collègues et de l'administration. Au rectorat, on a commencé par punir ce lycée franc-tireur en lui refusant tout moyen supplémentaire. A la mairie, on a boudé ces éducateurs militants, soupçonnés de communautarisme, voire d'intégrisme, en les privant de subventions. Mais le constat a fini par s'imposer : alors que les voitures brûlent devant les lycées voisins, Lavoisier continue d'accrocher tableaux et totems dans ses couloirs immaculés. *« Les élèves ne sont pas faciles,* tempère une professeur de français et histoire. *Avec ce qu'ils vivent à la maison, rien d'étonnant à ce qu'ils explosent parfois. Mais on parle beaucoup et je crois qu'ils sont plutôt heureux d'être ici. »*

Un climat apaisé, des élèves apparemment épanouis – avec des résultats scolaires largement supérieurs à la moyenne régionale – et des professeurs qui ne veulent pas quitter le lycée : à la mairie, comme dans les services académiques, on a rangé les couteaux. Le rectorat a octroyé à l'établissement des heures supplémentaires. Il se murmure même que les élus municipaux pourraient bientôt accorder une salle au centre culturel du monde arabe. Alors Jean-Pierre Lafage, de son côté, s'efforce de tenir sa langue. *« Même si l'autre jour encore... »* Il se ravise. Le triomphe de l'*« ouverture sur le quartier »* vaut bien un petit effort.

Nathaniel Herzberg



Affaire de la MNEF : l'avocat Eric Turcon a été remis en liberté

Il a été placé sous contrôle judiciaire

ERIC TURCON, ancien avocat de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) et proche conseiller d'Olivier Spithakis, qui fut longtemps le directeur de cette mutuelle, a été remis en liberté, mercredi 31 mars, par le président de la chambre d'accusation de Paris dans le cadre d'une procédure de référé-liberté. Jean Beyer a levé, par ordonnance, le mandat de dépôt, estimant que la détention provisoire n'était pas indispensable à la manifestation de la vérité. Au regard du travail, déjà important, réalisé par les enquêteurs dans l'affaire de la MNEF, la fin de son incarcération n'est pas considérée comme susceptible de mettre en danger les investigations des policiers et des magistrats et de constituer une menace de pression sur les témoins. Enfin, les garanties de représentation soumise au président Beyer ont été jugées suffisantes. M. Turcon a été placé sous contrôle judiciaire.

Eric Turcon avait été incarcéré, jeudi 25 mars, et mis en examen pour complicité de faux, faux et usage et subornation de témoin par les juges d'instruction parisiens Armand Riberolles et Françoise Néher dans le cadre de l'affaire sur la gestion de la MNEF et de ses filiales. Les magistrats reprochent à cet avocat fiscaliste d'avoir rédigé et antidaté, en 1997 un contrat de prêt de 350 000 francs (5 468,7 euros) pour le compte de Bruno Pelletier, ancien dirigeant d'EFIC, filiale de la MNEF chargée des travaux d'imprimerie, actuellement sous écrou extraditionnel au Togo et mis en examen (*Le Monde* du 1er avril).

Les enquêteurs estiment, par ailleurs, que cet avocat a joué un rôle majeur lors de l'installation de M. Pelletier au Togo. Au cours d'un déplacement effectué à Lomé, début mars, les deux magistrats ont pu recueillir le témoignage du chef d'une entreprise de transports, STTR, Mario Constant Gavary, qui affirmait avoir rencontré M. Turcon pendant quatre jours au mois de mars 1998. Selon lui, l'avocat aurait, lors de son séjour à Lomé, réservé une journée à l'examen comptable de sa société et consacré le reste du temps à l'organisation du séjour de M. Pelletier – il aurait mis à sa disposition une somme de 100 000 francs – tout en demandant à trois de ses interlocuteurs de ne pas mentionner son intervention.

FUITE AU TOGO

Devant la chambre d'accusation, les avocats de Me Turcon ont argué du fait que leur client réfutait avoir soustrait M. Pelletier à la justice. Ils ont ajouté que l'on pouvait difficilement reprocher à Eric Turcon d'avoir organisé la fuite de Bruno Pelletier au Togo puisqu'à lors de son séjour dans ce pays, l'ancien responsable d'EFIC n'avait pas encore été mis en cause dans une procédure judiciaire. Enfin, les conseils de M. Turcon ont indiqué que les faits n'avaient aucun lien avec les détournements de la MNEF. Selon Me Jean-Pierre Versini-Campinchi, *« lorsque les magistrats chargés de la détention provisoire ont conscience de leurs responsabilités, ils vérifient les causes et les justifications de la détention et appliquent la loi. Il faut donc qu'aux fonctions de contrôle soient attachés des magistrats de qualité. »*

Jacques Follorou

De nouvelles aides fiscales pour inciter les propriétaires à louer leurs biens

En échange, ils devront plafonner les loyers

Afin de redynamiser le parc privé, le gouvernement a décidé de modifier les aides fiscales aux propriétaires de logements locatifs. Les incitations, jusqu'alors réservées au neuf, seront étendues à l'ancien. Les propriétaires devront plafonner les loyers et réserver ces logements à des ménages dont les ressources sont inférieures à certains plafonds.

LE GOUVERNEMENT, qui peine à relancer la construction sociale alors que les files d'attente dans les organismes HLM s'allongent, souhaite redynamiser le parc privé, où la vacance est importante. Publié au *Journal officiel* du 30 mars, le nouveau statut du bailleur privé modifie sensiblement les règles fiscales en matière d'investissement locatif et crée un nouveau secteur de logements conventionnés dans le parc privé ancien. Le principe de base de la réforme est simple : dans le neuf comme dans l'ancien, les propriétaires de logements locatifs ne bénéficieront d'allègements fiscaux qu'en contrepartie d'un plafonnement des loyers. Pour être aidés, ils devront en outre louer à des ménages dont les revenus ne dépassent pas certains plafonds.

Réservé au neuf, l'actuel système d'amortissement dit « Périssol », qui permettait de multiplier par deux ou trois le rendement de l'investissement, sans autre contrepartie qu'un engagement de location de neuf ans, a été prolongé jusqu'en août 1999. Après cette date, le taux d'amortissement consenti passera de 10 % par an du prix de l'acquisition pendant quatre ans à 8 % pendant cinq ans, puis de 2 % (pendant les vingt années suivantes) à 2,5 % (pendant les cinq années suivantes). Cette révision à la baisse s'accompagnera d'obligations nouvelles : le loyer au mètre carré ne pourra pas dépasser 45 francs dans les villes de moins de 100 000 habitants hors l'Ile-de-France, 75 francs à Paris intramuros et dans les communes de la petite couronne. L'engagement de location reste fixé à neuf ans.

Dans le parc ancien, les propriétaires qui opteront pour le nouveau régime bénéficieront désormais d'une majoration, de 14 % à 25 % – contre 6 % dans le neuf –, de la déduction forfaitaire sur leurs revenus locatifs. L'obligation de location est fixée a six ans minimum.

> Le dispositif prévoit aussi un système de garantie des impayés censé faire tomber les réticences des bailleurs

Les loyers seront également plafonnés : de 30 francs au mètre carré en province à 65 francs à Paris. Le dispositif prévoit aussi un système de garantie des impayés de loyer, censé faire tomber les réticences des propriétaires. Les aides au logement allouées aux locataires les plus modestes peuvent être, à sa demande – et sans que le locataire puisse s'y opposer –, directement versées au propriétaire. En outre, en cas de chômage du locataire et, dans certains cas, de rupture familiale, le paiement du loyer et des charges est garanti pendant neuf mois par le 1 % logement (pendant trois ans si le locataire en difficulté est salarié d'une entreprise cotisant au 1 % logement).

Dans le neuf comme dans l'ancien, les propriétaires ne pourront bénéficier du nouveau régime que s'ils louent à des ménages dont les ressources sont inférieures à certains plafonds. Fixés par le décret publié le 30 mars, ces plafonds sont un peu plus bas que ceux exigés pour l'accès au parc public dit « intermédiaire ». Une personne seule vivant en Ile-de-France doit ainsi disposer de revenus fiscaux annuels de 115 000 francs maximum (96 000 francs en province), un couple marie avec un enfant de 227 000 francs maximum en Ile-de-France (176 000 francs en province). Le nouveau régime ne cible donc pas, a priori, une clientèle très défavorisée de locataires puisque environ 80 % des ménages français entrent dans ces catégories. Ceux qui sont exigés pour l'accès au logement très social dans le secteur HLM sont deux fois plus faibles.

Curieusement, les professionnels de l'immobilier qui ont combattu bec et ongles la réforme de l'amortissement Périssol semblent, aujourd'hui, peu inquiets, rassurés sans doute par la reprise actuelle de l'activité. Le nouveau secteur locatif proposé par le gouvernement devrait, logiquement, profiter du dynamisme retrouvé. Toutefois, même si le marché locatif retrouve, grâce à l'« amortissement Besson », une certaine fluidité, le problème de l'accès au logement des ménages aux ressources très modestes, pénalisés par la faible consommation des crédits alloués au secteur très social, reste entier.

Christine Garin

DÉPÊCHES

■ **CORSE : la gendarmerie de Ghisonaccia (Haute-Corse) a été mitraillée,** mercredi 31 mars, par des inconnus circulant en voiture et a moto, qui se sont enfuis après avoir lancé une charge explosive dans la cour de la caserne. La charge n'a pas explosé et le mitraillage n'a pas fait de victime. Le 17 mars, deux militants nationalistes ont été écroués à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse) après l'agression, trois jours plus tôt, du commandant de la compagnie de Ghisonaccia.

■ **FAIT DIVERS : un homme a tué l'assistante maternelle et l'éducateur chargés de ses enfants,** mercredi matin 31 mars à Tonnerre (Yonne), avec un fusil de chasse. Le drame a eu lieu sous les yeux de ses enfants, âgés de cinq et huit ans, qui étaient placés depuis juillet 1997 à la suite de la condamnation de leur mère à huit ans de prison pour infanticide. Le père, âgé de trente-six ans, handicapé à 70 % et au chômage, avait déjà agressé l'éducateur avec une bombe lacrymogène en 1997.

■ **FRAUDE : le tribunal correctionnel de Dijon a condamné, mercredi 31 mars,** à trois ans de prison ferme un négociant en vins de Beaune (Côte-d'Or) qui avait allongé des vins d'appellation avec des vins de table, voire avec de l'eau et qui avait ajouté de la glycérine et des produits aromatisants. Interdit pendant cinq ans d'activite de négoce en vin, il devra payer plus de 500 000 francs de dommages-intérêts et de remboursements aux Assedic, qui le poursuivaient parallèlement pour escroquerie.

■ **ALIMENTATION : Jean Glavany, ministre de l'agriculture, s'est exprimé,** mercredi 31 mars, sur les récentes affaires de contamination de fromages français au lait cru par des souches de listeria. *« Nous devons développer sûrement l'information des consommateurs. Je pense en particulier au travail que nous devons faire avec le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale pour informer les groupes les plus exposés via les médecins »*, a déclaré le ministre lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

هكذا من الأصل

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté
Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine

PREFECTURE DE LA SOMME
Direction des Actions Interministérielles
3e Bureau, Urbanisme et Environnement

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE CONSTRUCTION PAR ELECTRICITE DE FRANCE DE LA LIGNE A DEUX CIRCUITS 400 000 VOLTS ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ET SES TRAVAUX CONNEXES

Le public est prévenu qu'en exécution d'un arrêté interpréfectoral du 22 mars 1999, il sera procédé, du 19 avril 1999 au 19 mai 1999 inclus, à une enquête publique portant à la fois :

1) Sur la demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'instauration de servitudes :

a) des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ;

b) des travaux connexes aux abords et dans les postes correspondants détaillés ci-après :

- modification aérosouterraine du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 90 000 volts AIRAINES-AMARGUE-ARGOEUVES ;
- modification aérosouterraine aux abords du poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-MONTCROISETTE ;
- modification du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-ARGOEUVES ;
- passage à un circuit 225 000 volts de la ligne à un circuit 90 000 volts AMIENS-ARGOEUVES et modifications de son raccordement au poste d'ARGOEUVES ;
- modification du raccordement au poste de GAVRELLE de la ligne à un circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;
- modification de la ligne 225 000 volts CORBEHEM-GAVRELLE-VENDIN au croisement de la ligne à 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;
- liaison souterraine à deux circuits 225 000 volts GAVRELLE-ETINCHELLE ;
- modification de l'entrée en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBEHEM-VENDIN au poste de GAVRELLE ;
- tronçon à deux circuits 90 000 volts des lignes GAVRELLE-SCARPE.

Ces travaux concernent les communes de :

- Département du PAS-DE-CALAIS (62) :

ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIRVILLE, FAMPOUX, FEUCHY, FICHEUX, FONCQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, GOMMECOURT, HANNESCAMPS, HEBUTERNE, HENDECOURT-LES-RANSART, MERCATEL, MONCHY-AU-BOIS, MONCHY-LE-PREUX, NEUVILLE-VITASSE, NEUVIREUIL, OPPY, RANSART, ROEUX, SAILLY-AU-BOIS, TILLOY-LES-MOFFLAINES, WANCOURT.

- Département de la SOMME (80) :

ACHEUX-EN-AMIENOIS, AMIENS, ARGOEUVES, BAVELINCOURT, BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE, BERTANGLES, BERTRANCOURT, CARDONNETTE, COISY, COLINCAMPS, CONTAY, COURCELLES-AU-BOIS, FORCEVILLE, HARPONVILLE, MAILLY-MAILLET, MIRVAUX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES.

2) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z.) de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) dite ARTOIPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) ;

3) Sur la délivrance des autorisations administratives (permis de construire - autorisations d'exécution) nécessaires à l'exécution des travaux pour les ouvrages repris au 1) ci-dessus ainsi que pour les opérations qui ne nécessitent pas de déclaration d'utilité publique :

a) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme).

b) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais).

4) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ARGOEUVES (Somme).

5) Sur la demande de déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET, sur la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) nécessitant l'acquisition, par Électricité de France, à l'amiable ou par voie d'expropriation des terrains nécessaires.

Par ordonnance du 4 mars 1999, le Président du Tribunal Administratif de LILLE a désigné, pour conduire l'enquête publique, une commission d'enquête composée de :

- Président :
- M. Daniel BESIEUX, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'État, en retraite, domicilié 3, rue de Cambrai, 59169 CANTIN.

- Membres titulaires :
- M. Pierre DAEDEN, Directeur d'Entreprise, collaborateur Chambre de Commerce et d'Industrie en retraite, domicilié 7, rue de Forenville, 59400 CAMBRAI.
- M. Henri DAMAREY, Professeur des Écoles en retraite, domicilié 6, rue du Cambrésis, résidence Pompadour, 59552 LAMBRES-LES-DOUAI.

- Membres suppléants :
- M. Pierre ALTMAYER, Chargé de Mission à la Direction Départementale de l'Équipement en retraite, domicilié 22, rue de Paris, 59130 LAMBERSART.
- M. Pierre BANSE, Gérant d'une activité commerciale, Secrétaire Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie, domicilié 19, rue aux Nattes, 59400 CAMBRAI.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

Les pièces du dossier resteront déposées du 19 avril au 19 mai 1999 :

1) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE et des travaux connexes définis ci-dessus.

- A la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3e bureau - Urbanisme et Environnement ;
- dans chacune des mairies concernées reprises ci-dessous.

a) Pour le Département du PAS-DE-CALAIS (62) :

ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIRVILLE, FAMPOUX, FEUCHY, FICHEUX, FONCQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, GOMMECOURT, HANNESCAMPS, HEBUTERNE, HENDECOURT-LES-RANSART, MERCATEL, MONCHY-AU-BOIS, MONCHY-LE-PREUX, NEUVILLE-VITASSE, NEUVIREUIL, OPPY, RANSART, ROEUX, SAILLY-AU-BOIS, TILLOY-LES-MOFFLAINES, WANCOURT.

b) Pour le Département de la SOMME (80) :

ACHEUX-EN-AMIENOIS, AMIENS, ARGOEUVES, BAVELINCOURT, BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE, BERTANGLES, BERTRANCOURT, CARDONNETTE, COISY, COLINCAMPS, CONTAY, COURCELLES-AU-BOIS, FORCEVILLE, HARPONVILLE, MAILLY-MAILLET, MIRVAUX, MOLLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES.

2) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.A.Z. de la Z.A.C. dite ARTOIPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) :
- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- en mairies de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais).

3) En ce qui concerne la réalisation des travaux :

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme)
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3e Bureau - Urbanisme et Environnement ;
- à la mairie d'ARGOEUVES (Somme) ;

b) dans la poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais)
- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la mairie de GAVRELLE (Pas-de-Calais).

4) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune d'ARGOEUVES (Somme) :
- à la Préfecture de la SOMME - Direction des Actions Interministérielles - 3e Bureau - Urbanisme et Environnement ;
- à la mairie d'ARGOEUVES (Somme).

5) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) :
- à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;
- à la mairie de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais).

Toute personne intéressée pourra en prendre connaissance tous les jours excepté les samedis, dimanches et jours fériés aux heures d'ouverture habituelle au public et consigner sur les registres ouverts à cet effet ses observations sur le projet. Ces observations pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur au siège de l'enquête à la Préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

De plus, un membre de la Commission d'Enquête se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

Pour le Département du PAS-DE-CALAIS :
- à la mairie de BLAIRVILLE, le lundi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de FAMPOUX, le mardi 4 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de FEUCHY, le mardi 27 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de GAVRELLE, le vendredi 23 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MONCHY-AU-BOIS, le lundi 26 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MONCHY-LE-PREUX, le mardi 11 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de NEUVIREUIL, le mardi 20 avril 1999 de 10 h à 12 h ;
- à la mairie de SAILLY-AU-BOIS, le jeudi 6 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30.

Pour le Département de la SOMME :
- à la mairie d'ACHEUX-EN-AMIENOIS, le mercredi 12 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie d'AMIENS, le lundi 19 avril 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie d'ARGOEUVES, le lundi 26 avril 1999 de 15 h à 17 h ;
- à la mairie de CONTAY, le lundi 3 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de MAILLY-MAILLET, le mercredi 19 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de POULAINVILLE, le lundi 10 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- à la mairie de RAINNEVILLE, le lundi 17 mai 1999 de 14 h 30 à 16 h 30.

La copie des rapports et des conclusions motivées qui seront établis par la Commission d'Enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, toute personne physique ou morale intéressée pourra obtenir communication des rapports et des conclusions en adressant une demande écrite à M. le Préfet du PAS-DE-CALAIS, Préfet coordonnateur - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine ;

Arras, le 22 mars 1999.
Le Préfet du PAS-DE-CALAIS.
Daniel CADOUX.

Amiens, le 22 mars 1999.
Le Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme,
Pour le Préfet et par délégation :
le Secrétaire Général, Yves FAUQUEUR.

Perceval sape la confiance des Rennais

Les travaux de creusement du futur métro ont déjà provoqué plusieurs affaissements de terrain. Commerçants, riverains et opposition mêlent leurs critiques contre un projet « pharaonique »

RENNES
de notre correspondante régionale

Perceval a encore fait des siennes. En quelques jours, le tunnelier qui grignote le sous-sol rennais depuis plus de deux ans a provoqué deux nouveaux affaissements de terrain rue Jules-Simon, une artère commerçante du centre. Le premier trou était profond de trois mètres et long de quinze. L'incident a eu lieu à 5 heures, la rue était déserte. Sitôt le trou bouché, Perceval a repris sa course. Une semaine plus tard, la chaussée était de nouveau aspirée par le tunnelier glouton.

Aujourd'hui, Perceval est à l'arrêt, les ouvriers ont presque fini de reboucher les trous, les habitants du centre s'inquiètent, les commerçants s'énervent, l'opposition s'oppose. Le maire (PS) et président du district, Edmond Hervé, et la Société d'économie mixte chargée de la construction du Val, la Semtcar, organisent des conférences de presse. Jean-François Blache, directeur de la Semtcar, fait œuvre de pédagogie. Il détaille les techniques qui seront mises en œuvre afin d'éviter de nouveaux effondrements. Il précise que du béton va être injecté sous la poste. Il rappelle que des mesures ont déjà été prise pour que Perceval passe sans encombre sous la rue Pont-aux-Foulons : le tunnelier creusera quatre mètres plus bas que prévu. Les habitants des immeubles qui bordent la ruelle seront de toute façon évacués, ainsi que les commerçants. Enfin, M. Hervé annonce que des barrières seront installées en surface au fur et à mesure de l'avancée du tunnelier, afin d'éviter que le sol ne se dérobe sous les pieds des promeneurs.

Accusés d'improvisation, les responsables répondent que la géologie n'est pas une science exacte. *« Des incidents similaires ont lieu sur tous les chantiers de ce type »*, rappelle M. Hervé. Mais les Rennais n'en finissent pas de râler. Il suffit de prononcer le mot « VAL » et c'est un concert de soupirs d'exaspération mêlés d'invectives. Les effondrements – huit en tout – font peur. Ce sont surtout les travaux qui ne passent pas. Depuis deux ans, la place Sainte-Anne, au cœur de la ville, est en chantier, tout comme la place de la République, devant la poste. Et s'il n'y avait que le VAL... Mais il faut compter avec les travaux de l'axe Est-Ouest, qui doivent aboutir à la modification complète de la circulation sur les quais de la Vilaine. La place de Bretagne est aussi en chantier. Les automobilistes bloqués à longueur de journée dans les embouteillages s'arrachent les cheveux. Les habitants du centre ne peuvent plus voir une pelleteuse en peinture.

« Quand je suis arrivé de Paris, il y huit ans, je trouvais que Rennes était un havre de paix. J'ai changé d'avis. » Michel Caron, président de l'association Rennes, vivre sa ville, se félicite que riverains, opposition municipale et commerçants donnent de la voix. Depuis une quinzaine de jours, une affichette sur les vitrines du centre-ville proclame : *« Les travaux d'accord, l'accessibilité d'abord »*. L'initiative vient du Syndicat rennais des associations commerciales (SRAC). Son président, Henri Jaffrain, ne remet pas en cause le VAL, mais assure que le maire *« veut tuer le centre-ville »*. Il demande une remise à plat des projets sur la circulation. Les commerçants se sont facilement ralliés à ce message. Lylian Langlais est installée rue Jules-Simon. Elle affirme que, depuis deux ans, son chiffre d'affaires a baissé de 30 % : *« J'ai dû licencier deux personnes. »* Chez le chocolatier ou le fleuriste, même constat. Le chiffre est en baisse depuis deux ans, en chute libre depuis les récents effondrements. Les sinistres seront indemnisés directement par l'assurance du chantier. Pour la perte globale de chiffre d'affaires, il faudra passer par le tribunal administratif.

L'opposition, qui, depuis le début, ferraille contre le VAL, tente de surfer sur l'inquiétude. Pierre Gusdorf (UDF) demande *« que la sécurité des biens et des personnes soit assurée »*. Le discours est diversement accueilli chez les commerçants, qui ne veulent pas *« politiser le débat »*, trois semaines après la condamnation du maire dans l'affaire du sang. Pourtant, les mécontents ont tôt fait de s'attaquer, à travers le VAL, à M. Hervé : projet *« démesuré »*, *« pharaonique »*. *« Hervé veut laisser sa marque comme l'a fait Mitterrand »*, juge une commerçante.

MENACE D'ENGORGEMENT

« Il est vrai que ce mandat est celui des grands travaux, note Jean Normand, directeur de la Semtcar et adjoint au maire. *Mais ce projet n'a rien d'insensé »*. Rennes sera la plus petite ville de France à se doter d'un métro ? *« L'effort financier demandé à l'agglomération rennaise est le même qu'à Lille ou à Toulouse. La ligne est plus courte, la densité de population plus forte le long du tracé »*, répond M. Normand. Un tramway n'aurait pas coûté beaucoup moins cher, affirme-t-il, et la topographie de la ville l'interdisait. M. Hervé rappelle à ceux qui auraient préféré ne rien faire que *« le centre était menacé d'engorgement »* et que le VAL intéresse *« tous les Rennais et tout le district de Rennes et pas seulement les habitants du centre »*. En renouvelant son mandat, en 1995, le maire estime que la population a voté pour le VAL, au terme d'une campagne particulièrement violente : *« Cela constitue le meilleur des référendums... »* Il se réfère à de précédentes épreuves : *« Quand j'ai transformé en rues piétonnes certaines artères du centre-ville, au début des années 80, ce fut un déchaînement de toute part. Aujourd'hui, commerçants et riverains n'ont qu'à s'en féliciter. »* Il ne restait plus qu'à attendre 2001...

Gaëlle Dupont

La Cour européenne de justice saisie

En décembre 1995, Jean-Pierre Dagorn et Pierre Gusdorf, membres de l'opposition municipale rennaise, tentaient – une nouvelle fois – de faire échouer le projet de véhicule automatique léger (VAL), en déposant plainte auprès de Bruxelles. Motif : l'absence de mise en concurrence dans l'attribution du marché à Matra, contrairement à une directive européenne de 1993 qui prévoit un appel d'offres international. Le district fait valoir que l'engagement envers Matra remonte à 1989, date du premier projet de VAL. Suspendu en 1995, après un arrêt du tribunal administratif annulant la première déclaration d'utilité publique, le dossier est réactivé après la victoire d'Edmond Hervé aux municipales. Un agrément définitif est donné à Matra en 1996. Pour Bruxelles, s'agissant d'un nouveau contrat, la règle de 1993 aurait dû être appliquée. Un avis défavorable a donc été émis. L'affaire doit être jugée devant la Cour européenne de justice. La décision ne devrait pas être rendue avant un an.

Sous les vignobles de Saint-Emilion, la terre se dérobe

BORDEAUX
de notre correspondante

On en parle encore dans le canton de Saint-Emilion : une nuit entre Noël et le Nouvel An 1997, en quelques secondes, près de 2 500 mètres carrés de vignes du château Belair, premier grand cru classé, se sont effondrés. On les a retrouvées plusieurs mètres plus bas. Des pieds de vigne aux trois quarts déracinés se balancent toujours dans le vide. *« Ce sont des êtres de trente-quarante ans qui meurent*, souffle Pascal Delbecq, directeur du château, *ça fait vraiment mal. »* Ce n'est pas la première fois que le vignoble, situé sur le plateau calcaire de Saint-Emilion, s'affaisse. Il repose, comme une grande partie du village, sur de vieilles carrières abandonnées, parfois superposées sur trois étages. On estime leur superficie à 70 hectares, dont 10 sous le bourg. Près de cent kilomètres de galeries serpentent sous le vignoble. Des petits trous – des « fontis » – apparaissent régulièrement en plein centre-ville. Des chemins communaux ont même dû être fermés au public : ils commençaient à céder.

« Ces carrières sont les nuisances de nos grands-pères, qui ont servi à construire nos villes et villages », fait remarquer Jean Peragallo, directeur du bureau des carrières, service créé il y a vingt ans par le conseil général de la Gironde. Depuis l'Antiquité, mais surtout aux XVIIIe et XIXe siècles, les sous-sols de la Gironde ont été exploités par l'homme. D'abord utilisées pour les villages alentour, les pierres blondes et tendres ont servi à bâtir d'autres villes, comme Bordeaux.

La plupart des carrières sont regroupées autour de la Garonne, longtemps seul moyen de transport pour ces blocs de 120 kilos. Les carriers de cette période faste n'ont pas toujours respecté la règle empirique de l'époque : laisser autant de plein que de vide, alors même que, pour une bonne stabilisation, il aurait fallu 75 % de plein. *« Aujourd'hui, tout le massif de l'Entre-Deux-Mers, au sud-est de Bordeaux, est un gruyère »*, affirme Jean Missègue, historien autodidacte et petit-fils d'un tailleur de pierre. La situation se dégrade aussi à cause des infiltrations d'eau.

ÉVITER L'EFFONDREMENT GÉNÉRALISÉ

Le bureau des carrières a recensé 113 communes, 850 carrières, soit 2 500 hectares répartis sur la rive droite de la Gironde, et près de 25 kilomètres de routes départementales touchés. Chaque année, huit à dix exploitations souterraines sont découvertes, la plupart laissées en l'état. Si les travaux de remblai ou de comblement sur les voies départementales sont financés par le conseil général, les routes communales dépendent des maires, les terrains privés des propriétaires. Certains ont les moyens de consolider leur sous-sol ; d'autres laissent cette plaie naturelle au grand jour.

Des viticulteurs n'ont pas attendu de nouveaux effondrements pour agir. Le château Belair a troqué ses lourds tracteurs pour des véhicules plus légers. Il a consolidé certaines carrières et désherbé sous les rangs de vignes pour voir d'éventuels signes précurseurs d'éboulements. Au château Canon, autre premier grand cru classé de Saint-Emilion, la famille Wertheimer (groupe Chanel) a investi environ 2 millions de francs (304 900 euros) pour assainir et consolider les sous-sols. Près de 4 000 mètres carrés de terrains ne peuvent être exploités à cause des carrières. De nouveaux travaux sont prévus en 2000. Une étude financée par l'Etat et la mairie est en cours, pour savoir comment maîtriser un risque d'effondrement généralisé. Une autre, lancée avant la fin de l'année, devrait répertorier de façon précise l'étendue des souterrains. Mais *« une carrière qui s'effondre, c'est imprévisible*, lâche M. Peragallo. *Un peu comme les tremblements de terre : on sait que cela va arriver, mais on ne sait pas quand. »*

Claudia Courtois

Le Sénat réclame plus de routes, contre l'avis de Mme Voynet

EN FIN d'après-midi, mercredi 31 mars, lors de l'examen du projet de loi d'orientation de l'aménagement durable du territoire, les sénateurs venaient de remporter une précieuse victoire, à leurs yeux. Par le biais d'amendements, ils ont voté la suppression des schémas multimodaux de services de transports, destinés à permettre un rééquilibrage au profit du rail des programmes d'infrastructures. Pour Jean François-Poncet (RDSE, Lot-et-Garonne), le *« nécessaire »* désenclavement des territoires ruraux *« suppose la construction de nouvelles routes »*. Or ces schémas prévoyaient, entre autres dispositions, que *« la priorité »* soit donnée *« au transport ferroviaire pour le transit international franchissant les Alpes et les Pyrénées »*.

A peine ont-ils voté que les sénateurs apprennent qu'un communiqué du ministère de l'aménagement du territoire vient d'être faxé à la presse. Dominique Voynet y *« invite les sénateurs à prendre les mesures de leur choix »*. *« La tragédie du tunnel du mont Blanc amènera peut-être les sénateurs à reconsidérer leurs positions »*, écrit la ministre de l'aménagement du territoire.

FRETS DANGEREUX

« Un procédé inacceptable, s'indigne aussitôt, dans les couloirs, Gérard Larcher (RPR, Yvelines). *Les tunnels routiers ne tuent pas davantage que les tunnels ferroviaires. Il n'y a pas eu de morts dans le tunnel sous la Manche parce que le système d'alerte était moderne. »* A la reprise de la séance, M. Larcher interpelle vivement Mme Voynet : *« Les morts n'appartiennent à personne ! Je ne puis admettre ce communiqué de presse laissant penser que les sénateurs sont des suppôts du "tout-routier". »* La séance est suspendue.

A la reprise, les sénateurs adoptent plusieurs amendements tendant à renforcer les conditions de développement des autoroutes, défendus, en grande partie, par Jacques Oudin (RPR, Vendée), président d'Autoroute Avenirs, puissant lobby autoroutier. Mme Voynet les avait pourtant mis en garde : *« On ne pourra pas donner en même temps la priorité au rail et continuer de construire autant de routes. »*

Lors du comité interministériel sur la sécurité routière qui doit se tenir vendredi 2 avril, Mme Voynet pourrait proposer une réduction du trafic sous le tunnel du mont Blanc et un contingentement de certains types de frets dangereux. Deux mesures déjà inscrites dans les schémas de services de transports supprimés par les sénateurs...

Béatrice Jérôme

M. Gayssot veut régionaliser toute la SNCF

JEAN-CLAUDE GAYSSOT, ministre de l'équipement et des transports, qui participait au Forum SNCF, mercredi 31 mars, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), a affirmé qu'il *« souhaite enclencher très rapidement le processus de généralisation de la régionalisation »* des transports ferroviaires. Actuellement, six régions expérimentent ce système de gestion décentralisée. M. Gayssot envisage un projet de loi pour le premier semestre 2000, avec *« une date butoir de mise en œuvre, comme 2001 ou 2002 »*. Il veut ainsi éviter un *« système à deux vitesses »* entre les régions dotées d'une *« compétence en matière de service régional de voyageurs »* et les autres.

هكذا من الأصل

...iance des Rennais

...provoqué plusieurs affaissements... critiques contre un projet...

...le Mme Voynet

هكذا من الأصل

Milosevic, un ambitieux gagné par l'ivresse nationale



RURT GLINN/MAGNUM

Après dix années de règne absolu, Slobodan Milosevic reste un personnage énigmatique. En embrassant la cause du nationalisme serbe, il a moins servi ses convictions qu'une folle ambition personnelle, au risque de jouer les apprentis sorciers. Portrait d'un populiste froid tenté par la politique du pire

LES hommes d'Etat, sauveurs ou tyrans, ont les « petites phrases » qu'ils méritent. Elles les accompagnent toute leur vie, et parfois au-delà. Celle qui forgea le destin de Slobodan Milosevic aurait pu, sortie de son contexte, passer inaperçue. Mais dans les circonstances où il la prononça, son écho fut immédiat et immense. Ce jour-là, le 24 avril 1987, dans un faubourg de Pristina, le chef-lieu du Kosovo, le tout nouveau patron du Parti communiste de Serbie lance à quelques milliers de ses compatriotes : *« Personne ne devra plus oser vous battre ! »* Ce propos d'estrade, à la fois promesse et menace, donnera un nouveau cours à l'histoire de la Yougoslavie.

La scène prend d'autant plus de force, aux yeux des Serbes du Kosovo, qu'elle se déroule à Kosovo Polje, à deux pas du haut-lieu le plus cher à leur cœur, ce fameux Champ des Merles où, le 28 juin 1389, les 70 000 soldats du prince Lazar donnèrent leur vie face à l'envahisseur turc, lors d'une bataille – et d'une défaite – retentissantes.

Au fil de cette année 1987, la crise s'aggrave au Kosovo, petite province déshéritée du sud de la Serbie. Depuis des mois, la minorité serbe se dit victime de pressions, voire d'exactions qui la poussent à l'exode. Belgrade décide de s'en mêler. Milosevic a pour mission d'écouter les doléances des responsables locaux. Il a bien préparé sa visite en se rendant une première fois, discrètement, au Kosovo, quatre jours plus tôt. Déjà expert en propagande, il s'est aussi assuré que la presse et la télévision nationales couvriraient l'événement.

La réunion a lieu dans la Maison de la culture, où la foule des manifestants serbes cherche à pénétrer. La police tente de la disperser à coups de bâtons. L'ambiance s'alourdit. Des pavés commencent à voler. Averti, Milosevic observe la foule du balcon, descend les escaliers et, critiquant les forces de l'ordre, lance sa « petite phrase », qui deviendra, pour beaucoup de Serbes, un cri de ralliement. Une onde de choc parcourt l'auditoire, qui scande ausitôt le diminutif affectueux de son nouveau héros : *« Slobo ! Slobo ! »*. Le meeting s'échauffe et durera toute la nuit. L'un après l'autre, les orateurs s'en prennent aux dirigeants albanais, réclament la suppression de l'autonomie dont jouit le Kosovo depuis 1974, et exigent l'instauration de l'état d'urgence. Certains prônent même l'expulsion de la majorité albanaise.

Milosevic ne dit mot, ce qui, en l'occurrence, vaut consentement. Il s'adresse à son tour au public serbe : *« Vous devez rester ici. Ceci est votre terre. Ce sont vos maisons. Vos prairies et vos jardins. Votre mémoire. Vous ne devez pas abandonner votre terre du seul fait que vous êtes victimes de l'injustice. Renoncer face aux obstacles, se démobiliser au moment du combat ne fait pas partie du caractère des Serbes et des Monténégrins. Vous devez rester ici au nom de vos ancêtres et de vos descendants. Faute de quoi, vos ancêtres seraient souillés, et vos descendants déçus. Mais je ne veux pas dire pour autant que vous devez rester ici en acceptant une situation qui ne vous satisfait pas. Au contraire, vous devez la changer, à l'image de ce que doit faire toute la population progressiste de Serbie et de Yougoslavie. »*

Ce soir-là, Milosevic devient un homme nouveau. Aux yeux des autres, comme à ses propres yeux. L'apparatchik modèle et un peu terne, qui a jusqu'à présent dissimulé sa dévorante ambition sous la prudence de bon aloi qu'impose le régime à ses dignitaires, se découvre subitement un destin de meneur d'hommes. C'est, pour lui aussi, une véritable révélation. *« Il y eut soudain, en lui, un changement psychologique,* note un journaliste. *Il prit d'un seul coup conscience de l'emprise qu'il exerçait sur les gens. » « C'était,* observe l'historien britannique Noel Malcolm, *comme si une nouvelle et puissante drogue coulait maintenant dans ses veines. » « Il était transformé, enflammé par le Kosovo »*, se souviendra Ivan Stambolic, qui présidait à l'époque la République serbe. Mentor de Milosevic, et son ami de vingt-cinq ans, il ajoutera, avec sans doute un peu trop d'indulgence : *« Voilà comment tout a commencé. Les nationalistes l'ont pris dans leurs bras et ne l'ont pas lâché. Il n'aimait pas vraiment cela. Mais il savait que cela lui était politiquement profitable. »*

L'homme n'est, en effet, pas du genre à se laisser facilement griser. Mais il flaire d'emblée la chance qui s'offre à lui. Son instinct politique, qu'attise son appétit de pouvoir, l'incite à enfourcher derechef la cause du nationalisme serbe au Kosovo, qui ne semblait guère jusqu'ici l'obnubiler. Il comprend que le contrôle de la Serbie passe alors par le Kosovo, et que celui qui y conduit la croisade identitaire de la minorité, dirigera bientôt la Serbie tout entière.

Car, en Serbie même, les passions nationalistes s'échauffent. Sept ans après la mort de Tito, le peuple serbe se réveille. Pendant des décennies, le fragile équilibre communiste yougoslave mis en place par Tito, le Croate, reposait sur un principe implicite : une Serbie faible dans une Yougoslavie forte. La Serbie dût sacrifier sur l'autel yougoslave – sauf dans l'armée – le rôle hégémonique que la géographie, la démographie et les immenses sacrifices consentis dans la lutte contre le nazisme l'incitaient à légitimement revendiquer au sein de l'ensemble fédéral. Elle accepta à contrecoeur que son histoire millénaire fût frappée d'amnésie, ce qui la persuada un peu plus qu'elle était vouée à toujours *« gagner la guerre et perdre la paix »*.

EN 1974, la nouvelle Constitution fédérale avait morcelé la Serbie, en donnant une large autonomie aux deux provinces créées en 1963, la Voïvodine, au nord, et le Kosovo, au sud. Sur le papier, celles-ci restaient sous la tutelle de Belgrade. Mais, dans les faits, elles s'émancipèrent rapidement, en exerçant les droits politiques, économiques et judiciaires liés à leur statut d'autonomie. Elles eurent leurs propres assemblées et envoyèrent des députés au Parlement de Belgrade. Elles participèrent au système de la présidence tournante instauré par Tito à la tête de la fédération. Seul le droit de faire sécession, en théorie reconnu aux autres Républiques, leur était interdit.

Travaillés par un désir de revanche, nombre de Serbes attendent, une fois Tito disparu, un signal venu d'en haut, et un homme providentiel. Cet homme sera Milosevic. Quant au signal, il émane, sans équivoque le 24 septembre 1986 – et sous la forme d'un mémorandum – d'une institution culturelle yougoslave fort respectée, l'Académie serbe des sciences et des arts. Ce texte de soixante-quatorze pages, dont un quotidien à grand tirage publie de larges extraits, est une bombe politique. Jouant sur le complexe d'infériorité des Serbes, sans cesse nourri du souvenir du double sacrifice historique consenti au profit de la Yougoslavie, en 1918 et en 1945, le document des académiciens mêle les plaintes et les griefs.

La Yougoslavie, peut-on lire dans ce réquisitoire, n'est plus la solution de la question serbe. Le pays se délite, alors que quatre Serbes sur dix vivent en dehors de la mère patrie. La Croatie et la Slovénie conspirent contre la Serbie. *« Hormis pendant la période de l'Etat oustachi pro-nazi* (proclamé en 1941), affirme le mémorandum, *les Serbes de Croatie n'ont jamais été autant en danger qu'aujourd'hui. Leur statut national doit être une question politique prioritaire. Si une solution n'est pas trouvée, les conséquences seront désastreuses, non seulement pour la Croatie mais pour la Yougoslavie tout entière. »*

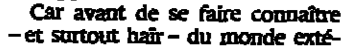
En rédigeant ce document alarmiste, les intellectuels serbes avaient aussi en tête le Kosovo-Metohija, berceau de leur peuple et siège de leur Eglise orthodoxe qui y a érigé, autour du patriarcat de Pec, ses plus beaux monastères. Là-bas, affirment-ils, un génocide menace les Serbes. Faute de réagir, ils subiront leur plus grave défaite depuis l'écrasement de leur révolte contre les Turcs en 1804. Le mémorandum véhicule les idées notoirement défendues par l'écrivain Dobrica Cosic, l'un des chantres de la nation serbe sous Tito, qui niera pourtant avoir participé à sa rédaction. Cosic et ses amis nationalistes avaient nourri, dans les années 70, le rêve secret de dépecer le Kosovo, la Serbie conservant notamment la région des monastères. Ils n'osèrent jamais rendre public leur projet, l'opinion serbe n'étant pas disposée, selon eux, à renoncer au moindre arpent de terre de la province sacrée. Le plan de partition que l'on prête parfois aujourd'hui à Milosevic, est donc une vieille idée.

En septembre 1986, le retentissement du mémorandum est d'autant plus grand qu'il est l'œuvre d'une des rares institutions yougoslaves qui ne soit pas entièrement soumise aux diktats de la Ligue des communistes yougoslaves, le parti unique. Choqués, les dirigeants de Belgrade, relayés par une presse aux ordres, dénoncent le document. Le président serbe, Ivan Stambolic, n'y voit qu'*« un requiem pour la Yougoslavie »*. Au milieu de cette agitation, un homme, qui sait déjà manier le silence comme une arme, se tait résolument : Slobodan Milosevic. Si prompt d'ordinaire à fustiger le moindre écart doctrinal, il se contente, cette fois, de laisser un ami sûr monter au front. A Stambolic, intrigué par son mutisme, il répond curieusement qu'il juge inutile d'ajouter, par ses commentaires, à la *« confusion »* ambiante.

PENDANT les années qui précèdent et les mois qui suivent la publication du mémorandum de l'Académie, le courant nationaliste serbe au sein du parti n'a cessé de gagner en influence. Encouragés en sous-main, puis de plus en plus ouvertement, par Cosic et ses amis, un groupe de Serbes du Kosovo, montant en épingle le moindre incident, s'affirme victime d'exactions, le plus souvent imaginaires, et organise des pétitions réclamant un changement constitutionnel dans la province. Une majorité de l'appareil communiste serbe finira par approuver leurs objectifs politiques. Les années 1986-87 marquent ainsi un tournant majeur dans l'histoire du post-titisme. Alors qu'à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985, et convaincu de pouvoir sauver le soviétisme, tente de résister au déferlement des forces chauvines grand-russes, les communistes serbes détournent en douceur, puis canalisent à leur profit – et à celui de la *« Grande Serbie »* – les fièvres nationalistes renaissantes. Ce rapt politique ouvrira la voie au pire des populismes qu'incarnera bientôt le plus habile et le plus opportuniste des maîtres de l'appareil, Slobodan Milosevic.

Car avant de se faire connaître – et surtout haïr – du monde exté-

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozaverac en 1974. Le frère de celle-ci, un ancien général en Macédoine, se donnera aussi la mort





Pendant la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, qui a débouché sur un accord de paix en Bosnie, Slobodan Milosevic (photo ci-dessus) refuse catégoriquement d'aborder le problème du Kosovo. Le 15 juillet 1997 (ci-contre), il est élu président de la République de Yougoslavie. Il est entouré de sa femme et de ses deux enfants.

MRDJA/SIPA

x gagné

ale



rieur, Milosevic a géré une longue carrière d'apparatchik, dont on sait finalement peu de choses. Slobodan – dont le nom veut dire « liberté » – naît le 29 août 1941, quelques mois après l'invasion nazie, à Pozerevac, une ville de 60 000 habitants, située à 200 kilomètres au sud de Belgrade, et surtout connue aujourd'hui pour sa fabrique de biscuits. Son père, un Monténégrin professeur de théologie orthodoxe, n'achèvera jamais ses études au séminaire et devra gagner sa vie en enseignant le russe et le serbo-croate.

Alors que le jeune Slobodan – il n'a que cinq ans – et son frère aîné Borislav, aujourd'hui ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, fréquentent l'école primaire, leur père s'enfuit au Monténégro. Les deux adolescents seront élevés par leur mère, une enseignante et communiste ardente. Elève studieux, réservé, un brin taciturne, Slobodan boude les activités sportives. Il préfère la poésie et les promenades solitaires. Sa fréquentation des jeunesses communistes lui vaut d'être appelé *« le petit bolchevique »*. *« Je suis communiste par conviction et je le suis devenu à l'âge de dix-sept ans »*, dira-t-il beaucoup plus tard à un envoyé spécial du *Monde*. En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozaverac en 1974. Le frère de celle-ci, un ancien général en Macédoine, se donnera aussi la mort.

Sur les bancs du collège, Milosevic s'éprend de celle qui deviendra la femme de sa vie, Mirjana Markovic. Elle tiendra auprès de lui tous les rôles : épouse envahissante et ambitieuse, conseillère rigide et tenace, partenaire politique attentive et sourcilleuse. Mirjana porte, elle aussi, une tragique hérédité. Sa mère, résistante capturée par la Gestapo, fut fusillée en 1942 par les partisans, convaincus que celle-ci avait livré son réseau sous la torture. Marxiste intraitable, Mirjana consacrera sa vie à réhabiliter celle qu'elle n'a jamais connue, mais qu'elle tient pour une martyre. Pour Milosevic, la rencontre de Mirjana est décisive. En épousant cette jeune femme au visage sans charme, mais qui a pour père un dignitaire du parti, il accède au cercle dirigeant. Le couple s'installe à Belgrade, où Milosevic décroche une licence en droit en 1964.

En première année universitaire, Milosevic a fait une autre rencontre, encore plus décisive, celle d'Ivan Stambolic, neveu d'un proche de Tito. Les deux hommes n'ont pas le même tempérament – Stambolic cultivant le genre play-boy et menant grande vie –, mais ils sympathisent. Pendant vingt-cinq ans, ils seront inséparables. Stambolic lui met le pied à l'étrier, en le faisant entrer à la direction de Teknogas, une firme pétrochimique, dont Milosevic prend la tête en 1973. Les deux hommes se retrouvent à nouveau dans l'état-major de Beogradska Banka, la plus grosse banque du pays, dont Milosevic devient le président en 1978. Il voyage beaucoup, notamment à New York, où il dit s'être rendu soixante-dix fois, et apprend l'anglais, qu'il maîtrise fort bien. En 1984, Milosevic entre en politique à plein-temps. Stambolic – toujours lui – devenu le chef du PC serbe, le fait élire président du comité central du PC de Belgrade. A ce poste, Milosevic purge le parti de tous ses dissidents, des nationalistes aux libéraux.

AVIDE de monter encore en grade dans l'ombre de son mentor, Milosevic offre à celui-ci ses qualités de tacticien, avant de franchir en 1986, l'étape cruciale. Elu président de la République de Serbie, Stambolic impose à la tête du PC serbe celui qu'il tient encore pour son ami. Mais l'heure de la trahison sonnera bientôt. Devenu l'idole de millions de Serbes, après l'épisode de Kosovo Polje, Milosevic n'entend plus partager son immense popularité. Avec l'aide de Cosic, il place ses hommes à la tête des grands journaux et de la télévision. En septembre 1987, au terme d'une machination ourdie par Milosevic, Stombolic est politiquement exécuté dans la pure tradition stalinienne. Le président serbe, qui a pourtant, au fil des ans, évité plus d'un piège, n'a pas vu le danger venir. Mis en minorité au cours de la fameuse *« huitième session »* du comité central du parti serbe, il est officiellement écarté trois mois plus tard.

Cet événement est l'occasion d'une grande première : la retransmission télévisée, presque en direct, des débats internes au sérail communiste. Pendant deux jours, la population serbe, agglutinée devant les petits écrans, assiste, stupéfaite, aux règlements de compte entre dirigeants. Stombolic, isolé, semble incapable de contre-attaquer. Il s'incline, pour avoir naïvement cru à l'amitié éternelle. Il dira plus tard, philosophe, et sans trop de rancune apparente : *« Lorsque quelqu'un se trouve derrière votre dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de vous poignarder. Beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je ne les ai pas crus. »* Il ajoutera : *« Milosevic a sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener. »*

Au début de cette chevauchée, Milosevic affirme rester fidèle au vieux slogan titiste : *« Fraternité et unité »* (*« bratstvo i jedinstvo »*), même s'il lui en préfère un autre, qui voit dans une *« Serbie forte »* la clé d'*« une Yougoslavie forte »*. Mais en moins d'un an, il reniera ses principes, et se lancera dans un nationalisme débridé, tout en imposant sa poigne au pays. Grand manipulateur de masses, il multiplie en 1988 les *« meetings spontanés »* contre le *« génocide des Serbes »*, exige la *« réunification de la Serbie »*, et se sert du Kosovo pour éliminer à la fois ses concurrents et les partisans d'un dialogue avec les Albanais. Il favorise un culte de la personnalité qui rompt avec le leadership collectif de l'après-Tito. Ses portraits fleurissent partout dans les rues.

L'année 1989 est celle de son triomphe, sous le signe du Kosovo. En mars, il fait plier le pouvoir fédéral yougoslave en lui arrachant une nouvelle Constitution qui restaure l'hégémonie de la Serbie sur la Voïvodine et, surtout, le Kosovo, où cette réforme, précédée de l'arrestation des dirigeants albanais, provoque des grèves et des émeutes qui font des dizaines de morts. Au faîte de sa gloire, il est élu, le 8 mai, président de Serbie. Les médias de Belgrade, à sa dévotion, chantent les mérites de celui qui a *« récupéré les provinces perdues »*, rendant à la Serbie *« son intégrité nationale et spirituelle »*.

Le 28 juin, c'est l'apothéose, à Kosovo Pojle où, deux ans plus tôt, Milosevic avait forgé sa renommée. Elle a lieu, comme il se doit, sur le site même du Champ des merles, que les Serbes tiennent pour le cœur de leur *« terre sainte »*. A pied ou à cheval, en autocar ou en avion, un million d'entre eux sont venus de partout, et notamment de l'étranger, pour célébrer, dans une liesse nationaliste sans précédent, frisant parfois l'extase, le 600e anniversaire de l'héroïque bataille perdue par Lazar, le prince serbe qui avait préféré aller au-devant d'une défaite prévisible plutôt que de capituler. Pour la première fois, le public peut voir les ossements du glorieux vaincu.

Ce jour-là, au Champ des merles, la foule s'étend aussi loin que porte le regard. Elle patauge dans la boue, entonne des chants patriotiques arrosés à l'eau de vie de prune, et accueille d'une lancinante clameur le maître de cérémonie, lorsqu'il arrive du ciel, à l'instar des dignitaires des autres Républiques de la Fédération, conviés à célébrer sa gloire. La quasi-totalité des Kosovars d'origine albanaise ont boycotté cette célébration, qui marque un réveil serbe dont leur communauté fera les frais. Complet strict et œil sévère, Milosevic prononce un discours qui sonne comme un défi à la Fédération.

« Dans leur histoire, dit-il, *les Serbes n'ont jamais conquis, ni exploité personne. Au cours de deux guerres mondiales, ils se sont libérés et, quand ils l'ont pu, ont aidé d'autres à se libérer. L'héroïsme de nos ancêtres ne doit pas nous faire oublier qu'il fut un temps où nous étions courageux et dignes et où nous allions, invaincus, à la bataille. Six siècles plus tard, nous livrons de nouvelles batailles. Ce ne sont plus des batailles armées, bien que celles-ci ne soient pas encore exclues. »* Comment, avec le recul, ne pas interpréter ces propos sournoisement revanchards, qui firent d'ailleurs tiquer les dirigeants yougoslaves installés sur l'estrade aux côtés de Milosevic, comme un avertissement adressé à tous ceux qui s'opposeraient à son irrésistible ambition ?

On connaît la suite. Depuis cette fête géante du nationalisme serbe, la Yougoslavie, désintégrée, a connu beaucoup de *« nouvelles batailles »*. Les drames ont succédé aux massacres, les exodes aux humiliations. Le cynisme mégalomane de Milosevic a plongé les peuples de la région dans un engrenage de guerres et de répressions qui auraient fait quelque 250 000 morts. Faute de pouvoir dominer, comme il le voulait, une *« Grande Yougoslavie »*, faute ensuite de pouvoir accomplir son rêve d'*« une Grande Serbie »*, il est devenu le maître d'une nation serbe exsangue et mise à l'index. Après le divorce slovène, il y eut l'affrontement serbo-croate, le martyre de Vukovar, le siège de Dubrovnik, celui, beaucoup plus long, de Sarajevo, l'infamie de Srebenica, les mille et une négociations, la percée de Dayton, les nombreuses hésitations de la communauté internationale, les interventions humanitaires de l'ONU et celles, plus musclées de l'OTAN.

Au Kosovo, il y eut l'autoproclamation de la République par la majorité albanaise (1990), l'appel d'Ibrahim Rugova à la résistance passive, la mise en place d'une société parallèle, le déclenchement de la lutte armée par l'UCK (Armée de libération du Kosovo, 1996), l'escalade de la répression serbe, et les premiers exodes. Jusqu'à la guerre d'aujourd'hui, qui vise à faire céder le principal acteur de ce long film tragique, Slobodan Milosevic.

A seulement cinquante-sept ans, Milosevic est devenu le plus ancien dirigeant d'Europe au pouvoir et le dernier dinosaure, l'unique survivant de l'ère communiste. Après dix ans de règne absolu, il demeure pourtant un personnage largement énigmatique. Froid, retors, tenace, est-il un pur opportuniste, hier obsédé par sa quête du pouvoir, et prêt aujourd'hui, pour le conserver, aux plus folles surenchères, au point de céder à un vertige suicidaire ? Une chose est sûre : il a toujours fait passer ses ambitions avant ses idées. Avant d'embrasser la cause obsessionnelle du nationalisme serbe, il ne s'était distingué, à la tête des PC de Belgrade et de Serbie, par aucune vision, aucun programme, hormis un certain attachement à l'économie de marché, sans doute hérité de ses voyages en Amérique. *« Si, demain, l'avenir résidait dans la franc-maçonnerie,* observait un journaliste serbe en 1992, *Milosevic deviendrait immédiatement le grand maître de la première Loge du pays ! C'est un grand manipulateur, mais idéologiquement vide. »*

Secret, peu prolixe ou bien adepte du double langage, il sait aussi être affable, charmeur, comme le notait une journaliste de *Vanity Fair* venue l'interviewer, il y a quelques années, dans le vieux palais présidentiel de Belgrade. Le négociateur américain Richard Holbrooke, qui l'a beaucoup rencontré, raconte l'avoir trouvé, l'autre semaine, lors de leur dernier tête-à-tête *« calme, inflexible, presque fataliste »*, résigné sans doute à l'inéluctabilité des bombardements contre son pays. *« Je me demande si nous nous reverrons jamais »*, lança Milosevic avant de prendre congé de son visiteur. D'ordinaire courtois, le président serbe emprunte parfois un langage moins châtié. *« C'est incroyable d'imprimer de telles merdes ! »*, lance-t-il un jour à Richard Holbrooke, après avoir lu l'article d'un journaliste américain. Milosevic ne croit guère à l'amitié en politique. On l'a vu naguère trahir Stambolic. On le verra plus tard lâcher les dirigeants serbes de Bosnie, Karadzic et Mladic, qu'il traitera d'*« idiots »*.

Physiquement, Milosevic a peu changé au fil des ans. Son menton volontaire, son large visage charnu et maussade, ses yeux petits et perçants, son front haut et sa tignasse argentée, coupée en brosse, lui donnent un air ombrageux. Costume gris, chemise blanche et cravate sombre, il ressemble pour toujours au banquier communiste qu'il fut. Cette allure un peu terne cache-t-elle, comme certains le croient, le tempérament d'un joueur de poker, qu'aucun revers de fortune n'arrêterait ? Dissimule-t-elle l'inquiétude d'un squale toujours contraint de bouger pour échapper au danger ? Ces ressorts psychologiques expliqueraient certaines fuites en avant, et la tentation de la politique du pire.

BON orateur, Milosevic galvanise les foules serbes avec des phrases courtes et fortes, dans un style direct et populiste. On lui connaît peu de vices personnels. Apparemment insensible à l'argent et au luxe, il a pour seules faiblesses un goût pour le bon whisky et pour les Havane, Montecristo ou Cohibas, chers à Fidel Castro. Sa famille, en revanche, n'échappe pas aux reproches. Amateur de voitures rapides, son fils Marko s'est enrichi grâce au monopole qu'il détient, en ces temps d'embargo, sur l'importation d'alcool et de cigarettes. Il possède un restaurant et le plus grand nightclub de Serbie. Sa fille, Marija, dirige une station de radio prospère.

Dernier mystère, et non des moindres : l'épouse de Milosevic est-elle aussi influente que la rumeur publique et quelques solides témoignages le donnent à croire ? Est-elle, comme l'a dit Lord Owen, *« le pouvoir derrière le trône »* ? Petite femme mal fagotée et rarement souriante, le Dr Mirjana Markovic a gardé son nom de jeune fille. Sa « Chronique de Mira » (en hommage au nom de guerre de sa mère) dans l'hebdomadaire *Duga* (L'arc-en-ciel) est très lue, car elle y a souvent annoncé, avec plusieurs mois d'avance, les décisions de son mari. Interrogée un jour sur ses dons de prophète, elle répondit, agacée : *« Après tout, je suis sociologue. »* Son côté Marie-Antoinette irrite plus d'un Serbe. Le parti qu'elle a fondé, la Gauche yougoslave unie, lui permet de donner libre cours à ses solides convictions communistes et de recueillir des fonds alloués à la cause serbe. Saine division du travail entre époux. Mme Milosevic a-t-elle, sur le Kosovo, un avis aussi tranché que son mari ?

Une chose est sûre : Milosevic reste très susceptible dès qu'on lui parle de la province. A Dayton, il avait catégoriquement refusé d'aborder le sujet. Pour lui, c'est un problème interne à la Serbie, et rien d'autre. Milosevic a scellé son destin au Kosovo, entend-on souvent dire, et c'est au Kosovo que son avenir se jouera. Peut-être. Au Kosovo, en tout cas, la Serbie a réinvesti dans son passé, ce qui n'est pas en soi, un mal absolu. Mais elle l'a fait de la pire manière, sous les flatteries d'un apprenti-sorcier qui l'a conduit au désastre, en semant la haine dans toute la région. Aujourd'hui, la Serbie, incrédule et rageuse, resserre les rangs face aux attaques de l'OTAN. Pour le grand bénéfice de son chef tout-puissant. Et pour le plus grand malheur des habitants du Kosovo.

Jean-Pierre Langellier



MILINKO STEFANOVIC/WOSTOK PRESS

En 1990, Milosevic, alors président de la République serbe, se prononce contre l'éclatement (« protiv » en serbo-croate) de la Yougoslavie.

ZOJA/GAMMA — MILINKO STEFANOVIC/WOSTOK PRESS — VLADIMIR DIMITRIJEVIC/TANJUG/REUTERS — ITAR-TASS

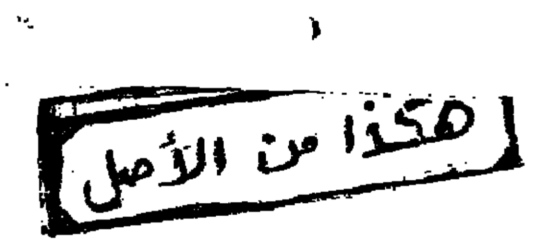
Le 28 juin 1989, lors de la célébration du 600e anniversaire de la bataille du Champ des Merles, dont il est le maître de cérémonie (première photo), Milosevic exalte le nationalisme serbe.

Deuxième photo : le 28 mars 1991, Milosevic participe à Split (Croatie) à un sommet des présidents des six Républiques yougoslaves.

Le 12 octobre 1998, Milosevic reçoit à Belgrade l'émissaire américain Richard Holbrooke (troisième photo) pour l'une de leurs nombreuses négociations en tête-à-tête.

Mardi 30 mars 1999, à Belgrade, le président yougoslave pose aux côtés du premier ministre russe Evgueni Primakov. Les deux hommes sont souriants, mais leurs entretiens ne donneront rien.

« Lorsque quelqu'un se trouve derrière votre dos pendant vingt-cinq ans, il est compréhensible qu'il ait envie, un jour ou l'autre, de vous poignarder. Milosevic a sauté sur un cheval fou et personne ne sait où ce cheval va le mener »



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Questions au 7ème jour

AMÉRICAINS et Européens avaient énoncé, dans le flou, les objectifs qu'ils fixaient à leur offensive. Il s'agissait d'employer la force – une campagne de bombardements aériens – pour, tout à la fois, forcer Slobodan Milosevic à revenir à la table de négociation, amputer sa machine militaire sur le terrain, enrayer ses campagnes d'épuration ethnique, etc. Il s'agissait aussi – ce qui était plus que légitime – de montrer au président de la République fédérale de Yougoslavie que l'on tenait parole, que le temps était fini où celui-ci pouvait compter sur la pusillanimité de la communauté internationale et toujours échapper aux conséquences de ses actes criminels. Mais, au septième jour des bombardements, sans vouloir tirer de bilan définitif, force est de poser une série de questions plus qu'embarassantes :

-La « catastrophe humanitaire » en cours au Kosovo, cette terrible vague d'épuration ethnique, était-elle inévitable ? Elle n'est pas la première à laquelle les forces serbes aient procédée au Kosovo depuis seize mois. Mais, à l'évidence, Américains et Européens ont gravement sous-estimé la détermination de Slobodan Milosevic à vider des villes et des dizaines de villages en replique à l'opération de l'OTAN.

-Fallait-il exclure d'emblée le recours à une intervention terrestre ? N'a-t-on pas donné, à l'avance, le pire des signaux à la partie serbe, étant entendu que seule une opération au sol paraît être de nature à protéger les populations d'une campagne d'épuration ethnique.

-A-t-on négligé le minimum nécessaire de coopération avec la branche politique du mouvement kosovar ? Même si l'on peut imaginer toutes les possibilités de manipulations en pareille situation, l'apparition à la télévision d'Ibrahim Rugova, l'un des pères du mouvement politique kosovar, sain et sauf à Pristina même, « protégé » par la police serbe, réclamant l'arrêt des bombardements de l'OTAN suscite de légitimes interrogations. Les « services » américains n'avaient donc rien prévu pour cacher, protégér ou mettre à l'abri la direction kosovare ?

-Armée et financée par les Etats-Unis, la branche armée du mouvement kosovar, l'UCK, paraît étrangement absente des opérations. Au point que, dans leur exode, certains des réfugiés kosovars s'interrogent.

-Les bombardements aériens n'ayant pas, pour l'heure, réussi à interrompre la monstruosité du nettoyage ethnique, Américains et Européens ont-ils une stratégie de rechange, autre que le recours à davantage de bombardements, dont les démocrates serbes jugent qu'ils renforcent le pouvoir de M. Milosevic ?

-Que faire du Kosovo, maintenant que la formule de Rambouillet (autonomie poussée) paraît chaque jour davantage dépassée et que la Serbie semble en passe de le découper pour en garder la partie qu'elle juge utile ?

Toute opération militaire réclame certes du temps et de la détermination. Mais les dirigeants européens et américains doivent incessamment indiquer quels sont désormais les objectifs poursuivis par l'opération « Force alliée ».

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Trois ans après Fulton

IL Y A trois ans, M. Winston Churchill prononçait à Fulton un discours qui fit quelque bruit dans le monde. C'est encore aux Etats-Unis, à Boston, qu'il a pris hier la parole. La situation étant plus nette, sinon plus rassurante qu'en 1946, il ne causera pas cette fois une sensation pareille. Il ne pouvait qu'enregistrer la situation internationale et souligner le double aspect de l'opinion, dans l'Europe occidentale aussi bien qu'aux Etats-Unis : résistance à l'impérialisme soviétique, volonté et espoir de maintenir la paix.

Peut-être l'illustre orateur, dont on connaît la fougue, a-t-il été un peu loin lorsqu'il a dit : *« L'Europe aurait été communisée sans la menace de la bombe atomique. »* L'effet de celle-ci a été double : si elle a pu imposer le respect à certains, elle a aussi irrité et inquiété. Cependant la bombe fait partie de l'armement des nations du pacte atlantique ; elle en est même, jusqu'à nouvel ordre, l'élément le plus efficace.

On ne peut fonder de grands espoirs, du moins pour le moment, sur l'opposition que M. Churchill établit entre les gouvernants et les gouvernés. Il fulmine contre les treize membres du Politburo qui *« recherchent la domination du monde »*, ajoutant aussitôt : *« Mais nous n'éprouvons aucune hostitité envers le peuple russe. »* De telles distinctions sont évidentes, mais elles resteront sans effet tant qu'une intense propagande n'aura pas trouvé le moyen d'atteindre les masses au-delà du rideau de fer. Malheureusement, comme l'a remarqué M. Churchill, les dirigeants de l'URSS craignent l'amitié de l'Ouest plus que son hostilité.

(2 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Kosovo : ne pas feindre de découvrir

QUI EST RESPONSABLE, qu'aurait-il fallu faire, que faudrait-il maintenant ? Ce qui se produit actuellement au Kosovo est difficile à supporter. Chacun s'émeut, à juste titre ; et parce que maintenant cette guerre nous concerne, on s'indigne. Certains s'en prennent à l'impérialisme brutal des Américains, de l'OTAN, ou bien à l'incurie de nos dirigeants nationaux. La plupart des autres, bien intentionnés et qui savent *grosso modo* qui est Milosevic, ne savent plus à qui s'en prendre, et plongent dans un abîme d'anxieuse perplexité et d'incompréhension : qu'est-on en train de faire ?

Les images que l'on reçoit sont terribles ; celles qu'on ne reçoit pas – on le sait – doivent être pires encore. Les chiffres le sont aussi : le Quai d'Orsay confirmait, mardi, que 100 000 personnes avaient été chassées hors du Kosovo et que 160 000 autres étaient sur les routes, en marche vers les frontières. A ce rythme, dans moins d'une semaine 500 000 civils démunis, à pied ou en charrette, qui n'auront pas tous eu le temps de même ficeler un balluchon, vont se retrouver hors frontières, réfugiés, sans plus rien que le drame et les morts qu'ils transportent avec eux. Pendant ce temps, l'OTAN, tout en dénonçant le scandale humanitaire, fait le compte quotidien de ses propres exploits militaires ; un compte dérisoire.

Mais ce qui indigne aujourd'hui n'indignait-il pas hier ? Faisons droit un instant à la cynique comparaison des chiffres : l'offensive menée par les forces serbes au Kosovo, au cours de l'été 1998, a fait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 300 000 déplacés. Qui s'en est indigné ? Qui a tiré l'alarme sur cette catastrophe, sur le sort de ceux qui se réfugiaient dans les forêts et que l'hiver précoce au Kosovo allait bientôt saisir, sur les villages que l'on brûlait pour s'assurer que leurs habitants ne reviendraient pas ?

ENGAGEMENTS VIOLÉS

Qui, sinon quelques dirigeants européens qui exhortèrent Bill Clinton à penser à autre chose, aussi, qu'à ses graves problèmes domestiques ? Personne ne se souvient aujourd'hui. On mobilisa l'OTAN et, devant sa menace de frappes aériennes, assez irrésolue pourtant à l'époque, Milosevic fit mine d'obtempérer : il accepta devant l'émissaire américain Richard Holbrooke de retirer une grande partie de l'armée fédérale et de ses forces spéciales du Kosovo et promit d'ouvrir un dialogue avec les Kosovars. C'était en octobre.

M. Holbrooke, dans la négociation, avait cédé sur un point capital : il avait accepté que seuls des observateurs désarmés, mandatés par l'OSCE, vérifient le respect de ces engagements, qui furent violés, bien sûr. Jour après jour, les troupes serbes réinvestirent la province. Sous le prétexte de lutter contre les *« terroristes »* de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), des moyens disproportionnés étaient mobilisés au service de la tactique caractéristique de Milosevic et de ses sbires dans toutes les guerres de l'ex-Yougoslavie : celle qui consiste à frapper la population civile pour régler des comptes militaires.

Le 15 janvier, une illustration de cette politique surgissait sur les écrans de télévision occidentaux : les corps de quarante-cinq villageois assassinés gisant dans un fossé, à la sortie de la bourgade de Raçak. Le chef de l'OSCE dénonça un *« crime contre l'humanité »* ; peu après une agence américaine de renseignements diffusait dans la presse le contenu d'une bande d'écoutes sur laquelle un dirigeant de Belgrade (qui allait devenir membre de la future délégation serbe à Rambouillet) incitait au massacre...

EST-CE QUE L'ON SE SOUVIENT ?

Qui se souvient de Raçak aujourd'hui ? Un député français, pourtant membre de la commission des affaires étrangères, avouait il y a deux jours que lui-même l'avait oublié : *« C'est vrai, on a la mémoire courte... »* Si l'on a déjà oublié Raçak, est-ce qu'on peut se souvenir de Vukovar en novembre 1991, du siège, des ravages dans la ville danubienne, des milices serbes, des 250 malades de l'hôpital central tirés de leur lit, emmenés dans une banlieue pour être exécutés froidement et jetés dans une fosse que les médecins légistes du Tribunal de La Haye ont défrichée longtemps après ?

Est-ce que l'on se souvient que la folie de Milosevic avait déjà fait, avant que n'éclate la crise actuelle du Kosovo il y a un an, trois millions de personnes déplacées, au moins deux cent mille morts et un irréparable outrage à la Yougoslavie ? Est-ce que l'on se souvient du pont de Mostar, et de la bibliothèque de Sarajevo, et des bars de la ville, du bonheur simple, mais passé, d'être ensemble, de tout cela perdu, et des morts et des morts ? Est-ce que l'on se souvient de Prijedor, de la première mise en œuvre en Bosnie de l'inhumaine théorie du nettoyage ethnique ? Et de Srebrenica, à l'autre bout de la guerre en Bosnie, des images archivées par le Pentagone montrant les concentrations de véhicules de l'armée yougoslave se préparant à la déportation programmée de toute une ville, à l'exception des hommes « en âge de combattre » dont le massacre était délégué aux bons soins du général Mladic ?

Qui se souvient du film diffusé en juillet 1996 au Tribunal de La Haye, qui montrait les « casques bleus » de l'ONU, dociles, prêtant main forte aux exterminateurs pour séparer ces hommes des femmes, des vieillards et des enfants qu'on entassait dans des cars ? Et des hommes émaciés, après des mois de siège, traqués, que les haut-parleurs serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix s'ils se rendaient et pour les exécuter froidement après ?

Qui se souvient aujourd'hui de leurs visages hagards, des dix mille morts de Srebrenica ? Quelques dirigeants politiques européens ne les avaient pas oubliés. Ils ont pensé, après Raçak, que la coupe était pleine. Ils n'arrivent même pas aujourd'hui à rappeler tout cela aux mémoires oublieuses pour justifier leur intervention – espérée depuis 1991 – dans l'ex-Yougoslavie. Ils n'arrivent même pas à faire comprendre, tant les bombardements perturbent les esprits, que l'expulsion des Kosovars était déjà en cours et sa poursuite massive programmée par Milosevic, que l'intervention de l'OTAN n'en est pas la cause, même si elle l'accélère.

Les Occidentaux ne voulaient pas la guerre et ils ont exploité, au-delà de l'imaginable, toutes les voies pacifiques. Ils – les Européens – ont mis les Russes dans le jeu, et veillé dans l'affaire à n'être pas le jouet des Américains. Ils ont bâti ensemble un plan irréprochable : le Kosovo retrouvait ses droits démocratiques, mais il ne sortait pas de la Yougoslavie ; l'UCK rendait les armes (ils avaient laborieusement obtenu l'accord des combattants) ; les Kosovars ne pouvaient pas réclamer leur indépendance avant d'avoir expérimenté une période de coexistence pacifique. De cette paix, l'OTAN se portait garante ; les Serbes qui vivent là-bas pouvaient compter aussi sur sa protection.

DES RAÇAK OU DES SREBRENICA

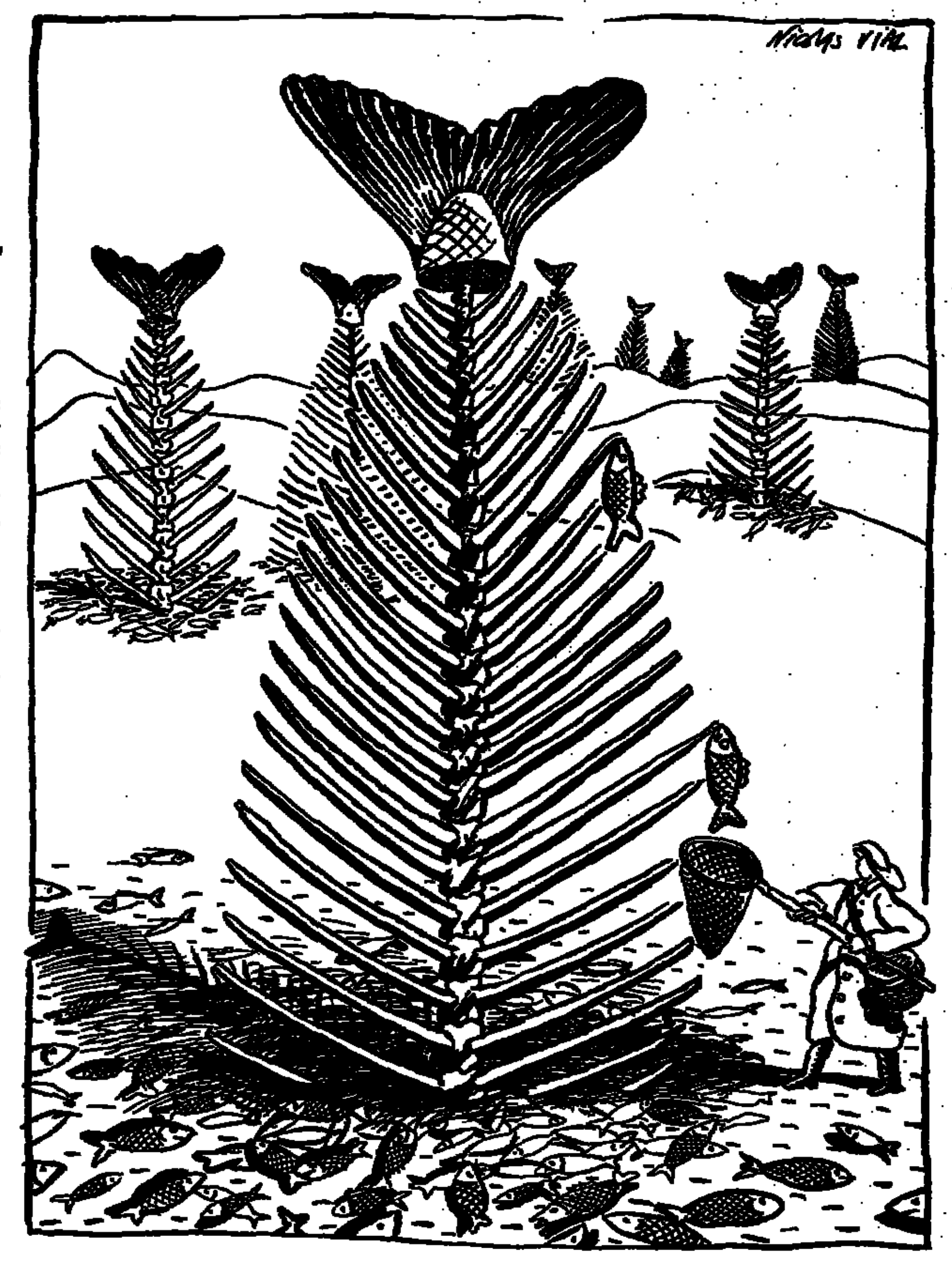
A tout cela, Milosevic a dit non. Ceux qui regrettent aujourd'hui qu'on n'ait pas exploré toutes les voies d'une solution politique peuvent-ils expliquer ce qui pouvait être fait de plus ? Ceux qui regrettent que dans le projet de Rambouillet on ait confié à l'OTAN et pas à l'ONU la mise en application du plan de paix sont-ils conscients que Milosevic n'a même pas voulu en parler ? Les Occidentaux ne voulaient certes pas reproduire la sinistre expérience de la Forpronu en Bosnie, à savoir une force de l'ONU impuissante, principal obstacle à une intervention occidentale pour arrêter les massacres. Mais les Européens étaient prêts à rechercher des aménagements y compris sur ce point. Milosevic n'a même pas voulu en parler, il a rejeté tout en bloc. C'est lui qui a choisi la guerre.

Il préparait contre les Kosovars sa vaste offensive de printemps. La purification ethnique était programmée dès lors que les Albanais avaient l'odieux soutien de la communauté internationale et pactisaient avec les Occidentaux.

Aujourd'hui tout va mal. Les frappes aériennes, on le voit, ne sont pas la panacée militaire en de telles circonstances. Mais, dès lors qu'aucun Etat n'était prêt à s'engager sur le terrain, le choix était entre ce qui se produit aujourd'hui et l'abstention pure et simple devant des dizaines de Raçak ou de Srebrenica.

Claire Tréan

Poisson d'avril *par Nicolas Vial*



RECTIFICATIFS

INTERNET

A propos de la responsabilité des contenus publiés sur Internet (*Le Monde* du 25 mars), c'est par erreur que nous avons écrit que la Confédération nationale du travail (CNT) avait assigné en référé l'hébergeur de sites Altern. La CNT nous précise que c'est elle au contraire qui est poursuivie *« à cause d'un message posté sur un forum non modéré de la CNT »*. *« La plainte vise la CNT,* souligne la Confédération, *qui n'a fait que permettre techniquement, via ses pages Web, la diffusion du message aux autres participants au forum , et Altern qui hébergeait les pages de la CNT »*. *« De plus,* poursuit la CNT, *la page en cause n'est plus en service depuis près d'un an. »*

KOSOVO

Dans notre article sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo intitulé « Un tournant historique » (*Le Monde* du 26 mars), nous qualifions la province à majorité albanaise de « septentrionale » au sein de la Serbie ; c'est, bien évidemment, « méridionale » qu'il aurait fallu écrire.

ASTRONOMIE

L'astronome Wilhelm Struve n'était pas allemand mais d'origine allemande (*Le Monde* du 16 mars). Né en 1793 dans la province du Holstein, sous tutelle danoise à l'époque, il a ensuite adopté la nationalité russe.

STUTTGART-SUR-ELBE

Une utilisation inadvertante du traitement de texte dans la rubrique « En vue » du mardi 23 mars nous a fait situer le canal de l'Elbe dans le sud-ouest de l'Allemagne près de Stuttgart, alors qu'il se trouve dans le nord.

HONGKONG

Dans notre enquête sur les employées de maison philippines à Hongkong (*Le Monde* du 20 mars), nous avons omis de signaler que le salaire minimum de leurs nouveaux contrats a été abaissé de 5 % à 3 560 dollars de Hongkong (407 €). Le salaire des fonctionnaires, qui avait doublé depuis la fin des années 90, a été seulement gelé.

PRÉCISION

EURO RSCG

Si Euro RSCG Corporate s'occupe de la communication globale de la BNP dans son projet de double OPE sur la Société générale et Paribas, ainsi que nous l'avons indiqué (*Le Monde* du 1er avril), c'est Euro RSCG Babinet Erra Tuong Cuong qui a conçu la campagne publicitaire de la banque.

هكذا من الأصل

Les bombes de l'OTAN frappent aussi les démocrates *par Veran Matic*

CES frappes aériennes sur la Yougoslavie sont censées arrêter la machine de guerre de Slobodan Milosevic. L'objectif recherché est, officiellement, de soutenir le peuple du Kosovo, ainsi que celui de Serbie, l'un et l'autre victimes du régime de Milosevic.

En fait, les bombardements ont mis en danger la vie de dix millions et demi de personnes et déclenché les hostilités contre les forces balbutiantes de la démocratie au Kosovo et en Serbie. Ils ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, en même temps que leurs efforts de paix.

Les bombardements démontrent l'impuissance politique du président américain Bill Clinton et de l'alliance occidentale à éviter une catastrophe humaine au Kosovo. La protection d'une population menacée est une noble tâche, mais elle requiert une stratégie claire et une vision d'ensemble cohérente. L'évolution de la situation sur le terrain et dans les airs, jour après jour, indique à l'évidence que cette stratégie n'existe pas. En revanche, l'OTAN accomplit sa sombre prophétie : chaque missile qui atteint le sol aggrave le désastre humanitaire que l'OTAN est censé empêcher.

Il n'est pas facile d'arrêter la machine de guerre une fois qu'elle a été lancée. Mais j'exhorte les membres de l'OTAN à suspendre leurs attaques quelque temps et à considérer les conséquences de leur action. Les analystes se demandent déjà si les frappes aériennes sont encore vraiment destinées à sauver les Albanais du Kosovo. Jusqu'où les membres de l'OTAN sont-ils prêts à aller ? Qu'y aura-t-il après les objectifs « militaires » ? Que se passera-t-il si la guerre s'étend ? Il faut répondre à toutes ces terribles questions. Peu de responsables le voudront, je crains.

Ces mêmes questions se bousculaient dans ma tête, dans la prison où je me trouvais pour quelques heures, à Belgrade, le jour où les attaques de l'OTAN ont commencé contre mon pays. Pour que passent les heures dans la cellule que je partageais avec un homme accusé de meurtre, je m'interrogeais sur ce que voulait l'Occident pour demain. L'image de l'OTAN retirant son doigt de la gâchette me venait constamment à l'esprit. Je n'ai vu jusqu'ici aucun signe d'un plan clair faisant suite à la décision militaire de l'Occident.

Mes amis occidentaux me demandent sans cesse pourquoi il n'y a pas de rébellion. Où se trouvent les gens qui se sont déversés dans les rues tous les jours pendant trois mois en 1996, pour réclamer la démocratie et les droits de l'homme ? Zoran Zivkovic, maire d'opposition de la ville de Nis, a répondu la semaine dernière. *« Il y a vingt minutes, ma ville a été bombardée. Ceux qui vivent ici sont les mêmes que ceux qui ont voté pour la démocratie en 1996, les mêmes qui ont protesté cent jours durant après que les autorités eurent tenté de nier leur victoire aux élections. Ils ont voté pour la démocratie qui existe en Europe et aux Etats-Unis. Aujourd'hui, ma ville a été bombardée par les nations démocratiques que sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Canada ! Y a-t-il un sens à cela ? »*

Les bombardements ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine

La plupart se sentent trahis par les pays qui ont été leurs modèles. Hier encore, un missile est tombé dans la cour de notre correspondant à Sombor. Il n'a pas explosé, heureusement, mais beaucoup d'autres ont explosé dans d'autres cours d'immeubles. Les hommes sont aujourd'hui contraints de prendre les armes et de rejoindre leurs fils qui servent dans l'armée. Les bombes tombent partout, et personne ne les convaincra – même si certains ont essayé – que ces bombes visent le gouvernement, pas le pays.

Il peut sembler cynique de ma part d'écrire ces lignes dans la sécurité de mon bureau de Belgrade – sécurité, en fait, en comparaison de Pristina, de Djakovica, de Podujevo et ailleurs au Kosovo. Mais je ne peux pas ne pas poser la question : comment des F16 empêcheront-ils les gens de s'entretuer dans la rue ?

Par ces attaques, me semble-t-il, l'Occident s'est lavé les mains du sort des Albanais, des Serbes et autres habitants de la région. Ainsi les péchés du gouvernement retombent-ils sur les populations. Est-ce juste ? Il y a bien autre chose dans le choix qu'une nation fait de son gouvernement que la simple volonté des électeurs le jour des urnes. Si l'on veut établir un gouvernement démocratique stable, et stopper la montée des populistes, des démagogues et autres imposteurs, il faut avant tout éclairer l'opinion publique. Autrement dit, il faut des médias libres. Les bombes de l'OTAN ont détruit dans le sol du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro les graines de la démocratie, qui ne germeront plus avant longtemps. Les forces pro-démocratiques de la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, ont été mises en danger et avec elles les accords de paix de Dayton. L'intervention de l'OTAN a également donné le feu vert à une guerre locale contre le président pro-démocrate du Monténégro, Milo Djukanovic.

Les médias libres de Serbie se sont pendant des années opposés au nationalisme, à la haine et à la guerre. En tant que représentant de ces médias, et en tant qu'homme qui, plus d'une fois, a affronté les conséquences de ses convictions politiques, j'en appelle au président Bill Clinton afin qu'il fasse cesser les attaques de l'OTAN contre mon pays. J'en appelle à lui pour qu'il commence des négociations visant à assurer le droit à la paix et à la démocratie pour tout le peuple de Yougoslavie, quelle que soit l'origine ethnique.

Représentant des médias libres, je ne connais que trop la nécessité de l'information, de quelque bord qu'on soit dans le conflit. Ceux qui sont à l'intérieur du pays ont besoin d'être au fait du débat international de même que de ce qui se passe dans le pays. L'opinion internationale a besoin de savoir la vérité de ce qui se déroule ici. Mais au lieu d'une information précise et sans entraves, nous n'entendons tous que de la propagande de guerre – rhétorique occidentale comprise. Bien sûr la vérité est toujours la première victime en temps de guerre. Ici et maintenant, des journalistes aussi sont assassinés.

***Veran Matic** est directeur de la radio indépendante de Belgrade, Radio B92.*
(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize).

Pas de Vietnam balkanique ! *par Christian Lambert*

ENFIN, on tire, mais on n'est pas près de *« se tirer »*. Aucune illusion n'est permise. La guerre dans l'ancienne Yougoslavie va durer. En tout cas, la présence armée des puissances occidentales se prolongera pendant des années, peut-être des décennies. Il faut savoir que cela coûte très cher, et que cela coûtera encore plus cher demain.

Après la Forpronu en 1991, l'IFOR en 1995, aujourd'hui la SFOR en Bosnie, 3 800 militaires français sont encore stationnés en Bosnie. En Macédoine, il y en aura presque autant pour la force d'intervention que l'on appelle d'*« extraction »*. Les hommes, le matériel, les allées et venues, les transmissions, etc. : c'est plus d'un milliard de francs par an pour le budget des armées, déjà insuffisant. La nécessaire modernisation de nos forces s'en trouvera handicapée.

Mais qu'aurait-on dû faire pour bien faire ? Laisser un dictateur stalinien, soutenu par tout ce qui reste de communistes sur la planète, régner sur les peuples de l'ancienne Yougoslavie, comme Staline et ses successeurs ont régné sur les peuples de l'URSS avec les résultats que l'on connaît ? Laisser massacrer tous les non-Serbes ? Agir comme si l'Europe s'arrêtait à Trieste – ce que disait André Siegfried – et donc ne rien faire ?

Ce n'était pas acceptable. L'Europe ne s'arrête pas à Trieste ; elle ne s'est jamais arrêtée à Trieste. Il n'était pas acceptable de renouer avec la politique menée de 1991 à 1995 qui a donné de l'Europe une image de division et d'impuissance. Bilan pour la seule Bosnie : 250 000 morts, des atrocités sans nom, 3 millions de réfugiés, plus de 5 milliards de dollars de destructions. Les Serbes de Milosevic ont montré de quoi ils étaient capables.

La France n'est pas la Suisse. C'est peut-être regrettable, aux yeux de certains, mais c'est ainsi. La « solidarité OTAN » s'imposait donc. La solidarité au sein de l'Europe en gestation s'imposait plus encore. Mais voici que la guerre est là.

Il y a quelques jours, tout le monde était plutôt d'accord. C'était la guerre comme au cinéma. Et puis, très vite, on a commencé à prendre peur. La détermination, du moins chez beaucoup, et non des moindres, paraît faire place à la tergiversation, disons plutôt à la pusillanimité. On s'interroge. Peut-être aurait-il été préférable de faire ceci, ou cela... On voit poindre la confusion.

Il ne faut s'engager dans des opérations terrestres à aucun prix

Pour ma part, je me garderais d'être catégorique. Mais j'ai été sur le terrain aux pires moments de la guerre en Bosnie et en Croatie. J'en garde un souvenir précis ; j'en ai tiré quelques leçons. C'est pourquoi je prends la liberté d'avancer les élémentaires suggestions suivantes :

– Ne pas céder. Quand on entreprend une opération militaire de cette envergure, on laisse aux militaires à qui on a donné le feu vert la mission de la conduire à son terme. L'OTAN a les moyens de le faire.

– Pour autant, il ne faut s'engager dans des opérations terrestres à aucun prix. Pas de Vietnam balkanique.

– S'en tenir fermement à la solidarité entre alliés. Malheur à celui qui succomberait subitement à la tentation de faire bande à part en se croyant plus malin que les autres.

Quant aux Russes, il ne faut surtout pas les oublier. Qu'ils essaient encore de proposer la solution à la quadrature du cercle. Ils ont de l'imagination et, à Belgrade, de l'influence. Le Kosovo, après tout, n'est pas intangible. La partie de ce petit territoire à laquelle les Serbes tiennent tant pourrait leur être abandonnée. Une autre partie, au Sud, serait reconnue pour de bon aux Kosovars albanais. La partition serait contrôlable et les forces alliées seraient là pour la contrôler. Des forces de paix, aussi longtemps qu'il le faudra.

***Christian Lambert**, ministre plénipotentiaire, ambassadeur, ancien chef de la délégation française au sein de la Mission européenne de contrôle dans l'ex-Yougoslavie (1992-1993).*

Pas de paix sans indépendance de l'Europe

Suite de la première page

Confronté à une situation comparable par bien des points à celle d'aujourd'hui, la guerre du Vietnam, le général de Gaulle développa en août 1967 un raisonnement qui ne peut être aujourd'hui que celui des gaullistes et des républicains de toutes origines : *« Pour que la France ait prise sur la paix en ce qui la concerne, et, autant que possible, en ce qui concerne les autres, il lui faut l'indépendance. »*

Contre la diplomatie du B52, qui n'a pas eu de meilleurs résultats au Vietnam qu'elle n'en aura ailleurs, la voie est claire : la France doit faire valoir à ses partenaires européens qu'il n'est nulle solution dans les Balkans comme ailleurs en Europe sans une Europe européenne, et que l'indépendance de sa défense en est l'indispensable pierre de touche.

En août 1967, de Gaulle ajoutait : *« Si puissante que soit l'attraction de l'Amérique sur les Européens, nous travaillons à déterminer la Communauté des six à devenir de son côté et pour son compte une réalité politique et, par là, un élément essentiel d'un équilibre pacifique du monde. »*

Quant à nous, nous demandons la formulation immédiate d'une initiative européenne qui pourrait reprendre l'idée émise il y a quelques jours par Romano Prodi d'une conférence associant l'ensemble des Quinze, les pays des Balkans et la Russie, seule façon d'arrêter les bombardements et d'éviter une phase terrestre qui serait, à n'en point douter, encore plus sanglante. Si les Quinze n'ont pas aujourd'hui le courage de changer de cap, nous nous trouverons chaque jour davantage entraînés dans la logique d'une guerre sans issue. Nous pouvons, dès lors, être sûrs que, non seulement l'Europe politique n'existera pas avant longtemps, mais encore que la paix s'éloignera de notre continent.

Les républicains ont de longue date exprimé leurs craintes que l'Europe telle qu'on l'a construite, et telle qu'on la leur a présentée sous d'agréables atours, ne tiendrait pas ses promesses, invariablement résumées selon le triptyque : la paix, la prospérité, l'indépendance.

L'une après l'autre, ces promesses se révèlent illusoires. Il est grand temps de bâtir l'Europe sur les réalités, à commencer par celle des Etats.

Max Gallo
et Charles Pasqua

Milosevic le pervers *par Véronique Nahoum-Grappe*

FAIRE entrer dans son jeu les opposants à ce jeu : tel est l'usage politique de la perversion. Slobodan Milosevic a voulu *« ses »* bombardements et nous sommes pour le moment dans son film – ce qui ne veut pas dire qu'il en maîtrisera le scénario final. Il faut que nos dirigeants comprennent mieux le langage non verbal de celui qui a toujours barre sur eux, qui n'hésite pas à sacrifier les vies et sa propre parole, à user des moyens les plus transgressifs quant aux lois des négociations et celles de la guerre. Il faut qu'ils comprennent à quel point il est facile d'anticiper leurs réactions à eux, prévisibles parce que soumises à une exigence de normalité politique minimale.

Fort de l'expérience irakienne, Milosevic sait que les frappes de l'OTAN tentent d'éviter les civils et qu'il peut enterrer ses propres missiles et faire le gros dos en utilisant à fond les ressorts d'une propagande qui consiste à inverser les rôles avec succès.

Belgrade mime un siège héroïque sous les bombes et dans des caves, où on résiste par la culture et les concerts : en fait on ne craint rien dans le centre de Belgrade pour le moment, mais on y récolte tous les bénéfices psychologiques d'un terrible bombardement, sans aucun de ses inconvénients physiques.

Dans d'autres pays d'Europe, on défile dans les rues par solidarité avec l'héroïsme belgradois sous les bombes et contre l'OTAN faiseur de guerre, au moment même où les Albanais du Kosovo se font « purifier » atrocement, encore une victoire de Milosevic et de son mensonge déconcertant. Car la filiation historique de ce pacifisme fin de siècle n'est pas Munich, mais celle du pacte germano-soviétique dont la rhétorique stalinienne fit digérer jadis à bien des camarades honnêtes et parfois juifs que Churchill était pire que Hitler.

Maintenant, il faudra à Milosevic beaucoup d'art pour travestir ce qu'il fait au Kosovo. Ce sera moins facile que lors du siège de Sarajevo, malgré les témoignages à venir de journalistes qui seront conduits par la main des policiers serbes pour visiter un Kosovo « nettoyé », et « propre » qui ne sentira pas l'odeur de la mort et accuser les Albanais disparus d'avoir poussé le mensonge jusqu'à brûler leurs propres maisons, sauté dans les charniers, et s'être déguisés en cadavres ensanglantés pour mieux nous refaire le coup de Timisoara ! Au moment où ces manifestations en Europe appellent à *« la paix »* et dénoncent les frappes de l'OTAN en cours, le programme du règlement *« démographique »* du Kosovo s'accomplit sur le terrain : *« Il faut rétablir la balance démographique au Kosovo »*, a souvent répété Milosevic. La « purification ethnique » du plus grand nombre possible d'Albanais du Kosovo s'est accélérée tragiquement dès les premières frappes. Sur le terrain, l'action des milices paramilitaires est toujours liée à celle des troupes régulières, armée et police. Selon les témoignages, leur action est très rapide : terreur, massacres, exactions produisent la fuite éperdue des populations civiles en un premier temps, puis les pillages précèdent l'incendie au lance-flammes des maisons. Des villages sont désertés et incendiés, des villes moyennes entières sont vidées. Dans la capitale, le soin tout particulier d'éliminer physiquement l'élite politique et culturelle albanaise est attesté.

Il lui faudra beaucoup d'art pour travestir ce qu'il fait au Kosovo. Ce sera moins facile que lors du siège de Sarajevo

Une fois chassé, le réfugié hors des frontières n'existe plus pour le « purificateur » milosévicien qui sait comment défigurer la version des faits de sa victime survivante en usant à fond du mécanisme sociologique irrépressible de *« blâme de la victime »*.

La thématique ultranationaliste serbe est plus classiquement raciste envers les Albanais du Kosovo qu'envers les voisins bosniaques. Les viols ne sont pas au centre du « travail » du « purificateur ethnique » pressé et plein de mépris au Kosovo comme ils le furent en Bosnie, où la construction de la haine visait les proches, les anciens amis avec lesquels on travaillait et festoyait. Par contre, la thématique d'une démographie galopante des Albanais du Kosovo nourrit ce racisme serbe d'une haine spécifique à l'encontre des enfants albanais, des familles albanaises définies comme ennemies en tant que telles, pour cause de fécondité destinée à envahir la Serbie.

Milosevic voudra conserver la partie « purifiée », celle où sont les mines et les monastères, et offrira la paix au monde au prix de ce partage. En attendant, il jouit sur le terrain d'une tranquillité inégalée. Le comble de la tragédie et de sa perversion est l'utilisation de boucliers humains massés dans des conditions atroces sur les lieux présumés de frappes pour ainsi faire faire une partie du travail par les missiles de l'OTAN. Comment en appeler à une intervention maintenant, puisque l'intervention a lieu et que c'est son déclenchement qui permet concrètement l'accélération de la « purification ethnique » sur le terrain ?

L'originalité de cette guerre qui dure depuis 1991 (et non pas depuis les frappes de l'OTAN de ces derniers jours) est cette perversion réussie, par Milosevic, de tout le ballet diplomatique et maintenant militaire à son avantage.

Une forme inédite d'impunité sur le terrain qui fera recette au XXI[e] siècle s'expérimente dans ce conflit. Avant le jour inéluctable où les peuples yougoslaves livreront au tribunal de La Haye leur fossoyeur, il faut sauver ce qui reste du Kosovo. Si on ne veut pas mettre de troupes au sol, armons les résistants albanais, vite ; respectons leur droit imprescriptible à l'autodéfense. En attendant, il faut continuer les frappes contre l'armée de Milosevic.

***Véronique Nahoum-Grappe** est chercheuse en sciences sociales à l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales).*

AU COURRIER DU « MONDE »

M. Balladur se trompe

Vouloir supprimer la mise en examen comme le préconise M. Balladur procède, selon l'Union syndical des magistrats (USM) dont je suis vice-président, d'une grave illusion et d'une méconnaissance des principes fondamentaux de la procédure pénale.

Il est absolument inconcevable de donner à chaque témoin dans une procédure le statut de *« témoin assisté »* avec accès au dossier. Le témoin est une personne qui apporte, *a priori* de façon positive, son concours à la justice. Il répond à une obligation civique. En revanche, le mis en examen est une personne à l'encontre de laquelle apparaissent des *« indices graves et concordants d'avoir participé aux faits dont le juge d'instruction est saisi »* (article 105 du code de procédure pénale). Ce qui explique que, dès l'apparition de ces indices, la personne concernée puisse bénéficier des droits de la défense. Si ces éléments, pour être confortés, nécessitent l'audition d'une personne qu'il aurait fallu entendre comme témoin, celle-ci peut alors être entendue en qualité de *« témoin assisté »* pour éviter qu'on ne puisse *a posteriori* considérer que les déclarations ont été recueillies en violation des droits de la défense.

Il est contradictoire de vouloir distinguer entre responsabilité pénale et responsabilité politique, par exemple, et de vouloir réduire dans le même temps la réalité procédurale à une vision manichéenne des situations pour le confort de ceux qui voudraient éluder tout débat sur leur responsabilité, sauf à considérer que tout témoin, par définition assisté, pourrait être présenté comme un mis en examen en puissance.

La seule chose qui ne puisse être précisément différée, c'est la mise en oeuvre des droits de la défense. La mise en accusation en fin de procédure qui est proposée n'est pas juridique : elle irait de plus à l'encontre du but recherché en ce qu'elle contiendrait une idée de préjugement.

Jean-François Kriegk
Carpentras (Vaucluse)

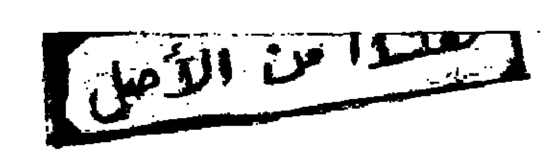
Parité suédoise

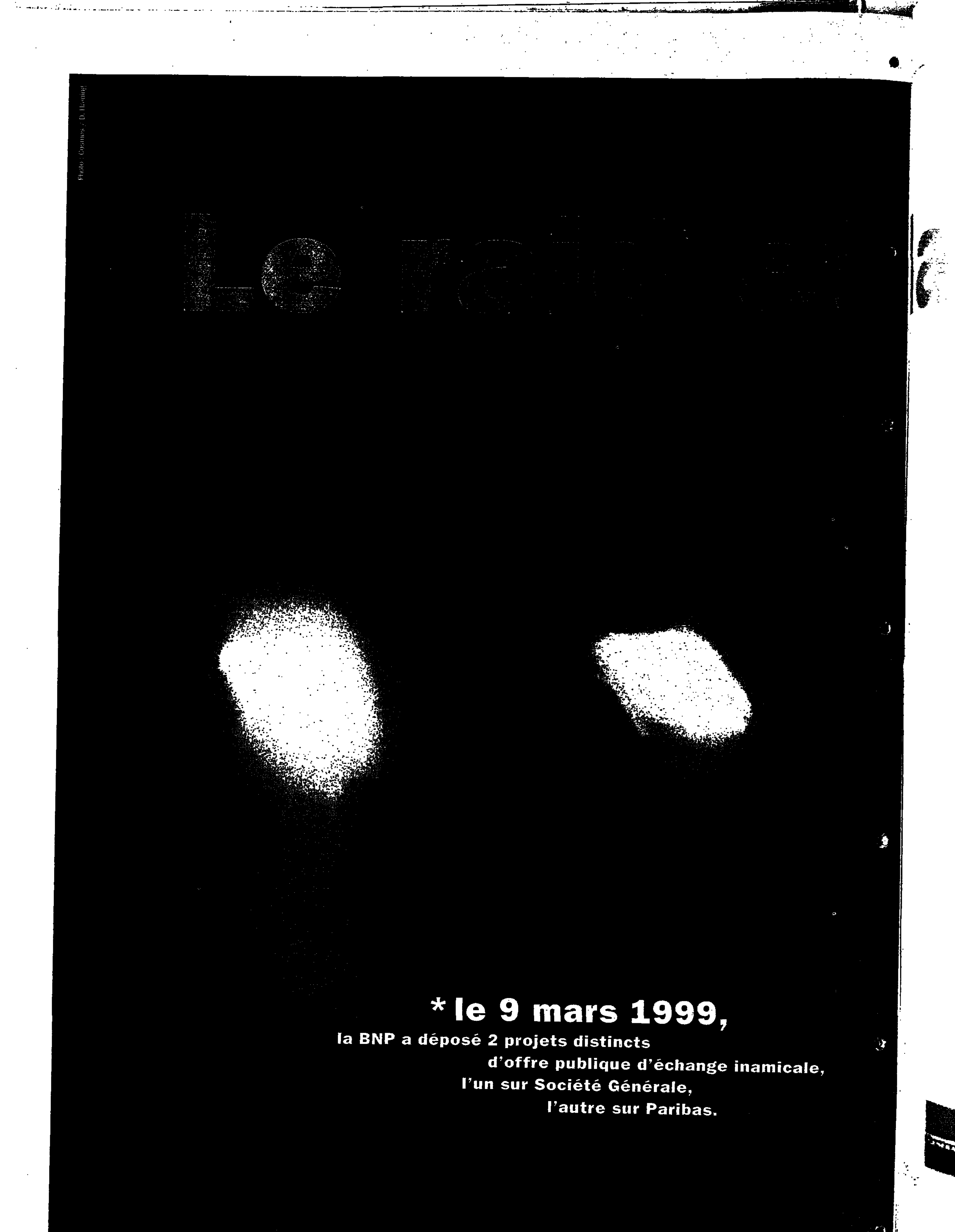
La France est la honte de l'Europe en matière de représentation politique des femmes, dit Mme Pedersen (*Le Monde* du 25 février), et elle nous oppose les « taux record » d'élues aux Parlements et de femmes ministres dans les pays scandinaves.

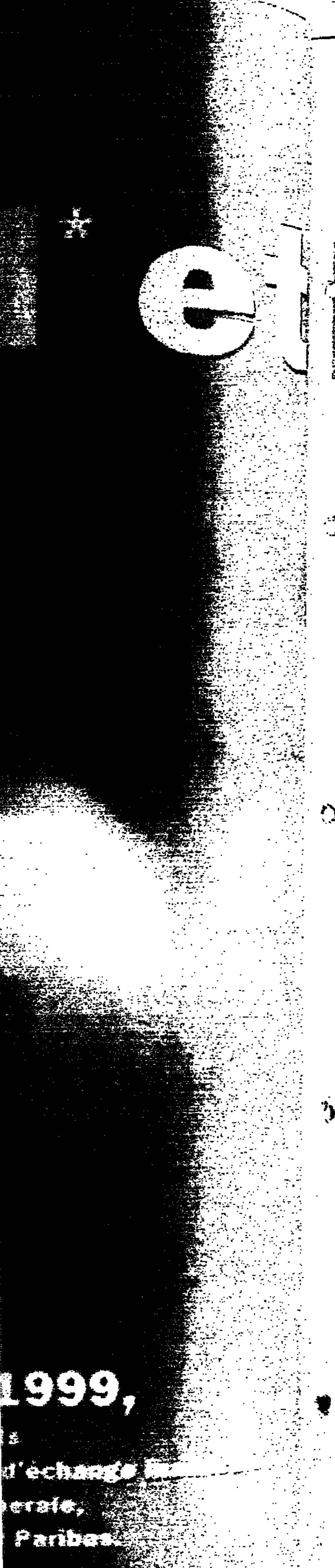
Prenons la Suède. Quel pouvoir ont réellement les femmes dans la conduite des affaires du pays ? Très peu. On les laisse jouer dans la cour que les grands ont abandonnée, car en Suède, le pouvoir est dans les conseils d'administration des grandes entreprises, des banques d'affaires et au sein des syndicats les plus importants... Dans ces lieux, les femmes sont pratiquement absentes.

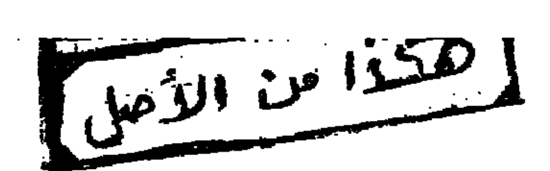
Quatre ans de vie en Suède m'ont convaincue de l'urgence de ne pas adopter les modèles scandinaves. Juriste et mère de trois enfants j'ai pu, en France, mener pendant 13 ans une vie professionnelle somme toute assez satisfaisante. En Suède, je n'aurais jamais pu « m'en sortir » de la même manière sans faire payer un prix immense à mon mari et à nos enfants. (...)

Piera Karlsson
Lund (Suède)




* le 9 mars 1999,
la BNP a déposé 2 projets distincts
d'offre publique d'échange inamicale,
l'un sur Société Générale,
l'autre sur Paribas.


1999,
d'échange
érale,
Paribas.



CONCURRENCE Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Poussés par les déréglementations, les pays occidentaux ouvrent ces métiers à la concurrence. ● LES GROUPES voient s'ouvrir des perspectives de marchés beaucoup plus rentables que les traditionnels contrats dans les pays émergents. ● DOMINÉ JUSQU'ALORS par trois français – Vivendi, Suez Lyonnaise des eaux et Bouygues-Saur –, le secteur voit arriver de nouveaux candidats. ● L'AMÉRICAIN ENRON, à l'origine négociant en gros de gaz, se montre le plus entreprenant : en quelques années, il a construit une solide base européenne. ● LA DEMANDE des pays industrialisés conduit à un changement des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Chaque groupe essaie de bâtir des offres différenciées en fonction des clientèles.

Les services collectifs suscitent de nouvelles convoitises

Sous l'effet de la déréglementation, en Europe comme aux Etats-Unis, les marchés de l'eau, de la propreté et de l'électricité s'ouvrent à la concurrence. Des acteurs venus d'autres métiers, à l'image de l'américain Enron, contestent la suprématie des Suez Lyonnaise, Vivendi, EDF ou RWE

TOUS se sont précipités ou presque. Lorsque la ville de Berlin a lancé la privatisation de ses services d'eaux, les français Vivendi (en association avec l'électricien allemand RWE), Suez Lyonnaise des eaux et Saut (Bouygues), l'américain Enron, les allemands Preussen Elektra et Veba, les britanniques Seven Trent et Thames Water ont tous voulu examiner le dossier. C'est le plus grand contrat de gestion déléguée négocié actuellement en Europe. Il ne s'annonce pas comme très rentable, mais il symbolise les futures évolutions de ce marché.

Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Alors que l'essentiel des développements de ces secteurs semblait jusqu'à présent orienté vers les pays émergents, les marchés désormais s'ouvrent dans les pays occidentaux. Les Etats-Unis, qui avaient longtemps confié ces métiers à des sociétés semi-privées, semi-publiques, ont été les premiers à réviser totalement leur position. Le secteur de l'énergie est en voie de déréglementation totale. Soumises à de fortes pressions budgétaires, les municipalités américaines envisagent aussi de confier la gestion de leurs services d'eau à des sociétés privées. En Europe, la déréglementation, voulue par l'Union européenne est en train de modifier toute la carte de l'énergie du continent. Le recours à des sociétés privées pour la gestion de l'eau et des déchets devient de plus en plus fréquent, y compris en Allemagne et en Italie.

Cette mutation vers des marchés beaucoup plus rentables nourrit l'émergence d'une nouvelle concurrence dans le secteur. Autant pour assurer leur développement que leur survie, de nouveaux groupes s'intéressent de près à ces métiers, envisagent des diversifications et sont prêts à contester la domination exercée par les trois français, Vivendi, Suez Lyonnaise et Bouygues-Saur.

L'américain Enron se montre le plus entreprenant. Parti du négoce en gros dans le gaz, le groupe s'est agrandi dans l'exploration, puis la distribution d'éléectricité avant d'acquérir en juillet 1998, la compagnie d'eau britannique Wessex Water et de créer deux mois plus tard une filiale d'eau, Azérix, à Houston. *« Il s'agit d'une extension logique de l'expertise développée sur le marché mondial de l'énergie »*, indique Mark Frevert, directeur général pour l'Europe d'Enron. Le groupe avait des visées aussi sur la Saur, la filiale eau de Bouygues. Mais ses ambitions ont été contrées par EDF. Profitant d'une alliance ancienne avec la Saur, le groupe public s'est renforcé dans son capital.

« ALLIANCES MULTISERVICES »

« 1999 sera marquée par le développement d'alliances multiservices », souligne François Roussely, président d'EDF. Menacé par l'ouverture à la concurrence de l'électricité en France, le groupe public a décidé de réagir en offrant à tous ses grands clients des services plus nombreux Après avoir consolidé ses positions dans la Saur – dont elle souhaite faire son pôle propreté –, EDF s'est portée acquéreur de Clemessy, une entreprise spécialisée dans l'installation et l'ingénierie de réseau, pour en faire son pôle génie électrique et maintenance. Il lorgne aussi vers les grands contrats internationaux et un développement dans les déchets. Confrontés aux mêmes problèmes qu'EDF, les allemands RWE et Veba réfléchissent à étendre leur emprise. Depuis le début des années 90, ils ont développé une activité de gestion des services d'eau mais uniquement en Allemagne. Ils pourraient décider d'accélérer le pas à l'avenir.

Il faut compter aussi avec les sociétés d'eau britanniques. Nées de la déréglementation de ce secteur en Grande-Bretagne, elles ont d'abord consolidé leur base domestique puis se sont attaquées à de grands contrats de gestion à l'étranger, souvent dans les pays anglophones. Aujourd'hui, leurs ambitions semblent redoubler. Certaines commencent à regarder vers les sociétés d'électricité et vers le monde des déchets, pour bâtir à leur tour des groupes multiservices.

« D'autres acteurs émergeront au fur et à mesure que le marché des services collectifs va croître et se préciser », pronostique un observateur. Le développement dans les pays occidentaux est en train de changer la nature même des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Les groupes commencent à segmenter leurs approches entre collectivités locales, industriels et particuliers. Pour chacune de ces clientèles, ils imaginent des méthodes de commercialisation différentes, des services adaptés. Le secteur de l'énergie est le plus en avance dans cette redéfinition. Pressés par la fin de leurs monopoles, les groupes d'électricité mettent en place de nouveaux services pour leurs grands clients, qui sont les plus susceptibles de les abandonner. A leur côté, des sociétés proposent aux grands industriels des fournitures d'énergie sur mesure. Des firmes britanniques sont allées encore plus loin, en proposant dans les supermarchés des cartes d'abonnement aux particuliers leur permettant d'acheter moins cher leur électricité.

SUR LE MARCHÉ DES PARTICULIERS

La même approche s'étend au secteur des déchets. Les groupes de propreté proposent désormais aux industriels de prendre en charge tous leurs problèmes de déchets sur leurs sites de production. Même le secteur de l'eau, qui bénéficie, pourtant, d'un « monopole naturel », n'échappera pas à cette mutation. A coté des services pour les villes, des gestions externalisées de leur fourniture d'eau sont proposées aux industriels. A la suite du rachat récent de l'américain US Filter, Vivendi a fait un pas décisif sur ce marché aux industriels. Peu implantée dans les communes, la société américaine a un réel savoir-faire dans la gestion de l'eau pour les industriels mais aussi pour les particuliers, notamment grâce à sa filiale Culligan (matériels de purification).

Soulignant que tous les pays ne pourront dépenser dans les prochaines années les milliards nécessaires pour mettre à niveau les infrastructures, les groupes de services collectifs parient sur un développement du marché des particuliers et se proposent de leur offrir des équipements pour purifier l'eau ou même de leur vendre des bonbonnes ... d'eau purifiée ! Mais là aussi, la concurrence se réveille. Coca-Cola, Pepsi-Cola, Nestlé, Danone sont prêts à se lancer dans la vente d'eau purifiée pour les particuliers, quitte à prendre de front les groupes de services.

Martine Orange

Suez : une explosion des résultats

▶ CHIFFRE D'AFFAIRES — en milliards de francs — FUSION SUEZ-LYONNAISE DES EAUX

1995	1996	1996	1997	1998
98,0	91,6	173,2	190,4	205,7

▶ RÉSULTAT NET — en milliards de francs — FUSION SUEZ-LYONNAISE DES EAUX

1995	1996	1996	1997	1998
0,9	1,35	2	[illegible]	6,6

Après s'être recentré, le groupe de services engage sa phase de développement. Il a investi 71,5 milliards de francs l'an dernier.

Les principaux intervenants en Europe

Résultats en francs

● **EDF** : Chiffre d'affaires (CA) : 185 milliards dont 15,1 à l'étranger. Résultat d'exploitation : 5 milliards.

● **Suez-Lyonnaise des eaux** : Énergie (69,5 milliards de CA et 1,3 milliard de résultat net), eau (33,6 milliards et 1,4 milliard de résultat) et propreté (32,8 milliards et 0,4 milliard de résultat). Le tiers de l'activité est réalisé hors de France et de Belgique.

● **Vivendi** : Eau (44,1 milliards de CA dont 9,8 milliards à l'étranger avant acquisition de US Filter. 2,8 milliards de résultat d'exploitation), énergie (23,4 milliards dont 12,3 à l'étranger. 1,9 milliard de résultat), propreté (20,4 milliards dont 8,3 à l'étranger. 1,6 milliard de résultat d'exploitation).

● **Saur** : Filiale de Bouygues (à plus de 70 %) et d'EDF (14 %), spécialisée dans le traitement et la distribution d'eau. CA : 13,9 milliards dont 4,6 à l'international. Résultat net : 181 millions.

● **Enron** : groupe américain. CA : 123,6 milliardsRésultat net : 640,5 millions. Le négoce en gros d'énergie et services représente 86 % du CA.

● **United Utilities** : groupe britannique. Distribution et fourniture d'électricité : 13,7 milliards ; distribution et retraitement des eaux : 8 ,9 milliards. Résultat d'exploitation global : 6,6 milliards.

● **Thames Water** : groupe britannique. Distribution d'eau et traitement des eaux usées : 9,8 milliards. Résultats opérationnels : 4,6 milliards.

● **RWE** : groupe allemand. CA : 243 milliards dont 75 dans l'énergie.

La croisade européenne de l'américain Enron

LONDRES
de notre correspondant à la City

La petite pièce claire dépouillée de toute décoration dans laquelle il reçoit ses visiteurs semble bien étriquée pour Mark Frevert, la quarantaine joviale et massive. A l'heure de la déréglementation du marché européen de l'électricité – entrée en vigueur le 19 février –, l'ambition du directeur général pour l'Europe de la compagnie énergétique américaine Enron parait sans limites : *« Cette libéralisation nous offre la possibilité de devenir la plus importante compagnie d'électricité en Europe, un marché équivalent à celui des Etats-Unis. »*

L'expertise de ce géant texan, né il y a seulement quinze ans, dépasse aujourd'hui largement sa base de départ, le transport du gaz naturel. Véritable supermarché du négoce énergétique, Enron ne cesse d'embaucher, d'innover, de se répandre en Europe, traversant les chasses gardées des protectionnistes de tout poil.

L'aventure européenne d'Enron commence en 1990 avec la construction d'une centrale en Grande-Bretagne dans le cadre de la privatisation de l'électricité lancée par M[me] Thatcher. L'étape suivante est la Scandinavie, qui avait déjà un marché de l'électricité totalement libéralisé, avec l'installation d'une tête de pont en Norvège, gros producteur d'énergie. En 1997, la publication de la directive européenne relative à l'ouverture du marché de l'électricité accordant un délai de deux ans aux Etats membres pour adapter leur législation amène Enron à s'intéresser de près à l'Union européenne.

Point de départ de cette offensive : l'Allemagne, marché le plus avancé dans le processus de dérégulation, qui possède les noyaux industriels les plus importants. Après une belle foire d'empoigne avec les producteurs locaux, Enron obtient la permission d'opérer sur l'ensemble du territoire allemand : c'est une première pour un étranger. Viennent ensuite l'Italie, où un accord de coopération est conclu avec Enel, et l'Espagne, où le groupe reçoit l'autorisation de se colleter aux distributeurs nationaux d'électricité. Cette expansion tous azimuts s'accompagne d'une prolifération des effectifs européens qui comprennent aujourd'hui quinze cents personnes réparties dans neuf bureaux régionaux, dont deux en Europe de l'Est.

UNE NOUVELLE RACE D'ÉLECTRICIENS

« Nous nous efforçons de fournir une solution énergétique aux besoins spécifiques du client » : Mark Frevert appartient à une nouvelle race d'électriciens, c'est un *power marketeer* (intermédiaire en électricité) qui non seulement produit et transporte les kilowatts, mais fait du négoce. Sorte de banque d'affaires énergétique, Enron offre toute la gamme de services : achat en gros pour le compte des producteurs voulant s'assurer d'importants contrats, vente au détail à de gros consommateurs désireux d'obtenir le meilleur prix, courtage de produits financiers sur le marché à terme, protection contre les risques liés aux contrats énergétiques, en particulier gaziers et électriques.

Les clés du succès d'Enron ? Les analystes l'attribuent d'abord à ce « muscle financier » nécessaire pour monter les grands projets énergétiques aux quatre coins de la planète. S'ajoute la longue expérience de la société en matière de libéralisation du secteur énergétique qui lui a permis de se mettre en pole position pour s'attaquer à un marché européen de nos jours aux deux tiers déréglementé, du moins pour les gros consommateurs.

Son autre grande force est l'exercice du lobbying politique, extrêmement efficace auprès des élus comme des autorités. L'ouverture d'un bureau à Bruxelles auprès de l'Union européenne et la création d'une équipe d'une vingtaine d'avocats chargée des contacts avec les différents régulateurs soulignent cette attention au « politique ». Enfin, si la compagnie grossit à vue d'œil, son siège londonien est dénué de tout superflu. Enron dépense là *« où ça ne se voit pas »*, mais dans des secteurs névralgiques : la recherche, l'outil informatique, la formation et surtout la constitution de la première banque de données énergétiques au monde, grâce aux cinquante millions d'informations collectées quotidiennement dans la salle de transactions de Millbank, près du Parlement.

Les « grands » du marché européen – EDF, Vivendi, Suez-Tractebel, RWE... – veulent tenir Enron à distance. Mark Frevert le sait : *« Nos concurrents sur place ont tendance à s'accrocher à leur position. Nous voulons nous battre à armes égales dans le nouveau cadre de libre concurrence qui vient de voir le jour. »* Ainsi, en Allemagne, il aura fallu l'intervention du bureau fédéral des cartels pour garantir l'accès des tiers au réseau d'une compagnie régionale. La France, où Enron veut se positionner, n'a pas encore sauté totalement le pas de l'ouverture : *« S'il y a eu d'indéniables progrès, le gouvernement Jospin a limité en dernière minute la dérégulation promise du marché. C'est pourquoi, à nos yeux, la France n'est qu'une opportunité à long terme. »*

Marc Roche

Accord chez Carrefour sur les temps de travail

FACE à ses concurrents distributeurs, Carrefour est bien décidé à jouer les modèles dans le domaine social. Alors que les autres enseignes sont au mieux en train de fixer le calendrier des négociations sur la réduction du temps de travail, Carrefour a signé, mercredi 31 mars, une nouvelle convention collective avec cinq organisations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGC, CAT). Cet accord global, au-delà des 35 heures, propose également une refonte de la grille de qualification et de nouvelles modalités d'organisation du travail.



35 HEURES

À partir du 1[er] juin, les salariés à temps plein passeront d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures et 45 minutes à 35 heures, une réduction insuffisante pour bénéficier des aides Aubry. Pour les salariés à temps partiel, qui représentent 35 % des 57 000 salariés concernés par cet accord, une augmentation de 2,1 % de leur salaire sera donnée en compensation. Les contrats à temps partiel seront revalorisés pour être au minimum de 28 heures hebdomadaires. Pour ces deux catégories de personnels, cette réduction sera complétée par une semaine de repos supplémentaire. Le temps de travail des cadres sera désormais de 214 jours par an, ce qui donne à cette catégorie une semaine de congés supplémentaire.

UN STATUT COLLECTIF

Cet accord permet également d'unifier l'organisation du travail de l'enseigne. Dans les 117 hypermarchés détenus en propre par Carrefour, un seul statut collectif régira l'ensemble des salariés. La forte flexibilité des horaires (qui peuvent aller de 29 à 41 heures hebdomadaires) sera gérée « en îlots » pour partie par les salariés. Carrefour s'est engagé à embaucher d'ici un an : *« 1 000 emplois équivalent temps complet. »*

FO, très largement majoritaire, n'a pas hésité à qualifier Carrefour *« d'enseigne civilisée »*. Visiblement à l'unisson, Joël Saveuse, directeur général de Carrefour France, parlait lors de la signature *« d'avancée sociale majeure »*. Seule la CGT, non signataire mais minoritaire, réserve encore sa réponse.

Laure Belot

...nduit à un changement des ...
...ers. Les services deviennent de ...
...oins en moins collectifs. Chaque ...
...oupe essaie de bâtir des offres dif...
...renciées en fonction des clienteles.

...tises

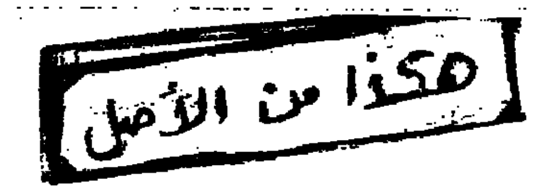
...s'ouvrent à la concurrence. ...endi, EDF ou RWE

Martine Orange

...z Carrefour ...s de travail

...le.fr

...chetez vos ...VD. »



Le britannique BP Amoco annonce l'achat du pétrolier américain Arco

LE GROUPE pétrolier britannique BP Amoco a annoncé, jeudi 1er avril, l'acquisition de l'américain Atlantic Richfield (Arco) pour 26,8 milliards de dollars (24,90 milliards d'euros). Dans un communiqué, la compagnie basée à Londres affirme qu'elle devient ainsi le premier producteur mondial de pétrole. Jusqu'alors au troisième rang du palmarès, elle devance désormais le groupe américain Exxon-Mobil dont le rapprochement est en cours et l'anglo-néerlandais Shell.

L'acquisition se fera par échange d'actions. Le groupe britannique inscrira une charge pour restructuration de 1 milliard de dollars (930 millions d'euros) et envisage la suppression de 2 000 emplois. Les synergies annuelles attendues sont estimées à 1 milliard de dollars à l'horizon 2001. La fusion sera effective d'ici fin 1999. Cette annonce intervient au lendemain de l'approbation du projet par les conseils de BP et d'Arco (*Le Monde* du 1er avril).

En l'espace de huit mois, le groupe britannique aura réalisé deux acquisitions majeures sur le territoire américain. La première, au mois d'août, visait Amoco pour un montant de 48,2 milliards de dollars. *« BP était jusqu'à présent en tête de la deuxième division. Avec cet accord nous passons en première division »*, déclarait alors le directeur général de la compagnie, John Browne. L'achat d'Arco est présenté comme l' *« assemblage stratégique et géographique d'actifs de qualité qui s'imposait »*.

Ce mouvement de concentration s'inscrit dans le cadre de la restructuration de ce secteur imposé par la chute des prix du pétrole et par l'exacerbation de la concurrence sur le plan mondial. Dans le sillage de BP, Exxon a jeté son dévolu sur Mobil et Total sur Pétrofina. Le monde pétrolier est « emmené » par trois grandes catégories d'acteurs.

En tête, les grands producteurs nationaux que sont l'Aramco en Arabie saoudite, la NIOC en Iran, PDVSA au Venezuela ou Pemex au Mexique. Viennent ensuite les trois Majors BP-Amoco-Arco, Exxon-Mobil et Shell. Enfin, un peloton de compagnies : Chevron, Total, Texaco, Elf, Eni.

Dominique Gallois

L'automobile allemande marque une pause dans ses acquisitions

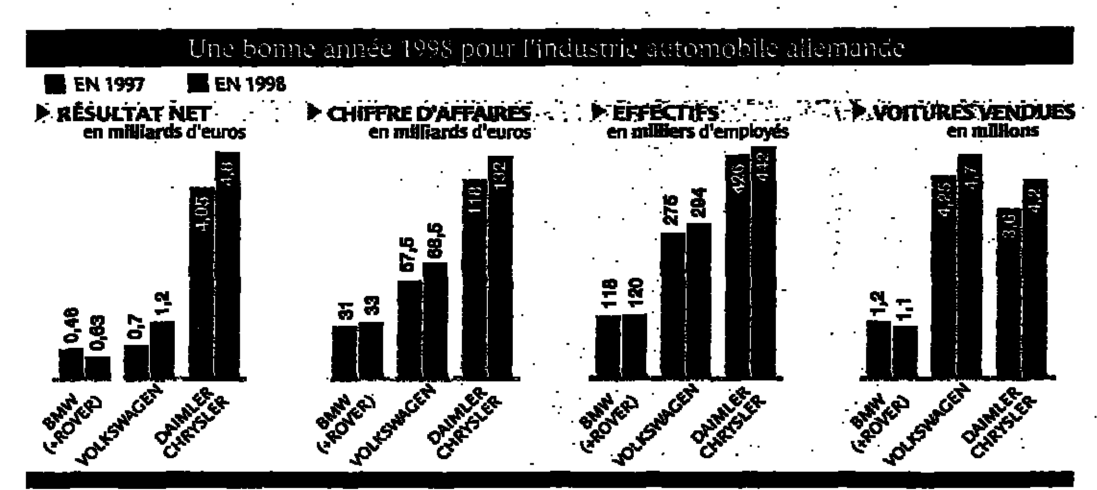
Volkswagen, DaimlerChrysler et BMW affichent d'importants bénéfices en 1998, même si les situations sont contrastées. Pour 1999, les trois constructeurs redoutent une conjoncture moins favorable

Les constructeurs allemands d'automobiles ont connu en 1998 une conjoncture exceptionnelle. Les résultats de leur politique d'acquisition sont cependant contrastés. Désireux de devenir des constructeurs de taille mondiale, Volkswagen, DaimlerChrysler et BMW ont adopté des voies différentes. Le premier a procédé à une série d'acquisitions pour diversifier sa palette de marques, le deuxième a choisi de fusionner avec un constructeur américain, tandis que le troisième a fait le pari de reprendre le constructeur britannique en difficulté Rover. Volkswagen et DaimlerChrysler commencent à recueillir les fruits de leur stratégie, mais BMW reste handicapée par les résultats de sa filiale britannique. Pour assurer son redressement, BMW a réussi à obtenir une subvention du gouvernement britannique pour sauvegarder l'usine Rover de Longbridge.

STUTTGART
de nos envoyés spéciaux

Les trois constructeurs allemands qui se sont lancés dans une politique de fusion connaissent des destins contrastés. Au départ, l'objectif de BMW, Volkswagen et DaimlerChrysler est le même : acquérir des marques complémentaires, pour occuper les différents créneaux du marché. Pour cela, les constructeurs allemands ont bénéficié en 1998 d'une conjoncture porteuse. Parti le premier en se constituant une panoplie de marques, Volkswagen a, pour l'instant, le mieux réussi dans cette stratégie en annonçant pour 1998 un bénéfice record en hausse de 60 %. Daimler, qui a démarré plus tard dans la course à la taille a réalisé également une bonne année pour son premier exercice depuis la fusion avec l'américain Chrysler. BMW ne connaît pas le même bonheur avec Rover, acquis il y a cinq ans. Les pertes de sa filiale britannique se sont élevées à 960 millions d'euros en 1998, ont largement pesé sur le résultat de BMW.

D'accord sur le principe de la croissance par acquisition, les grands noms de l'automobile germanique divergent sur la méthode. Ainsi, DaimlerChrysler veut réaliser *« le plus vite possible »* son intégration et se donne jusqu'à 2001 pour mettre en place des structures communes avec un leitmotiv : la création de valeur pour l'actionnaire. Quatre mois après le lancement de ce programme ambitieux, le nouveau groupe estime avoir déjà réalisé 10 % de la tâche. Une nouvelle organisation des systèmes de vente et de marketing a été mise en place et les services financiers des deux groupes ont été fusionnés.



Au contraire, BMW a laissé du temps au temps, après sa prise de contrôle de Rover en 1994. Ce dernier a, en effet, conservé une grande autonomie, jusqu'au constat d'échec survenu ces derniers mois : l'idée de laisser *« Rover conduire Rover et de maintenir deux entités largement indépendantes n'a pas fonctionné »*, a convenu Joachim Milberg, le nouveau président du directoire de BMW, qui veut mettre en place une organisation plus centralisée dès avril prochain.

CONCENTRER LA FABRICATION

L'autre différence notable concerne le recours aux plates-formes. Volkswagen s'est fait une spécialité de concentrer la fabrication de ses différents modèles sur des bases communes. Le constructeur de Wolfsburg estime que la moitié des véhicules produits en 1998 qui ont été assemblés sur des plates-formes récentes, contre un quart un an plus tôt. La plate-forme A « accueille », par exemple, onze modèles différents sur les quarante-cinq du groupe, de l'A 14 à l'Audi TT coupé.

En revanche, BMW persiste à considérer que *« les plates-formes ne sont pas déterminantes »* et mise plutôt sur *« le profil des marques »*. Selon les ingénieurs bavarois, les clients attendent des produits authentiques dont il faut conserver l'originalité et le positionnement. DaimlerChrysler, de son côté, ne semble pas non plus donner la priorité aux bases communes et recherche une identité forte pour ses modèles, dont les caractéristiques doivent s'adapter aux automobilistes des deux rives de l'Atlantique. Cette politique n'empêche pas de partager certains sites de production. C'est ce qui va être fait avec l'usine autrichienne de Graz où est fabriquée la Jeep Grand Cherokee de Chrysler. La classe M de Mercedes y sera produite à partir du mois de mai pour faire face à la forte demande.

En 1999, les constructeurs allemands craignent une conjoncture mondiale moins propice et poursuivront leurs efforts. DaimlerChrysler prévoit 1,3 milliard d'euros d'économie cette année. Par ailleurs, des groupes de travail cherchent à élaborer *« une chaine mondiale d'équipementiers »* pour rationaliser les achats. Enfin, DaimlerChrysler veut investir 46 milliards d'euros entre 1999 et 2001 pour la recherche et le développement. Si le rapprochement des structures semblent suivre son cours à rythme soutenu, Jürgen Schrempp n'a pas caché que *« l'intégration humaine prendrait plus de temps »* dans un groupe qui compte plus de 440 000 salariés partagés entre deux cultures.

AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ

Chez BMW, c'est le redressement de Rover qui reste la priorité. Alors qu'un accord de principe a été conclu, mercredi 31 mars, avec le gouvernement britannique pour sauvegarder l'usine de Longbridge *(lire ci-dessous)*, la restructuration doit permettre d'augmenter la productivité de Rover. De nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées, après environ 3 500 départs en 1998. Le groupe allemand a provisionné quelque 300 millions de deutschemarks (586,7 millions d'euros) sur les comptes de 1998 pour financer la poursuite des plans sociaux. Néanmoins, BMW n'estime plus possible un retour à l'équilibre de sa filiale en l'an 2000 comme annoncé initialement.

Face à ces expériences contrastées, les constructeurs allemands vont-ils marquer une pause en matière de croissance externe ? Volkswagen s'estime *« bien armée »* pour continuer sa conquête du marché mondial. Ferdinand Piëch, président du directoire, dit *« ne plus être intéressé par de grandes acquisitions »*... tout en restant attentif à d'autres opportunités.

DaimlerChrysler préfère se concentrer sur sa fusion, comme l'a montré l'abandon du projet de prise de contrôle de Nissan, qui a finalement choisi de s'allier à Renault. L'entreprise reste cependant intéressée par l'Asie, où elle souhaite réaliser 25 % de ses ventes d'ici dix ans.

Seule BMW semble contrainte à modérer ses ambitions. Pour convaincre de sa capacité à rester indépendante, BMW doit impérativement redresser Rover. Même si le principal actionnaire du groupe, la famille Quandt, soutient cette stratégie, sa patience a été mise à rude épreuve et les candidats au rachat ne manquent pas, à commencer par Volkswagen.

Stéphane Lauer et Philippe Ricard

Longbridge, l'usine par laquelle les pertes arrivent

COVENTRY
de notre envoyé spécial

L'exposition permanente du Rover Heritage Motor Center présente une grande toile solennelle datant de la fin de la deuxième guerre mondiale sur laquelle de majestueux bâtiments de brique rouge s'étalent dans des prés où paissent des moutons : l'imaginaire du peintre vantant « l'âge d'or » de l'usine de Longbridge a la chair bien triste. Nichée au milieu d'une friche industrielle près de Birmingham, l'ancienne forteresse de l'automobile anglaise est un éparpillement de fabriques à l'ancienne aux vitres cassées et aux fenêtres murées, de tours style HLM, de cabines de chantier couvertes de graffitis et d'entrepôts sales, le tout ceinturé par une enceinte noircie par les ans. Construite en 1905, cet ancien joyau d'une industrie en pleine prospérité emploie aujourd'hui 9 500 des 39 000 salariés de Rover. Mais vu le délabrement des chaînes, les visites organisées de ce site digne de Dickens ont été annulées, *« en raison de travaux »*, prétend-on.

REPORTAGE

« Que Longbridge produise toujours des automobiles tient du miracle. »

La situation de Longbridge, plombée par la mévente de ses deux modèles milieu de gamme, les antiques 200 et 400, a de quoi faire frissonner. L'usine est tenue en grande partie responsable des énormes pertes de Rover dont la part de marché est tombée à 8 % en 1998, contre 13,4 % quatre ans plus tôt, lors de l'acquisition par le groupe de Munich ! *« BMW est pris en tenaille entre l'expansion de la production à long terme pour garantir son indépendance, dont Rover est une pièce maîtresse, et l'impératif d'arrêter coûte que coûte l'hémorragie financière qui met en péril la rentabilité de la maison-mère »*, explique crûment une étude de la banque d'affaires Goldman Sachs.

Le gouvernement britannique a confirmé, mercredi 31 mars, l'octroi d'une subvention, dont le montant n'est pas précisé, pour aider BMW à moderniser Longbridge. Devant la menace d'un massacre social dans les Midlands, le ministère du commerce et de l'industrie a accepté de délier les cordons de la bourse pour sauvegarder ce symbole de la décadence industrielle britannique.

« LE MAL ROVER »

Depuis le début des années 70, L'Etat a injecté 3,5 milliards de livres (2,34 milliards d'euros) dans l'entreprise, manne qui n'a pas permis de renverser le mouvement. Au cours des cinq dernières années, la dégradation s'est accélérée en raison des surcapacités mondiales, du marasme du marché national et de la fermeté de la livre. Mais même le New Labour, pour qui l'aide aux entreprises en difficulté doit être guidée par la logique industrielle, n'a pu se désintéresser de Longbridge, l'un des principaux employeurs de Birmingham, deuxième ville du royaume, avec ses 50 000 emplois directs et indirects.

« Que Longbridge produise toujours des automobiles tient du miracle. C'est pire qu'une usine du tiers-monde ! Avec des bouts de ficelle, Rover fabrique des modèles hors mode dont les clients ne veulent pas » : Kumar Bhattacharyya, directeur du Warwick Manufacturing Group, centre d'études universitaire spécialisé dans les problème industriels, planche depuis plus de deux decennies sur « le mal Rover ». A ses yeux, BMW, en refusant de moderniser le site de production, a occulté l'avenir. Longbridge également a souffert du favoritisme dont a bénéficié la marque Land Rover, véhicules tout-terrain, un secteur très rentable et à forte croissance, qui a bénéficié de gros investissements de ce spécialiste des voitures chères. En revanche, les véhicules de tourisme meilleur marché montés à Longbridge ont pâti de son désintérêt.

La production sur les chaînes de montage de Longbridge est inférieure d'un tiers à celle de BMW, malgré les nombreuses concessions faites par le syndicat des transports TGWU concernant les horaires flexibles et les heures supplémentaires obligatoires. Les arrêts de travail sont rares, et la main-d'œuvre reste l'une des moins chères d'Europe. En revanche, selon les experts, dirigeants et cadres supérieurs de l'usine des Midlands portent une lourde part de responsabilités dans cette crise. Un jeune ingénieur décrit, sous couvert d'anonymat, un mode de gestion sclérosé : *« Les cadres, dont beaucoup sont proches de la retraite, ne sont guère motivés. En raison du poids des habitudes, les équipementiers ne sont pas vraiment contrôlés. L'organisation de l'usine s'apparente plus à une administration qu'à une entreprise privée. »*

L'état des lieux laisse pantois quand on connaît la réputation industrielle de BMW. Mais, par crainte d'exacerber la germanophobie dans cette Rhur anglaise contre laquelle Hitler avait déchaîné les bombardiers de la Luftwaffe, Munich a maintenu en place les instances dirigeantes. La poignée de cadres allemands détachés à Longbridge, tétanisés par les difficultés, n'ont pas osé tirer la sonnette d'alarme.

L'une des premières décisions de Joachim Millberg, propulsé en février à la tête de la compagnie a été de transférer en Allemagne les bureaux d'études de la future R 75 ainsi que des nouvelles Mini et Range Rover. Depuis le 30 mars, Rover est directement gouvernée par le QG central du groupe pour la vente comme pour la production, et le nombre de membres du directoire de la filiale anglaise a été considérablement réduit.

Marc Roche

Jürgen Schrempp ne croit plus à un groupe européen de la défense

STUTTGART
de notre envoyé spécial

« Le rêve d'un groupe européen des industries de la défense s'est brisé », a estimé Jürgen Schrempp, président du directoire de DaimlerChrysler, mercredi 31 mars. M. Schrempp estime que les fusions en Grande-Bretagne (British Aerospace et Marconi) et en France (Aerospatiale et Matra) ne permettent plus la constitution d'un grand ensemble européen intégré. La filiale aéronautique et spatiale de l'entreprise germano-américaine, DASA, est désormais ouverte à toutes les options, même transatlantiques, a-t-il ajouté. Et elle n'est plus pressée de conclure une alliance, car les affaires marchent bien. En 1998, DASA a réalisé un bénéfice net de 1,07 milliard de deutschemarks (547 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 17,2 milliards de deutschemarks (8,7 milliards d'euros), après un redressement très net depuis 1995.

« Nous avons décidé de faire croître DASA », a déclaré M. Schrempp, qui juge sa filiale dans une *« position importante »* grâce à ses différents partenariats européens (Eurocopter, Airbus, etc.). Un porte-parole de la société observe que les contacts amorcés aux Etats-Unis ces dernières semaines pourraient déboucher sur de nouvelles coopérations ponctuelles. En Europe, DASA est candidate à une entrée au capital de la société espagnole CASA en cours de privatisation, opération à laquelle Aerospatiale s'intéresse aussi. Le groupe allemand s'estime mieux placé : *« On ne voit pas comment le gouvernement espagnol pourrait vendre à un groupe en partie détenu par un autre Etat. »* En revanche, le coprésident de DaimlerChrysler souhaite toujours la transformation d'Airbus en société anonyme. Il semble toutefois difficile d'arriver à un accord dès cette année car, selon les Allemands, qui disent attendre un geste des Français, *« rien ne se passe actuellement »*.

Philippe Ricard

هكذا من الأصل

quisitions
sont contrastées.

Les distributeurs s'inquiètent de la baisse des ventes de journaux en kiosque

La multiplication des titres à l'affichage et l'augmentation du nombre d'invendus réduisent les marges, déjà faibles, des diffuseurs. Cette dégradation menace le plan de modernisation des messageries, alors que se poursuit, depuis novembre 1998, le conflit avec les dépositaires

LE TEMPS était gris, en ce premier jour de printemps, dimanche 21 mars, lors du débat organisé dans le cadre du salon Expopresse, à la Défense, par l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP). Les nuages, en effet, s'amoncellent sur le réseau de distribution de la presse en France. Les ventes en kiosque ont marqué le pas en 1998 *(lire ci-contre)*. La tendance s'est surtout dégradée au second semestre. Pis, cela s'est accentué au cours des deux premiers mois de l'année 1999 : la baisse d'activité aura été de 7 % en janvier et de près de 5 % en février. Les indicateurs du mois de mars semblent meilleurs.

Cette situation inquiète les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) – dont le groupe Hachette détient 49 % –, les éditeurs, bien sûr, mais aussi l'ensemble du réseau de distribution, la rémunération de la plupart des intervenants étant calculée en pourcentage des recettes des ventes. Le taux d'invendus – c'est-à-dire le nombre d'exemplaires retournés par les diffuseurs – a nettement progressé : entre 1996 et 1998, il est passé de 40,1 % à 44 %, pour les NMPP, et de 60,9 % à 62,1 % pour les Messageries lyonnaises de presse (MLP), qui distribuent principalement des mensuels ou trimestriels, dont certains de faible diffusion.

Si la baisse des ventes explique en partie ce phénomène, les diffuseurs de presse se sont battus, en 1998, contre les éditeurs qui multiplient les hors-séries ou les suppléments trimestriels, autant de publications qui se vendent peu et restent en place plusieurs mois sur les étagères. Celles-ci s'ajoutent aux titres de mots croisés, par exemple, qui occupent des rayons entiers, alors que la presse informatique continue à multiplier les magazines, même s'ils ne s'adressent qu'à un public spécialisé.

PUBLICATIONS ÉPHÉMÈRES

Lors de changements de formule, des éditeurs augmentent leur présence en kiosque, essentiellement dans un but de promotion. Les nombreux lancements de titres participent également à l'augmentation du taux d'invendus. Selon Jean-Pierre Marty, le président de l'UNDP, il y a eu, en 1998, près de mille nouveaux titres en kiosques, dont la moitié seulement existent encore. La plupart de ces magazines ont des tirages faibles et des parutions espacées.

La direction des NMPP s'inquiète d'une dégradation qui menacerait son plan quadriennal de modernisation (*Le Monde* du 3 avril 1998), qui prévoit de faire passer le coût d'intervention des messageries, dans le prix de vente des titres, de 9 % à 7 % d'ici à 2001, contre un taux de 14 % en 1993. *« Le deuxième plan de modernisation des NMPP*, explique Jean de Montmort, président du conseil de gérance des NMPP, *est possible à trois conditions : une amélioration ou, au moins, une stabilité de l'activité, la mise en place d'un plan FNE, une restructuration au sein des NMPP. Si les ventes continuent à baisser, cela aura des conséquences sur le plan de modernisation. »* Sur le deuxième point, les NMPP ne cachent pas leur inquiétude : *« Le plan FNE avait reçu l'aval du précédent ministre des affaires sociales, Jacques Barrot. Il a le soutien du ministère de la culture et de la communication. Il est pour l'instant bloqué au niveau de Martine Aubry. Ce plan, qui prévoit deux cent soixante départs en préretraite, est une nécessité »*, insiste M. de Montmort.

C'est dans ce contexte un peu tendu que s'est engagé un conflit avec les dépositaires de presse. Au nombre de trois cent cinquante en France, ils sont chargés de recevoir les titres des messageries pour les transmettre aux marchands de journaux.

« CHERCHER DES ÉCONOMIES »

Depuis novembre 1998, ils sont en conflit avec les NMPP, qui prévoient de diminuer leur commission sur les ventes. *« J'ai dit dès octobre 1996 qu'il fallait aborder la question de la rémunération des dépositaires de presse*, plaide M. de Montmort. *Pour assurer la pérennité du système, au nom de la solidarité, l'ensemble de la chaîne de distribution doit chercher des économies au profit des diffuseurs. Nous avons fait des propositions de modulation des rémunérations des dépositaires. Il y a eu une réaction forte et un refus de discussion. Le dialogue a été renoué. Je souhaite arriver à un accord. Un constat d'échec aurait des conséquences lourdes pour les dépositaires. Les efforts doivent être faits par les uns et par les autres. On doit sortir de ce conflit sans vainqueurs et sans vaincus. »*

Au bout de la chaîne, les diffuseurs de presse espèrent une amélioration de leur rémunération, une des plus faibles d'Europe avec une moyenne de 14,5 %, alors qu'elle dépasse souvent 20 % ailleurs. Sous l'impulsion de leur responsable, M. Marty, les diffuseurs ont su imposer leur place auprès des éditeurs. Mais les trente-trois mille marchands de journaux ont souvent des conditions de travail pénibles et des marges faibles. Une hausse du taux d'invendus les pénalise et leur fait perdre ce qu'ils ont pu gagner par ailleurs. Depuis deux ans, le nombre de points de vente ne diminue plus ; il reste toutefois insuffisant dans certaines grandes villes, notamment en région parisienne, où les éditeurs cherchent de nouveaux moyens de mettre en place leur journaux en développant, notamment, les distributeurs automatiques.

Alain Salles

Les magazines à grand tirage affectés

En 1998, les recettes des ventes des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) ont baissé de 0,8 % par rapport à 1997, à 18,97 milliards de francs (2,89 milliards d'euros). En nombre d'exemplaires vendus, la chute est de 1,2 %. Le résultat des messageries est, en revanche, en progression de 44 %, à 36 millions de francs (5,49 millions d'euros). La baisse a principalement touché la presse magazine, dont les ventes en nombre d'exemplaires ont baissé de 2 % en 1998, après un recul de 0,5 % en 1997. Grâce à l'arrivée de *L'Equipe dimanche*, les quotidiens affichent un solde positif de +0,5 %. Ce mouvement a affecté les trois grandes familles de la presse magazine qui ont les plus grands tirages – féminins, télévision, actualités –, qui ont toutes baissé de 2,5 %. La presse de télévision représente pratiquement un quart des ventes des NMPP.

La diffusion du « Monde » a continué à progresser en 1998

LA DIFFUSION du *Monde* a continué à progresser en 1998, avec une diffusion totale payée contrôlée par Diffusion contrôle de 385 254 exemplaires, en hausse de 0,6 % par rapport à 1997. La hausse de la diffusion a été perceptible en France, puisque, avec 341 168 exemplaires, celle-ci a augmenté de 0,75 %. Il s'agit de la quatrième année consécutive de progression, qui a commencé avec le lancement de la nouvelle formule, en janvier 1995. En 1997, la hausse avait été de 4,12 %, mais l'actualité avait été marquée par la dissolution de l'Assemblée nationale. En 1998, *Le Monde* a atteint en France sa meilleure année de diffusion après 1979 et 1981.

A l'étranger, les ventes ont légèrement reculé (– 0,49 %), mais, avec 44 304 exemplaires, *Le Monde* est en tête des quotidiens distribués en dehors de l'Hexagone. La diffusion totale payée s'approche de celle de 1982 : 395 404 exemplaires, à une époque où la diffusion en Algérie permettait d'atteindre un niveau de ventes de 90 000 exemplaires à l'étranger.

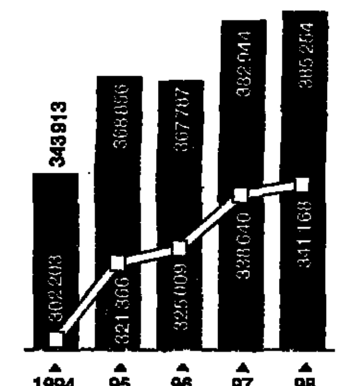
Le tirage du quotidien a atteint 514 533 exemplaires en 1998. La diffusion totale – qui comprend la distribution gratuite – est de 394 739 exemplaires. La progression des ventes est due principalement à la hausse des abonnements, qui atteignent 128 859 exemplaires, contre 119 308 en 1997 et 100 000 en 1993, signe d'une fidélisation constante des lecteurs du quotidien.

Après une diffusion stable en 1997, *Le Monde diplomatique* a progressé de près de 5 % en 1998, à 189 855 exemplaires, dont 55 079 exemplaires à l'étranger. Diffusée en dehors de l'Hexagone, la sélection hebdomadaire du *Monde* progresse de 2,92 % à 20 051 exemplaires.

Les autres publications ont marqué le pas en 1998. Les *Dossiers et documents* perdent 3,45 % (86 290 exemplaires). *Le Monde de l'éducation* affiche une baisse de 15 %, après une hausse de 26 % en 1997 (56 310 exemplaires) et *Le Monde des philatélistes* perd 10 % (19 237 exemplaires).

Quatre ans de hausse

DIFFUSION PAYÉE



1998 représente la troisième meilleure année de ventes du journal après 1979 et 1981.

DÉPÊCHES

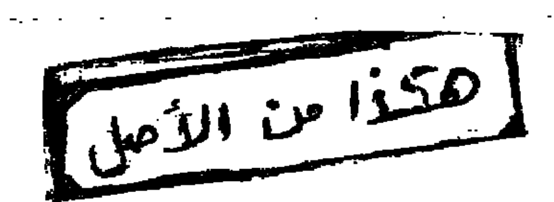
■ **PRESSE : le Syndicat du Livre CGT a suspendu le mouvement de grève** à l'origine de la non-parution des titres parisiens du groupe Hersant, pour protester contre la vente de *France-Soir* (*Le Monde* du 1er avril). Le PDG de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, a indiqué au Syndicat du Livre qu'il *« cherchait une formule juridique »* pour conserver une participation dans *France-Soir*. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs sont parvenus à un accord avec M. de Chaisemartin et un préaccord avec M. Ghosn. Une manifestation de la CGT a réuni environ 200 personnes devant le siège du *Figaro*, mercredi 31 mars. Le tribunal de grande instance de Paris devait examiner, jeudi 1er avril, en référé, une demande du comité d'entreprise de *France-Soir* pour obtenir un délai supplémentaire, avant de donner son avis sur la cession.

■ **Le comité d'entreprise *d'Ouest-France* a voté contre le projet de création de la société Loire Océan Communication**, contrôlée à 53 % par le quotidien rennais, en partenariat avec les trois journaux du groupe Hersant : *Presse-Océan*, *Le Courrier de l'Ouest* et *Le Maine libre*. Le SBNJ et la CFDT ont voté contre et la CGT s'est abstenue. L'avis du CE est consultatif. Mercredi 31 mars, la parution du quotidien avait été perturbée en Ille-et-Vilaine.

■ **Le quotidien *La Montagne* est absent des kiosques**, jeudi 1er avril, pour la deuxième journée consécutive, à la suite d'un mouvement de grève des ouvriers du Livre-CGT.

■ **TÉLÉVISION : la Mosquée de Paris s'insurge contre les tracts qui la** citent *« abusivement »* parmi les associations qui appellent à manifester, dimanche 4 avril, contre la décision de France 2 et du ministère de l'intérieur de supprimer « Connaître l'islam », au profit d'une nouvelle émission islamique du dimanche matin, « Vivre l'islam » (*Le Monde* du 31 mars).

■ **TF 1 a acquis les droits de diffusion du film** *Titanic*, de James Cameron, auprès de la Twentieth Century Fox International Television, et le diffusera en 2001.



AFFAIRES

INDUSTRIE

● **BMW : le gouvernement britannique** a annoncé un accord sur l'avenir de Rover (*lire page 22*).

● **YAHOO : le moteur de recherche** sur Internet devrait racheter Broadcast. com, le site spécialisé dans la diffusion de programmes audio et vidéo, pour 4,4 milliards de dollars (3,78 milliards d'euros), a indiqué mercredi 31 mars la chaîne financière CNBC.

● **NISSAN : le constructeur automobile japonais** Nissan Motor a annoncé jeudi 1er avril que la faiblesse de la Bourse allait l'amener à afficher pour 19,8 milliards de yens (152 millions d'euros) de moins-values sur son portefeuille de titres.

● **AEROSPATIALE : tous les syndicats du groupe d'aéronautique** (FO, CGT, CFDT, CFE-CGC et CFTC) ont signé un accord-cadre sur les 35 heures, qui prévoit l'embauche de 2 000 personnes d'ici à 2001 et une compensation salariale intégrale. Cet accord, précise le communiqué publié le 31 mars, concerne 22 000 salariés, et sera appliqué progressivement, entre le 1er août 1999 et le 1er janvier 2002.

● **HITACHI : le groupe japonais d'électromécanique** a annoncé jeudi 1er avril qu'il allait supprimer 6 500 emplois au niveau de sa maison mère d'ici à la fin mars 2000, soit près de 10 % de ses effectifs sociaux. La maison mère ne devrait plus compter que 60 500 personnes dans un an.

● **SHELL CHEMICALS : la branche chimique du groupe pétrolier Royal Dutch/Shell a vendu deux filiales** de fabrication de mousse de polyuréthane, l'une au Danemark et l'autre en Finlande, au groupe finlandais CapMan Capital Management Oy.

SERVICES

● **CASINO : le groupe de grande distribution** a annoncé jeudi 1er avril un accord avec la société de distribution thaïlandaise Big C en vue d'acquérir 66 % de son capital au travers d'une augmentation de capital réservée de 6,1 milliards de bahts (150 millions d'euros).

FINANCE

● **SAN PAOLO-IMI : le groupe bancaire italien**, qui a réaffirmé mercredi 31 mars son intérêt pour Banca di Roma, a confirmé s'intéresser aussi à la France et au Crédit lyonnais.

● **FUSIONS : le secteur bancaire a poursuivi son mouvement de concentration** dans l'Union européenne pendant la période 1994-1997, le nombre des établissements diminuant de 8 446 à 7 933, selon un rapport publié mercredi 31 mars par l'office européen de statistiques Eurostat.

● **AXA : l'assureur français veut acquérir** une part importante dans le géant de l'assurance polonais PZU, ancien monopole d'Etat en cours de privatisation, a souligné mercredi 31 mars Claude Bébéar, le président du groupe.

● **DEUTSCHE BANK : la première banque allemande va réduire l'effectif de sa direction** centrale de 2 000 personnes aujourd'hui à 700 l'an prochain, a indiqué Rolf Breuer, président du directoire de l'établissement, à l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* à paraître jeudi 1er avril. La banque avait annoncé en février 1998 la suppression de quelque 9 000 postes en trois ans.

RÉSULTATS

■ **ING : le bancassureur néerlandais** a annoncé une hausse de 47,8 % à 2,428 milliards d'euros de son bénéfice net. L'assurance a permis de compenser le repli des profits dans la banque. ING veut poursuivre sa croissance, notamment en assurance aux Etats-Unis. Le total de bilan consolidé a progressé de 28,9 % à 800,3 milliards de florins (363,7 milliards d'euros).

■ **GALERIES LAFAYETTE : le groupe a accusé une baisse de** 13,60 % de son résultat net (part du groupe) en 1998, à 85,22 millions d'euros (559 millions de francs). Le chiffre d'affaires progresse de 16,2 % (4,6 % à périmètre constant) à 5,378 milliards d'euros.

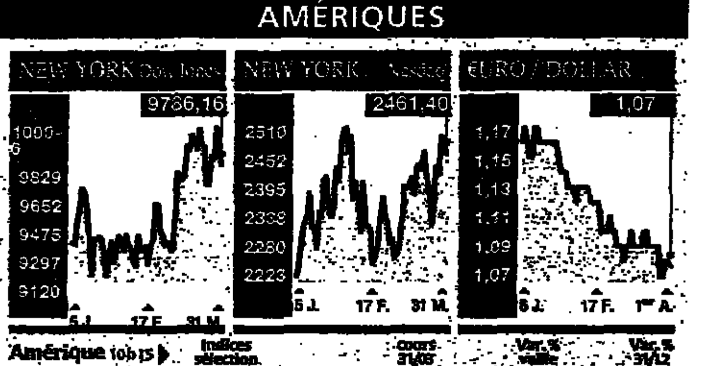
■ **CGIP : la Compagnie générale d'industrie et de participations** a annoncé jeudi 1er avril un résultat net consolidé part du groupe de 2,222 milliards de francs (338,7 millions d'euros) en 1998, en hausse de 84 %. La CGIP a décidé de proposer à l'assemblée générale un plan de rachat d'actions dans la limite de 10 % du capital.

EUROPE

FRANCFORT Dax 30 — 4838,80 | LONDRES FT 100 — 6332,70 | PARIS CAC 40 — 4196,29

Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 01/04	Var. % 31/03	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3552,45	-0,21	6,29
EUROPE	STOXX 50	3572,86	0,17	7,80
EUROPE	EURO STOXX 324	307,52	-0,32	3,07
EUROPE	STOXX 653	297,67	0,14	6,58
PARIS	CAC 40	4196,29	-0,01	6,48
PARIS	MIDCAC	1613,09	0,22	-2,10
PARIS	SBF 120	2822,89	-0,04	6,27
PARIS	SBF 250	2698,54	-0,07	5,48
PARIS	SECOND MARCHÉ	1849,96	-0,04	-7,57
AMSTERDAM	AEX	533,68	-0,91	-0,87
BRUXELLES	BEL 20	3269,28	0,24	-7,26
FRANCFORT	DAX 30	4838,80	-0,93	-3,27
LONDRES	FTSE 100	6332,70	0,59	7,65
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	—	—
MILAN	MIBTEL 30	36938,00	-0,81	4,29
ZURICH	SPI	7134,30	0,06	-0,37

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 31/03	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9786,16	-1,28	6,59
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1286,37	-1,11	4,65
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2461,40	-0,76	12,25
TORONTO	TSE INDEX	6597,79	0,33	1,72
SÃO PAULO	BOVESPA	10696,00	-3	57,67
MEXICO	BOLSA	285,50	1,28	22,81
BUENOS AIRES	MERVAL	419,78	0,18	-2,39
SANTIAGO	IPSA GENERAL	118,43	1,37	53,81
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4133,88	1,51	-13,67

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 16327,56 | HONGKONG Hang Seng — 11072,98 | EURO / YEN — 128,63

Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 01/04	Var. % 31/03	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16327,56	3,10	17,98
HONGKONG	HANG SENG	11072,98	1,20	10,18
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	10,88
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	74,10	3,16	14,11
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2973,40	0,21	5,60
BANGKOK	SET	26,32	2,18	2,40
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3703,38	-0,98	21,21
WELLINGTON	NZSE-40	2147,76	0,21	3,99

ÉCONOMIE

Le Japon restera en récession en 1999

STANLEY FISCHER, directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué, mercredi 31 mars, que l'économie japonaise resterait en croissance négative en 1999. Lors de ses dernières prévisions économiques, le FMI avait misé sur une chute du PIB du Japon de 0,5 % en 1999. « *Ce ne sera pas mieux. Notre prévision continuera à montrer une croissance négative* », a déclaré M. Fischer. « *Il y aura besoin de davantage de mesures de relance* », a-t-il ajouté.

■ **ÉTATS-UNIS : le produit intérieur brut (PIB)** a progressé de 6 % en rythme annuel au dernier trimestre de 1998, a indiqué, mercredi, le département du commerce. Sur l'ensemble de l'année, la croissance s'est élevée à 3,9 %, soit une augmentation du PIB équivalente à celle enregistrée en 1997. Pour l'année en cours, les prévisions de la Réserve fédérale laissent entrevoir une croissance moins soutenue mais toutefois à un rythme de 2,5 % à 3 %.

■ **L'association des directeurs** d'achat de la région de Chicago a indiqué, mercredi, que son indice d'activité s'est établi à 57 en mars contre 52,9 en février. Cet indicateur témoigne d'« *une croissance modeste* » de l'activité, selon l'association.

■ **Les commandes industrielles** aux Etats-Unis ont baissé de 2,5 % en février, a annoncé, mercredi, le département du commerce. Il s'agit du premier recul de cet indicateur depuis octobre 1998 et le plus marqué depuis avril 1995, mois au cours duquel la baisse avait atteint 2,6 %.

■ **BRÉSIL : l'excédent de la balance commerciale** ne dépassera pas 5,4 milliards de dollars en 1999 (5 milliards d'euros), selon une estimation rendue publique mercredi par la Fondation du Centre d'études du commerce extérieur. Ce chiffre est en deçà des 11 milliards de dollars prévus pour cette année par le Fonds monétaire international. *(Lire page 7.)*

■ **L'inflation au Brésil a progressé** en mars de 2,83 %, selon l'indice général des prix du marché de la Fondation indépendante Getulio Vargas publié mercredi. La progression de cet indice sur les trois premiers mois de l'année est de 7,44 % et de 7,92 % sur les douze derniers mois.

■ **CANADA : pour le sixième mois consécutif**, le Canada a enregistré une hausse de son produit intérieur brut avec une progression de 0,2 % par rapport à décembre, a annoncé, mercredi, Statistique Canada. Selon l'office gouvernemental, cette croissance est due à une plus forte demande à la fois sur le plan intérieur et aux Etats-Unis.

■ **Le nombre de faillites au Canada** a chuté de 11,5 % en 1998, après le chiffre record enregistré l'année précédente, a annoncé le gouvernement canadien mercredi. Pourtant le volume total des dettes non honorées par les entreprises en faillite a, lui, augmenté de 10,3 %.

■ **ALLEMAGNE : le chiffre d'affaires des commerçants de gros** a diminué de 7,3 % en février, comparé à février 1998, selon une estimation provisoire communiquée jeudi par l'Office fédéral des statistiques. Depuis le début de l'année, le chiffre d'affaires du commerce de gros s'inscrit en recul de 8,1 % en valeur nominale, comparé à la période de janvier-février 1998.

■ **ESPAGNE : le déficit commercial** s'est établi en janvier à 297 milliards de pesetas (1,785 milliard d'euros), en hausse de 47,5 % par rapport au même mois de 1998, a annoncé, mercredi, le ministère de l'économie. Pour 1999, le gouvernement prévoit une hausse d'environ 25 % du déficit commercial en raison de la poursuite, au moins au premier semestre, de la crise affectant principalement l'Asie, la Russie et l'Amérique latine.

■ **FRANCE : le nombre de défaillances d'entreprises** en août, septembre et octobre 1998 a baissé de 14,3 %, en données brutes par rapport au même trimestre de 1997, selon les statistiques de l'INSEE publiées mercredi. Entre novembre 1997 et octobre 1998, les défaillances ont reculé de 12 %.

■ **HONGRIE : le PIB a enregistré** en 1998 une hausse de 5,1 % par rapport à 1997. La production industrielle a enregistré une croissance de 11,8 % en 1998 par rapport à l'année précédente.

■ **LITUANIE : la croissance s'est établie à 4,4 %** en 1998, contre une progression du produit intérieur brut de 6,1 % réalisée en 1997, a annoncé, mercredi, l'Office national des statistiques.

■ **FINLANDE : le produit intérieur brut** s'est accru, en janvier, de 4,7 % par rapport au mois correspondant de l'an dernier, a indiqué mercredi l'Office national des statistiques.

VALEUR DU JOUR

Mitsubishi Electric se restructure

Action Mitsubishi Electric — en yens à Tokyo — 437

AU DERNIER JOUR de l'exercice fiscal japonais, Mitsubishi Electric a annoncé une sévère cure d'amaigrissement. L'action s'est adjugé 10,3 %, à 437 yens.

Ichiro Tanaguchi, arrivé à la tête du groupe en juin 1998, a annoncé la suppression de 14 500 emplois sur trois ans, soit 10 % des effectifs. Près de 60 % de ces suppressions toucheront directement le Japon. En 1998, Mitsubishi Electric avait déjà programmé une réduction de ses effectifs de 3 000 personnes, mais uniquement par le gel des embauches. Mais depuis l'annonce, le 10 mars, d'une réduction de 10 % des effectifs mondiaux de Sony, la question de l'emploi n'est plus tabou au Japon. Jeudi 1er avril, ce sont ainsi deux autres groupes de premier plan qui ont emboîté le pas à Mitsubishi Electric. Hitachi Ltd, l'une des plus importantes sociétés électroniques de l'archipel, a annoncé la suppression de 6 500 emplois en 1999. Et Marubeni Corp., un holding industriel de négoce et de services, a rendu public un plan visant à se séparer de 900 employés sur les 5 900 que compte sa maison mère.

Cette vague de restructurations est devenue une nécessité pour nombre de conglomérats japonais en raison de leurs très mauvais résultats. Ainsi, pour l'exercice qui vient de s'achever, le groupe Marubeni table sur une perte de 110 milliards de yens (860 millions d'euros). Et Hitachi prévoit un déficit de 375 milliards de yens.

Pour sa part, Mitsubishi Electric prévoit une perte de 60 milliards de yens (468 millions d'euros) après celle de 106 milliards constatée en 1998. L'objectif d'Ichiro Tanaguchi est de redresser la rentabilité de son groupe pour atteindre un bénéfice avant impôt de 120 milliards pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002. Pour y parvenir, le groupe va se recentrer sur les activités où il peut espérer figurer parmi les leaders mondiaux : les équipements pour satellite, les téléphones cellulaires et les réseaux de télécommunications. Ses divisions informatiques, édition de logiciels et logistique, devraient être restructurées. A terme, il devrait réduire le nombre de ses filiales de 180 à 140 et réduire ses coûts fixes de 100 milliards de yens en trois ans.

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris ne cédait plus que 0,47 % à 4 178,12 points en milieu de journée jeudi 1er avril, après avoir chuté de 1,12 % à l'ouverture. La veille, le marché des actions françaises avait, à l'instar des Bourses européennes, terminé en hausse de 1,35 % à 4 197,88 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort réduisait ses pertes à 0,49 %, sur un niveau de 4 841,30 points jeudi 1er avril à la mi-journée, après un repli de 1,05 % lors des premiers échanges. Mercredi 31 mars, le DAX avait progressé de 0,5 % à 4 865,27 points, dans un marché calme.

LONDRES

L'INDICE FTSE-100 de la Bourse de Londres a clôturé en hausse mercredi 31 mars de 0,50 %, à 6 295,3 points, grâce à la bonne orientation des secteurs financiers et pharmaceutiques.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a commencé la nouvelle année fiscale de 1999-2000 en fanfare, terminant jeudi 1er avril sur une progression de 3,1 % à 16 327,56 points, sous l'impulsion d'achats des investisseurs locaux. Le secteur des valeurs de haute technologie, très actif durant la séance, a plus particulièrement soutenu le marché.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a terminé la séance du mercredi 31 mars en baisse de 127,10 points (– 1,28 %) à 9 786,16 points. Les opérateurs ont procédé à des prises de bénéfice avant le long week-end de Pâques, encouragés par la progression de l'indice en début de semaine. Le Dow Jones avait franchi lundi pour la première fois de son histoire le cap des 10 000 points en clôture.

Les statistiques publiées mercredi ont montré que le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé de 6 % en rythme annuel au dernier trimestre de 98.

MONNAIES

L'EURO s'inscrivait en légère hausse, jeudi matin 1er avril, lors des premières transactions entre banques. Les opérateurs semblent moins inquiets qu'ils ne l'étaient des conséquences pour l'économie européenne de la guerre en République fédérale de Yougoslavie. Le yen, de son côté, progressait sensiblement face au billet vert, à 118,60 yens pour un dollar.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert en baisse, jeudi 1er avril. Après quelques minutes de transactions, le contrat euronotionnel du Matif cédait 13 centièmes, à 95,01 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 4,11 %.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone Euro

Euro contre ▶	31/03
COURONNE DANOISE	7,4317
COUR. NORVÉGIENNE	8,3475
COUR. SUÉDOISE	8,8870
COURONNE TCHÈQUE	38,398
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7060
DOLLAR CANADIEN	1,6211
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0243
DRACHME GRECQUE	325,90
FLORINT HONGROIS	254,82
ZLOTY POLONAIS	4,2947

Cours de change croisés

01/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	....	0,83756	1,07675	0,16415	1,60850	0,67454
YEN	119,38500	....	128,63500	19,89500	192,04000	80,54500
EURO	0,92872	0,77739	....	0,15245	1,49285	0,62660
FRANC	6,09285	5,10330	6,55957	....	9,80030	4,11000
LIVRE	0,62170	0,52075	0,67000	0,10205	....	0,41950
FRANC SUISSE	1,48250	1,24170	1,59675	0,24330	2,38455	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 31/03 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,97	2,83	4,10	5
ALLEMAGNE	2,94	3,12	3,99	4,97
GDE-BRETAG.	5,19	4,99	4,58	4,47
ITALIE		2,90	4,24	5,21
JAPON	0,19	0,11	1,66	...
ÉTATS-UNIS	5,09	4,48	5,19	5,60
SUISSE	1	1,07	2,48	3,85
PAYS-BAS	2,97	3,25	4,11	5

Matières premières

En dollars ▶	Cours 31/03	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1403	0,57
ALUMINIUM 3 MOIS	1246	0,48
PLOMB 3 MOIS	510,5	0,10
ETAIN 3 MOIS	5270	0,19
ZINC 3 MOIS	1008,5	0,15
NICKEL 3 MOIS	4873	0,89
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,06	—
PLATINE A TERME	80025,82	-0,28
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	280	-0,09
MAÏS (CHICAGO)	228,25	0,33
SOJA TOURTEAU (CHG.)	136,3	0,44
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1182	0,85
CAFÉ (LONDRES)	1590	—
SUCRE BLANC (PARIS)	203	—

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 01/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	8891	95,08	95,10
Euribor 3 mois			
JUIN 99	2494	97,20	97,19

Pétrole

En dollars ▶	Cours 31/03	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	15,24	—
WTI (NEW YORK)	18,5	-1,56
LIGHT SWEET CRUDE	16,88	—

Or

En Euros ▶	Cours 31/03	Var % 30/03
OR FIN KILO BARRE	8300	—
OR FIN LINGOT	8480	+0,59
ONCE D'OR (LO) $	279,80	—
PIÈCE FRANCE 20 F	53,60	+2,79
PIÈCE SUISSE 20 F	51,50	+0,98
PIÈCE UNION LAT. 20 F	52,30	+0,58
PIÈCE 10 DOLLARS US	287	—
PIÈCE 20 DOLLARS US	492	+0,82
PIÈCE 50 PESOS MEX.	313,50	-0,16

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

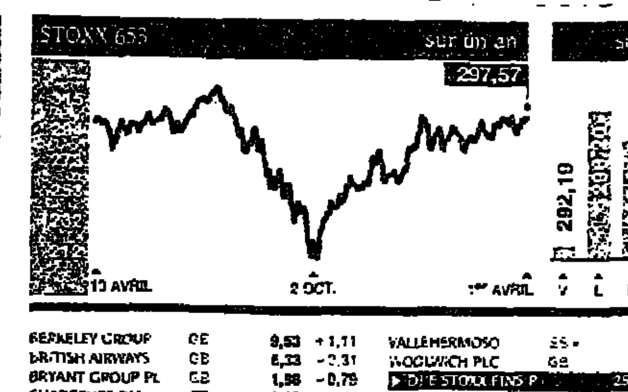
● L'action **Endesa** a gagné près de 1 %, à 23,38 euros, mercredi 31 mars. L'actionnariat d'Enersis a approuvé la modification de ses statuts, qui va permettre au premier groupe d'électricité en Espagne de porter sa participation dans la société chilienne de 32 % à 64 %.

● Le titre **Repsol** a cédé 1,41 %, à 47,70 euros, mercredi, accompagnant la baisse des cours du pétrole. Le contrat à terme sur le pétrole arrivant à échéance au mois de mai est revenu à 14,74 dollars le baril.

● La valeur **Portugal Telecom** s'est adjugé une hausse de 3 %, mercredi, à 41,49 euros. Microsoft va investir 38,6 millions de dollars (235,5 millions de francs) pour prendre 2,5 % dans TV Cabo, le partenaire de Portugal Telecom dans la télévision par câble.

● L'action **Fiat** a fait un bond de 4,4 %, à 3,06 euros mercredi, après que le groupe italien eut annoncé que sa filiale Comau prendrait le contrôle, pour 32 millions d'euros, de la société Progressive Tools and Industries, afin de constituer le plus important fabricant de machines à destination des constructeurs automobiles.

● L'action **Viag** a perdu 2 %, à 503 euros, mercredi. Le troisième groupe allemand de services a prévenu qu'il lui serait difficile en 1999 de dépasser le niveau de ses profits réalisés en 1998.





01/04 12 h 36 ▶

AUTOMOBILE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	35,28	+0,16
BASF AG	BE •	34,35	+1,33
BMW	DE •	605	−0,33
CONTINENTAL AG	DE •	22,7	−0,87
DAIMLERCHRYSLER	DE •	80,8	+0,25
FIAT	IT •	3,07	+0,32
FIAT PRIV.	IT •	1,56	....
LABINAL /RM	FR •	190	−1,91
LUCAS VARITY	GB	4,29	....
MAGNETI MARELLI	IT •	1,31	−2,24
MICHELIN-B- /RM	FR •	41,3	−0,60
PEUGEOT /RM	FR •	135,7	+1,89
PIRELLI	IT •	2,6	−1,52
RENAULT	FR •	32,65	+0,06
SOMMER ALLIBER/	FR •	26,1	−2,97
VALEO /RM	FR •	72,25	−0,34
VOLKSWAGEN	DE •	60,25	−2,35
VOLVO -A-	SE	23,97	+0,24
VOLVO -B-	SE	24,36	+0,46
▶ DJ E STOXX AUTO P		251,53	+0,02

BANQUES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	19,41	+0,31
ABN AMRO HOLDIN	NL •	19,05	−1,30
ALLIED IRISH BA	GB	15,86	−1,03
ALPHA CREDIT BA	GR	61,58	....
ARGENTARIA R	ES •	22,26	....
B PINTO MAYOR R	PT •	18,27	.
BANCO ESSI R	PT •	10,68	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	54,48	−1,13
BANK OF IRELAND	GB	19,51	+0,93
BANK OF PIRAEUS	GR	26,06	−
BANKINTER R	ES •	32,79	....
BARCLAYS PLC	GB	27,82	+2,45
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	53,3	−3,79
BCA FIDEURAM	IT •	5,29	−0,19
BCA INTESA	IT •	5,41	−0,92
BCA ROMA	IT •	1,48	−1,23
BCO BILBAO VIZC	ES •	13,8	....
BCO CENTRAL HIS	ES •	11,61	−
BCO POPULAR ESP	ES •	59,8	....
BCO SANTANDER	ES •	19	....
BCP REG	PT •	28	....
BNP /RM	FR •	79,25	−1,67
CCF /RM	FR •	55,05	−0,47
CHRISTIANIA BK	NO	3,62	....
COMIT	IT •	7,53	−0,92
COMM.BANK OF GR	GR	144,83	....
COMMERZBANK	DE •	27,75	+0,18
DEN DANSKE BK	DK	97,82	....
DEN NORSKE BANK	NO	3,39	....
DEUTSCHE BANK A	DE •	47,55	−0,21
DEXIA CC	BE •	144,5	−0,14
DEXIA FCE RM	FR •	123,2	−1
DRESDNER BANK	DE •	36,5	−1,62
ERGO BANK	GR	69,35	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	575	....
FOERENINGSSB A	SE	21,85	+0,26
FOKUS BK	NO	9,22	....
HALIFAX	GB	11,80	+3,42
HSBC HOLDS	GB	30,18	+1,82
IONIAN BK REG.S	GR	56,90	....
JYSKE BANK REG	DK	74,41	....
KAPITAL HOLDING	DK	38,35	....
KBC BANCASSURAN	BE •	62,8	+1,70
LLOYDS TSB	GB	14,55	+0,10
MERITA	FI •	4,96	.
NAT BANK GREECE	GR	62,75	....
NATEXIS	FR •	50	....
NATL WESTM BK	GB	21,82	+0,23
NORDBANKEN HOLD	SE	5,36	+1,28
OBERBANK	AT •	75	+14,85
POLO BANCA 1473	IT •	21,75	−1,81
ROYAL BK SCOTL	GB	20,11	−0,85
S-E-BANKEN -A-	SE	11,14	−1,49
SPAREBANKEN NOR	NO •	150	....
STE GENERAL-A-/	FR •	178,5	+0,28
SV HANDBK -A-	SE	32,80	+1,75
UBS REG	CH	290,97	....
UNICREDITO ITAL	IT •	4,99	−0,20
UNIDANMARK -A-	DK	63,24	....
XIOSBANK	GR	38,63	....
▶ DJ E STOXX BANK P		[illegible]	[illegible]

PRODUITS DE BASE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	60,75	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,05	....
ASSIDOMAEN AB	SE	18,96	+0,90
AVESTA	SE	3,56	+0,95
BEKAERT	BE •	413,9	+0,95
BILTON	GB	4,55	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	45,93	−1,41
BRITISH STEEL	GB	1,88	−2,86
BUHRMANN NV	NL •	15,65	−2,80
BUNZL PLC	GB	3,60	−1,64
CART.BURGO	IT •	6,61	−0,15
ELKEM ASA, OSLO	NO	13,66	....
ELVAL	GR	11	....
INPARSA	PT •	16,24	....
JOHNSON MATTHEY	GB	6,90	−1,50
MAYR-MELNHOF KA	AT •	40,42	−1,33
METSAE-SERLA A	FI •	6,7	....
MODO B FR	SE	20,42	−0,27
NORSKE SKOGIND-	NO	30,19	....
OUTOKUMPU OY -A	FI •	9,55	....
PECHINEY-A-	FR •	33,15	−1,04
PORTUCEL INDUST	PT •	5,06	.
RAUTARUUKKI K	FI •	6,3	....
RIO TINTO	GB	12,89	−0,35
SIDENOR	GR	23,32	....
SILVER & BARYTE	GR	29,53	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,89	....
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,83	....
SOPORCEL	PT •	10,02	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,70	+0,97
STORA ENSO -A-	FI •	8,9	....
STORA ENSO -R-	FI •	9,2	....
SVENSKA CELLULO	SE	20,14	+0,56
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	8,83	−1,26
UNION MINIERE	BE •	32,77	+2,21
UPM-KYMMENE COR	FI •	25,6	....
USINOR	FR •	12,61	+2,54
VIOHALCO	GR	29,05	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	28,03	−2,19
▶ DJ E STOXX BASI P		[illegible]	[illegible]

CHIMIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
[illegible]	SE	11,65	+0,49
[illegible] -B-	[illegible]	11,72	+2,57
AIR LIQUIDE /RM	FR •	137,5	−0,36
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	34,35	+1,33
BAYER AG	DE •	35	+0,86
BOC GROUP PLC	GB	13,10	+0,92
CIBA SPEC CHEM	CH	72,90	+1,30
CLARIANT N	CH	434,27	−0,29
DEGUSSA-HUELS	DE •	34,8	−0,57
DYNO INDUSTRIER	NO	15,57	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4630,50	+1,09
HENKEL KGAA VZ	DE •	67	−1,47
ICI	GB	8,39	+1,27
KEMIRA	FI •	5,8	....
LAPORTE	GB	8,25	−0,54
LENZING AG	AT •	55,7	+0,36
PERSTORP -B-	SE	9,51	+3,68
SNIA	IT •	1,26	+0,80
SOLVAY	BE •	57,75	+1,67
TESSENDERLO CHE	BE •	44,75	−0,56
▶ DJ E STOXX CHEM P		299,09	+0,79

CONGLOMÉRATS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,30	....
CGIP /RM	FR •	46,8	+1,64
CIR	IT •	0,96	−1,03
D'IETEREN SA	BE •	418	−0,24
GAZ ET EAUX /RM	FR •	41	....
GBL	BE •	169	....
GENL ELECTR CO	GB	8,42	+0,36
GEVAERT	BE •	63	−1,79
HAGEMEYER NV	NL •	28,6	+0,35
INCHCAPE PLC	GB	2,16	+1,41
INVESTOR -A-	SE	40,28	+1,13
INVESTOR -B-	SE	41,07	+1,39
KVAERNER -A-	NO	18,47	....
KVAERNER -B-	NO	13,38	....
LVMH / RM	FR •	227	−1,09
MYTILINEOS HOLD	GR	13,38	....
NORSK HYDRO	NO	37,74	....
OERLIKON-BUEHRL	CH	133,91	−0,47
ORKLA -A-	NO	14,20	....
ORKLA -B-	NO	12,34	....
SONAE INVESTIME	PT •	36,08	....
VEBA AG	DE •	48,4	−0,62
▶ DJ E STOXX CONG P		230,06	−0,03

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,34	+1,59
CABLE & WIRELES	GB	11,48	−0,91
DEUTSCHE TELEKO	DE •	38,05	+0,79
EUROPOLITAN HLD	SE	85,52	−0,26
FRANCE TELECOM	FR •	75,15	+0,33
HELLENIC TELE (	GR	22,51	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	36,75	−0,27
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	41,49	....
SWISSCOM N	CH	383,58	+0,52
TELE DANMARK	DK	91,77	....
TELECEL	PT •	147,5	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,57	−2,74
TELECOM ITALIA	IT •	5,59	+1,64
TELEFONICA	ES •	39,29	....
TIM	IT •	6,25	+0,32
VODAFONE GROUP	GB	17,83	+2,68
▶ DJ E STOXX TCOM P		653,53	+2,07

CONSTRUCTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AALBORG PORTLAN	DK	16,23	....
ACCIONA	ES •	47,49	....
ACESA REG	ES •	11,87	....
AKTOR SA	GR	12,58	....
ASKO OY	FI •	13,4	....
AUMAR R	ES •	19,88	....
AUTOSTRADE	IT •	6,71	−0,59
BCA INTESA	IT •	5,41	−0,92
BICC PLC	GB	1,40	−1,06
BILFINGER & BER	DE •	18	+3,45
BLUE CIRCLE IND	GB	5,40	+0,56
BOUYGUES /RM	FR •	257	....
BPB	GB	4,02	....
CARADON	GB	2,01	−2,19
CBR	BE •	84	+1,02
CHARTER	GB	5,25	−4,37
CIMPOR SGPS R	PT •	25,9	....
COLAS /RM	FR •	176	−1,79
CRH PLC	GB	16,01	+0,28
CRISTALERIA ESP	ES •	47,95	....
DRAGADOS CONSTR	ES •	30,4	....
FOM CON CONTRAT	ES •	57	....
GROUPE GTM	FR •	88,9	−3,37
HANSON PLC	GB	8,33	+0,18
HEIDELBERGER ZE	DE •	56,75	+0,44
HELLTECHNODO.R	GR	10,22	....
HERACLES GENL R	GR	22,88	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	31,4	+2,28
HOLDERBANK FINA	CH	244,04	−0,89
HOLDERBANK FINA	CH	044,37	+0,85
IMETAL /RM	FR •	107,1	+0,09
ITALCEMENTI	IT •	10,15	−0,49
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,64	+0,87
LAFARGE /RM	FR •	84,3	+0,96
MICHANIKI REG.	GR	7,68	....
PARTEK	FI •	9,5	....
PHILIPP HOLZMAN	DE •	116,5	−2,07
PILKINGTON PLC	GB	1,19	−4,82
POTAGUA -B-	DK	18,17	....
RMC GROUP PLC	GB	12,46	+1,97
RUGBY GRP	GB	1,68	....
SAINT GOBAIN /R	FR •	144,5	−1,70
SEMAPA	PT •	16,07	....
SKANSKA -B-	SE	31,45	−0,18
SUPERFOS	DK	12,24	....
TARMAC	GB	1,59	+1,92
TAYLOR WOODROW	GB	2,66	−1,12
TECHNIP /RM	FR •	97,5	−1,42
TITAN CEMENT RE	GR	70,57	....
UNICEM	IT •	9,78	−0,20
URALITA	ES •	8,25	....
VALENCIANA CEM	ES •	8,8	....
WIENERB BAUSTOF	AT •	160,65	−1,20
WILLIAMS	GB	5,94	−1
▶ DJ E STOXX CNST P		187,68	−0,29

CONSOMMATION CYCLIQUE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	224,3	−2,48
ADIDAS-SALOMON	DE •	82,5	−0,16
ALITALIA	IT •	3,11	−1,27
AMER GROUP A	FI •	12,4	....
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	30,15	+0,17
BANG & OLUFSEN	DK	64,59	....
BARRATT DEV PLC	GB	4,40	−0,62
BEAZER GROUP	GB	2,81	−1,76
BENETTON GROUP	IT •	1,67	....
BERKELEY GROUP	GB	9,53	+1,11
BRITISH AIRWAYS	GB	6,33	−2,31
BRYANT GROUP PL	GB	1,98	−0,79
CHARGEURS RM	FR •	49,25	−0,12
CLUB MED. /RM	FR •	82,4	+0,49
COATS VIYELLA	GB	0,65	−2,27
COMPASS GRP	GB	10,96	+0,69
COURTAULDS TEXT	GB	2,36	+1,29
DT.LUFTHANSA N	DE •	20,45	+0,99
ELECTROLUX -B-	SE	18,17	−0,92
EMI GROUP	GB	6,99	+5,42
EURO DISNEY /RM	FR •	1,23	+1,65
FINNAIR	FI •	4,85	....
G WIMPEY PLC	GB	2,42	+2,55
GRANADA GROUP P	GB	18,90	−1,02
HERMES INTL	FR •	74,7	−0,95
HPI	IT •	0,86	−1,52
HUNTER DOUGLAS	NL •	28,5	−1,85
KLM	NL •	25,9	−0,38
LADBROKE GRP	GB	4,28	+2,52
MOULINEX /RM	FR •	10,28	+1,68
NCL HLDG	NO	1,98	....
PATHE /RM	FR •	239,1	+3,46
PENTLAND GRP	GB	1,58	−0,93
PERSIMMON PLC	GB	3,48	−1,28
PREUSSAG AG	DE •	488	−1,81
RANK GROUP	GB	3,38	−0,44
SAIRGROUP N	CH	198,87	−0,31
SAS DANMARK A/S	DK	8,75	....
SEB /RM	FR •	66,6	−2,06
THE SWATCH GRP	CH	575,68	−2,13
THE SWATCH GRP	CH	127,50	−0,85
WILLIAM BAIRD	GB	1,70	+2,73
WILSON BOWDEN	GB	10,34	−0,58
WOLFORD AG	AT •	42,22	−1,63
WWWW UK UNITS	GB	0,74	−2
▶ DJ E STOXX CYC GO P		158,71	−0,57

PHARMACIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	21,66	+2,12
ASTRA -B-	SE	21,55	−2,66
ELAN CORP	GB	63,03	....
GLAXO WELLCOME	GB	32,10	+3,43
HOECHST AG	DE •	38,2	−2,37
NOVARTIS N	CH	1498,26	−0,21
NOVO NORDISK B	DK	103,61	....
ORION A	FI •	20,75	....
ORION B	FI •	19,97	....
RHONE POUL./RM	FR •	41,5	−0,95
ROCHE HOLDING	CH	16519,62	....
ROCHE HOLDING G	CH	11344,72	+0,44
SANOFI /RM	FR •	156,5	+0,32
SCHERING AG	DE •	108,65	−2,04
SMITHKLINE BEEC	GB	13,16	−1,90
ZENECA GROUP	GB	44,95	+3,06
▶ DJ E STOXX PHAR P		[illegible]	−0,76

(Publicité)

ÉNERGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	7,37	....
BG	GB	5,54	+1,37
BP AMOCO	GB	15,64	−2,16
BURMAH CASTROL	GB	14,05	−1,05
CESPA	ES •	31,25	....
ELECTRAFINA	BE •	107,5	....
ELF AQUITAINE /	FR •	124,8	−0,79
ENI	IT •	5,88	−0,34
ENTERPRISE OIL	GB	5,34	−0,28
F.OLSEN ENERGY	NO	7,37	....
LASMO	GB	1,95	+3,17
OCEAN RIG	NO	0,32	....
OMV AG	AT •	81,3	−0,73
PETROFINA SA BR	BE •	493	−2,76
PETROLEUM GEO-S	NO	14,14	....
PRIMAGAZ /RM	FR •	70,35	−2,16
PROSAFE	NO	7,61	....
REPSOL	ES •	47,7	....
ROYAL DUTCH CO	NL •	48,45	−1,62
SAGA PETROLEUM	NO	10,12	....
SAIPEM	IT •	3,6	....
SHELL TRANSP &	GB	6,20	−0,36
SMEDVIG -A-	NO	10,36	....
TOTAL /RM	FR •	111,7	−2,10
▶ DJ E STOXX ENGY P		[illegible]	[illegible]

SERVICES FINANCIERS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	9,55	+0,95
ALMANIJ	BE •	64,8	+0,62
ALPHA FINANCE	GR	32	....
AMVESCAP	GB	9,59	+0,63
BAIL INVEST /RM	FR •	124	+1,14
BPI-SGPS R	PT •	28,15	....
BRITISH LAND CO	GB	7,92	−1,31
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,66	−0,79
COBEPA	BE •	61,6	−0,32
CORP FIN ALBA -	ES •	132,5	....
CPR /RM	FR •	39	−1,02
CS GROUP N	CH	172,08	−0,36
EURAFRANCE /RM	FR •	444	−0,22
FONCIERE LYONNA	FR •	124	+0,81
GECINA /RM	FR •	104,5	+0,38
HAMMERSON	GB	6,24	−0,46
IMMEUBLES FRANC	FR •	15,76	−1,50
KAPITAL HOLDING	DK	38,35	....
LAND SECURITIES	GB	12,26	−0,12
LIBERTY INT.HDC	GB	6,47	−0,69
MEDIOBANCA	IT •	12,3	−1,20
MEDIOLANUM	IT •	6,03	−1,73
MEPC PLC	GB	6,50	−0,92
METROVACESA	ES •	21,65	....
MEDIOLANUM	NL •	6,03	−1,79
PARIBAS	FR •	103,8	+0,19
PROVIDENT FIN	GB	14,30	+2,36
RODAMCO NV	NL •	21,4	−0,47
SCHRODERS PLC	GB	21,72	+1,19
SEFIMEG N /RM	FR •	58,45	−5,39
SIMCO N /RM	FR •	81,3	+0,37
SLOUGH ESTATES	GB	4,78	....
SOPHIA /RM	FR •	34,7	−0,14
UNIBAIL /RM	FR •	115,5	[illegible]
UNIM	IT •	0,48	....
VALLEHERMOSO	ES •	9,8	....
WOOLWICH PLC	GB	5,79	+1,21
▶ DJ E STOXX FINS P		252,88	−0,04

ALIMENTATION ET BOISSONS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,96	+0,65
ASSOCIATE BRIT	GB	6,65	+2,31
BASS	GB	12,80	+1,19
BBAG OE BRAU-BE	AT •	41	−2,38
BONGRAIN /RM	FR •	346	−0,40
BRAU-UNION	AT •	48,1	−0,41
CADBURY SCHWEPP	GB	13,51	−0,44
CARLSBERG -B-	DK	37,41	....
CARLSBERG AS -A	DK	37,54	....
CHR. HANSEN HLD	DK	92,17	....
CULTOR -1-	FI •	17,7	....
DANISCO	DK	42,39	....
DANONE /RM	FR •	235	−0,04
DELTA DAIRY	GR	14,27	....
DIAGEO	GB	10,40	....
ELAIS OLEAGINOU	GR	19,48	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	135,7	−1,09
GREENCORE GROUP	GB	3,14	....
HEINEKEN	NL •	46,9	+0,43
HELLENIC BOTTLI	GR	27,62	....
HELLENIC SUGAR	GR	8,09	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	33	....
KERRY GRP-A-	GB	12,34	....
MONTEDISON	IT •	0,94	−2,08
NESTLE N	CH	1671,36	−0,67
PARMALAT	IT •	1,34	+1,52
PERNOD RICARD /	FR •	58,25	−0,85
RAISIO GRP K	FI •	8,08	....
RAISIO GRP V	FI •	8,59	....
RIEBER & SON -B	NO	5,27	....
TATE & LYLE	GB	6,32	−1,20
UNICER R	PT •	19,7	....
UNIGATE PLC	GB	6,57	−0,45
UNILEVER	NL •	64,4	−1,23
UNILEVER	GB	8,46	−2,59
▶ DJ E STOXX F & BV P		231,6	−0,96

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	11,59	+0,98
ABB AB -B-	SE	11,59	+0,96
ABB BADEN	CH	1230,21	−0,41
ADECCO CHESEREY	CH	468,06	−0,45
ALSTOM	FR •	27,1	−1,45
ALUSUISSE LON G	CH	1017,46	−0,12
ASSOC BR PORTS	GB	4,10	−3,19
ATLAS COPCO -A-	SE	24,87	−0,90
ATLAS COPCO -B-	SE	24,64	+0,46
ATTICA ENTR SA	GR	7,90	....
BAA	GB	10,43	+0,72
BBA GROUP PLC	GB	6,29	−0,95
BERGESEN	NO	12,70	....
BONHEUR	NO	20,37	....
CMB	BE •	35,7	−1,08
CMG	GB	25,23	−4,65
COOKSON GROUP P	GB	2,18	+0,69
DAMPSKIBS -A-	DK	6593,38	....
DAMPSKIBS -B-	DK	6929,77	....
DAMSKIBS SVEND	DK	9822,79	....
DELTA PLC	GB	2,13	−2,07
DET SONDENFJ NO	NO	6,29	....
ELECTROCOMPONEN	GB	6,83	−0,22
EQUANT NV	DE •	72	....
FINNLINES	FI •	26,95	....
FKI	GB	2,34	−0,64
FLS IND.B	DK	18,17	.
FLUGHAFEN WIEN	AT •	39	−0,46
GKN	GB	14,33	+0,95
GLYNWED INTL PL	GB	2,84	−2,07
HALKOR	GR	8,38	....
HAYS	GB	9,62	−0,77
HEIDELBERGER DR	DE •	49,5	....
HELLAS CAN SA P	GR	20,53	....
IFIL	IT •	3,63	+0,28
IMI PLC	GB	3,93	−0,76
ISS INTL SERV-B	DK	60,15	....
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,63	....
KON.NEDLLOYD	NL •	21,25	−0,93
KONE B	FI •	97,5	....
LAHMEYER	DE •	46,81	....
LEGRAND /RM	FR •	191	−1,30
LEIF HOEGH	NO	10,54	....
LINDE AG	DE •	534	+0,95
MAN AG	DE •	26,3	+1,35
MANNESMANN AG	DE •	118,3	....
METALLGESELLSCH	DE •	17,5	−0,57
METRA A	FI •	20,3	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,24	+0,47
NFC	GB	2,04	−1,45
NKT HOLDING	DK	67,95	.
OCEAN GROUP	GB	14,05	+0,54
PENINS.ORIENT.S	GB	12,46	+0,79
PREMIER FARNELL	GB	3,14	−3,24
RAILTRACK	GB	20,55	−3,73
RANDSTAD HOLDIN	NL •	41,6	....
RATIN -A-	DK	182,82	....
RATIN -B-	DK	156,85	....
RAUMA OY	FI •	10,75	....
RENTOKIL INITIA	GB	5,76	....
REXAM	GB	3,05	−1,46
REXEL /RM	FR •	73,95	−0,14
RHI AG	AT •	25	−0,79
RIETER HLDG N	CH	526,88	....
SANDVIK -A-	SE	18,57	+0,61
SANDVIK -B-	SE	18,68	+1,22
SAURER ARBON N	CH	471,18	+1,76
SCANIA AB -A-	SE	24,98	−0,80
SCANIA AB -B-	SE	25,21	−0,67
SCHINDLER HOLD	CH	1445,47	+0,46
SCHINDLER HOLD	CH	1533,07	−1,80
SCHNEIDER /RM	FR •	50,85	−0,76
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,09	....
SECURICOR	GB	8,80	+3,10
SECURITAS -B-	SE	14,57	−0,39
SGS GENEVA BR	CH	763,41	+0,08
SHANKS & MCEWAN	GB	2,78	[illegible]
SIDEL /RM	FR	71,75	[illegible]
BTR SIEBE	GB	4,20	−1,45
SITA /RM	FR •	211,8	+1,34
SKF -A-	SE	12,60	−3,03
SKF -B-	SE	13,33	−1,28
SOPHUS BEREND -	DK	26,37	....
SOPHUS BERENDS	DK	25,57	....
STORK NV	NL •	18,05	−0,55
SULZER FRAT.SAI	CH	591,95	+0,11
SVEDALA	SE	18,09	−0,35
SVENDBORG -A-	DK	8284,55	....
T.I.GROUP PLC	GB	5,99	−0,75
TOMRA SYSTEMS	NO	34,50	....
UNITOR	NO	8,51	....
VA TECHNOLOGIE	AT •	67,89	−1,56
VALMET	FI •	10,65	....
▶ DJ E STOXX IND GO P		315,57	+0,37

ASSURANCES

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	50,05	+0,10
ALLEANZA ASS	IT •	11,05	....
ALLIANZ AG	DE •	276	−2,13
ALLIED ZURICH	GB	12,86	+3,68
ASPIS PRONIA GE	GR	14,58	....
AXA /RM	FR •	124,1	−1,06
CGU	GB	14,30	−2,36
CNP ASSURANCES	FR •	24,1	−1,02
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,35	....
ERGO VERSICHERU	DE •	121	−3,97
ETHNIKI GEN INS	GR	47,41	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,16	−0,36
FORSIKRING CODA	DK	104,96	....
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	37,1	....
GENERALI HLD VI	AT •	184,2	−0,92
INA	IT •	2,73	−2,50
IRISH LIFE	GB	9,02	....
LEGAL & GENERAL	GB	10,84	−1,77
MUENCH RUECKVER	DE •	183	−2,14
NORWICH UNION	GB	6,48	+0,47
POHJOLA GRP.B	FI •	49	....
PRUDENTIAL CORP	GB	12,20	+0,12
RAS	IT •	9,62	−0,72
ROYAL SUN ALLIA	GB	8,79	....
SAMPO -A-	FI •	29	....
SWISS RE N	CH	2056,19	−0,34
SEGUROS MUNDIAL	PT •	26,41	....
SKANDIA FOERSAE	SE	17,50	+1,63
STOREBRAND	NO	6,83	.
SWISS LIFE BR	CH	594,48	+0,74
TOPDANMARK AS	DK	170,97	.
TRYG-BALTICA	DK	26,24	.
ZURICH ALLIED N	CH	598,84	+1,06
▶ DJ E STOXX INSU P		[illegible]	−0,64

MÉDIAS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,13	+1,31
CANAL PLUS /RM	FR •	272,8	+0,41
CARLTON COMMUNI	GB	9,17	+0,49
ELSEVIER	NL •	13,95	+1,09
HAVAS ADVERTISI	FR •	178	−0,84
INDEPENDENT NEW	IR •	4,2	....
LAGARDERE SCA N	FR •	29,35	−2,46
MEDIASET	IT •	8,46	−2,67
PEARSON	GB	21,21	+0,36
REED INTERNATIO	GB	6,54	+1,07
REUTERS GROUP	GB	13,76	+2,23
SCHIBSTED	NO	11,02	....
TELEWEST COMM.	GB	4,13	+1,85
TF1	FR •	175	+0,63
UNITED NEWS & M	GB	6,76	−1,16
WOLTERS KLUWER	NL •	168,3	+0,18
WPP GROUP	GB	6,18	+1,11
▶ DJ E STOXX MEDIA P		[illegible]	−0,96

BIENS DE CONSOMMATION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	35,5	....
ASDA GROUP PLC	GB	2,30	+0,66
ATHENS MEDICAL	GR	19,69	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	62,95	+0,88
BEIERSDORF AG	DE •	69	−0,73
BIC /RM	FR •	48,06	−1,42
BRIT AMER TOBAC	GB	7,58	−1,94
CASINO GP /RM	FR •	80,65	−1,89
CFR UNITS -A-	CH	1501,78	−2,44
CPT MODERNES /R	FR •	513	....
DELHAIZE	BE •	85,85	+0,06
ESSILOR INTL /R	FR •	314	+1,62
ETS COLRUYT	BE •	643	+6,11
FYFFES	GB	2,18	....
GIB	BE •	35,66	−2,17
GOODYS	GR	23,78	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,56	−0,47
KESKO OY	FI •	13,89	....
L'OREAL /RM	FR •	593,5	+1,28
MODELO CONTINEN	PT •	19,4	....
PAPASTRATOS CIG	GR	14,42	....
PROMODES /RM	FR •	569	+0,53
RECKITT & COLMA	GB	10,24	+1,49
SAFEWAY	GB	3,77	−2,87
SAINSBURY J. PL	GB	5,75	+0,26
SEITA /RM	FR •	60,5	−3,89
SMITH & NEPHEW	GB	2,30	+1,32
STAGECOACH HLDG	GB	3,36	+0,90
TABACALERA REG	ES •	18,77	....
TAMRO	FI •	4	....
TESCO PLC	GB	2,49	....
TNT POST GROEP	NL •	27,75	−0,54
▶ DJ E STOXX N CY G P		456,26	+0,38

COMMERCE DISTRIBUTION

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,15	+0,96
BOOTS CO PLC	GB	13,37	−0,11
CARREFOUR /RM	FR •	708,5	−0,77
CASTO.DUBOIS /R	FR •	191,8	−1,24
CENTROS COMER P	ES •	18,61	....
CONTINENTE	ES •	25,76	....
DIXONS GROUP PL	GB	19,89	+0,31
GEHE AG	DE •	43,05	+2,01
GREAT UNIV STOR	GB	10,22	−0,29
GUILBERT /RM	FR •	139,9	−0,07
HENNES & MAURIT	SE	70,55	+1,13
JERONIMO MARTIN	PT •	33	....
KARSTADT AG	DE •	331	+0,15
KINGFISHER	GB	11,83	+1,03
MARKS & SPENCER	GB	6,02	−1,23
METRO	DE •	58	+0,05
NEXT PLC	GB	10,67	+0,85
PINAULT PRINT./	FR •	149,7	+1,29
RINASCENTE	IT •	7,4	−2,55
STOCKMANN A	FI •	19,99	....
VALORA HLDG N	CH	213,69	−1,87
W.H SMITH GRP	GB	10,04	+0,75
WOLSELEY PLC	GB	6,92	−1,50
▶ DJ E STOXX RETL P		342,67	−0,05

HAUTE TECHNOLOGIE

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	107,1	+0,56
ALTEC SA REG.	GR	12,70	....
ASK PROXIMA	NO	5,51	....
BAAN COMPANY	NL •	8,2	−1,80
BARCO	BE •	158	+0,56
BOWTHORPE	GB	6,45	+0,70
BRITISH AEROSPA	GB	8,25	+1,21
BRITISH BIOTECH	GB	0,28	....
CAP GEMINI /RM	FR •	150	−3,29
COLOPLAST B	DK	97,56	....
COLT TELECOM NE	GB	17,44	[illegible]
DASSAULT SYST./	FR •	33,95	−1,02
ERICSSON A	SE	24,19	+0,54
[illegible]	[illegible]	3,92	−1,66
FRESENIUS MED C	DE •	54,7	−2,52
GAMBRO -A-	SE	8,89	....
GAMBRO -B-	SE	9,06	+0,52
GETRONICS	NL •	33,75	−1,32
GN GREAT NORDIC	DK	30,28	....
INSTRUMENTARIUM	FI •	30	....
INTRACOM R	GR	54	....
KON. PHILIPS EL	NL •	76,2	+0,99
MERKANTILDATA	NO	5,33	....
MISYS	GB	9,31	−2,67
NERA ASA	NO	1,87	....
NETCOM ASA	NO	29,35	....
NOKIA -A-	FI •	149,1	....
NOKIA -K-	FI •	149	....
NYCOMED AMERSHA	GB	8,09	+0,75
OCE	NL •	23,05	+0,22
OLIVETTI	IT •	2,84	−2,07
RACAL ELECT CON	GB	5,89	....
RADIOMETER -B-	DK	40,06	....
ROLLS ROYCE	GB	3,96	−0,23
SAGEM	FR •	500	−1,86
SAP AG	DE •	258	−2,82
SAP VZ	DE •	299	−2,69
SEMA GROUP	GB	10,52	....
SIEMENS AG	DE •	80,1	−2,91
SIRTI	IT •	5,43	−1,27
SMITHS IND PLC	GB	13,49	−1,21
STMICROELEC SIC	FR •	90,2	−1,50
TANDBERG DATA A	NO	4,36	....
THOMSON CSF /RM	FR •	22	−1,05
WILLIAM DEMANT	DK	59,88	....
ZODIAC /RM	FR •	153,3	−1,19
▶ DJ E STOXX TECH P		390,69	−0,57

SERVICES COLLECTIFS

Valeur	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	11,39	−0,13
BRITISH ENERGY	GB	8,25	−0,64
CENTRICA	GB	1,68	+1,82
EDISON	IT •	8,69	−1,88
ELECTRABEL	BE •	333,3	+0,39
ELECTRIC PORTUG	PT •	18,28	....
ENDESA	ES •	23,38	....
EVN	AT •	120,5	+0,04
GAS NATURAL SDG	ES •	85,5	....
HAFSLUND -A-	NO	5,63	....
HAFSLUND -B-	NO	3,65	....
IBERDROLA	ES •	13,72	....
ITALGAS	IT •	4,46	−0,69
NATIONAL GRID G	GB	6,93	+2,44
NATIONAL POWER	GB	7,14	−0,21
OESTERR ELEKTR	AT •	148,18	+0,33
POWERGEN	GB	10,30	−0,15
SCOT POWER	GB	8,10	−0,55
SEVERN TRENT	GB	12,83	+0,35
SUEZ LYON EAUX/	FR •	172,9	+0,36
SYDKRAFT -A-	SE	25,21	....
SYDKRAFT -C-	SE	16,99	−0,67
THAMES WATER	GB	14,08	−0,53
TRACTEBEL	BE •	146	....
UNION EL-FENOSA	ES •	13,83	....
UNITED UTILITIE	GB	11,26	−0,53
VIAG	DE •	500	−2,13
VIVENDI/RM	FR •	229	+0,48
▶ DJ E STOXX PO SUP P		[illegible]	+0,23

EURO NOUVEAU MARCHÉ

01/04 12 h 36 ▶

AMSTERDAM

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	25,1	−1,57
ANTONOV	0,65	−2,99
C/TAC	12	....
CARDIO CONTROL	8,95	−0,56
CSS	13,75	+0,36
HITT NV	6,65	.
INNOCONCEPTS NV	19,6	−1
NEDGRAPHICS HOLD	12,55	+1,64
POLYDOC	2,25	+2,27
PROLION HOLDING	86	....
RING ROSA	8,6	−2,22
RING ROSA WT	0,8	....
UCC HOLDING NV	13,15	−1,13

BRUXELLES

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,07	+0,49
FARDEM BELGIUM ABC	21,95	−0,23
INTERNOC HLD	4,09	−0,49
INTL BRACHYTHER B	12,4	−0,80
LINK SOFTWARE B	11	....
PAYTON PLANAR	2,49	−0,40
SYNERGIA	8,2	....

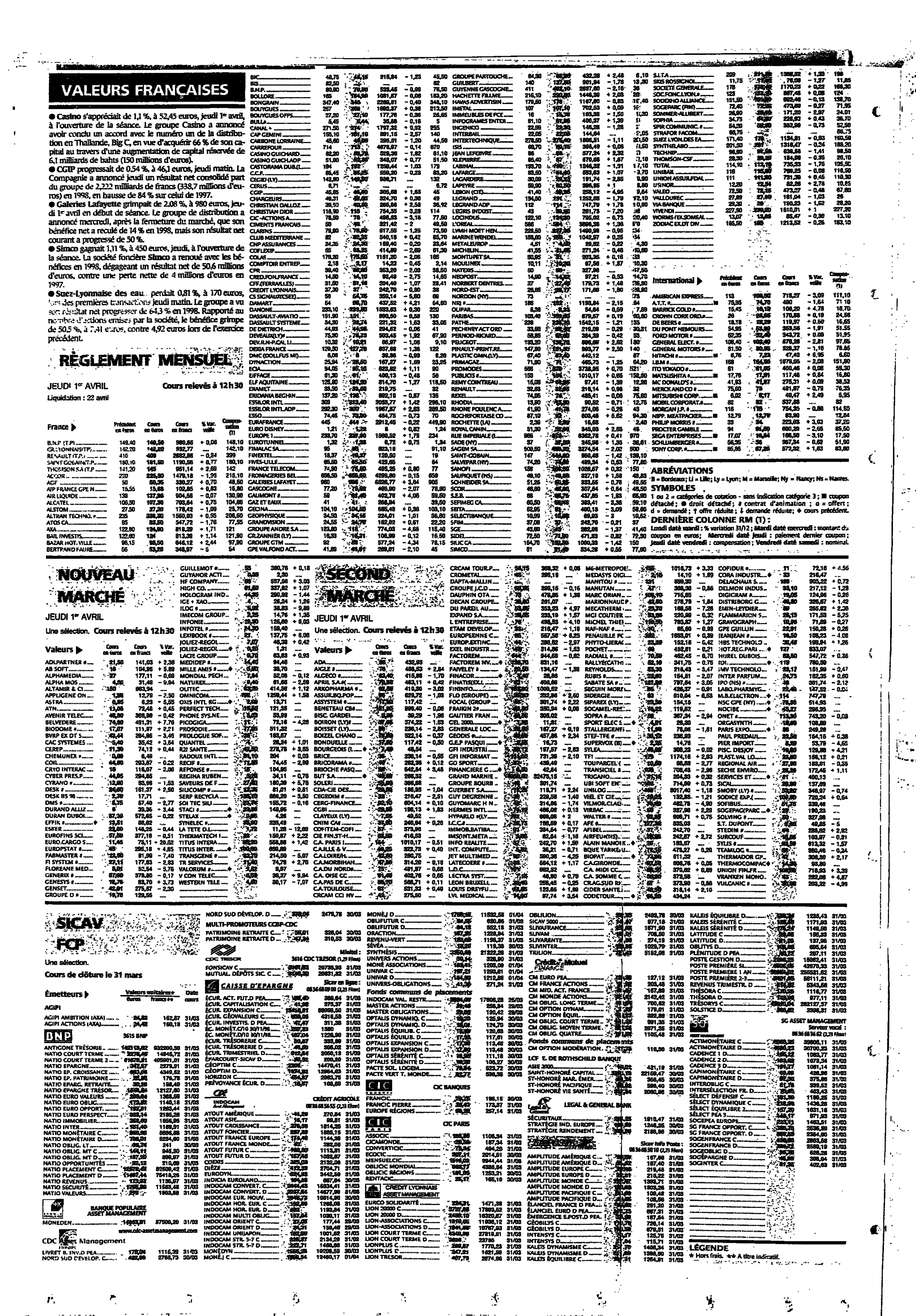
FRANCFORT

Valeur	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	112	−1,97
AIXTRON	193,55	−3,66
AUGUSTA BETEILIGUN	51,5	−1,60
BB BIOTECH ZT-D	33	−1,49
BB MEDTECH ZT-D	13,2	+4
BERTRANDT AG	58	−4,13
BETA SYSTEMS SOFTW	16,9	−3,43
CE COMPUTER EQUIPM	148	+2,10
CE CONSUMER ELECTR	285	+0,35
CENIT SYSTEMHAUS	220	−1,35
DRILLISCH	128,5	−1,15
EDEL MUSIC E 98	333	....
ELSA	69,75	−5,10
EM.TV & MERCHANDI	787	−2,29
EUROMICRON	25,5	−0,78
GRAPHISOFT NV	18,2	+1,11
HOEFT & WESSEL	154	+0,65
HUNZINGER INFORMAT	100	−5,66
INFOMATEC	246	−3,53
INTERSHOP COMMUNIC	174,5	+0,29
KINOWELT MEDIEN	160	....
LHS GROUP	28,7	[illegible]
LINTEC COMPUTER	135	−2,92
LOESCH UMWELTSCHUT	7,4	−5,54
MENSCH UND MASCHIN	40,6	−0,98
MOBILCOM	239	....
MUEHL PRODUCT & SE	16,5	−2,65
MUEHLBAUER HOLDING	68	−13,73
PFEIFFER VACU TECH	35,8	−0,78
PLENUM	119	−6,48
PSI	68,5	−2,64
QIAGEN NV	63,5	−0,78
REFUGIUM HOLDING A	33,7	−2,32
SACHSENRING AUTO	15,6	....
SALTUS TECHNOLOGY	29,8	−1,32
SCM MICROSYSTEMS	58,35	+3,64
SER SYSTEME	335	−0,74
SERO ENTSORGUNG	7,05	−24,19

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.





VALEURS FRANÇAISES

● **Casino** s'appréciait de 1,1 %, à 52,45 euros, jeudi 1er avril, à l'ouverture de la séance. Le groupe Casino a annoncé avoir conclu un accord avec le numéro un de la distribution en Thaïlande, Big C, en vue d'acquérir 66 % de son capital au travers d'une augmentation de capital réservée de 6,1 milliards de bahts (150 millions d'euros).

● **CGIP** progressait de 0,54 %, à 46,1 euros, jeudi matin. La Compagnie a annoncé jeudi un résultat net consolidé part du groupe de 2,222 milliards de francs (338,7 millions d'euros) en 1998, en hausse de 84 % sur celui de 1997.

● **Galeries Lafayette** grimpait de 2,08 %, à 980 euros, jeudi 1er avril en début de séance. Le groupe de distribution a annoncé mercredi, après la fermeture du marché, que son bénéfice net a reculé de 14 % en 1998, mais son résultat net courant a progressé de 50 %.

● **Simco** gagnait 1,11 %, à 450 euros, jeudi, à l'ouverture de la séance. La société foncière **Simco** a renoué avec les bénéfices en 1998, dégageant un résultat net de 50,6 millions d'euros, contre une perte nette de 4 millions d'euros en 1997.

● **Suez-Lyonnaise des eaux** perdait 0,81 %, à 170 euros, lors des premières transactions jeudi matin. Le groupe a vu son résultat net progresser de 64,3 % en 1998. Rapporté au nombre d'actions émises par la société, le bénéfice grimpe de 50,5 %, à 7,41 euros, contre 4,92 euros lors de l'exercice précédent.

RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 1er AVRIL — **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 22 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P.)	149,40	149,50	980,66	+ 0,06	149,10
CR.LYONNAIS(TP)	142,20	142,20	932,77	....	142,10

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
I.B.M #	168	164,85	1078,05	– 2,08	151,80
ITO YOKADO #	61	61,05	400,46	+ 0,08	59,30
MATSUSHITA # ■	17,76	17,91	117,48	+ 0,84	16,80
MC DONALD'S #	41,93	41,97	275,31	+ 0,09	38,52
MERCK AND CO #	75,60	75	491,97	– 0,79	76,35
MITSUBISHI CORP. ■	6,02	6,17	40,47	+ 2,49	5,95
MOBIL CORPORAT.#	82	82	537,88	....	82
MORGAN J.P. #	116	115	754,35	– 0,86	114,60
NIPP. MEATPACKER ■	12,79	12,79	83,90	....	12,84
PHILIP MORRIS #	33	34	223,03	+ 3,03	37,20
PROCTER GAMBLE	94	91,50	600,20	– 2,65	85,50
SEGA ENTERPRISES ■	17,07	16,54	108,50	– 3,10	17,50
SCHLUMBERGER #	56,35	56	367,34	– 0,62	51,90
SONY CORP. # ■	85,85	87,25	572,32	+ 1,63	83,80

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 1er AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SECOND MARCHÉ

JEUDI 1er AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

COFIDUR #	11	72,16	+ 4,56
CORA INDUSTR. ◆	33	216,47	....
DELACHAUX S.	138	905,22	+ 0,72
DELMON INDUS.	33,10	217,12	– 1,28
DIGIGRAM #	19,05	124,96	– 0,26
DISTRIBORG G.	49,80	326,67	+ 1,42
EMIN-LEYDIER	39	255,82	+ 2,36
FLAMMARION S.	26,15	171,53	– 5,25
GRAVOGRAPH	10,96	71,89	– 0,27
GPE GUILLIN	22,91	150,28	+ 0,26
JEANJEAN #	16,50	108,23	– 4,08

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 31 mars

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

هكذا من الأصل

DISPARITIONS

Viatcheslav Tchornovil

Du goulag à l'Ukraine indépendante

FIGURE-CLÉ des luttes ukrainiennes pour l'indépendance, quand celles-ci n'étaient pas encore récupérées par les apparatchiks locaux, Viatcheslav Tchornovil, soixante et un ans – dont quatorze passés dans les geôles soviétiques – est mort, vendredi 26 mars, dans un accident de voiture près de Kiev. Lundi 29 mars, des dizaines de milliers d'Ukrainiens lui ont rendu hommage : à Kiev, en présence du président Koutchma, et à Lvov, cœur du nationalisme ukrainien. Dans la capitale, la circulation a été bloquée plusieurs heures par des milliers de personnes de tous âges, portant des drapeaux ukrainiens et cosaques et chantant des chants funèbres.

Son chauffeur, au volant d'une Toyota violemment heurtée dans la nuit par un camion sur une route sombre, a également été tué sur le coup. Le troisième passager, Dmitro Ponamarchuk, responsable pour la presse du mouvement nationaliste Roukh créé par Viatcheslav Tchornovil, a été blessé. Un mois plus tôt, le Roukh a connu la première scission de son histoire, certains membres accusant son dirigeant d'autoritarisme. Celui-ci prit alors la tête de ce qui fut appelé le « Mouvement populaire Roukh n° 1 ».

UN ACCIDENT TRAGIQUE

Le candidat que le Roukh avait désigné à l'élection présidentielle prévue en octobre, Guenadi Oudovenko, a expliqué qu'il suivait dans un autre véhicule celui de Viatcheslav Tchornovil, après une rencontre avec des électeurs au sud-est de Kiev, et que seule la thèse de l'accident tragique pouvait être retenue. Guenadi Oudovenko est un diplomate de carrière qui a néanmoins rejoint le Roukh-1, restant ainsi fidèle à l'ancien dissident.

Né le 24 décembre 1937 en Ukraine centrale, dans un village à peine sorti de la famine organisée par Staline et où ses parents étaient enseignants, Viatcheslav Tchornovil devint étudiant et journaliste, avant d'être chassé d'un journal de Lvov, en Ukraine occidentale, pour avoir refusé de témoigner à charge dans un procès politique. Devenu dissident et auteur de deux livres publiés en Occident, il est arrêté en 1967 et condamné à trois ans de prison. En 1972, il est à nouveau arrêté comme rédacteur d'une publication clandestine et condamné à six ans de prison et trois ans d'exil, qu'il passera en Yakoutie, pour *« agitation et propagande antisoviétique »*. Dès sa libération, il est à nouveau condamné à cinq ans de prison, mais est libéré en 1983.

PLÉBISCITÉ DANS L'OUEST

De ses années de camps, l'homme aux yeux bleus étonnamment jeunes avait gardé un cœur fragile, mais débordait d'énergie et d'enthousiasme, sans cesser un instant de militer pour développer le *samizdat* en langue ukrainienne, réhabiliter l'histoire du pays et ses sentiments nationaux.

Le premier mouvement réclamant ouvertement l'indépendance de l'Ukraine, le Roukh, est son œuvre. Créé officiellement en 1989, il présente Tchornovil à la première élection présidentielle de l'Ukraine indépendante, en 1991. Il est plébiscité en Ukraine occidentale et remporte 23 % des voix au niveau national, derrière le tenant de la fonction Leonid Kravtchouk, ancien chef communiste de la République soviétique. En 1994, ce dernier cède la place à un autre ex-communiste, Leonid Koutchma, et, aux législatives tenues dans la foulée, le Roukh n'obtient plus qu'une trentaine de sièges sur quatre cent cinquante.

Comme dans tous les pays de l'ex-bloc soviétique, l'heure n'est plus au radicalisme national, quand les Ukrainiens pensaient qu'il leur suffirait de cesser de nourrir l'URSS pour « décoller ». Viatcheslav Tchornovil a pourtant su prendre le tournant, se rapprochant du pouvoir contre le nouveau « radicalisme » qui menace l'Ukraine, celui du discours anti-occidental des communistes qui masque, le plus souvent, les intérêts mafio-oligarchiques de l'espace postsoviétique.

Sophie Shihab

Michel Etcheverry

Une carrière de tragédien

LE COMÉDIEN Michel Etcheverry, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, est mort, mercredi 31 mars, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

La première activité professionnelle de Michel Etcheverry, né à Saint-Jean-de-Luz le 16 décembre 1919, fut l'enseignement. Après des études à l'Ecole normale de Saint-André-de-Cubzac (Gironde), il avait été nommé en 1940 instituteur à Saint-Sulpice-de-Faleyrens, près de Saint-Emilion. Renvoyé de son poste pour avoir omis d'apprendre à ses élèves la chanson *Maréchal nous voilà*, il s'inscrit au Conservatoire national d'art dramatique à Paris, où il rencontre notamment Robert Hirsch et François Chaumette. Il en sort avec un 2e prix de comédie.

De 1945 à 1951, il est régisseur, puis comédien de la troupe de Louis Jouvet. Celui-ci restera toute sa vie son modèle. Avec lui, il devait interpréter notamment Molière (*Tartuffe, Dom Juan*), Giraudoux (*La Folle de Chaillot*), Anouilh (*L'Alouette*), Sartre (*Le Diable et le Bon Dieu*), Bernard Shaw (*Pygmalion*). Il obtient un de ses grands succès dans les théâtres privés en 1957, en jouant durant deux saisons le rôle du père dans une adaptation du *Journal d'Anne Frank*, au Théâtre Montparnasse. En 1960, il est Anne Vercors dans *L'Annonce faite à Marie*, de Claudel, au Théâtre de l'Œuvre.

En 1961, il entre à la Comédie-Française comme pensionnaire. Il en devient sociétaire en 1964 et sociétaire honoraire en 1984, après une carrière de tragédien et interprète privilégié de Corneille, de Racine, de Shakespeare, et surtout de Montherlant (*Le Maître de Santiago* et *Le Cardinal d'Espagne*). En 1991, il faisait revivre le *Bloc-Notes*, de François Mauriac, sous la direction de Jean-Louis Thamin au Studio des Champs-Elysées, et devait jouer encore, durant la saison 1992-1993, au La Bruyère avec la troupe de Laurent Terzieff, dans *Temps contre temps*, de l'Anglais Ronald Harwood.

Ce mystique au physique altier interpréta nombre de personnages ayant la foi et envisagea même au début des années 80 d'entrer dans les ordres. Il revint finalement au théâtre pour interpréter notamment *Le Mystère de la joie* de l'abbé Pierre.

■ **JOE WILLIAMS**, chanteur américain de jazz, est mort, lundi 29 mars, dans une rue de Las Vegas, à sa sortie d'un hôpital où il était soigné pour des troubles respiratoires. Il était âgé de quatre-vingts ans. Joe Williams, dont le vrai nom était Joseph Goreed, est né le 12 décembre 1918 à Cordele (Etat de Géorgie). Il fait ses débuts de musicien, encore enfant, comme pianiste et chanteur de spirituals dans les églises. C'est à Chicago, où sa famille avait déménagé, qu'il rejoint le saxophoniste Jimmie Noone, en 1937. D'autres solistes de jazz le sollicitent comme le trompettiste Louis Armstrong, le pianiste Fats Waller et le saxophoniste Coleman Hawkins. Mais c'est surtout avec le grand orchestre du pianiste Count Basie que Joe Williams connaît sa plus grande popularité. Il succède définitivement en 1954 à Jimmy Rushing, dont les prestations enflammées sont alors dans toutes les mémoires. Crooner, chanteur de blues dont l'intensité rappelle sa pratique des chants du gospel, Joe Williams quitte le Big Band de Basie au début des années 60. Il se tourne alors vers un répertoire de grande variété populaire, retournant ponctuellement auprès de Basie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patrick et Flore THOMAS
sont heureux d'annoncer la naissance de

Joseph,

le 21 mars 1999.

Jean Jacques WORMSER,
Laurence
WORMSER-BOURDILLON,
leurs enfants Alexandre et Valentine
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils et frère,

Vincent.

108, rue Thiers,
92100 Boulogne.

Anniversaires de naissance

– Quatre filles et une femme.
C'est là ma quintessence.
Ma famille est ma religion et
Ma femme est mon Dieu.
Elle est née, en ce jour béni du 2 avril 1939.
Santé et félicité,

Manotte chérie,

pour tes douze lustres.

Décès

– M. Robert Bakouch,
Brigitte, Guy, Aurélie et Valentin Le Noach,
Mme Denise Com,
M. et Mme Bernard Com
et leurs enfants,
M. et Mme Joël Sestillange
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Michel Saint
et leurs enfants,
Les familles Bakouch et Com,
ont la tristesse de faire part du décès de

Anne-Marie BAKOUCH,
née COM,

survenu le 30 mars 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu à son domicile, le vendredi 2 avril, à 12 heures (14, rue de Châtillon, Paris-14e), suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 30 (chemin du Dragon, allée 27).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paul BLANCHARD,
maître de conférence d'informatique
à l'université Paris-V,

est décédé le 25 mars 1999, à Paris, à l'âge de quarante-huit ans.

Sa famille et ses amis sont dans la peine.

Ils n'oublieront jamais l'homme qu'ils ont aimé et avec lequel ils ont eu la chance de partager des moments intenses.

Selon sa volonté, il sera incinéré le vendredi 2 avril, à 15 h 15, au Père-Lachaise.

– Le conseil d'administration de l'OSE,
La direction générale,
Et tous ses amis,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Simon BOTH,
directeur d'institutions.

Il était l'élégance, la culture, la générosité, un maître.

– Dans la sereine dignité, l'amour des autres, l'espérance et la foi,

Georgette, Michèle DARGE,
née GIRARD,
croix de la valeur militaire,

s'est endormie doucement, le 31 mars 1999, à l'âge de soixante et un ans, trop vite enlevée à la profonde affection de
Philippe Darge,
son époux,
Fabienne et Lucien,
François-Xavier et Gaëlle,
ses enfants,
Micheline Girard,
sa maman,
Annie, Mireille, Danielle, Bernard, Claude, Jean-Michel, Pierre, Michel,
ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants,
Toute la famille et ses nombreux amis.

La cérémonie sera célébrée en l'église de Clénay (Côte-d'Or), le vendredi 2 avril, à 15 heures.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière de Clénay.

21, Grande-Rue,
21490 Clénay.

– Les enseignants,
Les étudiants,
Le personnel de l'Ecole d'architecture de Versailles,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Françoise DIVORNE,
enseignant chercheur
à l'Ecole d'architecture.

Les obsèques auront lieu au cimetière traditionnel de Bagneux, le vendredi 2 avril 1999, à 14 h 30.

– Olivier Etcheverry,
Antoine et Martin Brugière,
Agathe, Clémence, Odilon Etcheverry,
Daisy Hebel, Monique Hebel,
Sylvain, Luc, Marc, François, Yves Hebel,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel ETCHEVERRY,
sociétaire honoraire
de la Comédie-Française,

le 30 mars 1999, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

47, rue du Borrego,
75020 Paris.

(Lire ci-contre.)

– Claude Léon,
son époux,
Nelbi Léon,
sa petite-fille,
Yvonne Covo,
Monique Covo,
Les familles Dheilly, Auboux, Champion, Chapuis,
Guiseppe et Antoine,
Ses nombreux amis,
Ses amis africains,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Madeleine Célestine LÉON,
née DHEILLY,

survenu le 31 mars 1999, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 avril.

Réunion à 11 h 30, à la porte du cimetière Montmartre, avenue Rachel, Paris-18e.

65, rue de Richelieu,
75002 Paris.

– Mamé, Lara, Noah et Sam
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER,

survenu le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1933, enfant cachée pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au dialogue et au respect de la dignité humaine.

Touchant à des sujets sensibles avec subtilité et profondeur, elle a eu l'estime, le soutien, de tant d'hommes intègres, justes et courageux.

Honnête, authentique, elle n'a pas su se protéger de la malveillance acharnée, des calomnies et rumeurs assassines.

Généreuse, désintéressée, attachée à ses buts nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, sa mère et ses amis.

– L'Association ACC - Au Cœur de la Communication,
Et sa présidente,
Le docteur Dominique Maillard,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Claire NUER,
cofondatrice de l'association,

survenu le 26 mars 1999.

Par son action bénévole, elle a donné sans compter et fait la différence dans la vie de nombreuses personnes qu'elle a rencontrées. Nous voulons lui exprimer toute notre gratitude et lui rendre hommage pour son courage, son engagement à aller au-delà des idées reçues, et son travail pionnier dans le domaine des relations humaines.

Tous ceux qui l'ont connue, ont été marqués par son immense talent, sa générosité, son humour et son honnêteté.

– La Belle Equipe,
Et tous les membres de Baleine Sous Caillou Productions
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER,

leur amie, leur soutien, leur muse et leur meilleur public...

– Popoptic, Samco et Claire Optique
ont le regret de faire part du décès de leur directrice,

Claire NUER,

survenu le 26 mars 1999.

Plus qu'une amie, elle fut celle qui nous a accordé sa confiance, donné notre chance. Avec tout son amour, son enthousiasme, elle nous a communiqué ses joies, ses passions. Elle restera toujours le moteur de notre travail et de bien d'autres choses encore...

Elle nous manque déjà...

– La direction et le personnel de la Société Essor
s'associent à l'immense douleur de leur directeur général M. Sami Cohen et de ses enfants, pour faire part du décès de son épouse,

Mme Claire NUER,

survenu le 26 mars 1999.

Dans ces circonstances malheureuses, ils tiennent à faire connaître leur profonde tristesse.

– La famille Thomas et Cosimo Pasquali,
Mme Catherine Carron Pasquali,
M. et Mme Albert
et Maria Pasquali,
Mme et M. Manuelle
et Bertrand de Weck,
et leurs enfants,
Mme Marie-José Minassian,
Les Editions Zoé,
Ses collègues des universités de Genève et Lausanne,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Adrien PASQUALI,
écrivain,

survenu à Paris, le 23 mars 1999.

Les obsèques seront célébrées en la chapelle de l'Est, cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 2 avril, à 10 h 30.

Une cérémonie d'adieux aura lieu à Fully, en Valais, puis les cendres seront déposées au cimetière de Montemarcello (Italie).

46, rue Jeanne-d'Arc,
75013 Paris.

(Le Monde du 1er avril.)

– Marie-Claude Planson,
son épouse,
Perrine et Jacques Baillon,
sa fille et son gendre,
Pauline et Juliette,
ses petites-filles,
Laure Marcland
et ses enfants,
Denise Honinckx
et ses enfants,
ses sœurs,
ont la douleur de faire part du décès, le 29 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de

Claude PLANSON,
fondateur du Théâtre des nations.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 2 avril, à 14 heures, en l'église de La Celle-Les-Bordes.

La Lucerie,
La Celle-Les-Bordes,
78720 Dampierre.
1, rue de l'Abbé-Roger-Derry,
75015 Paris.

– La Maison des cultures du monde,
Jean Duvignaud,
Françoise Gründ,
Chérif Khaznadar,
ont la tristesse de faire part du décès, le lundi 29 mars 1999, de

Claude PLANSON,
ancien directeur du Théâtre des nations,
membre du comité de parrainage
de la Maison des cultures du monde,

qui lui doit tant.
Ils présentent leurs condoléances émues à tous ses proches.

– Le président,
Le directeur,
Et tout le personnel de l'établissement public du campus de Jussieu,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Michel RAMA,
ingénieur divisionnaire
des travaux publics de l'Etat,
chef du service technique,

survenu subitement, le 30 mars 1999, dans sa quarante-troisième année.

– Blan (Tarn).

M. Roger Saint-Alary,
son époux,
M. Michel Jougla,
Mme Corinne Houin et M. Bertrand Saint-Alary,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Geneviève Bedrignans,
sa sœur,
Ses parents et alliés,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne SAINT-ALARY,
née DULAC,

survenu le mardi 30 mars 1999, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 avril, à 11 heures, en l'église de Blan, où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Le Bureau de l'Académie des sciences
a la profonde tristesse de faire part du décès, à Paris, le 30 mars 1999, de

Jean André THOMAS,
professeur émérite à l'université
Pierre-et-Marie-Curie de Paris,
membre de la section
de biologie animale et végétale
de l'Académie des sciences
et du conseil de la Fondation
Singer-Polignac de l'Institut de France.

A. Thomas s'est consacré à la biologie et à la physiologie cellulaires. On lui doit d'importants travaux en virologie, cancérologie expérimentale et en physiologie (circulation extracorporelle).

Denise TUAUX ZADGORSKI,
ancienne résistante,

nous a quittés le 29 mars 1999, dans sa quatre-vingtième année, pleine d'amour pour nous.

Son fils,
Son mari,
Ses petits-fils.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 7 avril, à 15 h 15.

Remerciements

– La famille de

Michel SAILLANT,

très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été manifestées lors de sa brutale disparition, prie de trouver ici l'expression de ses remerciements profonds et émus.

Anniversaires de décès

Jean-Louis BISMUTH

nous quittait le 19 avril 1993, emportant avec lui la fraîcheur de son sourire, la complicité de nos souvenirs.

Un office aura lieu, le vendredi 9 avril, à 18 heures à la synagogue, 14, place des Vosges, 75004 Paris.

Lydia, Evelyne et Régis.

Salomé Monique KASZEMACHER,
née KRAMKIMEL,

nous quittait le 2 avril 1998.

Ses réparties et son humour nous manquent.

– Il y a deux ans, le 2 avril 1997,

Jean MARCHE,
professeur de thérapeutique
à la faculté de médecine
Necker-Enfants malades,
médecin honoraire
de l'hôpital Laennec,

nous a brusquement quittés, mais sa pensée et son enseignement demeurent.

Souvenirs

– Il y a un an disparaissait

Mme Charles MEMMI,
née Gaby SILVERA.

Ses enfants, ses petits-enfants et Victoire rappellent son souvenir à ceux qui l'ont connue et aimée.

Service religieux

Arturo PATTEN

nous a quittés le 7 mars 1999.

Un service religieux sera célébré le 8 avril, à 18 heures, en la cathédrale Sainte-Croix, 13, rue du Perche, Paris-3e.

Cours

INSTITUT ALEPH-PARIS-XV
Stages intensifs individuels d'hébreu biblique et moderne ; analyse novatrice de la Bible ; initiation à la Kabbale : **01-40-61-06-67.**

Communications diverses

**Les Mardi(s)
de la Fondation Jean-Jaurès**

**Le mardi 6 avril 1999,
à 18 h 30**

A la Fondation Jean-Jaurès,
12, cité Malesherbes, Paris-9e
(métro Pigalle ou Saint-Georges)

La CGT aujourd'hui ?

Avec le professeur Michel Dreyfus,
directeur de recherches au CNRS.

Se présenter à partir de 18 heures.

Tél. : 01-40-23-24-13
Fax : 01-40-23-24-01
e-mail : fjj75@calva.net
Site web : http://www.chez.com/fjj

Séminaires

– Taxes et participations d'urbanisme : vers un rééquilibrage ?

14 avril 1999, salle « Le Pont », Paris-14e, métro Alésia.

Ce séminaire sera structuré en quatre parties dont une table ronde (MM. Lordonnois, Gelu, Pautigny). Pour plus de renseignements, contacter Rodrigo Acosta au 01-45-41-44-04 (ou fax : 01-45-41-44-08 ou www.urbanisme.com).

Soutenances de thèse

– Le 29 mars 1999, **Stéphane Malysse** a soutenu à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sa thèse de doctorat en anthropologie intitulée **« Corps à corps : regards français dans les coulisses de la corpolâtrie brésilienne ».**

Le jury était présidé par David Le Breton, directeur d'études à l'université Strasbourg-II, et composé de Marie-Elisabeth Handman, maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, de Marion Aubrée, ingénieur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et d'Albert Piette, directeur de recherche en anthropologie à l'université Paris-XIII.

Le jury lui a décerné le titre de docteur en anthropologie sociale, ethnographie et ethnologie de l'Ecole des hautes études en sciences sociales avec la mention Très Honorable.

A NOS LECTEURS

Le service CARNET sera ouvert samedi 3 avril 1999 et lundi 5 avril, de 9 heures à 16 h 30.

Pas de permanence le dimanche.

SPORTS L'équipe de France de football a renoué avec le succès, mercredi 31 mars au Stade de France, devant l'Arménie (2-0), à l'occasion d'un match comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe 2000. ● LES BUTS ont été marqués par le Bordelais Sylvain Wiltord (2e minute) et par le Marseillais Christophe Dugarry (45e). ● LES CHAMPIONS DU MONDE, qui avaient été tenus en échec par l'Ukraine (0-0), samedi 27 mars, ont assuré le résultat sans parvenir à soigner le spectacle face à un adversaire recroquevillé dans sa moitié de terrain. ● LES BLEUS rejoignent en tête de leur groupe la sélection ukrainienne qui, à la surprise générale, a dû se contenter d'un résultat nul contre l'Islande (1-1), qui reste en course pour la qualification. ● LE PROCHAIN MATCH des Français aura lieu le 5 juin au Stade de France, face à la Russie.

L'équipe de France se replace en tête de la course à l'Euro 2000

Les Bleus ont réalisé une excellente opération, mercredi 31 mars, en s'imposant face à l'Arménie (2-0) au Stade de France et, surtout, en profitant du match nul (1-1) obtenu par l'Islande à Kiev pour rejoindre l'Ukraine en tête du groupe

IL EST DES NOUVELLES qui vous donnent des jambes de quinze ans. Une heure avant d'affronter l'Arménie, en ce mercredi 31 mars à Saint-Denis, l'information tombe dans l'oreille des joueurs de l'équipe de France : à environ 2 000 kilomètres de là, au Stade olympique de Kiev, l'Ukraine a été tenue en échec par l'Islande (1-1).

Nul besoin de commenter trop longtemps ce résultat inespéré. Quelques mots et quelques regards suffisent. Tout à leur concentration, les Bleus partent s'échauffer, parfaitement conscients que ce faux pas des footballeurs ukrainiens constitue une aubaine, quatre jours après l'embarrassant match nul (0-0) concédé à Andreï Chevtchenko et ses coéquipiers au Stade de France. Le calcul est rapide : une victoire face à l'Arménie avec plus de deux buts d'écart, et l'équipe de France se retrouverait en tête du groupe 4 des éliminatoires au Championnat d'Europe des nations de l'an 2000.

Faut-il y voir un rapport de cause à effet ? Deux minutes seulement après le coup d'envoi, le ton est donné. Un slalom de l'attaquant d'Arsenal, Nicolas Anelka, relayé du plat du pied par le meilleur buteur du championnat de France, le Bordelais Sylvain Wiltord, trouve le chemin des filets. Les Bleus ont marqué d'entrée de jeu, ce qu'ils n'avaient pas réussi à faire le 14 octobre 1998 face à Andorre, l'équipe la moins réputée de leur groupe et l'une des plus faibles des 49 formations participant aux qualifications pour l'Euro 2000.

Ce soir-là, devant 80 000 spectateurs qui renouaient avec les champions du monde sur les lieux mêmes du sacre, deux buts en deuxième mi-temps – un de Vincent Candela et un autre de Youri Djorkaeff – avaient permis de venir à bout (2-0) d'un adversaire dont l'unique dessein était de dresser les barricades dans sa partie de terrain.

DOMINATION FLAGRANTE

Ce même score de 2-0 a conclu le match France-Arménie, mercredi. C'est dans les arrêts de jeu de la première mi-temps que Christophe Dugarry a creusé l'écart grâce à un coup de tête. Les slogans du public réclamant un but supplémentaire sont restés sans effet. Le sélectionneur Roger Lemerre eut beau faire rentrer un troisième attaquant après le repos (le Monégasque David Trezeguet), le tableau d'affichage ne devait pas bouger, en dépit d'une domination de plus en plus flagrante au fil des minutes.

Mais le scénario n'était pas imprévisible, et il serait injuste d'en tirer des conclusions hâtives. Celles que l'on appelle communément les « petites équipes » ont l'art d'embrouiller les plus « grandes ». Un dispositif de jeu ultra-défensif peut circonscrire le feu à la lisière de la surface de réparation. *« Il eût été inconvenant de marquer davantage de buts face à une équipe d'Arménie qui a joué aussi crânement et avec autant d'à-propos et de sens tactique »*, a commenté un Roger Lemerre dithyrambique à l'égard de son adversaire. Le successeur d'Aimé Jacquet n'a pas manqué, néanmoins, de saluer l'application de ses propres joueurs, « *ces gens champions du monde* », comme il les appelle. Il s'est félicité, également, d'avoir trouvé en Sylvain Wiltord un attaquant de première classe. Le bon match du Bordelais, titulaire pour la première fois sous le maillot bleu, fait écho à la performance de Nicolas Anelka, auteur d'un doublé face à l'Angleterre en match amical à Wembley, le 10 février (0-2). Lorsqu'il avait hérité de l'équipe de France au lendemain de la Coupe du monde, Roger Lemerre avait également hérité de son principal « *problème* », celui de la pénurie de buteurs : le voilà, à ses yeux, réglé.

Ce qui n'était pas prévu, en revanche, était l'absence du maître. Pour reprendre Lamartine, *« un seul être vous manque et tout est dépeuplé ! »*. La blessure au genou de Zinedine Zidane aura causé le plus grand préjudice à l'équipe de France lors de ces deux matches joués coup sur coup à domicile. Face à l'Ukraine, son remplacement, poste pour poste, par Youri Djorkaeff ne donna pas le résultat escompté. Face à l'Arménie, la solution d'une animation bicéphale – Djorkaeff sur le côté droit, Dugarry à gauche – apporta encore moins de satisfactions.

L'échec de ces deux alternatives a confirmé, si besoin en était, que la formation emmenée par le toujours pugnace Didier Deschamps, 84 sélections, n'est pas une équipe capable de *« produire du jeu »*, comme l'était par exemple sa devancière des années 80 avec Michel Platini à la baguette. Ses vertus sont la rigueur, l'intelligence tactique, voire même le jeu de contre.

C'est riche de cette identité que l'équipe de France a obtenu un match nul pas si catastrophique que cela en Islande le 5 septembre (1-1) et qu'elle s'est imposée en Russie le 5 octobre (2-3).

Hors de Paris, loin des ferveurs nées de la Coupe du monde, les Bleus donnent l'impression de pouvoir mieux maîtriser leur sujet. La leçon infligée aux Anglais à Wembley en est, à ce jour, la meilleure démonstration. Ce soir-là, sur les terres de la mère patrie du football, l'équipe de France semblait littéralement invincible.

Son prochain match aura lieu au Stade de France, le 5 juin, face à la Russie. Une autre difficulté se pointe déjà à l'horizon : la probable *« grosse fatigue »* d'un certain nombre d'internationaux. Mercredi soir, Laurent Blanc ne cachait pas sa lassitude.

« Je n'ai qu'une seule envie : boire une bonne bière et me reposer. En ce moment, les calendriers sont aberrants. On enchaîne les matches tous les deux ou trois jours », maugréait-il.

Vendredi 2 avril, le défenseur marseillais doit jouer un match capital avec son club, à Monaco, en match avancé de la 28e journée du championnat de France. Robert Pires (Marseille), Fabien Barthez (Monaco) et David Trezeguet (Monaco) sont dans le même cas. A plus de deux mois de la fin de la saison, la plupart des champions du monde en ont déjà plein les crampons.

Frédéric Potet


REUTERS
Sylvain Wiltord, le numéro 10 des Bleus, cherche à passer la défense arménienne.

GROUPE 4

31/03	France-Arménie	2-0
31/03	Ukraine-Islande	1-1
31/03	Russie-Andorre	6-1

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1. France	11	5	3	2	0	8	3
Ukraine	11	5	3	2	0	8	3
3 Islande	9	5	2	3	0	5	2
4 Russie	6	5	2	0	3	13	8
5 Arménie	4	5	1	1	3	3	8
6 Andorre	0	5	0	0	5	2	15

▼ PROCHAINS MATCHS

05/06	France-Russie
05/06	Ukraine-Andorre
05/06	Islande-Arménie

▼ MATCHS DÉJÀ JOUÉS

Islande-France 1-1, Ukraine-Russie 3-2, Arménie-Andorre 3-1, Russie-France 2-3, Andorre-Ukraine 0-2, Arménie-Islande 0-0, France-Andorre 2-0, Ukraine-Arménie 2-0, Islande-Russie 1-0, France-Ukraine 0-0, Arménie-Russie 0-3, Andorre-Islande 0-2.

Exploit de l'Islande en Ukraine

Quatre jours après sa bonne performance au Stade de France face aux Bleus (0-0), la sélection ukrainienne a commis une étonnante contre-performance en laissant échapper 2 points face à l'Islande (1-1). Devant 40 000 spectateurs au stade olympique de Kiev, l'Ukraine est apparue trop émoussée physiquement et trop prévisible dans ses mouvements offensifs pour contourner la défense renforcée des Islandais. Après l'ouverture du score par leur libero Vladislav Vaschouck (59e minute), les Ukrainiens se sont laissé surprendre sur la seule occasion de leurs adversaires, conclue par L. Sigurdsson (66e). La fin de match n'a fait que confirmer l'incapacité de l'Ukraine à déborder une équipe sur la défensive. *« Nous avons mal joué et commis beaucoup trop de fautes techniques »*, a déploré le sélectionneur Joszef Szabo. Les Islandais, toujours invaincus, peuvent encore rêver de terminer à l'une des deux premières places. Ce sera plus dur pour la Russie malgré sa victoire attendue face à Andorre (6-1).

EURO 2000 (éliminatoires)
RÉSULTATS

● Groupe 1

Italie-Biélorussie	1-1
Suisse-Pays-de-Galles	2-0

Classement : 1. Italie, 10 points (7-2) ; 2. Suisse, 7 pts (4-3) ; 3. Galles, 6 pts (5-7) ; 4. Danemark, 2 pts (3-5) et Biélorussie 2 pts (3-5).

● Groupe 2

Lettonie-Grèce	0-0

Slovénie-Albanie a été reporté au 18 août
Classement : 1. Lettonie, 7 pts (4-2) ; 2. Norvège, 7 pts (7-6) ; 3. Grèce, 6 pts (5-4) ; 4. Slovénie, 5 pts (5-5) ; 5. Géorgie, 4 pts (2-5) ; 6. Albanie, 2 pts (2-3).

● Groupe 3

Allemagne-Finlande	2-0
Moldavie-Irlande du Nord	0-0

Classement : 1. Allemagne, 9 pts (8-2) ; 2. Turquie, 9 pts (7-3) ; 3. Finlande, 6 pts (6-6) ; 4. Irlande du Nord, 5 pts (3-8) ; 5. Moldavie, 2 pts (5-10).

● Groupe 5

Pologne-Suède	0-1
Luxembourg-Bulgarie	0-2

Classement. 1. Suède, 12 pts (6-1) ; 2. Angleterre, 7 pts (7-3) ; 3. Pologne, 6 pts (7-4) ; 4. Bulgarie, 4 pts (2-4) ; 5. Luxembourg, 0 pt (0-10).

● Groupe 6

Saint-Marin-Espagne	0-6

Classement : 1. Espagne, 9 pts (19-4) ; 2. Chypre, 9 pts (8-8) ; 3. Israël, 7 pts (10-3) ; 4. Autriche, 7 pts (6-11) ; 5. Saint-Marin, 0 pt (1-20).

● Groupe 7

Liechtenstein-Portugal	0-5
Slovaquie-Hongrie	0-0
Azerbaïdjan-Roumanie	0-1

Classement : 1. Portugal, 12 pts (18-2) ; 2. Roumanie, 11 pts (10-1) ; 3. Hongrie, 8 pts (11-4) ; 4. Slovaquie, 6 pts (7-3) ; 5. Liechtenstein, 3 pts (2-22) ; 6. Azerbaïdjan, 0 pt (1-17).

● Groupe 8

Yougoslavie-Macédoine a été reporté au 4 septembre
Croatie-Malte a été reporté à une date à déterminer
Classement : 1. Irlande, 8 pts (7-1) ; 2. Macédoine, 6 pts (8-4) ; 3. Yougoslavie, 6 pts (4-0) ; 4. Croatie, 6 pts (7-5) ; 5. Malte, 0 pt (2-18).

● Groupe 9

Ecosse-République tchèque	1-2
Lituanie-Estonie	1-2

Classement : 1. République tchèque, 15 pts (12-3) ; 2. Estonie, 7 pts (11-9) ; 3. Ecosse, 7 pts (6-5) ; 4. Lituanie, 5 pts (5-6) ; 5. Bosnie-Herzégovine, 4 pts (5-8) ; 6. Iles Féroé, 1 pt (1-9).

RÈGLEMENT

Le premier de chacun des neuf groupes, le meilleur des neuf deuxièmes et les quatre vainqueurs des barrages entre les huit deuxièmes restants participeront à la phase finale organisée conjointement par la Belgique et les Pays-Bas, qui sont tous deux qualifiés d'office.
Plusieurs critères permettent le départage en cas d'égalité. Ce sont, par ordre d'importance : le nombre de points, la différence de buts, les buts marqués à l'extérieur obtenus lors des rencontres directes ; les mêmes éléments pris en compte sur l'ensemble des matches du groupe ; le nombres de cartons ; en cas d'égalité persistante, il est procédé à un tirage au sort.

La République tchèque et la Suède s'échappent, l'Italie s'essouffle

MÊME SI L'ITALIE a déçu ses supporteurs en ne parvenant pas à battre la Biélorussie, les résultats des éliminatoires de l'Euro 2000, mercredi 31 mars, ont été dans l'ensemble conformes à la logique et ont conforté les équipes qui étaient en tête de leur groupe. Dans le **groupe 1**, l'Italie, qui avait gagné ses trois premiers matchs, s'est accordé une pause face à la modeste sélection de la Biélorussie (1-1) qui avait même ouvert le score par l'intermédiaire de Valentin Belkevic (24e minute). Les Italiens ont égalisé par Filippo Inzaghi, qui a transformé un pénalty généreusement accordé par l'arbitre belge M. Piraux (31e). En deuxième mi-temps, les Italiens, en panne d'imagination, n'ont que rarement mis en difficulté leurs adversaires. Malgré ce contre-temps, la situation de la sélection transalpine reste confortable. La Suisse, qui s'est imposé au pays de Galles grâce à un doublé de Stéphane Chapuisat (2-0), s'installe à la deuxième place.

LE RETOUR DE L'ALLEMAGNE

La Lettonie a tiré bénéfice de son match nul (0-0) contre la Grèce pour prendre la tête d'un **groupe 2** que la Norvège n'arrive pas à dominer en dépit de la faiblesse de ses adversaires. L'Allemagne, qui avait débuté les éliminatoires du **groupe 3** par une défaite (0-1) traumatisante en Turquie, a signé aux dépens de la Finlande (2-0) son troisième succès consécutifs. La rencontre a failli être remise en raison d'une alerte à la bombe à quelques minutes du coup d'envoi. Même si les Allemands n'ont pas livré une production enthousiasmante, ils ont retrouvé une âme, ce qui suffit largement pour s'emparer de la première place qu'ils ne lâcheront probablement plus. Et ce n'est pas l'Irlande du Nord, incapable de gagner en Moldavie (0-0), qui contestera la supériorité de l'Allemagne.

La Suède a confirmé sa supériorité dans le **groupe 5** en obtenant en Pologne sa quatrième victoire (1-0) pour autant de rencontres. Avec cinq points d'avance sur l'Angleterre, les Suédois disposent d'une marge de manoeuvre appréciable. La Bulgarie l'a emporté (2-0) au Luxembourg au terme d'un match sans entrain. Après avoir laminé l'Autriche (9-0), samedi 27 mars, l'Espagne s'est montrée moins prodigue à San Marin (0-6) mais cela suffit amplement pour ravir à Chypre la première place du **groupe 6** qui ne devrait plus connaître de bouleversements désormais.

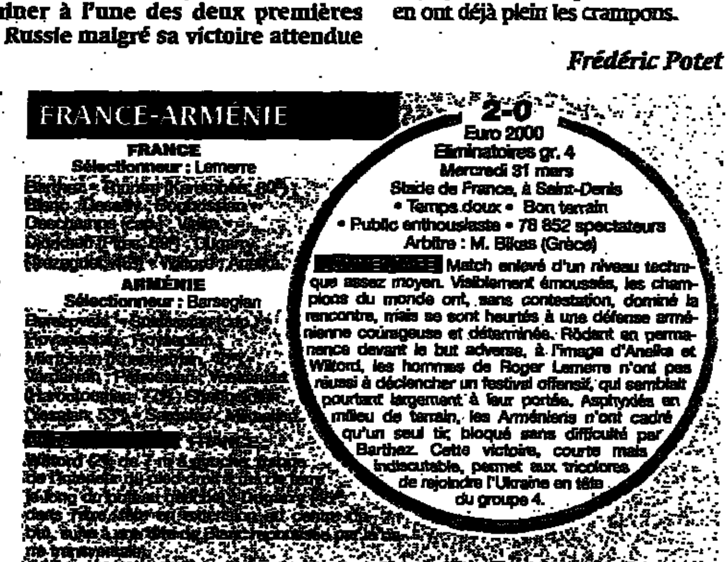
Le **groupe 7** s'annonce très serré comme prévu. Le Portugal a préservé sa position dominante qui n'était pas en danger au Liechtenstein (0-5). Un doublé de Rui Costa et un autre de Madeira ont animé la promenade de santé de la sélection portugaise. La Roumanie, avare d'efforts, s'est contentée d'un succès sans relief (1-0) en Azerbaïdjan alors que la Slovaquie et la Hongrie ont fait plaisir à leurs concurrents en s'annihilant (0-0).

Tout comme samedi 27 mars, les rencontres du **groupe 8** ont été reportés en raison du conflit yougoslave. Enfin, dans le **groupe 9**, la République tchèque a réussi son échappée. En s'ajugeant une 5e victoire (2-1) d'affilée à Glasgow face à l'Ecosse, son plus redoutable rival, la République tchèque a démontré un savoir-faire impressionnant. Le Lensois Wladimir Smicer a marqué le deuxième but (35e). Le premier a été l'œuvre d'un Ecossais Robert Elliott contre son camp (27e). Ni la réduction du score par Jess ni les chœurs enflammés du Celtic Park n'ont détourné les Tchèques de leur glorieux destin.

E. B.

Espoirs : vaincre sans convaincre

Quelques heures avant l'équipe de France, mercredi 31 mars, les Espoirs français avaient donné le ton en s'imposant (3-1) face à l'Arménie, au stade Charléty à Paris, grâce à un but de Thierry Henry et un doublé de Toïfilou Maoulida. Les hommes de Raymond Domenech se sont ainsi replacés – à la faveur de la différence de buts – au deuxième rang dans le classement du groupe 4 des éliminatoires du championnat d'Europe de la catégorie, derrière l'Ukraine, qui a largement dominé l'Islande (5-1). Pour autant, les Bleus n'ont pas convaincu. Alors qu'ils étaient apparus brillants et soudés devant l'Ukraine samedi 27 mars (4-0), ils ont souvent péché, lors de la rencontre de mercredi, par excès d'individualisme devant une formation arménienne volontaire, mais limitée (elle avait encaissé 8 buts contre les Ukrainiens).


FRANCE-ARMÉNIE

2-0
Euro 2000
Eliminatoires gr. 4
Mercredi 31 mars
Stade de France, à Saint-Denis
• Temps doux • Bon terrain
• Public enthousiaste • 78 852 spectateurs
Arbitre : M. Bikas (Grèce)

[illegible] Match enlevé d'un niveau technique assez moyen. Visiblement émoussés, les champions du monde ont, sans contestation, dominé la rencontre, mais se sont heurtés à une défense arménienne courageuse et déterminée. Rôdant en permanence devant le but adverse, à l'image d'Anelka et Wiltord, les hommes de Roger Lemerre n'ont pas réussi à déclencher un festival offensif, qui semblait pourtant largement à leur portée. Asphyxiés en milieu de terrain, les Arméniens n'ont cadré qu'un seul tir, bloqué sans difficulté par Barthez. Cette victoire, courte mais indiscutable, permet aux tricolores de rejoindre l'Ukraine en tête du groupe 4.

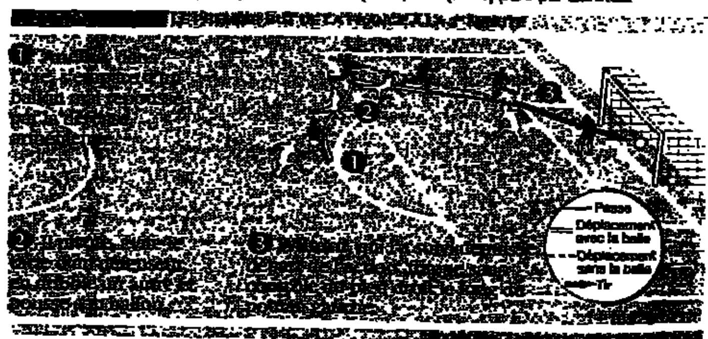
FRANCE
Sélectionneur : Lemerre
[illegible]

ARMÉNIE
Sélectionneur : Barsegian
[illegible]

[illegible] FRANCE : Vieira (77e, jeu dangereux).
ARMÉNIE : Voskanian (76e, jeu dangereux).

[illegible] En faveur de la FRANCE : 18 coups francs (8 + 10), dont 4 hors-jeu (2 + 2), 10 corners (4 + 6).
En faveur de l'ARMÉNIE : 23 coups francs (9 + 14), dont 2 hors-jeu (2 + 0), 1 corner (1 + 0).

[illegible] FRANCE : 92 positions d'attaque dans les 30 m (45 + 47) dont 10 occasions (4 + 6) ; 24 tirs (13 + 11), dont 3 contrés (1 + 2), 1 sur la barre transversale (1 + 0) et 10 parés (5 + 5) par Berezovski.
ARMÉNIE : 31 positions d'attaque dans les 30 m (13 + 18), dont aucune occasion ; 3 tirs (0 + 3), dont 1 contré (0 + 1) et 1 (0 + 1) paré par Barthez.



LOTO

Résultats des tirages n° 26 effectués mercredi 30 mars.
Premier tirage : 10, 25, 29, 41, 43, 47 ; numéro complémentaire : 40. Rapports pour 6 numéros : 2 261 180 F (344 714,68 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 115 900 F (17 668,84 €) ; 5 numéros : 6 960 F (1 061,04 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 364 F (55,49 €) ; 4 numéros : 182 F (27,74 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F (5,48 €) ; 3 numéros : 18 F (2,74 €).
Second tirage : 4, 9, 25, 26, 38, 46 ; numéro complémentaire : 21. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 171 230 F (26 103,84 €) ; 5 numéros : 8 115 F (1 237,12 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 328 F (50 €) ; 4 numéros : 164 F (25 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,54 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €).

Melissa et Papa infectent de concert le courrier électronique international

Deux virus informatiques prolifèrent depuis plusieurs jours sur la Toile

Ils fonctionnent comme ces « chaînes » qui promettent la fortune à qui fait suivre une lettre. Se présentant comme un simple message, ils se réexpédient immédiatement aux 50 ou 60 premières adresses débusquées dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Et engorgent très vite le réseau du courrier électronique. Ordinateurs militaires et grandes firmes ont été touchés. Le FBI mène l'enquête...

UNE ÉPIDÉMIE galopante menace les ordinateurs du monde. Vendredi 26 mars, les experts du CERT, sorte de « SAMU informatique » financé par le Pentagone et installé à l'université américaine Carnegie Mellon, ont formellement identifié et baptisé l'un des deux virus responsables : Melissa. Le second, Papa, a été repéré deux jours plus tard. Fonctionnant de façon identique, ils prolifèrent dans le courrier électronique. Objectif apparent : faire de la publicité à une liste de sites pornographiques sur Internet. Le fonctionnement de ces virus rappelle celui des « chaînes » promettant la fortune à ceux qui communiquent une lettre à leurs relations. Melissa se présente sous la forme d'un *« message important »* indiquant en anglais : *« Ceci est le document que vous avez demandé. Ne le montrez à personne d'autre. »* Si le document attaché au courrier (format Word, le traitement de texte de Microsoft) est ouvert par son destinataire, le mal est fait. Aussitôt, Melissa réexpédie le message via Outlook (un autre logiciel de Microsoft), en faisant main basse sur les 50 premières adresses électroniques qu'il débusque dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Cette astuce augmente l'efficacité du forfait. Chaque message semble provenir d'un expéditeur connu par son destinataire. De quoi inspirer confiance et pousser la victime à ouvrir le fichier joint. Et ainsi de suite. Melissa aurait infesté environ 100 000 ordinateurs en trois jours seulement. Papa fonctionne d'une manière similaire, mais il utilise le tableur Excel et retransmet le courrier à 60 adresses.

Si les deux virus semblent ne pas engendrer de dégâts graves sur le contenu des ordinateurs, ils menacent de congestion le réseau du courrier électronique. Dès la fin de l'après-midi du vendredi 26 mars, la firme aéronautique Lockheed Martin a enregistré une augmentation vertigineuse du trafic sur son réseau, qui a vite été saturé. La société chimique DuPont, l'agence Associated Press (AP), Compaq, Intel et... Microsoft font, semble-t-il, partie des victimes. Selon l'édition du quotidien *The Wall Street Journal* du 31 mars, un tiers des 140 000 employés d'AT & T auraient été « infectés » dès lundi. Michael Vatis, procureur général et directeur du centre national de protection des infrastructures nationales, a indiqué, mardi 30 mars, que les ordinateurs militaires et gouvernementaux ont été touchés, tout comme ceux de milliers d'institutions.

L'inoculation de virus informatiques relève du crime fédéral aux Etats-Unis. Pour des dégâts supérieurs à 5 000 dollars (4 700 €), le coupable risque une peine maximale de 10 ans de prison et 250 000 dollars (230 000 €). Le FBI s'est mis au travail, avec l'aide d'un informaticien, Richard Smith, 45 ans, président de Phar Lap Software. Menant son enquête sur la Toile, ce dernier a pu contacter un étudiant suédois qui a remarqué une similitude entre Melissa et un virus créé en 1997 par un individu se faisant appeller VicodinES. *« Si VicodinES n'est pas directement l'auteur de Melissa, ses "empreintes digitales" sont présentes partout »*, a déclaré Richard Smith au quotidien *The New York Times.*

Melissa semble battre tous les records en matière de vitesse de propagation sur le réseau mondial. De plus, il se transforme au fil de ses pérégrinations sans que ses mutations soient, d'après les experts, aussi dangereuses que sa forme initiale. Il est encore trop tôt pour mesurer l'étendue des dégâts réellement occasionnés. Les principaux éditeurs de logiciels anti-virus ont déjà publié un antidote, et Microsoft prodigue des conseils sur son site pour rendre Melissa inoffensif. Coup de chance pour ses victimes, l'efficacité de Papa semble limitée par un bogue !

Michel Alberganti

★ Des informations concernant Melissa et Papa sont disponibles aux adresses suivantes : www.cert.org/advisories/CA-99-04-Melissa-Macro-Virus.html
officeupdate.microsoft.com/Articles/MacroAlert.htm

Un pirate s'est rendu

Le célèbre pirate informatique Kevin Mitnick, trente-cinq ans, arrêté par la police américaine en février 1995, a plaidé coupable pour fraude informatique, vendredi 26 mars à Los Angeles. Avant son procès, qui devait initialement s'ouvrir le 20 avril, il a conclu un compromis avec la justice. L'accord doit être approuvé le 14 juin. Il stipule que Kevin Mitnick accepte de verser à ses victimes les profits qu'il pourrait tirer de livres ou de films. De plus, il lui serait interdit de toucher à un ordinateur pendant trois ans et il serait condamné à quarante-six mois de prison. Il lui resterait ainsi environ un an d'emprisonnement à purger.

Kevin Mitnick est accusé de s'être introduit illégalement dans les systèmes informatiques de sociétés comme Motorola, Sun, Nokai, Fujitsu ou NEC. Ses exploits ont été portés à l'écran par le film *Wargames*, et un nouveau film, basé sur le livre écrit par un journaliste du *New York Times*, et intitulé *Takedown*, doit sortir dans le courant de l'année.

Les siècles obscurs de Paris

DANS LE CADRE de l'établissement de la carte archéologique de la Gaule, Didier Busson, archéologue de la Commission du Vieux Paris, vient de publier un épais volume bourré de cartes et de relevés qui fait le point, rue par rue, sur les premiers âges de la capitale française. Cet ouvrage (*Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, 610 p., 300 F, 45,7 €) est coédité par l'Académie des inscriptions et belles-lettres et la Fondation Maison des sciences de l'homme.

Ce travail, résultat de sept ans de recherches, n'avait jamais été fait de manière synthétique. Pour le mener, Didier Busson s'est appuyé sur les papiers de l'architecte Théodore Vacquer qui, de 1842 à 1895, a suivi les grandes opérations d'urbanisme qui ont bouleversé la capitale ; les archives de la Commission du Vieux Paris (fondée en 1898) ; et enfin ses propres fouilles menées depuis le début des années 80.

Première surprise : on n'a jamais trouvé le moindre vestige d'une agglomération gauloise antérieure à la conquête romaine. Le matériel archéologique plus ancien repéré sous les établissements romains ne correspond pas à des structures fixes. Il n'y a donc pas – pour le moment – de continuité entre l'hypothétique ville gauloise et celle qui fut fondée ou refondée par les Romains. Les premières traces urbaines n'apparaissent qu'après l'année 52 avant J.C., précisément au moment de l'arrivée des légions romaines.

UNE VILLE GAULOISE ?

La Lutèce gauloise est-elle un leurre ? Si on place traditionnellement l'oppidum gaulois sur l'île de la Cité, c'est que Jules César parle, dans ses *Commentaires*, localise *« la Lutèce des Parisii »* sur une *« île de la Seine »*. Mais il se pourrait que cette dernière soit du côté de Nanterre, de Saint-Maur, ou qu'elle ait disparu ensuite : à l'époque, le cours de la Seine est loin d'être stable.

Lutèce n'émerge donc de l'histoire qu'à la fin du règne d'Auguste (de 27 avant J.C. à l'année 14). La ville se construit alors en torchis. La maçonnerie n'apparaîtra de manière massive que sous les empereurs Flaviens (69-96).

Elle grandit sur la rive gauche, selon un plan concerté dès l'origine. C'est la deuxième surprise de ce volume : Didier Busson a pu mettre en évidence le carroyage de la trame urbaine qui correspond au tracé des rues se coupant à angle droit. L'unité de cette grille, perpendiculaire au fleuve, est très précisément de 300 pieds romains, c'est-à-dire 88,3 mètres.

Le Forum (rue Soufflot), construit en l'an 4, occupe exactement deux de ces carrés ; le théâtre (rue Racine) un seul, comme les thermes de Cluny. Le cardo, la grande voie nord-sud (l'actuelle rue Saint-Jacques), emprunte un de ces axes. Au moment de sa plus grande extension, sous les Antonins (96-192), la ville gallo-romaine couvre une centaine d'hectares et doit compter, au maximum, 6 000 habitants (Lyon, la plus importante ville des Gaules, doit atteindre alors 30 000 habitants).

L'île de la Cité n'est pas le centre de cette ville, mais Didier Busson y a noté la présence d'un système de quais et d'une basilique civile. C'était donc au moins, pendant la période du Haut-Empire, un lieu de rassemblement pour les marchands, les bateliers ou les pêcheurs. Au milieu du IIIe siècle, la crise économique et les grandes invasions aidant, les habitants se replient sur les grandes villas agricoles de la région. Le nombre des habitants de Lutèce chute. En 308, le cœur de la ville se déplace vers l'île de la Cité, désormais entourée d'un mur pour des raisons de sécurité. La rive gauche n'est pas abandonnée pour autant, mais une partie tourne à la friche : on y trouve des tombes datées du Bas-Empire.

Plus tard, Clovis (481-511), le premier roi franc, en fait sa capitale et s'y fait enterrer, à côté de Sainte-Geneviève, dans une église qu'il a fait construire. La topographie urbaine ne change pas, en dépit de ses nouveaux établissements religieux : Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre, Saint-Etienne, Saint-Germain-des-Prés. Au VIIIe siècle, la ville est délaissée par les Carolingiens. L'urbanisation ne repartira qu'au XIe siècle.

E. de R.

L'Inserm crée une délégation à l'intégrité scientifique

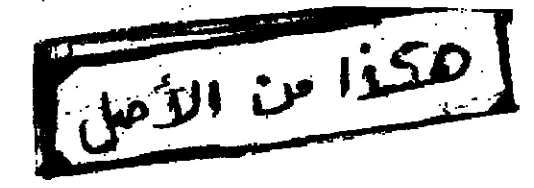
SOUCIEUX de réduire les fraudes ou pratiques douteuses susceptibles de se produire *« au sein de* [ses] *équipes de recherche et auprès de* [ses] *personnels »*, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) a annoncé, lundi 29 mars, la création d'une délégation à l'intégrité scientifique, assistée de médiateurs régionaux. Placée sous la responsabilité de Martine Bungener, directrice de l'unité 502 (médecine, sciences, santé et société), elle a pour mission de *« mettre en œuvre les procédures permettant d'évaluer la réalité d'allégations de mauvaise conduite scientifique et d'en établir les éventuelles responsabilités »*. Elle pourra faire appel à des scientifiques internationaux. La délégation est aussi encouragée à proposer, en association avec des partenaires européens, des recommandations visant à promouvoir *« une véritable déontologie de la publication scientifique »*.

DÉPÊCHES

■ **RECHERCHE : un comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement** a été créé au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Placé auprès du directeur de la recherche, il doit *« contribuer à coordonner »* les activités des organismes de recherche et des universités dans les disciplines concernées, et élaborer *« un document annuel de synthèse et de proposition »*.

■ **MUSÉUM : la rénovation de l'ensemble du Muséum national d'histoire naturelle** coûterait 2,6 milliards de francs (400 millions d'euros), estime son directeur Henry de Lumley. *« Les travaux ont déjà été entamés, ces derniers temps, avec la rénovation du grand rocher du parc zoologique du bois de Vincennes, puis avec une première phase de rénovation de la galerie de paléontologie, au Jardin des plantes,* a-t-il déclaré, mardi 30 mars. *Pour poursuivre cette opération, nous demandons que la rénovation du Muséum soit inscrite au contrat de plan Etat-région 2000-2009, pour obtenir 260 millions par an durant cette période. »*

■ **ESPACE : l'antenne principale de Mars Global Surveyor (MGS)** a été déployée dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 mars, annonce la NASA. MGS, qui a pour mission de cartographier Mars, tourne autour de cette planète depuis septembre 1997. L'antenne était restée pliée pour éviter qu'elle ne soit endommagée lors de modifications d'orbite, ce qui limitait considérablement ses capacités de transmission. La sonde a déjà envoyé des données et des photographies, mais sa véritable mission de cartographie commencera le 4 avril.



هكذا من الأصل

Chez les jeunes fumeurs, les filles deviennent majoritaires

Dans toute l'Europe, elles sont désormais plus nombreuses que les garçons à « griller » des cigarettes, une évolution qui incite à repenser les politiques d'éducation à la santé

DANS LA COUR du lycée professionnel où elle prépare un brevet de technicien supérieur d'esthétique, Axelle a le sentiment d'être presque la seule à ne pas fumer. *« Entre les cours, au moment des récréations, tout le monde grille une cigarette »*, raconte cette jeune fille de 19 ans. En théorie, les collèges, lycées et universités devraient être épargnés par la fumée. Mais dans la pratique, si l'interdiction de fumer dans les locaux est largement respectée, les cigarettes sont plus que tolérées dans la cour.

« Comment faire ? s'interroge une directrice-adjointe de lycée de la banlieue est de Paris. *Il est déjà difficile de faire respecter l'interdiction de fumer dans les classes. Si on voulait l'étendre à l'extérieur des bâtiments, ce serait l'émeute. »* Deborah, 18 ans, acquiesce : *« Moi, il suffit que l'on m'interdise quelque chose pour que je le fasse »*, explique cette brune qui fume dix cigarettes par jour depuis plus de deux ans. Les dangers du tabac, Deborah les connaît presque par cœur. *« Mais quand on fume et qu'on a mon âge, on ne se dit pas qu'on aura un cancer dans vingt ans. C'est trop loin »*, ajoute cette lycéenne qui a « la vie devant elle ».

Le tabagisme des jeunes constitue un sujet d'inquiétude pour les professionnels de la santé, les sociologues et les militants antitabac. Dans les pays développés, 90 % des fumeurs adultes ont commencé avant l'âge de 20 ans. Du plaisir de la cigarette volée à la dépendance, le pas est vite franchi. Et les fabricants de tabac savent que leurs nouveaux clients ne se recruteront pas parmi les adultes – on commence rarement à fumer à 40 ans – et ciblent désormais les jeunes générations.

En France, 28,8 % des jeunes de 12 à 19 ans fument, dont 23,6 % régulièrement, indique le baromètre santé jeunes 1997/1998 du Comité français d'éducation pour la santé. La proportion de fumeurs augmente fortement avec l'âge, pour atteindre un jeune sur deux à 19 ans. C'est à 15 ans que la plupart des jeunes fumeurs découvrent la cigarette. Contrairement à une idée reçue, le pourcentage de fumeurs est significativement plus élevé parmi les enfants dont le chef de famille appartient à une catégorie socio-professionnelle élevée. L'interdiction de fumer par les parents est ressentie plus fortement par les plus jeunes, tout en restant limitée chez les 12-13 ans qui sont déjà « accros ».

« Dans les années 70, les garçons étaient plus nombreux que les filles à se déclarer fumeurs. Au cours de la décennie 80, cette caractéristique a eu tendance à s'inverser », explique François Baudier, de la Caisse nationale d'assurance maladie. Aujourd'hui, la différence entre les sexes pour les 12-19 ans a pratiquement disparu. Les filles sont désormais un peu plus nombreuses que les garçons à fumer. A 15 ans, 27,6 % des filles contre 24,1 % des garçons fument en France, de manière régulière ou occasionnelle. Mais sur l'ensemble des 12-19 ans, les pourcentages sont identiques pour les deux sexes.

« TABAC OU SANTÉ »

Une conférence internationale sur *« tabac ou santé »*, organisée au mois de février à Las Palmas (Espagne), a montré que ce phénomène pouvait s'observer dans de nombreux pays européens. En Allemagne et en Angleterre, un tiers des filles sont des fumeuses habituelles, contre seulement un quart des garçons.

Une étude *Home Behaviour on Smoking Consumption*, réalisée dans sept pays européens, démontre que la progression peut être spectaculaire. Entre 1986 et 1998, la proportion de jeunes fumeuses est ainsi passée de 17 % à 36 % en Autriche, de 17 % à 28 % en Norvège et de 21 % à 28 % en Hongrie.

Le tabagisme des jeunes filles ne cesse d'interpeller les professionnels de la santé. *« C'est très différent de ce qui se passe pour d'autres produits*, reprend François Baudier. *En ce qui concerne l'alcool, par exemple, les garçons sont restés de loin les consommateurs les plus nombreux. Les filles n'ont pas calqué leur comportement sur le leur. »* Cependant, les indicateurs de santé mentale révèlent un mal-être plus prononcé chez les filles. Elles estiment être en moins bonne santé physique et mentale que les garçons, et les fumeuses perçoivent cette situation de façon encore plus accentuée. Elles sont aussi, dans la population adolescente, le public qui déclare pratiquer le moins de sport. *« Désormais, à âge équivalent, les adolescentes et les jeunes femmes fument plus que les hommes »*, explique le professeur Gilles Brucker, vice-président du haut comité de santé publique.

« Cette émergence du tabagisme féminin va donner une explosion des pathologies, ajoute-t-il. *D'autant qu'hommes et femmes ne sont pas égaux face au tabac. »* Des risques spécifiques liés au sexe existent, notamment avec l'association tabac et pilule ou lors des grossesses.

Les dangers du tabac sont bien connus des adolescents, qui ont été informés par des campagnes publicitaires ou des actions plus ciblées dans les établissements publics. Elles ne sont pas parvenues à faire changer leur comportement, surtout chez les filles.

« Au début des années 90, raconte Lucette Barthélémy, directrice du collège régional d'éducation pour la santé en Lorraine, *notre discours était très hygiéniste. Il ne fallait pas boire, pas fumer, pas toucher à la drogue... Or, les adolescents cherchent un équilibre de vie, surtout pas des interdictions. Leur objectif n'est pas d'être en bonne santé, mais d'être bien. »*

Cette femme, qui organise des actions de prévention sur le terrain, a choisi de faire réfléchir les adolescents sur les alternatives au plaisir de la cigarette. *« L'idée est que l'énergie ne doit pas partir en fumée*, reprend-elle. *Ils aiment la musique, le sport et beaucoup d'autres choses. Mais nous, les adultes, nous devons aussi admettre qu'ils fassent leur expérience de vie. »*

M. A.


STANLEY GREENE/VU

En France, à 15 ans, 27,6 % des filles fument. Et 24,1 % des garcons.

TROIS QUESTIONS À...

MARIE CHOQUET

1 En tant que directrice de recherches à l'Inserm, vous avez étudié le tabagisme des jeunes en France, existe-t-il une spécificité nationale ?

En moyenne parmi les 11-20 ans, filles et garçons fument dans les mêmes proportions. Mais si on étudie le groupe des 12-17 ans, les filles sont majoritaires. Elles commencent à fumer un peu plus tard que les garçons, et ces derniers sont de plus en plus nombreux à fumer après 17-18 ans alors que la proportion de filles n'augmente pas à cet âge. Sur l'ensemble du groupe des 11-20 ans, la différence n'est pas significative. Mais parmi les jeunes générations, les moins de 16 ans, aujourd'hui les filles ont dépassé les garçons. Dans la prochaine enquête on s'attend à ce qu'elles soient majoritaires. N'oublions pas que l'augmentation du nombre de jeunes fumeurs est due au fait que de plus en plus de filles fument.

2 Le tabac est-il pour vous une conduite à risque ?

Les campagnes de prévention ont bien mis en avant les risques liés au tabac, le fait de fumer peut donc s'assimiler à une attitude de transgression. Les jeunes en difficulté, comme ceux pris en charge par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), ceux qui sont sortis du système scolaire sans diplôme, fument presque tous. Parmi les jeunes de la PJJ, la proportion atteint 80 %. On voit aussi apparaître une proximité de plus en plus forte entre tabac et cannabis. La majorité de ceux qui prennent du cannabis fument du tabac et associent les deux produits. Ce n'est pas vrai avec les autres drogues, mais avec le cannabis, cette association est fréquente. Lorsqu'on demande aux jeunes s'ils fument, ils ne savent pas s'ils doivent répondre sur le cannabis ou sur le tabac.

3 Quel message d'éducation à la santé devrait-on leur transmettre ?

Il est toujours difficile de savoir si une politique d'éducation à la santé est efficace ou non. Le fait que le tabagisme des garçons a diminué peut être compris comme une réussite. Mais comme les filles fument plus, on pourrait aussi parler d'échec. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y a un impact différentiel selon les sexes. Les jeunes savent que le tabac est dangereux, le message est passé. Mais ils vivent dans le temps présent, et pour l'avenir, ils sont peu concernés. Le tabac leur donne un plaisir immédiat et pour le reste, ils verront plus tard. La prévention est toujours orientée sur les effets d'un produit. On n'a sans doute pas assez développé la prévention positive, sur ce qu'on peut faire à la place. Nos messages sont trop « produits », alors que les jeunes sont à la recherche de sens à leur vie. Et nous, on répond par un « ne fumez pas, ne buvez pas ». Il faudrait imaginer d'autres réponses.

Propos recueillis par Michèle Aulagnon

Les enfants de la crise

Les 15-25 ans sont une *« génération-transition »*, estime Gérard Mermet, sociologue. Enfants de la crise, nés entre 1974 et 1984 juste après le premier choc pétrolier, ils sont à la charnière de deux siècles. Leurs références oscillent entre la France et l'Europe, avec une forte influence provenant de la culture nord-américaine. Adolescents plus tôt par rapport aux générations précédentes – la puberté les touche autour de 11 ans en moyenne, deux ans plus tôt qu'il y a un demi-siècle –, ils deviennent aussi adultes plus tard du fait de leur présence prolongée au domicile familial et de leur difficulté à devenir autonomes financièrement. Leurs attitudes de consommation sont différentes de celles des générations âgées, mais elles sont similaires à celles des jeunes des autres pays européens. Leurs dépenses s'orientent à 80 % vers des produits liés au sport, à la musique, à la technologie et à l'apparence. *« La difficulté pour les entreprises qui cherchent à cibler les jeunes consommateurs*, explique Gérard Mermet, *provient du fait qu'ils résistent aux marques et à toute communication qui ferait du "jeunisme" et chercherait à les récupérer. »*

Le « petit noir » ne séduit plus les 15-25 ans

LES JEUNES FUMENT. Mais ils ne boivent plus de café, et les vendeurs d'arabica et de robusta se désespèrent. Les courbes de consommation ne laissent aucune ambiguïté : les nouvelles générations ne prennent pas le relais dans la consommation de café. *« Le barrage fondamental provient du goût : le café est jugé trop fort, trop amer par les 15-25 ans »*, déplore Didier Laurent, directeur marketing boissons pour Nestlé France.

Les jeunes ont connu l'essor des *soft drinks*, ces boissons dont le Coca-Cola est devenu le symbole, et leur goût en est resté fortement marqué. Les laits chocolatés ont d'ailleurs bénéficié de cette domination du sucré. Le cacao n'est plus seulement réservé aux enfants, on le consomme de plus en plus longtemps. De grands gaillards de 30 ans chargés de promouvoir le café auprès des adolescents et des jeunes adultes en prennent encore pour leur petit déjeuner.

Le café est un produit auquel il faut être initié. Or le rite du petit canard – le sucre trempé dans le café des parents – est tombé en désuétude, comme celui du premier café après la communion solennelle. Quant à l'habitude des lycéens de se retrouver au bistrot après les cours et de commander un petit noir, la consommation la moins chère, elle disparaît *« car la qualité du café servi dans les bars a eu tendance à baisser*, indique Didier Laurent. *Le café est souvent trop fort et trop amer, exactement ce qui rebute les adolescents »*.

Conséquence de cette situation, les consommateurs de café vieillissent. On ne découvre plus aujourd'hui le petit noir à 14-15 ans, mais à 18-20 ans, déplorent les professionnels. Quant à la consommation régulière, elle n'intervient qu'au moment de l'entrée dans la vie active, qui est de plus en plus tardive.

« AGRÉABLE ET DÉGUEULASSE »

Nestlé a donc tenté de comprendre ce que reprochait les adolescents au « petit noir ». *« Nous avons pris la mesure de l'ampleur du problème »*, note Gérard Le Morbédec, directeur général de Nestlé France. Une enquête auprès des 15-25 ans montre un quasi-phénomène de rejet : *« Le café ? Agréable et dégueulasse »*, dit un adolescent. *« Faudrait qu'il soit sucré, et plus doux, avec de la crème chantilly »* ajoute une jeune fille. *« Avec du chocolat et de la crème »*, répond une autre. Seul l'effet *« speed »*, c'est-à-dire excitant, de la caféine est un atout à leurs yeux.

Des tentatives pour tenter de séduire un public jeune ont déjà été initiées. Le café glacé ou frappé n'est pas parvenu en huit années de présence sur le marché à s'imposer en habitude de consommation au-delà de quelques mois l'été. En revanche, les produits « sophistiqués », comme le capuccinos et le café viennois, bénéficient d'une impressionnante progression, de l'ordre de 30 % par an. Avec le sucre, la crème et le chocolat, l'amertume du café est *« tamponnée »* comme disent les professionnels.

Restait à convertir les 15-25 ans au café, le vrai. Nescafé, leader du café soluble, tente de relever le défi en sortant *Nes*, un café en poudre fine, présenté dans une boîte qui ressemble fort à une canette de soft-drink, deux fois plus grande que les premières boîtes de Nescafé introduites en Europe par les GI à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le niveau d'amertume de ce 100 % robusta a été réduit, mais pas la teneur en caféine. A 16 francs (2,4 €) la boîte, les dirigeants de Nestlé espèrent bien séduire les consommateurs âgés de 15 à 25 ans et pas seulement la ménagère de moins de 50 ans. Le *Nes* sera aussi distribué en doses individuelles. Si les jeunes Français deviennent accros au *Nes*, le produit sera diffusé dans les autres pays européens.

M. A.

Des ondées au nord

VENDREDI. Une zone dépressionnaire se situe sur le proche Atlantique. Une perturbation rentrera doucement dans l'intérieur des terres en prenant un caractère instable. Elle sera suivie vendredi par un front secondaire instable qui balaiera les régions proches des côtes de la Manche puis par une autre perturbation.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Des averses balaieront la Bretagne et les pays de Loire puis la Normandie. Une accalmie se produira ensuite mais de nouvelles pluies aborderont la Bretagne en fin de journée. Le vent de sud sera modéré. Il fera doux entre 13 et 16 degrés.

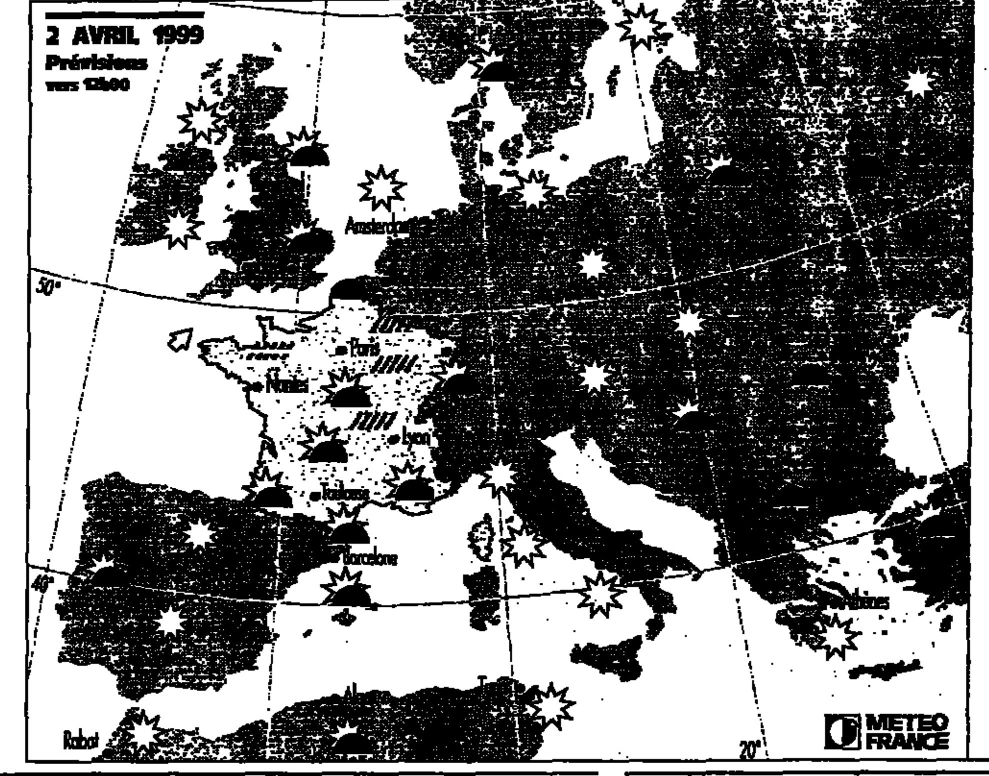
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Après un passage pluvieux instable en fin de nuit et de matinée, une période d'accalmie se produira avec quelques éclaircies. De nouvelles averses passeront en cours d'après-midi. La douceur persistera avec 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le début de matinée sera agréable avec un ciel voilé puis des ondées arriveront par l'ouest. La douceur printanière persiste avec 16 à 19 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies le matin avec quelques ondées sur les Pyrénées. Dans l'après-midi, les éclaircies seront plus belles. Les températures seront printanières entre 17 et 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Quelques ondées se produiront surtout en matinée puis les éclaircies deviendront prédominantes l'après-midi. Il fera très doux, entre 15 et 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Quelques ondées seront possibles le matin sur le Languedoc puis le soleil dominera largement. Le thermomètre indiquera entre 16 et 20 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		NANCY	4/16 P	PAPEETE	25/30 P	KIEV	4/13 C	VENISE	10/18 S	LE CAIRE	14/23 S
AJACCIO	6/17 S	NANTES	8/16 C	POINTE-A-PIT.	22/29 S	LISBONNE	12/19 N	VIENNE	3/16 S	MARRAKECH	13/26 S
BIARRITZ	10/18 N	NICE	9/18 N	ST-DENIS-RÉ.	23/28 S	LIVERPOOL	9/13 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	18/26 N
BORDEAUX	8/19 N	PARIS	10/16 N	**EUROPE**		LONDRES	8/15 N	BRASILIA	18/29 S	PRETORIA	15/26 N
BOURGES	9/17 N	PAU	7/18 N	AMSTERDAM	7/18 S	LUXEMBOURG	7/17 S	BUENOS AIR.	14/21 C	RABAT	10/21 S
BREST	10/14 P	PERPIGNAN	10/19 N	ATHENES	10/15 S	MADRID	6/19 S	CARACAS	23/28 P	TUNIS	10/21 S
CAEN	10/15 P	RENNES	8/16 P	BARCELONE	10/18 N	MILAN	9/23 S	CHICAGO	11/23 S	**ASIE-OCÉANIE**	
CHERBOURG	8/15 P	ST-ETIENNE	8/16 C	BELFAST	6/13 S	MOSCOU	2/10 S	LIMA	19/25 N	BANGKOK	26/34 C
CLERMONT-F.	9/17 C	STRASBOURG	4/17 N	BELGRADE	3/15 N	MUNICH	1/15 S	LOS ANGELES	8/13 S	BOMBAY	23/31 S
DIJON	5/16 P	TOULOUSE	8/19 N	BERLIN	5/16 S	NAPLES	8/19 S	MEXICO	12/27 S	DJAKARTA	27/30 N
GRENOBLE	4/19 C	TOURS	7/16 N	BERNE	1/16 S	OSLO	1/6 N	MONTREAL	1/8 N	DUBAI	23/34 S
LILLE	9/16 C	**FRANCE outre-mer**		BRUXELLES	6/18 S	PALMA DE M.	7/21 N	NEW YORK	9/15 S	HANOI	21/27 C
LIMOGES	7/17 N	CAYENNE	24/29 P	BUCAREST	6/12 C	PRAGUE	3/15 S	SAN FRANCS.	8/14 S	HONGKONG	21/25 P
LYON	8/16 P	FORT-DE-FR.	24/29 N	BUDAPEST	5/17 S	ROME	8/19 S	SANTIAGO/CHI	9/23 S	JERUSALEM	11/20 N
MARSEILLE	8/20 N	NOUMEA	25/29 P	COPENHAGUE	5/12 S	SEVILLE	10/25 S	TORONTO	4/14 N	NEW DEHLI	22/38 S
				DUBLIN	8/12 S	SOFIA	5/12 C	WASHINGTON	14/23 C	PEKIN	3/11 S
				FRANCFORT	5/18 S	ST-PETERSB.	1/9 C	**AFRIQUE**		SEOUL	4/11 P
				GENEVE	5/15 N	STOCKHOLM	2/13 S	ALGER	9/22 N	SINGAPOUR	26/30 P
				HELSINKI	-3/5 N	TENERIFE	11/16 S	DAKAR	18/23 S	SYDNEY	17/20 P
				ISTANBUL	7/13 N	VARSOVIE	2/16 N	KINSHASA	22/32 S	TOKYO	12/19 C

Situation le 1er avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 3 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ASIE.** Jusqu'au 31 décembre, Cathay Pacific France propose aux voyageurs se rendant en Asie ou en Australie, une escale à Hongkong, à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. L'objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hongkong un, voire plusieurs jours. Renseignements au 01-41-43-75-77.

■ **FRANCE.** A l'occasion des dix ans du Parc Astérix, la SNCF offre, du samedi 3 au dimanche 25 avril, jusqu'à 50 % de réduction sur les billets A/R des TGV directs à destination de la gare aéroport Charles-de-Gaulle. Sur place, une navette assure les transferts jusqu'à l'entrée du parc. Le billet SNCF permet en outre d'obtenir une réduction sur le billet d'entrée au parc : 85 F (13 €) pour les enfants et 130 F (20 €) pour les adultes.

VENTES

Les collectionneurs des reliques d'anciens paquebots se retrouvent à Bordeaux

L'ÈRE des grands paquebots, qui s'est terminée à la fin des années 60 avec le *France*, rassemble des collectionneurs d'horizons parfois très différents, qui se retrouvent pour acheter des reliques évocatrices de la vie à bord : meubles des meilleurs créateurs, linge, service de table et souvenirs de toutes catégories (affiches, menus, cendriers, etc.).

A Bordeaux, une vente qui a lieu samedi 10 avril comprend notamment la succession d'un professionnel des grandes traversées, Georges Burosse (1883-1936), nommé commandant du paquebot *Ile-de-France* en 1933. Cet héritage compte entre autres 2 400 photographies d'archives personnelles, quelques pièces rares ou anecdotiques.

LES PHOTOS DU COMMANDANT

Inauguré en 1927, *Ile-de-France*, qui assurait la liaison Le Havre-New York, avait été conçu dans un style résolument contemporain, avec des décors de Ruhlmann, Süe Mare, et le ferronnier Raymond Subes. Composées de photos prises par le commandant lui-même ou par des professionnels, les images constituent une documentation du plus grand intérêt. On y découvre les aménagements intérieurs des première classe (800 F, 122 €), des lots réunissant des voyageurs célèbres (1 000 F, 153 €), les souvenirs de diverses croisières : la Méditerranée en 1931 (77 photos, 700 F, 107 €), le Spitzberg en 1932 (75 photos, 800 F, 122 €), les Caraïbes la même année (150 photos, 700 F, 107 €).

Toujours présentes en grande quantité sur les paquebots, la vaisselle et l'argenterie sont différentes dans les trois classes. Pour *Normandie*, Christofle réalise le service de couverts « Atlas » destiné aux premières, dont un ensemble de 60 pièces est estimé entre 20 000 et 25 000 F (3 053 €), Ercuis crée le service Neuilly pour les deuxième classe. En troisième, on utilise les modèles Sirius de la maison Alfenide, une sous-marque de Christofle, nettement moins chère : une suite de 48 sous-verres sont annoncés à 9 000 F (1 374 €).

GRAND LUXE

Normandie était réputé pour la qualité de sa table, et la carte des vins des premières le confirme puisque on y propose trente marques de champagne, dans un livret orné d'illustrations d'Eddy Legrand (3 000 F, 458 €).

Les appartements de grand luxe constituent presque une classe à part, avec leurs accessoires spécifiques comme ces deux assiettes plates en porcelaine de Limoges Haviland, à fond ivoire et à décor argent, signées Suzanne Lalique (5 000 F, 763 €).

Certains collectionneurs recherchent spécialement les menus, qui se négocient de 50 F à 400 F, 7,62 € à 60,97 €, suivant le prestige du paquebot. Les boutiques du bord vendaient des cadeaux et des souvenirs introuvables ailleurs, d'où leur prestige. On trouve donc ici des foulards en soie de plusieurs navires, dont les plus chers, des carrés Hermès provenant du *France* (1962), sont estimés entre 6 000 et 8 000 F (914 à 1 219 €). Les modèles édités par les magasins Au Printemps restent accessibles à partir de 2 500 F (381 €).

Parmi les meubles, les chaises longues de pont, dont la réputation de solidité n'est plus à faire, valent entre 2 000 F et 4 000 F selon la provenance et l'état de conservation (305 à 610 €).

Catherine Bedel

★ **Bordeaux, samedi 10 avril, exposition la veille de 10 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 21 heures. Etude Charles-Jean dit Cazaux, Dubern, Briscadieu, 280, av. Thiers, 33100 Bordeaux, tél. : 05-56-32-32-32. Expert Louis-René Vian, 67, quai d'Orsay, 75007 Paris, tél. : 01-45-55-65-78.**

Calendrier

ANTIQUITÉS ET BROCANTES

● **ROYAN** (Charente-Maritime) : Salon des antiquaires, palais des congrès, du vendredi 2 au lundi 5 avril, le vendredi de 15 heures à 22 heures, les autres jours de 10 heures à 20 heures, 40 exposants. Entrée : 25 F (3,81 €).

● **BERNAY** (Eure) : Salon des antiquaires, dans l'abbatiale, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 h 30, 30 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).

● **BARJAC** (Gard) : antiquités, brocante, centre-ville, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 9 heures à 19 heures.

● **OBERNAI** (Bas-Rhin) : antiquités, brocante, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, salle des fêtes, 30 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).

● **ANTIBES** (Alpes-Maritimes) : antiquités, brocante, Port-Vauban, du samedi 3 au mardi 20 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, 136 exposants. Entrée : 40 F (6,10 €).

● **GUÉMENÉ-PENFAO** (Loire-Atlantique) : antiquités, brocante, salle omnisports, du samedi 3 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, 80 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).

● **OLIVET** (Loiret) : Salon des antiquaires, centre culturel d'Yvremont, les samedi 3 et dimanche 4 avril, de 9 h 30 à 19 heures, 35 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).

● **REIMS** (Marne) : brocante, parc des expos, 3 et 4 avril, de 8 heures à 18 heures, 500 exposants.

● **L'AIGLE** (Orne) : antiquités, brocante, hall du Grû, route de Vimoutiers, du samedi 3 au lundi 5 avril, de 10 heures à 18 heures, 100 exposants. Entrée : 16 F (2,44 €).

● **L'ISLE-SUR-LA-SORGUE** (Vaucluse) : antiquités, brocante, avenue des Quatre-Otages, parc Gautier, du samedi 3 au lundi 5 avril, de 9 heures à 19 heures, 700 exposants. Entrée libre.

SALONS ET COLLECTIONS

● **GRASSE** (Alpes-Maritimes) : Bourse des flacons et échantillons de parfums, palais des congrès, samedi 3 (de 14 heures à 18 heures) et dimanche 4 avril (de 10 heures à 18 heures), 25 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).

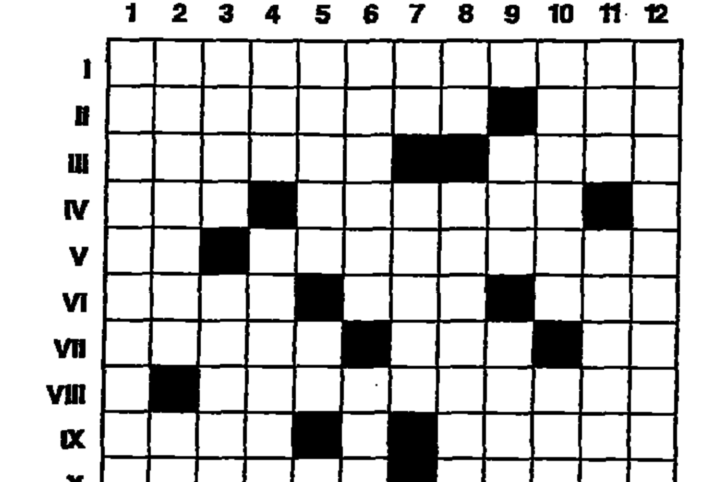
● **PARIS** : Salon des jeux et de la maquette, porte de Versailles, du samedi 3 au dimanche 11 avril, de 10 heures à 19 heures, 250 exposants. Entrée : 65 F (9,92 €).

● **HARDINGHEN** (Pas-de-Calais) : Bourse minéraux et fossiles, salle Pierre-Bonningues, samedi 3 (de 14 heures à 19 heures), dimanche 4 et lundi 5 avril (de 10 heures à 19 heures), 25 exposants.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99078

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Le travail c'est la santé… la preuve. – II. Assure les seconds rôles. Ailes britanniques. – III. Protège le pharaon de son venin. Sert de preuve. – IV. Circulent en Roumanie. Des fables bien avant La Fontaine. – V. Donne des renvois au lecteur. Tourbillon venu du Nord. – VI. Arrose la Belgique et la France. Vallée fluviale. En rébellion avec le chef. – VII. Fait en sorte que la ruche ne manque pas de main-d'œuvre. Sont passés dans le champ. Lettres d'Henri. – VIII. Donne de la hauteur et de l'autorité. – IX. Arrivée de pèlerins. Fait de l'effet. – X. Entremêlée. Assurent un bon nettoyage.

VERTICALEMENT

1. Apporte un peu de douceur. – 2. Met en place la pénurie. Personnage brechtien. – 3. Comme un hareng qui vient de frayer. Bien situées. – 4. Proposition aux hommes d'actions. Sans grande importance. – 5. Fait la haie. Epilé à l'extrémité. – 6. Elever dans l'effort. Moyen de communication très emprunté. – 7. Préposition. A l'apéritif et en salade. – 8. Dieu du Nil. Chantés à l'office. – 9. Sans bavure. Travail d'approche et de destruction. – 10. A reçu l'ordre. Fait peau neuve. – 11. Voyelles. Marbre sombre. – 12. Comme des manières d'un autre genre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99077

HORIZONTALEMENT

I. Contrepartie. – II. Exérèse. Arec. – III. Négus. Lapent. – IV. Traiteur. Nao. – V. Tee. Rapt. – VI. Ire. SAE. Il. – VII. Peur. Arasa. – VIII. Enrubannages. – IX. Td. Sic. Et. Um. – X. Euphorisante.

VERTICALEMENT

1. Centripète. – 2. Oxer. Rendu. – 3. Négateur. – 4. Truie. Rush. – 5. Restes. Bio. – 6. Es. Anacr (crâna). – 7. Pelure. – 8. Ara. Anes. – 9. Rap. Pirata. – 10. Trent. AG. – 11. Iéna. Iseut. – 12. Ectoplasme.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex



Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

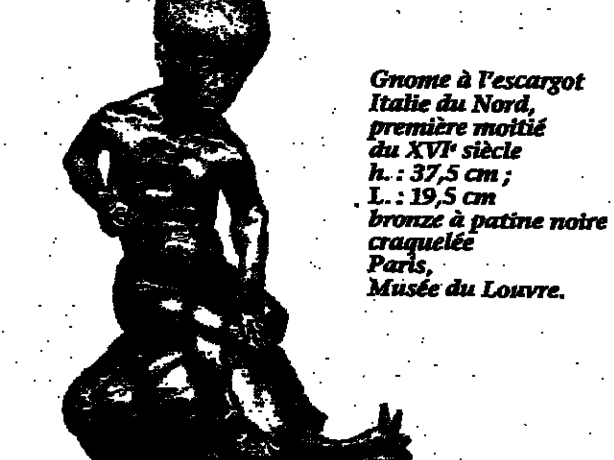
L'ART EN QUESTION N° 111

En collaboration avec Réunion des Musées Nationaux

Une étrange chevauchée

L'ART DU BRONZE connaît un essor particulier en Italie dès le début du XVe siècle. La Renaissance se passionne pour l'Antiquité, les fouilles sont nombreuses dans toute l'Italie, et la découverte des bronzes antiques explique cet engouement. Les artistes s'attachent à faire fondre le bronze, certains s'essaient même à l'art de la fonte. Outre les commandes importantes pour les églises, l'art du petit bronze se développe, permettant aux amateurs de posséder et de collectionner des statuettes ou des objets divers.

C'est surtout à Florence et dans l'Italie du Nord que se trouvent les centres les plus actifs. Suivant un courant naturaliste de l'époque, l'artiste a mis en scène un étrange gnome, pathétique et attendrissant, à peine plus grand que l'escargot qu'il chevauche. La collection des bronzes de la Renaissance faisait partie, avant leur installation au Louvre en 1796, du Garde-Meuble de la Couronne.


PHOTO RMN

Gnome à l'escargot
Italie du Nord, première moitié du XVIe siècle
h. : 37,5 cm ; L. : 19,5 cm
bronze à patine noire craquelée
Paris, Musée du Louvre.

Où étaient exposées les collections du Garde-Meuble :

● Au château de Versailles ?

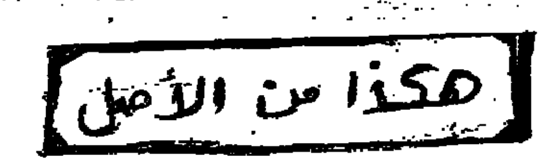
● A l'actuel ministère de la marine ?

● Au palais du Luxembourg ?

Solution dans *Le Monde* du 9 avril.

Solution du jeu n° 110 paru dans *Le Monde* du 26 mars :

La rétrospective Renoir de 1933 et l'exposition « Impressionnistes et romantiques français dans les musées allemands » de 1951 ont toutes deux eu lieu au Musée de l'Orangerie.



PHOTOGRAPHIE L'Ukrainien Boris Mikhailov présente, au Centre national de la photographie (CNP), à Paris, une rétrospective de ses photographies et publie un livre consacré à la pauvreté et au délitement de la société de son pays. Il a expliqué au *Monde* son parcours. ● INGÉNIEUR de formation, comme de nombreux photographes de l'ex-URSS qui se sont opposés au régime, Boris Mikhailov produit, depuis le milieu des années 60, des séries très distinctes, toutes en réaction à l'imagerie officielle. ● LE NU, thème s qualifié de « pornographique » au temps de l'URSS, est récurrent dans l'œuvre de Mikhailov. Il a été renvoyé de son poste d'ingénieur, en 1968, pour avoir pris des nus de sa femme. Il expose au CNP une série de sans-abri qui exhibent leur corps meurtri. Symboles, pour Mikhailov, d'une société revenue *« au point zéro »*, ces portraits perdent tout sens moral dans cet accrochage parisien.

Les images non conformes de Boris Mikhailov

Renvoyé de son poste d'ingénieur pour avoir photographié sa femme nue, l'artiste ukrainien, consacré dans une exposition à Paris, n'a cessé ensuite de casser les codes visuels officiels de l'URSS. Il montre aujourd'hui un empire disloqué, « revenu au point zéro »

IL ÉTAIT SOVIÉTIQUE, un photographe soviétique, noyé dans la ville industrielle de Kharkov, en Ukraine, et l'auteur d'images interdites, estampillées *« pornographiques »* par le régime de Brejnev. La dislocation de l'empire et l'air du temps ont transformé Boris Mikhailov en artiste ukrainien, iconoclaste jusqu'à l'excès, ignoré dans sa ville, célébré dans le monde entier, de passage à Paris pour une rétrospective.

Ukrainien donc, qui le rappelle en évoquant le joli match de son équipe nationale de football, face à la France (0-0), le 27 mars. *« Il est bon, notre attaquant Chevtchenko, n'est-ce pas ? »* Moustache malicieuse, œil bleu vif, Boris Mikhailov a soixante ans. C'est un retraité actif qui s'exprime, subsistant avec une pension de 20 dollars par mois et qui a vendu seulement cinq images à la Maison de la photo de Moscou. Des bourses étrangères lui font tenir la tête hors de l'eau. *« Quand le rouble plonge, c'est dur. On ne vit pas bien mais on se débrouille. »*

« Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid... »





« Série rouge », 1968-1975 (à gauche). En haut : « Luriki », photos noir et blanc d'albums de familles anonymes, retouchées et colorées par Mikhailov pour ses clients (1971-1985.) En bas : pauvreté et sans-abri, dans « Case History » (éd. Scalo).

Le parcours de Mikhailov est celui d'une poignée de photographes rebelles dans une URSS qui niait l'image autre qu'officielle. Comme d'autres, il a été lancé sur le marché international de l'art après la perestroïka. La quasi-totalité de ces photographes ont disparu. Pas Mikhailov, qui a d'abord été, comme d'autres, ingénieur d'études dans l'armement. Il rectifie : *« C'était un métier ennuyeux. J'étais un mauvais ingénieur. »* Sous-entendu : il avait la tête ailleurs. A la photographie, qu'il entreprend à l'âge de vingt-huit ans, avec une culture hésitante – *« Même Rodtchenko, je le connaissais très mal »*.

Mikhailov a toujours fait de la photo en amateur, refusant les commandes officielles. Sa première ? *« Une femme avec une cigarette. J'essayais de placer mes images à la télévision soviétique. Ils refusaient les portraits, ne prenaient que les vues d'animaux et les paysages. »* Photographier des femmes sera son *« chemin vers la liberté »*. D'abord des portraits de sa soeur, puis d'amies, ou d'une femme avec qui il vivait. *« Mais vous savez, la limite entre ce qui était érotique ou pas, en Union soviétique... »*

Ces portraits intimes mènent à une recherche sur le corps nu qui traverse tout son travail : *« De temps en temps, une petite photo érotique ou pornographique passait sous le manteau. C'était complètement interdit, mais quand on en a vu une, on ne peut retourner en arrière. J'ai fait de jolies photos de femmes nues, pas très bonnes. Evidemment, il ne fallait pas se faire attraper. »*

Il se fait attraper. Mikhailov laisse traîner des négatifs de sa femme nue dans un labo-photo qu'il a monté dans l'usine où il travaille comme ingénieur. *« Le KGB local a découvert les négatifs, les a confisqués, et j'ai été viré du jour au lendemain. »* C'était en 1968. L'épisode bouleverse le bonhomme, qui réussit à se faire embaucher dans une autre usine : *« Ça m'a rendu méchant. Me faire licencier pour ça ! Je photographiais de façon molle, dans mon coin, mon nombril. Je me suis ouvert sur l'extérieur et mon environnement social. »*

Mikhailov en tire une philosophie de son travail, en réaction totale à l'expérience historique et visuelle de son pays et à l'uniformisation du goût. *« Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid, des émotions qui forment un espace culturel bien réel, autre que le réalisme socialiste. Il n'y a pas une seule photo en Ukraine des millions de morts des années 30. J'estime avoir le devoir de travailler avec un matériau différent, de montrer ce que je vois autour de moi. »* Dans un entretien avec Brigitte Kölle, il parle d'une *« méthode expérimentale d'un amateur qui veut développer et tirer tous ses films dans son cabinet de toilette. C'est la continuation du mode de vie de la société soviétique, inadéquat et indiscuté »*.

Au début des années 70, pour vivre, Mikhailov travaille comme *« photographe technique »* de plans et projets d'usine. Il arrondit ses fins de mois en détournant et moquant l'imagerie socialiste : des particuliers lui apportent des photos de proches qui étaient partis ou décédés, et dont ils veulent garder une trace. Les clichés sont agrandis, coloriés, les yeux sont ouverts pour qu'ils *« aient l'air vivant »*. *« Il n'y avait pas d'appareils photos, pas de pellicule couleurs, pas de studios. Mais chaque foyer, surtout à Kharkov, voulait ces images. Il y avait plus d'art là-dedans que dans toutes les photos officielles. »*

Suivront d'autres séries, toujours différentes dans leur format, coloris et facture, chacune formant la réponse de Mikhailov à l'imagerie officielle. C'est la « Série rouge » (1968-1975), détournant le *« sentiment global de ce qui peut être soviétique »*, constituée d'instantanés volés jusque dans l'intimité des gens. Puis une sorte d'album infime rempli de petites photos en noir et blanc collées sur du papier machine et annotées de considérations personnelles (« Dissertation inachevée »), influencée par son ami, le peintre Ilya Kabakov : *« C'est un album typique de l'époque de Brejnev, où la société était fermée comme un marais. Nous n'avions le droit de nous occuper que de notre petite vie et de nos petits sentiments. »*

Ce qui suivra sera sa vision de l'Ukraine après l'ouverture – *« une véritable fête »* –, qu'il montre comme une société décomposée, misérable, sordide. Un chaos. Rien n'a changé à Kharkov, où une exposition de ses autoportraits nus, en 1995, a été fermée le lendemain du vernissage : *« L'ami du directeur du musée, un gynécologue, a trouvé que c'était pornographique. Les mêmes dirigeants sont au pouvoir, avec le manteau communiste en moins. »*

Pourquoi Mikhailov reste-t-il à Kharkov ? *« C'est une ville de deux millions d'habitants, une capitale secrète de l'industrie d'armement. Je la connais par cœur, je comprends ses problèmes. Il y a une grande énergie dans cette ville traditionnelle mais d'une grande pauvreté culturelle : un tout petit musée, deux galeries... Cette relation entre la tradition et la non-culture me passionne. Kharkov me donne une faim visuelle, qui m'oblige à travailler. »*

Pourrait-il s'installer à l'Ouest ? Sa femme répond non, comme pour le persuader. Il est plus nuancé : *« Le problème, c'est la compréhension de ce que je vois. Prendre des photos sans point de vue visuel, sans parler aux gens, sans comprendre, c'est impossible. Je voyage un peu, mais il n'y a encore que chez moi que j'ai l'impression que tout vit. »*

Michel Guerrin

Des corps livrés en pâture

BORIS MIKHAILOV, Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris, 8e. Mo Georges, V. Tél. : 01-53-76-12-32. Tous les jours, de 12 heures à 19 heures ; fermé le mardi. Entrée 30 F (4,57 €), TR 15 F (2,29 €). Jusqu'au 24 mai. « Case History », de Boris Mikhailov, entretien de l'auteur avec Ilya Kabakov et Victor Tupitsyn (version anglaise), éd. Scalo, 478 p., 398 F (60,67 €).

« L'URSS a été un gros laboratoire pour le monde entier. Et pour moi un laboratoire photographique. » C'est de cette façon que Boris Mikhailov aborde l'oeuvre morcelée qu'il expose au Centre national de la photographie. Laboratoire de formes (instantanés, mises en scène théâtrales, détournement d'images prises par d'autres, superposition de négatifs), de formats (images cartes postales en noir et blanc présentées sous vitrine, grands formats en couleur, panoramiques aux couleurs sépia ou bleu), de motifs (paysages, portraits, nus, vues urbaines)...

Mikhailov construit ses images en séries, à l'opposé de l'image isolée, qu'il suspecte de devenir une icône. Il accumule plus qu'il ne crée. L'impression est encore plus forte dans son dernier livre, *Case History*, avec plus de quatre cents photos en couleur sur le chaos de son pays, dont certaines, prises lors de la même séance, se rapprochent du récit cinématographique.

Les séries sont si distinctes les unes des autres qu'elles déroutent : ont-elles le même auteur ? Oui, répond-il, adaptant la forme au contexte social, à l'environnement politique, singeant chaque fois un standard d'imagerie, au point de devenir une sorte de post-moderne ukrainien, si le terme – créé dans l'art contemporain occidental dans les années 80 – avait un sens.

Les photos repeintes sont des bonbons désuets. La « série rouge » dans laquelle Mikhailov tourne en dérision les drapeaux, banderoles, fresques murales qui formaient l'univers héroïque des Soviétiques, est la plus solide, notamment les instantanés frais de jeunes femmes surprises dans la rue. L'album d'images rehaussées de texte s'apparente à un récit intime et conceptuel. Les deux grandes séries de panoramiques réalisées dans l'environnement, entre archaïsme et désolation, sont les plus classiques, consacrées à l'incurie du pouvoir devant une société qui se délite.

« LA VÉRITÉ PLUS QUE LA BEAUTÉ »

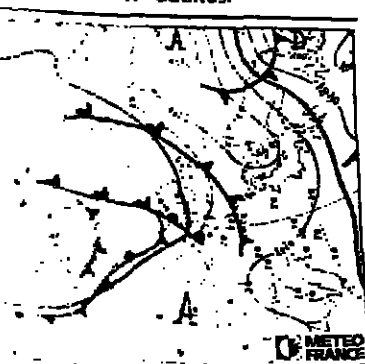
Reste que l'exposition est dominée par une grande salle difficilement supportable : des portraits en pied, en très grands formats, de SDF souvent vieux, qui exhibent leur nudité, leur maladie, leur corps meurtri, leur environnement sordide. C'est la série la plus récente de Mikhailov, sujet de *Case History*. Il s'en explique : *« Le nombre de sans-abri ne cesse de grandir dans le pays. C'est une série qui traduit mon sentiment total de liberté, mais aussi celui de ces personnes qui n'ont plus rien à elles que leur corps. C'est un constat sur l'effondrement de la société. Ce n'est plus le socialisme, plus le communisme, mais une situation zéro, où il n'y a plus rien. C'est comme un requiem. »* Il conclut : *« La vérité m'intéresse plus que la beauté. »*

La représentation du corps est un thème exploré par Mikhailov dès les années 60, en réaction au régime soviétique qui le qualifiait de *« pornographie »*. La chape de plomb de l'URSS constitue la justification morale d'une œuvre, qui, de ce fait, annihile tout jugement critique. Mais là, à Paris, magnifiés dans un hôtel particulier cossu parisien, et alors que l'URSS est rayée de la carte, ces grands formats n'ont aucun sens, réduits à l'écœurement qu'ils suscitent.

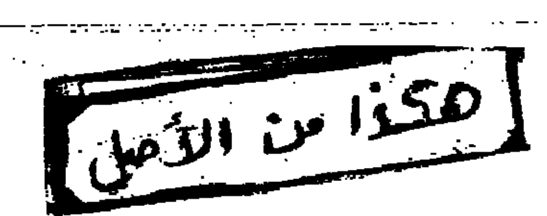
Ils ne sont plus le résultat d'une expérience, mais le viol répugnant et indéfendable de personnes et de ce qui leur reste d'intimité, livrés en pâture au spectateur.

M. G.

CARNET VOYAGEUR



Vent à Bordeaux



Chico Buarque, chantre du Brésil d'après les utopies

Le musicien revient avec « As cidades » (les villes)

SAO PAULO
de notre envoyée spéciale

Comme le Canecao, la plus célèbre des salles de concert de Rio de Janeiro, le Palace de Sao Paulo est une « casa de show », « maison » de spectacle où l'on réserve sa table, comme au cabaret. Le 18 mars, Chico Buarque, absent des scènes brésiliennes depuis quatre ans (il a écrit deux romans, *Embrouille* et *Benjamin*, traduits en français chez Gallimard), y étrennait son nouveau spectacle : *As cidades*, « les villes ». Le Brésil était alors à quelques jours de la remise des Oscars à Hollywood. La rue, traumatisée par la brutale dévaluation du real en janvier, s'était mobilisée en faveur de *Central do Brasil*, le film de Walter Salles, et de son actrice fétiche, Fernanda Montenegro. Menu « *Central* » dans les restaurants, Oscars géants dans les rues... Le Brésil a perdu.

REPORTAGE

La presse vante ses enchaînements : broderie d'harmonies à la Jobim et de samba

Chico Buarque, élu mi-mars « *musicien du siècle* » par l'hebdomadaire brésilien *Isto É*, n'est pas homme de mode. « *Il est né "classique"* », écrivait le quotidien national *Folha de Sao Paulo*. Egal à lui-même, il a donné un concert d'une heure et quarante-cinq minutes, enchaînant vingt-six chansons dont dix étaient extraites de son nouvel album concis – onze titres, trente-cinq minutes – *As cidades*. Puis ce fou du ballon rond a joué au football au cœur de la nuit sur un terrain illuminé – au sein d'une équipe d'« *artistes* » affrontant celle du personnel de l'Hôtel Renaissance, où Chico Buarque, cinquante-quatre ans, a établi ses quartiers pour sept semaines.

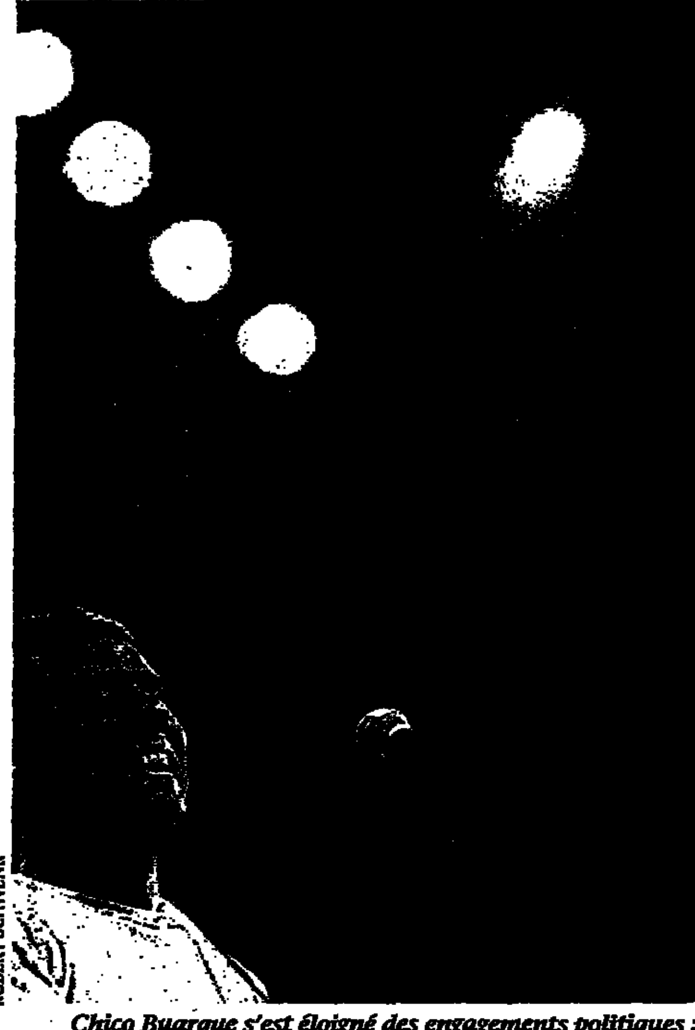
Du récital nouveau, la presse brésilienne a souligné la rigueur, la magie des enchaînements musicaux – fine broderie d'harmonies à la Jobim et de samba des rues. Elle a remarqué la nouvelle version de *Construçao*, la mort banale d'un maçon, œuvre-clé écrite en 1971, quarante et un vers savamment construits sur la dislocation des accents toniques de la langue portugaise. Plus violente, *Construçao* 1999 est dépourvue des douceurs habituelles du chanteur à la voix flûtée. « *Je l'ai chantée de cette manière en duo avec Fernanda Montenegro pour* Atores e cantores, dit-il, *un disque très récent produit pour le projet Betinho* [le sociologue mort du sida, promoteur des campagnes contre la misère et pour la citoyenneté] ».

Chico Buarque, fils de Sergio Buarque de Hollanda, l'un des plus grands historiens sud-américains, serait-il toujours impliqué dans les affaires brésiliennes ? Oui et non. Un temps proche du Partido dos Trabalhadores (PT) de Lula, naguère plutôt indulgent pour le président Cardoso – lors de sa première campagne électorale en 1991, le chanteur avait « prêté » à l'intellectuel d'alors *Vai Passar*, samba torride composée dix ans auparavant pour saluer la débandade des militaires –, Chico Buarque s'est éloigné des engagements partisans. « *La réalité sociale m'intéresse davantage* », dit-il. L'an dernier, il a choisi d'accompagner le photographe Sebastiao Salgado, parsemant de ses chansons le livre *Sem Terra* (« Sans terre »), « *un vrai portrait du Brésil, avec ses misères* », paru au Brésil et en Italie.

LYRISME DÉSENCHANTÉ

Consacré « *ambassadeur* » du Brésil, résistant à Cuba tout au long des années de dictature, Chico Buarque n'y a plus mis un pied depuis dix ans. « *J'aimais y aller quand le Brésil n'avait aucune relation diplomatique avec Cuba. Dans les années 70, ceux qui luttaient contre la dictature se rencontraient à La Havane.* » L'engagement ? « *Tout a changé. Ce sont les chanteurs de rap de la périphérie qui font de la chanson politique aujourd'hui, ils vivent la réalité dans leur peau. Ce qui n'est pas le cas des chanteurs de ma génération* [Gilberto Gil, Caetano Veloso...], *qui sont de formation universitaire, et véhiculent une vision plus bourgeoise.* »

La nouvelle réalité de Chico Buarque est celle d'*Embrouille* (le titre original, *Estorvo*, donne l'idée de la torpeur). La ville, ses constructions aléatoires, sa violence, son illogisme, l'immatérialité de son béton, font écran entre l'homme et son environnement. Plus de terre à toucher, plus de mer à vaincre. Tout est virtuel, absurde, cauchemardesque.


ROBERT SCHWENK

Chico Buarque s'est éloigné des engagements politiques : « La réalité sociale m'intéresse davantage. »

As cidades est un album de fièvre, au lyrisme désenchanté. Il y est question de songes – *Sonhos sonhos sao*, « *rêves envahis par les bulletins d'information entendus le soir* » –, des seins d'une femme, des « *pâles économistes qui appellent au calme la légion des affamés, Macau, Maputo, La Mecque, Bogota...* », de Rio – *Carioca*, description impressionniste de la ville... *As cidades* est un imbroglio citadin. La pochette, dessinée à l'ordinateur par Gringo Cardia, mélange des photos de villes des Andes ou du Yémen, et grime le chanteur en Indien, en Noir, en blond... « *Nous voulions montrer un rêve de ville, pas de ville réelle, mais un sentiment livré "à vol d'oiseau"* [en français]. *C'est un peu le climat onirique de mes romans. La littérature a contaminé la musique.* » Dans cette volonté de résistance par l'imaginaire, le journal *Folha de Sao Paulo* a vu « *une traduction poétique du vertige brésilien en ces temps post-utopiques* ».

Plus pragmatiquement, Chico Buarque voulait appeler son nouvel album *Chico Buarque*. « *Mais ma maison de disques m'a dit que cela ressemblerait à une nouvelle compilation. Ce qui se vend le mieux aujourd'hui. Une jeune femme disait récemment à ma fille : "J'ai acheté le disque de ton père, mais, c'est incroyable, il n'y a que des nouvelles chansons".* »

Véronique Mortaigne

★ *As cidades*, 1 CD (BMG 74-3216-3233-2).

Forbach, centre du monde du travail en l'an 2000

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a présenté jeudi 25 mars à Forbach (Moselle) le projet d'une exposition consacrée aux « Cultures du travail », l'une des initiatives les plus symboliques de la Mission 2000, que préside Jean-Jacques Aillagon.

Cette exposition se tiendra à partir du mois de juin 2000 sur le Carreau Wendel, immense ensemble minier situé à Petit-Rosselle, dont le lavoir, impressionnant vestige de l'industrie du charbon, doit être réaménagé en musée du bassin houiller, lieu de mémoire d'une histoire sociale et industrielle longue de plus d'un siècle (1866-1986). Une convention a été signée par la ministre avec les intervenants et financiers du projet, notamment le conseil régional de Lorraine, le conseil général de Moselle, Forbach, Petit-Rosselle, etc.

Plus de 25 millions de francs (3,9 millions d'euros) seront consacrés à l'aménagement par l'architecte Philippe Jean de l'ancien lavoir, qui, avant de devenir musée, accueillera les « Cultures du travail ». L'exposition sera ensuite reprise au Musée des sciences et des techniques à Paris. Placée à l'heure européenne, elle a été confiée à Josep Ramoneda, directeur du Centre de culture contemporaine de Barcelone (CCCB), institution qui s'est donné pour domaine de compétence la ville et la culture urbaine et qui s'est imposée comme l'une des plus originales et des plus fécondes de l'Union européenne. Le CCCB sera coproducteur de l'exposition, dont le budget total est estimé à 17 millions de francs (2,6 millions d'euros), dont 13,5 millions (2 millions d'euros) sont apportés par l'Etat, la région, ainsi que par la ville et les districts de Forbach et de Freyming-Merlebach.

Josep Ramoneda travaillera en liaison avec un comité scientifique international, et, sur place, avec l'architecte et scénographe Dani Freixes. L'outil, la machine, la société industrielle au passé et au présent, les lieux de travail, la compétition mondiale, les nouvelles solidarités, l'immigration seront quelques-uns des thèmes de cet ensemble dont l'épilogue sera placé dans la perspective du futur. La main de l'homme a été choisie comme élément conducteur et structurant de la scénographie. Moins cependant pour ce qu'on peut y lire de l'avenir que pour la signification symbolique de ce premier outil. La ville de Forbach (30 000 habitants, 15 % de chômeurs) a elle-même entrepris une importante transformation pour passer du siècle du charbon à celui des nouvelles énergies. Le maire de la ville, Charles Stirnweiss, ainsi que Roger Walser, maire de Petit-Rosselle, sont confiants dans le succès de l'exposition. Ils tablent sur un bassin d'un million d'habitants, allemands ou français, dans un rayon de 50 kilomètres. L'exposition sera d'ailleurs bilingue. La convention signée à Forbach est la première d'une série qui doit notamment conduire Mme Trautmann à Amiens le 22 avril (exposition « Les Couleurs du monde »), à Bordeaux le 17 mai (« Les Mutations des villes »). Fin avril doit être rendu public le détail des commandes faites aux artistes pour l'aménagement des Champs-Elysées, le 31 décembre 1999, un ensemble de portes dont le principe a déjà été repris par des villes de province.

Frédéric Edelmann

DÉPÊCHES

■ **PRIX : Julien Lepers**, l'animateur du jeu télévisé « Questions pour un champion », sera le présentateur de la huitième cérémonie des Django d'or, trophées internationaux du jazz, prévue, mardi 13 avril, à la Cité de la musique du parc de La Villette, à Paris (19e arrondissement). C'est la première année que cette remise de prix est organisée à la Cité de la musique.

■ **MUSIQUE : plus de 4 000 interprètes se rassembleront**, le 20 juin, dans les rues de Venise pour célébrer avec un jour d'avance la Fête de la musique, dans 350 lieux de la ville. Cette fête culminera, le 22 juin, avec l'exécution simultanée par tous les musiciens d'un même morceau dont les notes seront projetées au laser sur le ciel depuis le clocher de la basilique Saint-Marc. A chaque note correspondra une couleur.

■ **NRJ et TF1 vont produire conjointement le Hit d'or**, cérémonie retransmise en direct sur les deux médias le 30 avril, destinée à récompenser les meilleurs artistes de variétés. La soirée sera calquée sur les Victoires de la musique, mais les Hits d'or seront décernés par le public et non par un jury de professionnels, et récompenseront également des chanteurs étrangers.

■ **THÉÂTRE : la cérémonie des Molières, qui aura lieu le 3 mai au Théâtre des Champs-Élysées**, sera retransmise en direct à partir de 20 h 50 par France 2. Pierre Arditi présidera la soirée, au cours de laquelle interviendront Charles Aznavour, Alain Delon, Francis Huster, Colette Renard, Raymond Devos et Pierre Perret. Seize Molières seront attribués. Jean-Claude Grumberg arrive en tête des auteurs nominés, avec *L'Atelier* et *Rêver peut-être*. Trois pièces sont citées six fois chacune à divers titres : *L'Atelier*, *Rêver peut-être* et *Le Bel Air de Londres*. Deux autres pièces bénéficient de cinq nominations : *Mademoiselle Else* et *Pour la galerie*.

■ **La Comédie-Française effectuera une tournée dans vingt-trois villes de France**, jusqu'au 28 mai, avec *Le Legs*, de Marivaux, dans une mise en scène de l'administrateur général Jean-Pierre Miquel. La tournée, qui commencera à Aix-en-Provence et se terminera à Sarlat, concernera principalement des villes de moyenne importance, Villeneuve-sur-Lot (le 16 avril), Bayonne (le 17), Dieppe (le 20), Épernay (le 22), Sanary (le 24), Salon-de-Provence (le 25) Roanne (le 27 et 28, Yverdon (le 30 avril), Beaune (le 6 mai), Vesoul (le 7 mai)...

Le film-confession de Radiohead à la conquête du monde

CEUX qui ont vu Radiohead en concert affirment que ces rockers d'Oxford n'ont que peu de rivaux au jeu de l'intensité scénique. La performance sur le vif sublime leurs chansons. Un peu comme le mariage parfait de la science harmonique de REM, du lyrisme d'U2 et de la puissance désespérée de Nirvana. Habituellement, les musiciens doués d'un tel don consignent sur disque et en vidéo leurs exploits en public. Renonçant à l'habituel album « live », les membres de Radiohead ont demandé à Grant Gee, réalisateur de plusieurs de leurs clips, de les suivre durant plusieurs mois. Fruit de ces pérégrinations, *Meeting People Is Easy* est un film de quatre-vingt-quinze minutes, diffusé uniquement en cassettes vidéo (Parlophone), qui témoigne moins d'un triomphe que d'un paradoxe. Plutôt que de célébrer les étourdissantes communions du groupe et de ses fans, ce documentaire décrit l'ennui abyssal de la vie en tournée.

D'ÉCLATS RAGEURS EN DÉPRESSIONS

En 1997, Radiohead sort *OK Computer*, son album le plus aventureux. Sans tube au format radiophonique, le disque est plébiscité par le public comme par la critique. La logique de l'industrie phonographique est immuable : à chaque nouvelle production, sa tournée de promotion et ses concerts. Le groupe vole dans le monde entier. A la joie du succès d'une œuvre difficile succède vite la pesanteur de la routine ; loin de la légende des caravanes hédonistes, le chanteur Thom Yorke et ses acolytes Ed O'Brien, Phil Selway, Jon et Colin Greenwood se noient dans l'absurdité de la répétition. Aéroports-hôtels-salles de concerts, trajets en boucle, Paris, Sydney, Berlin, Tokyo, entretiens à la chaîne, félicitations qui se succèdent en mantras imbéciles.

Grant Gee promène sa caméra témoin, vole des instants mais ne s'adresse jamais directement aux musiciens. En un montage fragmenté – et quelques facilités esthétiques (flous atmosphériques, jeux entre couleur et noir et blanc...) –, il retranscrit la vision somnanbulique de cette dépossession. Parfois, il saisit l'ébauche d'une rébellion. Thom Yorke : « *Nous, les meilleurs ? N'importe quoi. Crois à cette promotion, mais crois aussi au retour de flamme.* » Radiohead essaie péniblement de retrouver la foi. « *Rappelez-vous quand même l'importance que cela avait pour nous de voir les Smiths ou REM sur scène.* » Les images de concert sont rares, morcelées en éclats rageurs et saturés, seuls vrais moments de vie et de catharsis. En chantant le dégoût de soi, le leader de Radiohead a séduit des millions d'adolescents. Son œil gauche mi-clos depuis la naissance, sa silhouette d'avorton menant une bande de laissés-pour-compte s'animent derrière le micro avec un charisme singulier.

Led Zeppelin, les Rolling Stones célébraient les excès orgiaques de la musique. Radiohead exploite le potentiel dépressif du rock. Soulagé par la création et le défoulement scénique, *Meeting People Is Easy* témoigne de cet égarement et justifie, en quelque sorte, une esthétique musicale. Les Britanniques se sont remis au travail. Ils auraient déjà enregistré, à Paris, une bonne partie d'un quatrième album, prévu pour le début de l'an 2000.

Stéphane Davet

« Mazeppa » de Tchaïkovski à Milan, de trahison privée en trahison politique

Les Russes Rostropovitch et Dodine divergent dans l'interprétation de l'opéra de leur compatriote

Tiré d'un poème de Pouchkine, cet opéra s'intéresse moins à la punition du séducteur qu'à l'idée de la trahison, privée et politique. Pour sa première direction à la Scala, Mstislav Rostropovitch a choisi une partition complexe où cohabitent tension épique, concessions au folklore russe et dimension privée désespérée. Son interprétation de la discontinuité dramatique diverge de celle du metteur en scène Lev Dodine.

MAZEPPA, de Tchaïkovski. Alfred Muff (Mazeppa), Anatoli Kotscherga (Kochubey), Tatiana Gorbounova (Lioubov), Olga Guriakova (Maria), Giancarlo Boldrini (Orlik), Renato Cazzaniga (Iskra), l'Orchestre et le Chœur du Théâtre de La Scala, Mstislav Rostropovitch (direction). Lev Dodine (m. en sc.).
SCALA DE MILAN, prochaines représentations les 2 et 6 avril, à 20 heures. Tél. : 00-39-02-88-791.

MILAN
correspondance

Rien ne stimule davantage la fantaisie de Lev Dodine que la représentation de la violente brutalité du pouvoir. Les prisonniers torturés à mort tombent l'un après l'autre tels des fantoches inertes dans les bras de leurs bourreaux et composent le chœur douloureux et muet de la tragédie de Kochubey, coupable d'avoir pensé convaincre le tsar de sa fidélité comme de la trahison du cosaque Mazeppa, l'ancien amant brutal de sa fille Maria.

Cette scène est le tableau le plus réussi de cette nouvelle représentation de l'opéra de Tchaïkovski tiré du poème de Pouchkine, *Poltava*. L'image de Mazeppa attaché nu sur son cheval a traversé tout le XIX[e] siècle de Byron à Hugo, de Liszt à Delacroix. Mais ce qui intéresse Pouchkine et Tchaïkovski est bien autre chose, ce n'est pas la punition du séducteur mais plutôt l'idée de la trahison, privée et politique. La jeune Maria trahit son amoureux Andrej et le désir de ses parents qui, eux, trahissent Mazeppa engagé aux côtés de l'armée suédoise trahissant, ce faisant, le tsar, qui trahit la confiance de Kochubey. Les hommes s'entretuent, les femmes deviennent folles : telle une petite fille, Maria finira par bercer le fidèle Andreï mort dans ses bras, incapable de la protéger, au son d'une aria où la douceur du regret se mêle à une violence déclamatoire anticipatrice de cris expressionnistes.

C'est la première fois que Mstislav Rostropovitch dirige à la Scala. Il a choisi pour l'occasion une partition complexe où cohabitent tension épique, concessions à la tradition folklorique russe et aux scènes de genre et dimension privée désespérée. Tchaïkovski ne résout pas ces trois éléments avec le même bonheur. La « bataille de Poltava » et d'une manière générale les mouvements de masse sont orchestrés sans l'intensité dont Moussorgski fait preuve dans *Boris Godounov*.

COULEURS AVEUGLANTES

Cette discontinuité dramatique, reprochée à l'auteur dès la première représentation à Moscou en 1884, Rostropovitch et Dodine l'envisagent de deux manières différentes. Le chef est plus attentif au moment où émergent le pouvoir propre du chant et l'abandon à la ligne mélodique mais le découpage des danses, des choeurs, du cosaque ivre, le prive de beaucoup d'oxygène. La dimension lyrique et folklorique n'intéresse en rien la mise en scène entièrement tournée vers la dénonciation du destin de Maria. Deux artistes russes de deux générations, Rostropovitch (soixante-douze ans), Dodine (cinquante-quatre ans), ont, face à la même œuvre d'un de leur compatriote, une attitude interprétative tout autre. « *L'histoire de Mazeppa est comme la guerre en Afghanistan, comme le Kosovo, elle est intemporelle et n'a pas de frontières* », déclare le metteur en scène.

C'est avec cohérence que les costumes de Luisa Spinatelli, soulignant cette lecture, ne se préoccupent pas de coller à une époque, les cosaques ayant l'invisible visage des forces spéciales de police d'aujourd'hui. La direction musicale sous-estime cet aspect des choses qui n'apparaît pas comme exclusif. Dodine et son décorateur habituel Borovsky ont imaginé une scène fixe, une structure qui implacablement se lève et s'abaisse, écrasant de tout son poids les personnages et leurs projets. C'est là que Kochubey sera mis à mort, que Mazeppa en fuite arrive, et que Maria devient folle, sur une scène envahie de couleurs aveuglantes et inhumaines. Une idée à l'impact puissant et immédiat mais difficile à réaliser et moins convaincante que celle pratiquée pour le *Lady Macbeth* de Chostakovitch, déclaré par la critique italienne meilleur spectacle de 1998.

Sandro Cappelletto
Traduit de l'italien par Andriana Cavalletti

Slimane Benaïssa réunit Juifs et Arabes d'Israël autour de l'eau d'un même puits

L'AVENIR OUBLIÉ, de Slimane Benaïssa, avec la complicité d'André Chouraqui. Mise en scène : Slimane Benaïssa. Avec Agoumi, Marc Barbé, Pierre Baux, Slimane Benaïssa, Martine Vandeville.
MC93, 1, boulevard Lénine, Bobigny. M° Bobigny-Pablo-Picasso. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F (de 9 € à 21 €). Durée : 1 h 30. Les 1er, 2 et 3 avril, à 21 heures.

Mettre en scène l'histoire de son temps n'est pas le fort du théâtre contemporain. Dans leur majorité, les auteurs européens ont renoncé à inventer le langage capable de s'emparer d'un monde en guerre, et les metteurs en scène préfèrent en appeler aux Grecs ou à Shakespeare pour dire les cités et les tribus d'aujourd'hui, leurs affrontements et leur décomposition. A l'asthénie de nos politiques répond le silence des planches. Les grands problèmes se traiteraient au-dehors, devant les caméras, et seraient désormais incompatibles avec le grand théâtre.

L'auteur-metteur en scène algérien Slimane Benaïssa n'a pas de ces langueurs. Il vient d'un pays où la réalité de la tragédie laisse toute leur distance aux jeux de scène. Il n'a pas peur des grands sujets. Lorsqu'il le faut, il n'hésite pas à prendre à bras-le-corps Dieu et ses prophètes, à les secouer vigoureusement, pour leur faire rendre un semblant de raison. Il le fait avec une faconde qu'il faut bien appeler méditerranéenne, où les joutes verbales n'ont pas pour objectif de détruire l'autre, mais simplement d'en repérer et d'en désigner les positions. Il donne ainsi à entendre une autre culture, dans une dramaturgie sereine du dire dont la maturité ne peut que provoquer l'hostilité des pousse-au-crime de tous bords.

GÉNÉROSITÉ DU REGARD

Ecrit avec la « *complicité* » de l'essayiste André Chouraqui, *L'Avenir oublié* interroge chaque Israélien. La partition est contenue dans un diptyque où s'opposent deux à deux Juifs et Arabes, dans la commune disparition des pères, l'intransigeance aimante des mères et l'affrontement des oncles – religieux et laïques.

Deux générations tentent de se comprendre : celle qui n'a su que partir en guerre et celle qui voudrait aller en paix. L'auteur laissera ces derniers tenter de régler leurs comptes fraternellement autour d'un verre d'eau du même puits, non sans laisser passer quelque chose comme un credo : « *Nous sommes tous juifs de naissance, parce que nous venons au monde pour Dieu. Nous sommes tous chrétiens par pénitence parce que nous avons tous des péchés à racheter. Nous sommes tous musulmans par espérance parce que chacun de nous rêve à un paradis caché. Si je suis laïque, c'est parce que je suis fatigué d'être un enfant face à Dieu.* »

En dépit des apparences, la tentation du discours est sans cesse balayée par la générosité du regard, par l'attention aux histoires des peuples et aux itinéraires des individus. Pas un qui se contente d'être un porte-parole, sans déplacer son poids de chair et d'espoir. Pas un qui n'aurait pu être une belle et bonne créature de théâtre, si le metteur en scène Slimane Benaïssa n'était demeuré trop sage devant l'auteur de *L'Avenir oublié*. Le déséquilibre cette fois, est dans le refus de théâtre, malgré l'engagement certain de comédiens comme Martine Vandeville, dont l'aptitude à passer de la mère juive à la mère arabe offre au spectateur une de ces interrogations qu'aime à poser Slimane Benaïssa, jusqu'à investir le point final.

Jean-Louis Perrier

INSTANTANÉ

HAMPTON AU CLUB LIONEL HAMPTON

Lionel Hampton est assis, plutôt bas sur son siège devant le vibraphone. Pour viser comme pour frapper, le vibraphone se joue plutôt debout. C'est un instrument que d'une certaine façon Lionel Hampton a inventé. Il a eu le temps d'inventer pas mal d'instruments. Au départ, il était batteur.

Ce qu'on aime également, c'est la façon pincée, martelée, qu'il avait de claquer deux doigts sur un piano. En fait, on a tout aimé de Lionel Hampton, directeur hors pair, découvreur de musiciens (Mingus, Clifford Brown), université à lui tout seul avec un des grands sourires du jazz (Armstrong, etc.). Il a enregistré avec Armstrong le 16 octobre 1930. Sa première gravure, elle, date, de 1920 (*New Kinda Blues*).

Justement, ce lundi 29 mars dans le club d'un grand hôtel qui porte son nom, il chante *What a Wonderful World*, connu par Armstrong. Car il chante. Il chante aujourd'hui comme le souvenir de quelqu'un qui aurait chanté. Il chante pratiquement depuis 1909, l'année où il a vu ce jour qu'il voit à peine car il ne joue que la nuit.

Longtemps, depuis 1973 où on le vit à New York retrouver Benny Goodman, on s'est demandé si les nécrophiles étaient si bien inspirés de faire tourner Hampton. En fait, Hampton, comme Octavio Páz, est un homme nu : comme Páz, il a vu tout brûler, sa maison, ses instruments, ses disques, ses souvenirs, ses breloques et ses partitions. Il a envie de jouer. Une envie de nuit et de sourire aux belles. C'est parfait, un être vivant. Il vient dans le club qui l'honore de son nom. L'orchestre est constitué de jeunes quinquagénaires sans le moindre génie. La rythmique, en revanche, est aussi rassurante qu'un chien d'aveugle.

Le reste est affaire de partitions d'orchestre. Deux d'entre elles sont correctement achetées (*Shiny Stockings* et *Hamp's Boogie Woogie*). D'autres ont été visiblement marchandées à la baisse (*Night in Tunisia* ou *Stompin'At The Savoy*). Parfois, lors d'une *coda* sans venin, on entend Hampton jouer lentement, trouver lentement la mélodie comme s'il découvrait l'instrument, placer des accents comme un baiser sur le front, cela suffit. Il n'est pas dit qu'il ne soit pas plus farouche lors d'un deuxième set. L'âge, après tout, ne fait pas rien à l'affaire.

Francis Marmande

★ Club Lionel Hampton, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017, jusqu'au 3 avril, à 22 h 30 et 0 h 30. Tel : 01-40-68-30-42.

SORTIR

PARIS

Jean Rouch à la Cinémathèque
La Cinémathèque française rend hommage à Jean Rouch, ethnographe et cinéaste, auteur à ce jour de plus de cent vingt films réalisés à partir de 1947, parmi lesquels *Au pays des mages noirs, Moi, un Noir, Jaguar, Cocorico, monsieur Poulet*. Né en 1917, Jean Rouch a créé en 1952 le Comité du film ethnographique au sein du Musée de l'homme. Pionnier de l'enquête cinématographique, il utilise des techniques légères et est l'un des précurseurs de la nouvelle vague. Mais son terrain d'élection et sa passion seront l'Afrique. Jean Rouch présentera la plupart des séances de la rétrospective qui lui est consacrée.
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16e. M° Trocadéro. Jusqu'au 19 avril. Tél. : 01-56-26-01-01. 18 F et 29 F.

Orchestre national de France
L'Orchestre national de France rend hommage à Roger Désormière (1898-1963), l'un des grands chefs d'orchestre de ce siècle. Communiste, engagé dans la Résistance, ce musicien aura tout à la fois défendu la création contemporaine et le répertoire baroque qu'il dirigea en précurseur. Son nom ne dit, hélas, plus grand-chose aux mélomanes d'aujourd'hui. Parmi les quelques disques qu'il a gravés, il faut absolument connaître *La Mer* de Debussy, enregistré à Prague (1 CD Supraphon). Sviatoslav Richter affirmait que c'était le plus beau disque du monde. Dusapin : *Khôra*. Satie : *Morceaux en forme de poire*. Jolivet : *Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1*. Milhaud : *La Création du monde*. Koechlin : *Les Bandar-Log*. Jérôme Pernoo (violoncelle), Pascal Rophé (direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy. Paris 16e. M° Passy. Le 1er avril, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F.

André Ceccarelli Quartette
Dans les années 60, le batteur André Ceccarelli – cinquante-trois ans – participe à la plupart des séances des apprentis vedettes yé-yé. Il devient ensuite l'un des batteurs les plus demandés en club de jazz, participe, en 1975, à Troc, super-groupe de jazz-rock, continue ses va-et-vient entre le jazz et la chanson dans les années 80. Batteur fin et puissant, André Ceccarelli mène actuellement un quartette de jazz impeccable avec le pianiste italien Antonio Farao, le contrebassiste Rémi Vignolo et le saxophoniste Sylvain Beuf.
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. M° Châtelet. Les 1er, 2 et 3 avril, à 21 heures ; le 4, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Kumiodori
Les îles d'Okinawa, dans le sud du Japon, possèdent une tradition théâtrale qui illustre l'influence chinoise sur la culture japonaise. Une des plus importantes formes spectaculaires d'Okinawa est le *kumiodori*, théâtre musical très stylisé qui a été développé au XVIII[e] siècle par Tamagusuku Chukun, le plus célèbre écrivain de théâtre d'Okinawa. Cette représentation a lieu dans le cadre du troisième Festival de l'imaginaire.
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6e. M° Saint-Placide. Le 1er avril, à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-72-30. 120 F.

PESSAC (Gironde)

De l'écrit à l'écran : Histoires d'amour à Pessac
Les « Histoires d'amour » de l'écrit à l'écran sont le thème des troisièmes Rencontres « On tourne les pages » qui s'attachent à explorer les rapports entre cinéma et littérature. Près de 40 films seront présentés au cinéma Jean-Eustache mêlant œuvres du répertoire et films récents. Le programme décline l'amour sur tous les tons et organise parallèlement des soirées autour de Jean Genet et Georges Simenon. Une programmation dédiée au jeune public, des expositions, des lectures publiques, ainsi qu'un « Espace Rencontres » animé par des libraires sont également prévus.
Cinéma Jean-Eustache, place de la Ve-République, 33600 Pessac. Jusqu'au 6 avril. Tél. : 05-56-46-00-96.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures
de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).
Reflet Médicis III, 5e (01-43-54-42-34).
Fermeture de l'usine Renault à Vilvoorde
de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25).
Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08 +).
Spartacus
de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Nash Ensemble
Delius : *Fennimore and Gerda, intermezzo*. Coleridge-Taylor : *Quintette pour clarinette et corde op. 10*. Bax : *Nonet*. Debussy : *Sonate pour flûte, alto et harpe n° 2*.
Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. M° Solferino. Le 1er, à 19 heures. Tél. : 01-40-49-47-57. 80 F.
Orchestre national de Lyon
Florentz : *L'Anneau de Salomon, création*. Chtchedrine : Concerto cantabile *pour violon et cordes*. Saint-Saëns : *Introduction et rondo capriccioso*. Maxim Vengerov (violon), Emmanuel Krivine (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. M° Alma-Marceau. Le 1er, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 390 F.
Alain Neveux (piano)
Messiaen : *Vingt regards sur l'Enfant Jésus*
Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15e. M° Porte-de-Vanves. Le 1er, à 20 h 30. Tel. : 01-45-31-10-96. 100 F.
Ballet de l'Opéra de Paris
George Balanchine : *Concerto barocco*. Jerome Robbins : *A Suite of Dances, In the Night, The Concert*.
Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra. Paris 9e. M° Opera. Les 1er et 3, à 19 h 30 ; le 4, à 15 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 405 F.
Kubilaï Khan Investigations
Soy (chorégraphie).
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules Guesde, 93 Saint-Denis. M° Saint-Denis-Basilique. Les 1er, 2, 3 et 4, à 19 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Gino Vannelli Group
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Paris 10e. M° Château-d'Eau. Les 1er et 2, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Jérôme Minière, Orly
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. M° Pigalle. Le 1er, à 19 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. De 80 F à 90 F.
Raymond Devos
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. M° Opera. Le 1er, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F. Jusqu'au 15 mai.

DERNIERS JOURS

3 avril :
Le Misanthrope
de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
Enfer et illuminations
d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Michel de Maulne.
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3e. Tel. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.
Gérard Garouste
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 01-48-06-92-23. Entrée libre.

EN VUE

■ Le général **Klaus Naumann**, chef du comité militaire de l'OTAN, trouverait *« inhumaine »* pour les Albanais du Kosovo une trêve pascale des bombardements de l'Alliance.

■ Mercredi 31 mars, des Serbes ont pénétré sur le site Internet de l'OTAN, le bombardant de messages électroniques.

■ Frère **Sava Janjic**, moine orthodoxe serbe, sort de sa retraite pour lancer des e-mails : *« Je ne peux me voiler la face devant ce qui se passe* [...] *Contrairement aux promesses officielles, des zones civiles ont été touchées. »*

■ *« Il est inévitable qu'il y ait des victimes civiles »*, avait affirmé **Samuel Berger**, conseiller de **Bill Clinton**, le 17 décembre 1998, au moment des frappes aériennes contre Bagdad.

■ *« Si nous n'avons pas les autoroutes de béton, faisons celles de l'information »*, a récemment déclaré **Michelle Marquet**, maire de Chooz, commune enclavée des Ardennes, qui veut promouvoir le tourisme en mettant *« à l'heure du numérique »* son village *« nucléaire »*, abritant des centrales atomiques.

■ Les artificiers de la Navy se sont empressés, le 19 mars, en Angleterre, de désamorcer quatre bombes artisanales, fabriquées *« pour s'amuser »* par des étudiants d'un établissement agricole près d'Exmouth. En France, le 26, la police a fait immédiatement évacuer les huit cents élèves du lycée **Jacques Callot** de Vandœuvre-lès-Nancy, où un camarade farceur venait de poser une bombe factice.

■ **Donna Fanno** de New York qui aimerait garder l'enfant noir, faux faux jumeau implanté par erreur à l'état d'embryon, qu'elle a mis au monde, il y a trois mois, avec son bébé blanc, ne le rendra à ses parents qu'après un test d'ADN.

■ Le 28 février, à bord d'un avion de la compagnie Gulf Air, une Kenyane accouche de jumeaux entourée d'un aréopage de médecins se rendant à un congrès à Abou Dhabi.

■ Mardi 30 mars, un rapport de l'ONU désapprouve les prisons américaines qui enchaînent les détenues enceintes pendant leur transfert à la maternité.

■ Les eaux regagnent sur les terres émergées, baignent à nouveau les fonds d'un des plus grands lac du monde, aux trois quarts tari depuis vingt ans, remontent avec leurs poissons vers la baie d'Aralsk où rouillent des chalutiers et le port où l'espoir renaît : *« La mer d'Aral est de retour ! »*

Christian Colombani

L'action de l'OTAN au Kosovo accueillie avec scepticisme à Tokyo

La presse japonaise regrette la mise entre parenthèses de l'ONU. Selon l'« Asahi », une solution pacifique est de toute façon loin d'être trouvée, et l'intervention risque d'avoir des effets opposés au but poursuivi

LA PRESSE JAPONAISE, qui accorde une couverture importante à l'intervention au Kosovo, met en relief l'impossibilité devant laquelle se trouvent les pays de l'OTAN de déterminer la façon dont ils pourront enrayer l'aggravation de la situation humanitaire. Selon le *Mainichi*, les pays de l'OTAN ne peuvent, à moins de remettre en question la crédibilité de l'alliance, accepter un compromis facile. *« La nouvelle stratégie de l'OTAN est mise à rude épreuve »*, estime, pour sa part, l'*Asahi*. Le quotidien, qui écrivait la semaine dernière, dans un éditorial intitulé « Les limites de toute intervention militaire », qu'une médiation de la Russie auprès de Belgrade était le seul *deus ex machina* permettant de se dégager du bourbier en train de se créer, est aujourd'hui sceptique sur les résultats de la médiation de M. Primakov : *« Le chemin est encore long pour la réalisation de la paix »*, écrit-il, commentant les entretiens du premier ministre russe à Belgrade.

Soulignant le paradoxe que représente la première intervention militaire de l'OTAN, organisation héritée de la guerre froide, dix ans après la fin de celle-ci, l'*Asahi* pense qu'elle a toutes les chances de s'enliser. *« Fallait-il s'abstenir pour autant d'intervenir ? La réponse à cette question n'est pas aisée »*, poursuivait le quotidien dans son éditorial. Le Japon a exprimé sa *« compréhension »* de l'intervention des forces de l'OTAN sans aller néanmoins jusqu'à la *« soutenir »*. Tokyo reconnaît certes les problèmes humanitaires qui se posent au Kosovo, mais l'action militaire de l'OTAN n'est fondée ni sur l'exercice du droit d'autodéfense prévu par la Charte des Nations unies, ni sur une résolution du Conseil de sécurité, deux conditions jugées nécessaires par le Japon (dont la Constitution interdit le recours à la guerre) pour justifier l'utilisation de la force.

« TACTIQUE INTERDITE »

En faisant vibrer la corde nationaliste serbe pour s'agripper au pouvoir, le président Milosevic a eu recours, estime l'*Asahi*, à ce que l'on nomme dans le jeu de go ou les échecs japonais une *« tactique interdite » (kinjite)*, dont il a usé notamment pour confisquer l'autonomie des Kosovars d'origine albanaise. Mais l'intervention de l'OTAN, poursuit-il, n'en met pas moins en lumière deux développements préoccupants : la limite de l'action des Nations unies, paralysées par le veto dont disposent les membres permanents du Conseil de sécurité, qui conduit une organisation régionale à prendre une initiative d'intervention sans son aval. *« Il n'est pas souhaitable que l'OTAN agisse militairement en excluant le Conseil de sécurité »*, écrit le quotidien.

L'intervention occidentale s'imposait certes du point de vue humanitaire, étant donné le caractère *« absolument inadmissible »* de la répression menée par Belgrade, écrit l'*Asahi* dans un autre commentaire, mais la façon dont elle a été mise en œuvre risque d'avoir des effets diamétralement opposés à ceux souhaités par l'OTAN. Si les opérations devaient se prolonger, les divergences entre les membres de l'alliance risquent en outre d'apparaître au grand jour. En intervenant comme elles le font les grandes puissances occidentales se trouvent enfin à leur corps défendant directement impliquées dans les conflits. Des opérations analogues sont-elles concevables demain au Tibet ou au Kurdistan turc ?, s'interroge le quotidien.

Philippe Pons

DANS LA PRESSE

RFI
Dominique Burg
■ Le parti communiste avait un sérieux problème d'identité. Il vient de le régler. Ce qui fait sa différence, ce qui fait donc son existence, c'est l'opposition à l'intervention militaire en Yougoslavie (...)Lionel Jospin a beau minimiser les désaccords avec les communistes, le Parti socialiste a beau les juger secondaires, la question posée par les communistes touche en réalité à l'essentiel. Le conflit qui se déroule aujourd'hui au cœur de l'Europe est un conflit inédit. Pour la première fois, une communauté de pays, en l'occurrence les Européens, et leur bras armé américain ont décidé d'exercer dans un autre pays d'Europe un devoir d'ingérence. Il y a ceux qui acceptent cette notion d'ingérence militaire, et ceux qui ne l'acceptent pas. Il ne s'agit pas, comme la majorité fait semblant de le croire, d'une divergence sur les moyens mais bien sur les principes.

LCI
Pierre-Luc Séguillon
■ Pour gagner une guerre, plusieurs conditions doivent être remplies. Il faut en avoir, au préalable, clairement défini les objectifs. Il convient ensuite de posséder les moyens de la conduire et, si nécessaire, d'y recourir. Il est indispensable, enfin, pour ceux qui mènent cette action militaire, de bénéficier d'un authentique soutien populaire et d'un appui politique sans faille. Or la France s'est engagée dans cette guerre à l'encontre de la Serbie, avec ses partenaires européens et avec la puissance armée américaine, sans qu'aucune de ces trois conditions ne soit réellement satisfaite. Et c'est ce qui rend aujourd'hui particulièrement aléatoire l'issue de cette entreprise. Nul ne sait en effet quelle est précisément la justification de cette guerre. Déclarée sans mandat des Nations unies, elles est menée au nom d'un concept juridique flou, celui de devoir d'ingérence. Nul ne sait surtout quels sont les buts de guerre. S'agit-il de faire plier ou de faire tomber un dictateur ? S'agit-il de faire revenir à la table de la négociation un chef d'Etat ? S'agit-il d'imposer aux Serbes le compromis de Rambouillet, celui d'une autonomie substantielle ? S'agit-il de préparer une indépendance du Kosovo ou seulement d'une part de cette province ? S'agit-il d'instaurer un protectorat européen sur une partie ou la totalité de cette province ?

LE FIGARO
Charles Lambroschini
■ Au Kosovo, l'OTAN se retrouve devant un dilemme à la vietnamienne. Il n'y a pas de demi-guerre : la guerre, on ne la fait pas ou on la fait totalement (...)Les buts de l'intervention de l'OTAN devront être redéfinis. Au rythme actuel des frappes, qui visent les soldats yougoslaves et non pas seulement l'armement lourd, il ne peut plus s'agir d'une opération de police de quelques jours.

www.multimania.com/espaceli

Des études de marché gratuites pour créateurs d'entreprise désargentés

« À QUAND remontent vos dernières vacances à l'étranger ? Quelle a été votre destination ? La durée de votre séjour ? De quelle manière avez-vous préparé ce voyage ? Quand et où espérez-vous repartir ? » Avant de créer leur agence de voyages, Jérôme et David, deux chômeurs de vingt-quatre et vingt-huit ans habitant Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), ont décidé de faire appel à Espace Net, un site proposant aux futurs créateurs d'entreprise de réaliser des études de marché préalables grâce à un questionnaire.

« Depuis sa mise en place il y a un an, mon site a déjà permis de tester gratuitement une vingtaine de projets », explique Nicolas Keller, un Lillois de vingt-six ans, chargé de mission à l'association Espace Flandres, dont la vocation est de conseiller et former les demandeurs d'emploi qui souhaitent monter leur entreprise. Il tient cependant à préciser que son site est une initiative strictement personnelle : *« Je me suis lancé pour donner un coup de pouce à des chômeurs avec lesquels j'étais professionnellement en contact. »*



Cinq projets sont actuellement soumis au verdict des internautes, dont un service d'esthéticienne à domicile, une société de recyclage de véhicules accidentés et une sandwicherie biologique : *« L'avantage d'Internet est que l'on peut interroger un panel quasi illimité pour réaliser rapidement une étude. Il me faut deux à trois semaines pour collecter 250 réponses, que je réexpédie à l'auteur du projet. »* Certains internautes ajoutent des commentaires personnels : *« Dans la moitié des cas, ces remarques pertinentes nous aident à rectifier le tir. »*

Nicolas Keller ne compte pas seulement sur les visiteurs spontanés de son site. Il a constitué un fichier de 150 correspondants rencontrés sur des forums de discussion thématiques : *« Si, par exemple, on me soumet une idée concernant l'hôtellerie, je peux piocher dans mon carnet d'adresses les internautes intéressés par ce secteur et leur envoyer le questionnaire par courrier électronique. »*

A terme, Nicolas envisage de traiter les données recueillies avec un logiciel d'analyse statistique. En attendant, Espace Net a déjà aidé trois jeunes entrepreneurs à concrétiser leur projet : *« Un cuisinier au chômage devenu traiteur spécialisé dans la livraison de plats cuisinés aux PME, une jeune femme dirigeant un dépôt-vente d'accessoires et vêtements pour enfants, et un souffleur de verre qui vient de monter son atelier au cœur du vieux Lille. »*

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

DIFFAMATION
■ Un tribunal britannique a décidé que le prestataire d'accès Demon (filiale de Scottish Telecom) pouvait être juridiquement responsable de la diffusion d'un message diffamatoire affiché sur un forum de discussion hébergé sur ses serveurs même si l'auteur réside hors du Royaume-Uni et n'est pas client de Demon. Plusieurs associations de défense des droits civiques et organisations professionnelles ont protesté contre cette interprétation de la loi de 1996 sur la diffamation. Ils y voient une menace pour la liberté d'expression et une incitation pour les prestataires à espionner leurs clients. Demon a décidé de contester la décision du juge.

CYBERVENDEURS
■ Le grand magasin parisien Le Printemps va prochainement tester un service inédit de vente directe sur le Web. Les clients-internautes dialogueront en direct avec des vendeurs chaussés de patins à roulettes, qui se rendront dans le rayon souhaité et montreront les articles grâce à des petites caméras portatives reliées au réseau. En outre des *« cybernocturnes »* seront organisées pendant les heures de fermeture du magasin. – *(AFP)*.

Un gâcheur de guerre *par Alain Rollat*

IL EST VIVANT ! Ce n'est pas un poisson d'avril. Son visage nous est familier depuis les négociations de Rambouillet. On l'avait dit blessé, pourchassé, planqué depuis l'incendie de sa maison. On craignait même le pire après l'exécution annoncée de plusieurs de ses amis. Et le voilà qui réapparaît, mercredi soir, plein cadre, sur France 3. Ce n'est pas une image virtuelle. Non seulement il est vivant, mais en pleine forme. C'est bien lui. Lui, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, l'ami de la France, le porte-parole des indépendantistes albanais, l'ennemi politique numéro un de Slobodan Milosevic. Ibrahim Rugova est vivant ! Et il parle ! Et il sourit ! Et il paraît libre de ses mouvements. Et il dément les *« spéculations »* alarmistes. Et il reçoit la presse dans sa maison de Pristina, qui n'a pas été incendiée : *« Je suis chez moi depuis mon retour de Paris. »* Ibrahim Rugova parle, et ce qu'il dit jette un froid... sur la guerre !

Ses propos inattendus ont, en effet, de quoi surprendre. Car Ibrahim Rugova, surgi du néant, demande à l'OTAN d'arrêter les bombardements alors qu'elle s'est mise en guerre pour soutenir sa cause : *« L'OTAN ne doit pas tuer les gens mais les aider. »* Il prie Milosevic de *« coopérer »*. Pas un mot sur les représailles dont seraient victimes ses partisans. Pas un mot sur les exactions imputées aux troupes serbes. Pas un mot sur l'exode imposé à ses compatriotes. On croirait entendre le ministre serbe de la désinformation. Cette réapparition inattendue perturbe le *scénario* belliciste. Ces propos pacifistes font désordre. Ils jurent avec les larmes qui s'accumulent aux frontières du Kosovo.

Comment, donc, traiter cette information ? Comment présenter ce fait nouveau ? Faut-il le rapporter à l'état brut ou se hasarder à l'interpréter ? Où est le lézard ? Coup de théâtre ou mise en scène ? Comment faire la part de la vérité et de la manipulation ? On devine les hésitations de la rédaction de France 3. On partage ses doutes devant cette « anomalie ». Quel parti prendre ? Est-ce le non-violent, le « Ghandi du Kosovo » qui refait surface chez Ibrahim Rugova ? Instrumentalisé, il l'est assurément par les propagandistes de Belgrade qui ont autorisé la presse à le rencontrer. Mais dans quelle mesure l'est-il ? A son insu ou de son plein gré ? De gré ou de force ? Trahit-il ou tente-t-il de sauver les meubles ? Héros ou collabo ? Une voix off, sur France 3, tranche soudain le dilemme : cet homme parle *« sous contrôle »*, donc ce qu'il dit *« doit être considéré avec circonspection »*. Affirmatif ! Dans les écoles de journalisme, on appelle ça le syndrome de la vérité désirée.

هكذا من الأصل

JEUDI 1er AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Explosions volcaniques. Forum Planète
23.15 Abeilles, une société bien structurée. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Skunk Anansie ; Tcheky Karyo ; Nathalie Dessay ; Hélène Guetary. Canal +
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
20.05 Temps présent. Gerry Adams, l'adieu aux armes. Le siècle en images : De Gaulle en Irlande. Crime organisé, Justice ou chaos ? TSR
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chaînes. Prisonnières du voile. France 2
22.15 Les Années belges. Le Congo : l'indépendance précipitée. RTBF 1
22.40 Courts particuliers. Jean-Jacques Beineix. Paris Première
23.25 Tapage. Hôpital : attention danger ! La France est-elle malade de ses hôpitaux ? Invités : Edouard Couty, Jean-Paul Escande, monsieur Elfiascoca, Gérard Dumont, Alain-Michel Ceretti. France 3
0.55 Hors série. L'Usine : un jour de moins, un jour de plus. France 3

DOCUMENTAIRES

20.40 Les Noirs dans le cinéma américain. 13ème Rue
20.45 Latroun. Odyssée
21.15 Les Derniers Sanctuaires. Saraguato : retour vers le brouillard. Odyssée
21.40 Histoire de dessous. Planète
22.00 Le Feu de la Terre. [5/6]. Java, les cratères fertiles. Odyssée
22.30 Le Peuple de la décharge. Une histoire brésilienne. Planète
22.30 Le Miel et les Abeilles. Forum Planète
22.40 Croire ou ne pas croire. Arte
22.40 Toutankhamon. [3/5]. Egyptomanie. TMC
23.20 Les Tribus indiennes. [14/20]. Les Potawatonis. Planète
23.45 Making of du «Bossu». Canal +
23.45 La Chine, dragon millénaire. Hangzhou, paradis de la soie. Odyssée
23.55 De l'autre côté du périphérique. [2/2]. Le meilleur de l'âme. Planète
0.15 Général Tombeur. Odyssée
0.45 Inde, naissance d'une nation. La démocratie. Odyssée
1.00 Les Tigres tamouls, prêtes à mourir. Planète

SPORTS EN DIRECT

21.00 Tennis. Tournoi féminin de Hilton Head (EU). Eurosport

MUSIQUE

21.40 Dawn at Dusk. Avec Dawn Upshaw, soprano ; Fred Hersch, piano. Par le Sinfonietta de Londres, dir. Eric Stern. Mezzo
23.00 Orfeo. Opéra de Monteverdi. Mise en scène. Trisha Brown. Par le Concerto Vocale et le Collegium Vocale de Gand, dir. René Jacobs. Muzzik
23.35 Stabat Mater, de Rossini. Avec Barbara Frittoli, soprano ; Sonia Garassi, soprano ; Giuseppe Sabbatini, ténor ; Michele Pertusi, basse. Paris Première

TÉLÉFILMS

18.30 Un pull par-dessus l'autre. Caroline Huppert. Téva

SÉRIES

20.15 Ellen. Go Girlz. RTL 9
20.40 Buffy contre les vampires. La boule Thesulah. Série Club
20.40 Julie Lescaut. Double rousse. RTBF 1
22.15 Total Security. Un chien pas comme les autres. Série Club
23.25 Working. Lost Week-End (v.o.). Série Club
23.25 Stargate SG-1. [2/2]. La Tokra. TSR
0.45 Arliss. Comment gagner même quand c'est perdu d'avance. O. Canal +
0.50 Seinfeld. Le monde de George (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

16.35 Service de nuit ■■ Jean Faurez (France, 1943, N., 90 min) O. Ciné Classics
17.05 Dick Tracy ■■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min) O. Cinéstar 1
17.40 Vivement dimanche ! ■■ François Truffaut (France, 1983, N., 110 min) O. Cinétoile
18.35 Le Jour du vin et des roses ■■ Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
19.10 Le Cauchemar de Dracula ■■ Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1958, 80 min) O. Ciné Cinéma 1
20.30 Le Bon et les Méchants ■■ Claude Lelouch (France, 1976, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
20.35 Moderato cantabile ■■ Peter Brook (France, 1960, N., 95 min) O. Canal Jimmy
20.45 Léon Morin, prêtre ■■ Jean-Pierre Melville (France, 1961, N., 115 min) O. Arte
20.45 Napoléon ■■■ Abel Gance [1/3] (France, 1926, muet, N., 120 min) O. Histoire
20.50 Les Dix Commandements ■■ Cecil B. DeMille (Etats-Unis, 1956, 230 min) O. M 6
21.00 Condamné au silence ■■ Otto Preminger (Etats-Unis, 1955, v.o., 100 min) O. Paris Première
21.55 Je n'ai pas tué Lincoln ■■ John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
22.40 L'Homme de la rivière d'argent ■■ George Miller (Australie, 1982, 95 min) O. RTL 9



PROD

23.10 Eaux profondes ■■ Michel Deville. Isabelle Huppert, Jean-Louis Trintignant (France, 1981, 95 min) O. France 2
0.20 Raphaël ou le débauché ■■ Michel Deville (France, 1971, 100 min) O. Arte

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.48 Trafic infos.
20.50 Les Cordier, juge et flic. Née en prison. O.
23.00 Made in America. L'Ultime Envol. Téléfilm. Robert Markowitz. O.
0.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Envoyé spécial. Spéciale guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chaînes. P-S : Prisonnières du voile.
23.00 Expression directe.
23.10 Eaux profondes ■■ Film. Michel Deville. O.
0.45 Journal, Météo.
1.10 La 25e Heure. Qu'il était beau l'an 2000 !

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Demolition Man ■ Film. Marco Brambilla. O.
22.55 Météo, Soir 3.
23.25 Tapage. Hôpital : attention danger ! La France est-elle malade de ses hôpitaux ?
0.30 Espace francophone. MASA 99.
0.55 Hors série. L'Usine : un jour de moins, un jour de plus.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 Commandements ■ Film. Daniel Taplitz. O.
22.04 Les Sales Blagues de l'Echo. Le prince des ténèbres. O.
22.05 Shine ■ Film. Scott Hicks (v.o.). O.
23.45 Making of du «Bossu».
0.45 Arliss. Série. Comment gagner même quand c'est perdu d'avance. O.
1.35 Hockey NHL.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Les îles Cook.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilleton. Bonjour bébé ! [4/4].
20.40 Thema. Croire ou ne pas croire. 20.45 Léon Morin, prêtre ■■ Film. Jean-Pierre Melville. O. 22.40 Croire ou ne pas croire.
0.20 Raphaël ou le débauché ■■ Film. Michel Deville. O.

M 6

18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Passé simple.
20.50 Les Dix Commandements ■■ Film. Cecil B. DeMille. O.
0.40 La Maison de tous les cauchemars. L'aigle des Carpathes. O.
1.40 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Spécial généalogie [4/5].
21.00 Lieux de mémoire. Les Champs-Elysées.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques. [1/2].
0.05 Du jour au lendemain. François Dominique.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Le Violoncelle et l'Orchestre. Par l'Orchestre national de France, dir. Pascal Rophé : Œuvres de Dusapin, Satie, Jolivet, Milhaud, Koechlin.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Mestral, Kagel, Gabriel.
23.07 Papillons de nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Dvorak, Grieg. 20.40 Soirée spéciale 1er avril. Forget the Classic One second ; Rapez classique ! 21.30 Woody Allen et la musique. Œuvre de jazz : Bande originale de Celebrity : *You Oughta Be in Pictures* ; Œuvres de Gershwin, Mozart, Bach, Mendelssohn, Schubert, etc.

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.45 Léon Morin, prêtre ■■

Sous l'Occupation, une jeune veuve athée, ancienne militante communiste repliée dans une petite ville des Alpes, éprouve le besoin de défier un prêtre, dont elle va s'éprendre. Dans cette adaptation par Jean-Pierre Melville du roman de Béatrix Beck, prix Goncourt 1952, Jean-Paul Belmondo en soutane se montre très étonnant. L'étude psychologique suit de près le texte littéraire.

PLANÈTE

22.30 Le Peuple de la décharge

A Itaoca de Sao Gonçalo, dans la banlieue de Rio de Janeiro, ils sont nombreux à vivre de la décharge. Des hommes, des femmes et des enfants trient les ordures. Face au cinéaste Eduardo Coutinho, ils se sont d'abord montrés hostiles, comme s'ils étaient en faute. Puis ils ont eu besoin d'affirmer leur honnêteté. Pas de commentaire, ni de jugement, le cinéaste montre simplement *« comment on vit ici »*.

FRANCE 2

23.10 Eaux profondes ■■

Un homme, amoureux fou de son épouse, tolère les manœuvres de séduction de celle-ci, mais avertit ses soupirants qu'il a tué un de ses amants. Le vrai meurtrier étant arrêté, il va devoir passer à l'acte. Le roman de Patricia Highsmith est exactement traduit, par Michel Deville, en images brûlantes de passions secrètes. Les interprètes, Isabelle Huppert et Jean-Louis Trintignant, sont admirables.

VENDREDI 2 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.05 Découverte. Les Inuits, le peuple du froid. TV 5
14.30 La Cinquième rencontre... Travail, économie : Travailler dans l'humanitaire. Invité : Jean-Christophe Rufin. La Cinquième
15.00 Ecran savoir multimédia. Un autre tour de France : Le compagnonnage. RTBF 1
16.15 et 20.15 Le Talk Show. LCI
16.30 La Semaine d'Histoire. Histoire
17.15 Presse hebdo. LCI
18.00 Stars en stock. Burt Lancaster. Rita Hayworth. Paris Première
18.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Alain Gérard-Slama, Pierre Chuvin, Marie-Anne Matard Bonucci. Histoire
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Ann Du Hong, Dave Mirra, Andre Williams, Jean-Marie Bigard, Yvonne Scio, Marina Tomé. Canal +
19.00 Tracks. Arte
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
19.15 et 0.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Jacques Doillon. LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Invitée : Sabine Melchior-Bonnet. Histoire
20.00 20h Paris Première. Best of. Paris Première
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. France 3
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao. Invité : Alain Lortat-Jacobien. France 3
22.55 Bouillon de culture. Invité : Bronislaw Geremek. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique. Invité : Le professeur Escande. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace. France 3
23.40 Intérieur nuit. Des jeunes qui montent... Polar. Daniel Hélin. Melon Galia. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

17.55 Naissance du XXe siècle. [1/12] L'âge d'or. La Cinquième
18.10 Dancing in the Street. [6/10]. Eight Miles High. Planète
18.30 Toutes les drogues du monde. Solutions de rechange. Odyssée
19.00 Carnets de vols. La police du ciel. Odyssée
19.10 Promenades sous-marines. [9/26]. Mystères aux Caraïbes. Planète
19.40 Bob Denard, corsaire de la République. [2/2]. Les années bénies. Planète
19.50 Les Authentiques. Dolci Corsi. Odyssée
20.15 Palettes, Paolo Uccello (1397-1475). Vacarmes en Toscane : *Les Batailles de San Romano*. Arte
20.20 Les Chevaliers de la Manjha. Odyssée
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [1/3]. Les pères. Planète
20.45 Les Celtes. [5/6]. Le dernier conflit. Histoire
20.45 Edward raconte Edward. Odyssée
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [2/13]. Naissance d'une colonie. TV 5
21.30 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [1/4]. Je demande la parole. Planète
21.40 Il était une foi en Ethiopie. Odyssée
22.05 Le Feu de la Terre. [6/6]. Prévoir l'imprévisible. Odyssée
22.15 Portraits de gangsters. [9/10]. Mickey Cohen. Planète
22.40 Grand format. Do Sanh, le dernier film. Arte
23.00 Visages du Saint-Laurent. Odyssée
23.20 Omnibus, Cracked Actor. David Bowie. Canal Jimmy
23.35 L'Homme de Boxgrove. Planète
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Thérèse superstar. France 3

SPORTS EN DIRECT

13.55 Tennis. Coupe Davis : France - Pays-Bas. Deux premiers simples. France 3
14.50 Tennis. Coupe Davis : Suisse - Italie. TSR
17.00 et 21.00 Tennis. Tournoi féminin de Hilton Head. Quart de finale. Eurosport
20.30 Football. Championnat de France de D1 : Monaco - Marseille. Canal +

DANSE

19.45 The Tale of a Manor. Chorégraphie de Pär Isberg. Musique de Jan Sandström. Par le ballet royal suédois. Avec Martin Leander (Gunnar Hede), Gerd Andersson (Sa mère). Muzzik
20.45 Symphonie de Psaumes. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique d'Igor Stravinsky. Par le Nederland Dans Theater. Mezzo

MUSIQUE

21.00 Béla Fleck & The Flecktones. Concert enregistré au Spectrum, à Montréal en 1998. Muzzik
22.05 Manon Lescaut. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. John E. Gardiner. Paris Première
22.45 La Passion selon saint Jean, de Bach. Par le Concentus Musicus de Vienne et le Tölzer Knabenchor, dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo
23.00 La Pastorale, de Beethoven. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesus. Muzzik
0.30 Le Live du vendredi. Joe Cocker, Night Calls. Dortmund 1992. M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Mort d'un conquérant. Thierry Chabert. Festival
20.45 Au-delà du silence. Caroline Link. Arte
20.50 Les Roses du mal. Marijan David Vajda. M 6
20.55 La Condamnation de Kitty Dodds. Michael Tuchner. TMC
22.10 La Femme de plume. Chantal Picault. Festival

SÉRIES

17.20 Seconde B. Métiers à risques. TMC
17.35 Evamag. Haute couture. O. Canal +
18.25 Hartley, cœurs à vif. France 2
20.10 Campus Show. Huis clos. Série Club
20.15 Ellen. [1/2]. When the Vow Breaks. RTL 9
20.30 L'Homme de nulle part. Pris au piège. Canal Jimmy
20.40 Chicago Hospital. Une journée difficile. O. L'ami en question. O. RTL 9
20.40 Tekwar. Cauchemar dans le congélo. 13ème Rue
20.55 P.J. Planques. Descente de police. France 2
20.55 Soirée sitcom. Téva
21.25 Le Visiteur. La capture. Série Club
21.50 The New Statesman. Bien mal acquis profite toujours (v.o.). Canal Jimmy
22.20 Dream On. Poussé par le désir (v.o.). Canal Jimmy
22.40 X-Files. Les petits hommes verts. L'hôte. O. M 6
0.20 Friends. The One with Chandler's Work Laugh (v.o.). Canal Jimmy
0.45 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
1.30 Star Trek, la nouvelle génération. Interface (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

15.20 L.A. Confidential ■■ Curtis Hanson (Etats-Unis, 1997, 135 min) O. Canal +
15.35 Smoking ■■ Alain Resnais (France, 1993, 145 min) O. Cinéstar 1
16.30 Six destins ■■ Julien Duvivier (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
16.45 Le Cauchemar de Dracula ■■ Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min) O. Ciné Cinéma 3
18.55 Je n'ai pas tué Lincoln ■■ John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
19.30 Gwendalina ■■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile
20.55 Danse avec les loups ■■■ Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 180 min) O. TSR
21.00 Le Crabe-tambour ■■ Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
21.10 La Joyeuse Divorcée ■■ Mark Sandrich. Avec Fred Astaire, Ginger Rogers (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 110 min) O. Cinétoile
21.20 L'Œil public ■■ Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min) O. Cinéstar 1
22.10 Le Jour du vin et des roses ■■ Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
22.55 C'est arrivé demain ■■ René Clair (Etats-Unis, 1943, N., 85 min) O. 13ème Rue
23.00 La Marquise d'O ■■ Eric Rohmer (France - Allemagne, 1976, 110 min) O. Cinétoile
0.05 La Couronne noire ■■ Luis Saslavsky (Espagne, 1952, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.15 Beau-père ■■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) O. Ciné Cinéma 3

PROD

0.35 Inside Daisy Clover ■■ Robert Mulligan. Avec Robert Redford, Nathalie Wood (Etats-Unis, 1966, v.o., 120 min) O. France 2
0.35 Le Cercle des poètes disparus ■■ Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Cinéstar 1
2.20 Muriel ■■■ Alain Resnais (France - Italie, 1963, 120 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Beverly Hills. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique.
1.00 TF 1 nuit, Météo.
1.15 Cités à la dérive. [2/8]. O.

FRANCE 2

15.50 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.50 et 22.50 Un livre, des livres.
17.55 Cap des Pins. O.
18.25 Hartley, cœurs à vif. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 P.J. Planques. O. Descente de police. O.
22.55 Bouillon de culture.
0.10 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.35 Inside Daisy Clover ■■ Film. Robert Mulligan (v.o.). O.

FRANCE 3

16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord.
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace.
0.25 Libre court. *La Corde*. Zaki El Naggar. O.
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Thérèse superstar.
1.35 Nocturnales. Jazz à volonté. The Carnegie Hall Jazz Band au Festival de Marciac 1997.

CANAL +

15.20 L.A. Confidential ■■ Film. Curtis Hanson. O.
17.35 Evamag. O.
18.00 A la une. O.
▶ En clair jusqu'à 20.15
18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille. 20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu ■ Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs ■ Film. Alan Taylor. O.
3.55 Le Gone du chaâba ■ Film. Christophe Ruggia. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Olympica.
16.30 Le Magazine ciné.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XXe siècle. [1/12].
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Paolo Uccello (1397-1475).
20.45 Au-delà du silence. Téléfilm. Caroline Link. O.
22.35 Contre l'oubli.
22.40 Grand format. Do Sanh, le dernier film.
0.20 Scotland Yard contre X ■ Film. Basil Dearden (v.o.). O.
1.50 Le Dessous des cartes. L'Ukraine, un pivot géopolitique ?

M 6

16.05 et 1.40 Boulevard des clips.
17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. Amour fou. O.
20.40 Décrochage info, Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Roses du mal. Téléfilm. Marijan David Vajda. O.
22.40 X-Files, l'intégrale. Les petits hommes verts. O. L'hôte. O.
0.30 Le Live du vendredi. Joe Cocker, Night Calls.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.02 Les Chemins de la musique. [5/5].
20.30 Agora. Spécial généalogie [5/5].
21.00 Black And Blue. Dans le siège du pilote. Les grands batteurs de Big Band dans les années 50.
22.10 Fiction. *Photo de famille*, de Jan Mikak.
23.00 Nuits magnétiques. [2/2].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Gielen : *La Passion selon Saint-Matthieu*, de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Quatuor* op. 54 n° 2, de Haydn, par le Quatuor Lindsay. 20.40 Murray Perahia. *Concerto pour piano* n° 20, de Mozart, par The English Chamber Orchestra : Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Yolanta. Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Gergiev.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
- ■ On peut voir
- ■■ A ne pas manquer
- ■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.45 Au-delà du silence

C'est l'histoire d'une petite fille qui, entendant et parlant parfaitement, devient l'interprète de ses parents sourds-muets. Un soir de Noël, sa tante Clarissa lui fait cadeau d'une clarinette. Le monde de la musique s'ouvre à l'enfant et brise le silence qui l'entoure... ce qui n'est pas du goût de son père. Ce premier film de la réalisatrice allemande Caroline Link a la grâce et la force d'un poème.

FRANCE 3

23.30 Hitler-Staline : liaisons dangereuses

Ce documentaire, écrit par Thibaut d'Oiron et Jean-François Delassus, et réalisé par ce dernier, a déclenché, lors de sa première diffusion, en 1996, des critiques, amplifiées, un an plus tard, après la publication du *Livre noir du communisme*. En trois épisodes, il détaille la collusion entre les régimes nazi et soviétique. Il est accablant pour le stalinisme.

FRANCE 2

0.35 Inside Daisy Clover ■■

Daisy Clover, qui vient d'avoir quinze ans, vit avec sa mère fêlée dans une masure au bord d'une plage et rêve de devenir chanteuse. Elle est « découverte » par un producteur qui, en deux ans, lui vole son âme et détruit toutes ses illusions. La mise en scène de Robert Mulligan crée un monde à la limite du fantastique où errent les fantômes. La fin, avec ses ruptures de ton, laisse pantois. En v.o.

Le Monde
VENDREDI 2 AVRIL 1999

Simple d'opinion

par Pierre Georges

BIENHEUREUX les simples d'opinion ! Les pour, résolument pour, les contre, totalement contre. Front contre front, pensée contre pensée, unique l'une et l'autre, cela va sans dire, certitudes contre certitudes, images contre images.

Peut-on avouer, sans déchoir, une pensée, comment dire, plurielle sur cette guerre singulière, à nos portes et à mille lieux pourtant de ce que devrait être, de ce que l'on imaginerait devoir être l'Europe d'une fin de XXe siècle. Guerre technologique, purification ethnique, l'avenir bombarde le passé, du plus haut des cieux virtuels au plus extrême des nationalismes réels. Le siècle finissant reprend l'Histoire là ou l'Histoire en est restée, au siècle commençant, dans un éternel, balkanique et sanglant recommencement.

Bienheureux les simples d'opinion ! Ils ont une opinion, dans le grand sondage rituel des convictions assénées et des certitudes affichées. Etes-vous pour ou contre la guerre ? Répondez et vite ! Et sans sommations ! Etes-vous Otanisé, c'est à dire pense l'autre camp, lobotomisé, marchant au pas cadencé de l'impérialisme américain et de ses valets européens ? Etes-vous anti-guerre, c'est-à-dire, suggère le camp armé, rouge-brunisé, anti-américain par une sorte de réflexe pavlovien, autrement dit stalinien mal repenti, aussi sûrement que Milosevic est cet antique loup rouge déguisé en panserbe brun !

Bienheureux les simples d'opinion ! Faute d'avoir la bataille des images, car, expérience aidant, les images sont, cette fois-ci, tenues pour suspectes, nous avons la bataille des mots. Et elle fait rage, rivalisant de trouvailles, de formules, de références historiques, dans une sorte de balkanisation précisément des idées. L'Histoire sert et elle sert beaucoup, – car la veine est inépuisable en ces contrées-là – l'Histoire récente dans un camp, l'Histoire ancienne dans l'autre, dix ou vingt ans dans un cas, des siècles dans l'autre. Deux bouts d'une même chaîne pourtant pour un même résultat tragique.

Le Monde publie depuis une semaine, en pages Débats, des textes prodigieusement érudits, formidablement écrits parfois, polémiques souvent. Il y en a pour tous les camps et, si l'on est de bonne foi, beaucoup de ces écrits aident à penser à ce à quoi on n'avait pas pensé, à voir ce que l'"on n'avait pas vu, dans la confrontation des idées et des points de vue. On sort de la lecture plus savant, ou moins ignare. Mais pas plus avancé pour autant.

Que faire, mais que faire ! La guerre ou la paix ? Même ce choix-là n'existe pas, puisque les stratèges de l'Otan, ou leurs patrons politiques, ont inventé, pour ce qui concerne leur camp, la guerre sans perte, sans risques et sans morts, donc la guerre *« ingagnable »*. Et puisque les hérauts de la paix ont leur pacifisme plombé, souillé, mort-né dès lors que cette paix-là est aussi celle des purifications ethniques et des cimetières.

Bienheureux les simples d'opinion ! Alors, au final, on adhère à une opinion simple. L'Histoire des Balkans ne nous intéresse pas ou plus. Elle sert par trop d'alibi au présent. Or c'est le présent des peuples, de cette Europe hors l'Europe, hors son époque, qui force au choix : on n'arrête pas la purification ethnique par des mots. Cela fait tout de même un siècle que le siècle nous l'a appris.

Des témoins accusent le système anti-incendies du tunnel du Mont-Blanc

L'alarme aurait été donnée par un automobiliste

CHAMONIX
de notre envoyé spécial

En dépit des systèmes de détection des incendies, l'alerte de l'incendie du camion sous le tunnel du Mont-Blanc, qui a fait au moins quarante morts, mercredi 24 mars, a été donnée par un automobiliste. Franco Columbo, vice-président de la société gérant le tunnel du côté italien, a apporté cette précision à l'issue de la réunion de la Commission intergouvernementale franco-italienne de contrôle du tunnel du Mont-Blanc, mercredi 31 mars, à Courmayeur (Italie). Le témoignage de cet automobiliste, Nicolas Borghi sème un doute sérieux sur le déclenchement des systèmes d'alarme, côté français, lors de la catastrophe.

M. Borghi tient un pub à Courmayeur (Italie). Mercredi, il emprunte le tunnel du Mont-Blanc, pour aller skier à Chamonix. *« Quand je suis arrivé à la moitié du tunnel, j'ai vu le camion sur la voie opposée qui était arrêté et qui prenait feu. J'ai fait demi-tour pour ressortir du tunnel. Une autre voiture derrière moi a fait de même et s'est arrêtée pour lancer un appel SOS sur un téléphone du tunnel. J'ai parcouru environ six kilomètres et quand je suis sorti du tunnel, je me suis aperçu que des voitures continuaient de rentrer. Je n'ai pas l'impression que les services étaient au courant de ce qui se passait et de la gravité, car ce n'est qu'à ce moment-là, quand je suis sorti, qu'ils ont fermé le tunnel. »*

Ce témoignage authentifié implique qu'aucun système de détection automatique, ni aucune surveillance humaine n'avait remarqué la fumée qui sortait du côté arrière droit du tracteur du semi-remorque. Pourtant, elle était assez importante pour que, selon le témoignage du chauffeur lui-même, Gérard Degrave, deux routiers le croisant, l'avertissent par des appels de phare.

Tandis que M. Columbo annonçait, mercredi 31 mars, que *« l'alarme* [avait] *été donnée par un usager qui a utilisé la borne d'urgence du garage n22. »*, à un kilomètre, coté italien, des lieux du sinistre, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc, Rémy Chardon, se refusait à toute déclaration. Interrogé sur le fait que l'alarme ait pu être donnée par l'automobiliste, un collaborateur de M. Chardon a précisé en aparté : *« C'est possible. Mais il a pu y avoir deux appels simultanés. »* Pourtant, même si l'alarme a été déclenchée simultanément du côté français, celle-ci serait intervenue tard puisque l'automobiliste a déclaré que le camion venait de prendre feu quand il appelait. Autre sujet d'étonnement : la société du Mont-Blanc ne dispose d'aucune image. La cassette vidéo où auraient du être enregistrées les images à proximité de la zone du sinistre est vierge. La justice a saisi aussi le cassette vidéo italienne qui, elle, contient des images. *« Nous avons eu un problème de déclenchement automatique d'enregistrement »*, a reconnu, lundi, M. Chardon. Cette absence d'image empêche de vérifier si de la fumée sortait du camion avant qu'il ne s'arrête.

L'incertitude sur la capacité des dispositifs de sécurité du tunnel du Mont-Blanc à détecter la fumée est d'antant plus inquiétante que début 1998 et au printemps de la même année, deux rapports des sapeurs-pompiers critiquaient l'archaïsme des systèmes de sécurité. Le colonel Laurent, commandant le Service départemental incendie-secours de Haute-Savoie, a rédigé le second. Le premier a été établi par le capitaine Comte, chargé, à la caserne de Chamonix, des rapports avec la Société du tunnel. Dans ce document, il dénonce le manque de coordination entre les services de sécurité français et italien, et l'incompatibilité entre les matériels. M. Chardon a affirmé n'avoir jamais eu connaissance de ces rapports pourtant adressés au préfet de Haute-Savoie. Pourtant, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc a indiqué que depuis six mois, tous les lundis, les sociétés italienne et française du tunnel assuraient la formation des pompiers sur les dispositifs de sécurité du tunnel. Pourquoi avoir mis en place cette formule si M. Chardon n'avait pas connaissance des rapports ?

Une autre polémique concerne l'organisation d'exercices de secours. M. Chardon a expliqué qu'une telle opération nécessiterait la fermeture à la circulation du tunnel durant au moins un jour et qu'elle était, du fait des pouvoirs de police qu'elle implique, de la responsabilité des autorités de l'Etat.

Jean Touza

Rwanda : « Aucun témoin ne doit survivre »

ALISON DESFORGES est le principal auteur et coordinateur du rapport de 900 pages de la Fédération internationale des droits de l'homme et d'Human Rights Watch sur le génocide des Tutsis au Rwanda, présenté mercredi 31 mars à Paris (*Le Monde* du 1er avril). Intitulé *« Aucun témoin ne doit survivre »*, l'ouvrage se veut la première « somme », le premier livre de référence sur ce massacre qui a fait un demi-million de morts.

Pour comprendre, la chercheuse américaine a passé près de quatre ans avec d'autres chercheurs *« à écouter les massacreurs, leur voix, à comprendre leurs motivations. »*

Les conclusions de ce rapport sont fermes. Le génocide a été délibéré, prémédité, et sa préparation était connu de la communauté internationale. Il n'est pas l'aboutissement des haines tribales mais le choix conscient d'une élite politique. Les rapporteurs estiment qu'il était parfaitement possible d'arrêter l'engrenage, mais que les gouvernements étrangers, et singulièrement français, n'ont rien fait. Pire, souligne le rapport : en continuant à reconnaitre le pouvoir hutu malgré le génocide, Paris a été l'un de ses acteurs.

Car la légitimé du régime a été un facteur important de la participation de la population aux massacres baptisés « autodéfense ».

Jean-Baptiste Naudet

★ Aucun témoin ne doit survivre- Le génocide au Rwanda. *Editions Khartala.* 195F

Le prestige de la Cour des comptes et du Quai d'Orsay en hausse à l'ENA

LA PROMOTION 1997-1999 de l'ENA avait manifesté un certain goût pour l'originalité en se baptisant « Cyrano de Bergerac ». Mais elle a fortement respecté les traditions, mardi 31 mars, lors de son « amphi-garnison », séance durant laquelle les 104 élèves ont choisi leurs affectations dans la haute fonction publique, suivant leur rang de classement. Le major, Vincent Mahé, a choisi le Conseil d'Etat, comme la moitié de ses prédécesseurs, l'autre moitié optant d'habitude pour l'inspection générale des finances. Cette institution n'arrive qu'en troisième position, la Cour des comptes s'emparant, pour la première fois, de la deuxième place.

Malgré les amicales pressions des représentants des grands corps, deux élèves sortis « dans la botte » (parmi les quinze premiers) ont choisi le ministère des affaires étrangères (le « Quai d'Orsay »), dont la cote remonte notablement. Les inspections générales et le ministère de l'économie et des finances, où les primes sont alléchantes, se partagent le reste de la première partie du classement. La direction des impôts fait une chute spectaculaire, en 92e position. Le corps préfectoral, qui poursuit une ascension amorcée depuis plusieurs années, démarre à la 26e place.

Ce sont les chambres régionales des comptes qui ont le redoutable privilège de figurer en queue de peloton, rôle habituellement dévolu aux affaires sociales (cette fois seulement avant-dernières) ou à l'emploi, qui, cette année, a été choisi par un élève plutôt bien classé (37e). Comme d'habitude, les cinquante premiers élèves sont majoritairement issus du concours externe, bien qu'un élève issu du concours interne et un du troisième concours aient réussi à sortir dans la botte.

LETTRE OUVERTE

Imitant leurs prédécesseurs des promotions Valmy et Marc-Bloch, les élèves de la promotion Cyrano de Bergerac vont envoyer une Lettre ouverte au premier ministre pour se plaindre de leur scolarité (ils la jugent inadaptée à leurs futures fonctions) et demander la suppression de l'accès direct aux grands corps à la sortie de l'ENA. Le malaise est tel que des militants de la CFDT, s'appuyant sur la contestation de l'ENA – *« machine à classer »*, *« système de reproduction sociale »* –, ont pu créer une section, le syndicalisme ayant disparu de l'Ecole depuis plusieurs années.

Cette section cédétiste revendique une cinquantaine de sympathisants, parmi lesquels un bon nombre de futurs préfets. Yves Rousset, son secrétaire, a remis au premier ministre un épais dossier dans lequel il formule notamment certaines propositions de réforme de la scolarité (renforcement de la formation au management, introduction de la sociologie des organisations). Bien que n'ayant pas obtenu de réponse, il ne perd pas espoir : les élèves de la promotion Averroès (1998-2000) ont repris le flambeau de la contestation, et leur section CFDT revendique déjà vingt adhérents.

Rafaële Rivais

Time Warner vend ses réseaux câblés français

LE CÂBLO-OPÉRATEUR néerlandais United Pan-Europe Communication NV (UPC) a annoncé jeudi 1er avril le rachat de 100 % des actions de Time Warner Cable France –filiale du géant américain de la communication –, qui exploite trois réseaux de télévision câblée dans la banlieue de Paris, celle de Lyon et à Limoges. Après approbation des autorités administratives compétentes, ce rachat devrait être finalisé au troisième trimestre 1999. les trois réseaux concernés couvrent un potentiel d'environ 350 000 foyers, selon le communiqué conjoint des deux sociétés. UPC raccordera notamment le réseau de Montreuil à celui de Médiaréseaux Marne, sur lequel ont été lancés, en février, des services de téléphonie et d'Internet.

Jeffrey A. Schwall, président de Time Warner Cable International, a précisé que *« la stratégie du groupe est de concentrer ses ressources sur le marché intérieur aux Etats-Unis »* tandis que le PDG d'UPC, Mark Schneider pense, par cette première acquisition en France, *« réaliser une croissance rapide pour chacune de [ses] gammes de produits : vidéo, téléphonie et transfert de données »*.

Tirage du *Monde* daté jeudi 1er avril 1999 : 512 299 exemplaires.

DÉPÊCHES

CYCLISME : la course des Trois Jours de La Panne (Belgique) a été neutralisée jeudi 1er avril au départ de la troisième étape. Un colis douteux, en provenance d'Italie, a été découvert par les gendarmes belges à l'aéroport de Bruxelles. Ce colis était destiné à l'équipe italienne Mapei. Patrick Lefévere, directeur sportif de la formation a été conduit à la gendarmerie, accompagné de ses coureurs.

RUGBY : deux nouveaux joueurs ont été appelés dans le groupe de l'équipe de France pour le dernier match du Tournoi des cinq nations contre l'Ecosse au Stade de France, samedi 10 avril : Christian Labit et Yann Delaigue ce qui poprte à sept le nombre de Toulousains dans la liste des vingt-deux.

Le Monde

DES LIVRES

LITTERATURE ESSAIS VENDREDI 2 AVRIL 1999



PÉTRUS BOREL
Le Feuilleton
de Pierre Lepape page II

LYDIE SALVAYRE
page III



GEORGES PERROS
page IV

JÉSUS EN BOUDDHA
La Chronique
de Roger-Pol Droit
page VII

HISTOIRE
A partir du « rêve non réalisé, mais non pas irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au cœur du territoire de l'historien
page IX

Déraison d'aimer

Sous couvert d'un thriller psychologique qui met en scène un homme harcelé par un autre homme atteint du syndrome de Clérambault, Ian McEwan offre un hymne à la raison face à la folie des sentiments

Florence Noiville

C'est un cas célèbre dans les annales de la psychiatrie. Peu après la grande guerre, une femme, une Française, se croyait aimée du roi George V. Elle le poursuivait de ses ardeurs, multipliait les voyages en Angleterre, restait des heures accrochée aux grilles de Buckingham, dans l'espoir d'entrevoir son amant imaginaire. Si un rideau bougeait aux fenêtres du palais, c'était un signe qu'il lui adressait. Elle ne l'avait jamais rencontré, ne le rencontrerait jamais, mais ne vivait que pour lui, persuadée que tout Londres jasait au sujet de leur liaison, que le roi en était très affecté, et que, pour cette raison, bien qu'épris lui aussi, il la repoussait. La pauvre femme tournait ainsi, prisonnière de sa chimère. Jusqu'au jour où, de rage ou de dépit, elle se mit en tête de l'assassiner...

C'est l'un des maîtres de Lacan, Gaëtan Gatian de Clérambault, qui le premier diagnostiqua cette démence à laquelle il laissa son nom. Egalement appelé érotomanie, le syndrome de Clérambault se caractérise, selon les jolis mots de ce médecin, par *« l'illusion délirante d'être aimé »*. Du fictif à la fiction, il n'est pas étonnant que les mirages de ces intrigues inventées, irréelles, mythiques, en un mot romanesques, aient pu tenter un écrivain. *Délire d'amour*, de Ian McEwan, est le récit de cet « amour fou », non pas comme l'entendait Breton, mais au sens médical du terme : lorsque la psychose, lovée au cœur même du livre, finit par ravager tous les personnages, gangrener leurs relations et semer le doute dans l'esprit même du lecteur.

Au premier étage de sa maison d'Oxford, dans un petit salon rouge et douillet, Ian McEwan pose un regard songeur sur le jardin qu'on aperçoit de la fenêtre. Eclairer ce qui, au fond, l'a vraiment fasciné dans ce sujet suppose de remonter un peu en arrière. Car ce livre – le huitième traduit – est sorti en 1997 en Angleterre. Entre-temps, alors que l'édition de poche continue de s'arracher en librairie, McEwan a publié un roman, *Amsterdam* (1), reçu le Booker Prize, émergé des lettres anglaises comme l'un des écrivains qui comptent aujourd'hui, parcouru l'Amérique au galop pour l'une de ces tournées commerciales absurdes dont il se remet à peine, et fêté ses cinquante ans.

Ce soir-là, à la lueur de la lampe, il semble soulagé d'être enfin sorti du tourbillon. Il admet qu'il a changé, en quelques années. Au fil des romans – *L'Innocent*, *L'Enfant volé*, *Les Chiens noirs*... (2) –, sa palette s'est éclaircie. Sa curiosité approfondie. Il n'est plus celui qu'on surnommait, à la fin des années 70, *« Ian Macabre »*, à cause de sa prédilection pour l'horreur et la violence sourdes. Pourtant, oui, la folie continue sans doute de l'aimanter. Surtout lorsqu'elle est vue depuis *« les marges »*, dans ces espaces flous où elle se fond si bien dans la norme.

« Tomber amoureux est l'une des expériences humaines les plus précieuses, note McEwan. *Y en a-t-il même de plus forte hors du champ de la religion et de l'art ? Y penser en termes de pathologie m'intéressait. D'abord parce que le syndrome de Clérambault est une parodie complète de ce qui se passe lorsque vous tombez amoureux : vous ne dormez plus, vous avez l'esprit ailleurs, vous voyez des signes partout. Ensuite parce que c'est une idée terrifiante de pouvoir vivre ça de manière imaginaire avec quelqu'un qui en vient à vous haïr. Toutes les victimes de harcèlement le disent : l'être qu'elles obsèdent finit par les hanter aussi. Peur, colère, désespoir... J'ai découvert que beaucoup de mariages n'y résistaient pas. C'est pire qu'une liaison. »*

Voilà donc ce qui arrive à Joe Rose, le narrateur, le jour où, au cours d'un accident d'aérostat, il fait la rencontre funeste de Jed Parry, érotomane mystique, qui lui voue sur-le-champ un attachement aussi dévorant qu'inexplicable. *« J'avais l'impression d'être tombé à travers une crevasse dans une autre vie »*, résume Joe. Son équilibre mental, ces certitudes de journaliste scientifique, son union avec Clarissa, spécialiste de John Keats, y survivront-ils ? Si le livre prend parfois des allures de thriller psychologique, il reste d'abord un *« roman d'idées »*. C'est un *« pendant »* aux *Chiens noirs*, dit McEwan, *« ce récit où j'avais déjà entamé avec moi-même une discussion sur l'essence de la rationalité »*. *« Je voulais que mon héros soit un homme de logique, pour pouvoir mettre sa raison à l'épreuve. Voir cet esprit hautement organisé envahi peu à peu par le chaos était pour moi une façon d'explorer les limites du rationnel. Je suis souvent frappé par le fait que, dans la littérature occidentale, particulièrement depuis les romantiques, cette notion est souvent associée à quelque chose de froid, de calculateur, d'inhumain, de dépersonnalisé. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire un hymne à la raison. Pour montrer qu'il y a des problèmes qu'on ne résout pas seulement en se fiant aux sentiments. Je voulais que mon héros soit finalement sauvé par son jugement, mais je voulais aussi que tous doutent de lui, sa femme, la police et le lecteur, bien sûr. Pour montrer que, si la déraison est une maladie infectieuse, la raison est fragile, aussi fragile que la démocratie, et qu'il faut la défendre tous les jours. »*

En faisant de son narrateur un spécialiste des théories darwiniennes, et d'un trouble pathologique l'épicentre de son livre, puis en terminant l'ouvrage par une parodie d'article de revue psychiatrique, McEwan s'avance délibérément sur le terrain de la science. Intéressé par les travaux d'un sociobiologiste comme Edward O. Wilson ou d'un psycholinguiste comme Steven Pinker, il note que *« les scientifiques, aujourd'hui, commencent à s'exprimer avec des termes de romanciers »* – ce qui n'est peut-être pas si nouveau, puisque Clérambault lui-même est connu pour son art de *« ciseler sa pensée avec des formules absolument originales »* (3). *« S'ils envahissent notre territoire, pourquoi ne pas envahir le leur*, se demande-t-il. *La science n'est qu'un aspect de l'ingéniosité humaine, comme une sculpture de Michel-Ange. Rien n'interdit de se l'approprier, de l'absorber, de la mettre en roman. »*

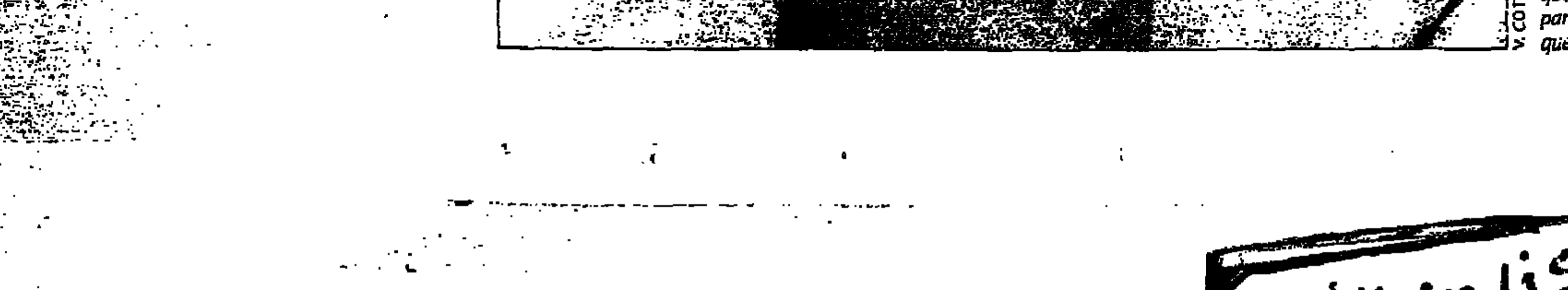
Rien n'interdit non plus d'emprunter aux scientifiques la rigueur maniaque de leur langage, qui permet à McEwan de disséquer le moindre souvenir, d'analyser le moindre état affectif, de suivre la pensée de son narrateur dans les *« innombrables circuits de* [son] *subconscient »*. A cet égard, le premier chapitre est un morceau d'anthologie. Tout y est en germe dès l'accident de ballon : la chute d'un homme, telle la chute originelle, les ruses de la mémoire pour se dérober a ce souvenir, le malaise, la peur, la culpabilité qui suivra Joe partout, comme, bientôt, l'amour de Parry. C'est aussi cette précision méticuleuse qui permet à McEwan, comme par une opération de *« télépathie »*, de *« transférer un détail visuel, dans toute sa netteté, de son cerveau à celui du lecteur »*. Appliquée aux brûlures du désir, du délire et de l'hallucination, cette « méthode » froide et distanciée produit un effet saisissant. Comme la rencontre de la glace et du feu.



V. COTTINELLI/GRAZIA NERI/RAPHO

(1) « Le Monde des livres » du 13 novembre 1998. Ce roman n'est pas encore traduit.
(2) Le Seuil, 1990 ; Gallimard, prix Fémina étranger, 1993 ; Gallimard, 1994.
(3) « G. G. de Clérambault. Une esthétique de la psychiatrie ? », entretien avec Paul Sivadon, *Préfaces*, février-mars 1988.

DÉLIRE D'AMOUR
(Enduring Love)
de Ian McEwan.
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux,
Gallimard, « Du monde
entier », 326 p., 150 F (22,86 €).





de Pierre Lepape

Les malheurs de la vertu



MADAME PUTIPHAR
de Pétrus Borel.
Ed. Phébus, 440 p., 149 F
(22,71 €).

Pétrus Borel, qui aimait les mots anciens et rares, se faisait appeler le lycanthrope. Un lycanthrope, comme chacun sait, est un homme qui, dans certaines circonstances – la pleine lune, une forte émotion –, se transforme en loup, du moins le croit-il. Tranquille comme Baptiste le jour, écumant et féroce au plus noir de la nuit. Nos jeunes romantiques adoraient ces doubles identités. Charles Nodier, qui était un ami de Borel, expliquait que *« l'esprit, offusqué des ténèbres de la vie extérieure, ne s'en affranchit jamais avec plus de facilité que sous le doux empire de cette mort intermittente, où il lui est permis de reposer dans sa propre essence »*. La vérité, c'est le rêve, et l'essence de Borel était d'être loup-garou puisqu'il se rêvait tel.

La postérité, en tout cas, a respecté le principe de l'intermittence. Pétrus Borel, dans nos histoires littéraires, ne cesse de jouer à cache-cache avec la reconnaissance. Son époque – les années 1830 – fait un succès à *Champavert. Contes immoraux*, accompagné d'un puissant parfum de scandale. Mais une critique virulente de *Madame Putiphar* par le redoutable Jules Janin met pratiquement fin à la carrière de Borel. Pourtant Théophile Gautier l'encense et Baudelaire écrit de lui : *« Sans Pétrus Borel, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outrecuidante et la plus paradoxale de l'esprit des Bousingots. »* La Camaraderie du Bousingo (ou Bousingoth, pour l'ornement germanique) est un groupe poétique de révoltés et d'agités, né de la révolution de 1830, où figurèrent notamment Gautier et Nerval, mais aussi Théophile Dondey, qui signait Philothée O'Neddy, et Auguste Maquet, connu, mais si peu, sous le nom d'Augustus Mac-Keat et mieux identifié comme « nègre » de Dumas père. L'Ecosse était à la mode depuis *Quentin Durward*.

Pétrus Borel est vite relégué dans la troisième division des « petits romantiques ». André Breton et les surréalistes, Eluard en tête, l'en sortent. *Madame Putiphar* est désigné comme le grand roman gothique à la française, l'équivalent du *Melmoth* de Maturin et du *Moine* de Lewis. Puis, nouvelle chute dans l'obscurité, relégation dans la catégorie des curiosités littéraires. Et puis, ces derniers temps, grâce aux efforts de Jean-Luc Steinmetz et de quelques militants boréliens, le lycanthrope hurle de nouveau sous nos étoiles. *Champavert* a été réédité au Chemin vert, il y a quinze ans. *Madame Putiphar* a suivi. Sous le titre *Pétrus Borel, un auteur provisoire*, Steinmetz a fait le portrait de la vie plutôt lamentable de notre auteur (1). Lequel, après des années de républicanisme flamboyant, quitte la France pour devenir administrateur colonial en Algérie et finit à cinquante ans, terrassé par une insolation, dans la peau d'un colon impérial, exploitant son domaine de Haute Pensée-les Mostaghanem. Un pied de nez à la littérature.

« Sans Pétrus Borel, affirmait Baudelaire, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outrecuidante et la plus paradoxale de l'esprit des Bousingots. » Illustration avec « Madame Putiphar. »

Mais Borel n'est pas Rimbaud. Il convient de lui faire, pour notre plaisir de lecteurs, une juste place. Sans en rajouter dans la veine héroïque, comme le fait Max Pons. Directeur d'une aimable revue littéraire de Lot-et-Garonne, *La Barbacane, revue des pierres et des hommes*, publiée avec l'aide du conseil régional d'Aquitaine, Max Pons présente les lettres d'Algérie de Pétrus Borel à son frère André. C'est un document intéressant. Borel emprunte de l'argent à son cadet, fait un enfant à la fille de sa vieille maîtresse, pleure la mort de son cheval – *« Une perte de cette espèce, un chagrin de cette nature et de cette proportion ne m'avait pas encore atteint. Je fus étourdi, abasourdi, foudroyé, aplati »* – et compose des petits poèmes pour les filles du sous-préfet. Le directeur de *La Barbacane* exulte : *« Comme lui, nous appartenons au clan des insoumis, des démunis, des solitaires, des irréductibles »* (2). On l'ignorait.

Mais Borel est ainsi fait qu'il inspire les fanfares et les couacs. On en fait toujours trop sur lui ou pas assez, c'est sa rançon d'auteur frénétique. Son génie est de ne pas savoir s'arrêter : plus il a le vertige, plus il avance vers les gouffres. Dans *Madame Putiphar*, cette esthétique de l'excès donne des résultats souvent admirables, toujours surprenants.

L'histoire aurait pu être empruntée au marquis de Sade et s'intituler *Les Malheurs de la vertu*. Irlandais donc antiques, comme il se doit, deux jeunes gens s'aiment. Elle est fille d'un affreux lord et se prénomme Deborah. Il est fils de fermier et s'appelle Patrick. Le lord veut assassiner Patrick et poignarde sa fille. Les tourtereaux s'enfuient en France. Mais comme ils sont beaux, purs, et dotés des vertus les plus admirables et les plus incorruptibles, les catastrophes continuent à s'abattre sur eux comme grêle. Ils sont séparés, battus, violés, emprisonnés dans des culs- de-basse-fosse, poussés à la folie. A peine ont-ils un instant la tête hors de l'eau – un geôlier compatissant, un messager inattendu – qu'ils sont immédiatement replongés dans un enfer plus abominable encore. Jusqu'au bout : Borel refuse le happy end. Lorsque la Révolution française délivre enfin Patrick de l'oubliette où on l'a jeté, c'est un vieillard si hébété, misérable et puant que la belle Debby meurt à sa vue de saisissement.

Les purs, les amoureux, sont torturés et vaincus. Les affreux meurent paisiblement dans leur lit, sans l'ombre même d'un remords. Il s'agit de Madame Putiphar – la Pompadour –, de Pharaon – Louis XV – et de leurs multiples âmes damnées. Un seul n'échappera pas au châtiment : M. de Gave de Vilepastour, un militaire libertin qui s'est vengé de la vertu de Deborah, sera pendu par le peuple du 14 juillet.

Car *Madame Putiphar*, outre un roman sur le mal, est aussi un roman politique. Assez ambigu toutefois. Certes Pétrus Borel décrit avec un visible dégoût la dépravation de la cour de Louis XV, il peint la Pompadour en louve assoiffée de plaisir et de vengeance. Pour horrifier ses lecteurs boutiquiers, il fait les comptes de ce que la lubricité a coûté aux contribuables : *« Chaque année le Parc-aux-Cerfs coûtait à la France aux environs de cinq millions. Il a duré trente-quatre ans. »* Et Borel, même s'il n'approuve pas certains débordements de la foule, applaudit à sa vengeance lorsqu'elle se révolte.

Mais à y regarder d'un peu plus près, c'est moins à la monarchie qu'en veut Borel qu'à la France des Lumières. Il parle d'*« une époque immonde »*, il s'en prend au style contourné et tarabiscoté des meubles et des bibelots dans lesquels il voit... le recul du christianisme devant l'islam : *« La mollesse, les voluptés, l'inceste, la polygamie, la pédérastie, la joie, la galanterie mauresque et non plus chevaleresque. (...) L'islamisme pur régnait de fait : en vérité, sous les perruques et les paniers on était aussi musulman que sous le turban et la basquine. »* Quand il fait parler Pharaon, c'est dans un jargon si fleuri qu'il anéantit la parole : *« Suis-je donc l'aquilon, que je courbe ainsi les fleurs ? Relevez-vous, mylady, et permettez à mes lèvres de restituer à votre bouche tous les baisers infidèles que, dans la tristesse de l'absence, elles ont prodigués à cette effigie, qui loin de vous brillait sur ma poitrine comme une étoile dans l'ombre, et qui vient s'évanouir devant le soleil de vos charmes. »* Pétrus s'amuse et s'indigne. Plus tard, il nous présentera un saint homme de moine qui ridiculisera un brave gardien de prison voltairien, borné comme un bourgeois louis-philippard.

Ce n'est pas à la République que rêve Borel, mais à la nuit des temps, c'est son charme. Aux vieilles langues des bardes, aux vertus médiévales ou réputées telles, aux religions naïves et sonores. L'Ancien Régime n'est pas assez ancien pour parler à son imagination et s'accorder à son vocabulaire. Comme Nodier, mais avec plus de fougue et d'imprudence, Pétrus Borel a la passion de l'étymologie. Comme si retrouver les mots de l'origine menait à la vérité de ce qu'ils nomment. *Madame Putiphar* est un réjouissant témoignage de ce grand rêve lexicomaniaque du romantisme. Pour faire plus ancien, plus grec, plus vrai, Borel colle un peu partout des *y* et des *h*, il néologise pour antiquiser, il accumule les termes rares et les tournures érudites avec une délectation de collectionneur.

Nous avons un peu de mal aujourd'hui à ne pas sourire à ces surcharges et à ces empâtements. Du reste, nous sourions beaucoup à la lecture de *Madame Putiphar*, malgré toutes les catastrophes que subissent ses héros, si touchants et si tendres. Ou à cause d'eux. Il y a une mécanique du malheur qui, à force d'être remontée à bloc, n'échappe pas à l'emprise du comique. C'est ce qu'a parfaitement compris Beckett, à l'envers. Dès qu'on a saisi que Deborah et son Patrick sont voués à la perfection et donc au martyre, ils ne nous intéressent plus guère comme personnages. Borel lui-même ne sait plus trop quoi en faire.

Le meilleur du roman, l'excellent même, se situe en dehors de leur sombre destin. Dans le lyrisme des pages sur la prise de la Bastille, dans les interventions intempestives du narrateur, dans les dialogues débridés des vilains séducteurs, dans les descriptions piranésiennes des prisons. Là, Borel s'emporte, laisse parler son imagination lugubre, broie du noir comme un grand peintre. On touche quelque chose de vaste, de douloureux et de profond. On comprend l'admiration de Baudelaire.

---

(1) *Pétrus Borel, un auteur provisoire*. 1986, Presses universitaires de Lille.

(2) *La Barbacane*, numéro spécial 66-68. Pétrus Borel : *Lettres d'Algérie à son frère André*. Présentées et annotées par Jacques Simonelli. Bonaguil, 47500 Fumel. Chez le même éditeur, Jacques Simonelli propose *Pour un blason du lycanthrope*, suivi de trois courts textes inédits ou rares de Borel (24 p., 45 F, 6,86 £).

La rebouteuse des pécheresses

Fille et soeur de marins-pêcheurs, Honorine Plougasnou est originaire de Saint-James, dans le Plougal, région que Balzac situe de façon plus littéraire que réaliste *« à une lieue de Pontorson, du côté du Finistère »*. Elle servira un temps au château de Noiville, grosse bâtisse perchée sur un promontoire face au phare de Damaz. Petite et rondelette, elle garde jusque dans sa vieillesse de *« magnifiques yeux bruns »*, et son visage, *« dont le type breton est reconnaissable »*, a un *« teint à la fois mat et coloré que plus d'une Parisienne pourrait lui envier. »* Elle tient, rue de Portefoin (là où la famille Balzac avait encore un pied-à-terre en 1821), une échoppe de poissons, non loin du marché Sainte-Catherine, dans le Marais. Dans sa jeunesse, elle a connu des chouans comme Pille-Miche, Galoppe-Chopine, Plume d'Oie, Mène-à-Bien et surtout Marche-à-Terre, mais, n'étant pas du même bord, elle a suivi Corentin, qui l'a recueillie, jusqu'à Paris. En effet, son père et ses frères Martial, Yves et Jean-Marie, d'abord proches des frères Cottereau, s'en étaient éloignés, fâchés de voir des paysans se liguer avec des aristocrates. Ils ont été assassinés lors d'un guet-apens tendu à Corentin, dont celui-ci avait réussi à s'échapper.

Figures de la Comédie

PLOUGASNOU HONORINE

1767
Commerçante

Honorine Plougasnou apparaît pour la première fois dans *Les Chouans*, puis dans *Splendeurs et misères des courtisanes* et *Les Petits Bourgeois*, mais c'est dans *Mademoiselle de Lépars* (œuvre restée inachevée) qu'elle tient son principal rôle.

J.-L. BISSON (BALZAC) PARIS MAISON DE BALZAC

C'est elle qui reconnaîtra par hasard Carlos Herreira sous son déguisement d'officier de paix à l'hôtel Voltaire, permettant ainsi à son mentor une *« arrivée inopinée »* qui déjouera les plans du *« Corentin de l'Espagne »*. Lorsque Corentin prendra sous sa protection le jeune Philippe-Jean, enfant trouvé en Corse et dont il fera son élève comme lui-même l'avait été de Silbeyrade, c'est elle qui hébergera le jeune homme et l'amènera se faire faire un habit chez Schmitt, le tailleur de Rubempré. Philippe-Jean, d'ailleurs, n'aimera jamais Paris, et c'est à Lyon, auprès du préfet Rérolle, dont la femme, Emilie, aura pour lui quelque inclination – sans lendemain – qu'il fera carrière.

Mais c'est surtout quand Corentin va confier à Honorine la pauvre Lydie de la Silbeyrade, devenue folle après avoir été mise *« en maison »* de force sur ordre de Vautrin, rue Sainte-Barbe, chez La Savignac, où elle a été séquestrée et violée, que le personnage prendra de l'ampleur. En dépit des conseils de Bianchon, qui préférerait que la malheureuse parte en maison de santé, considérant que la mélancolie dont elle est affligée est probablement incurable, Honorine la soignera avec succès grâce à ses connaissances en herbes médicinales que lui apporte régulièrement son neveu, Etienne Lepape. Honorine montre alors des talents de rebouteuse, et même de psychologue, difficilement discernables auparavant et qui peuvent permettre de regarder ses interventions dans *La Comédie humaine* avec plus de perspective car elle allie un vrai bon sens paysan, mélange de finesse, de roublardise et de méfiance, à des superstitions et des croyances plus étranges qui proviennent des légendes celtiques qui ont bercé son enfance.

April Foule

SCIENCE-FICTION

● *Par Jacques Baudou*

Parfaite alchimie

OBLIQUE
(Slant)
de Greg Bear.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jean-Daniel Brèque,
Robert Laffont, « Ailleurs et Autrement »,
470 p., 149 F (22,71 €).

Rendre compte d'un roman aussi ambitieux, aussi complexe qu'*Oblique* n'est pas aisé. Si l'on insiste sur sa composition en forme de puzzle mettant en scène un très grand nombre de personnages différents – un peu à la manière du John Brunner de *Tous à Zanzibar* –, qui permet à Greg Bear de camper une Amérique d'un futur proche très judicieusement extrapolée, on néglige l'axe central du roman, qui est celui d'un thriller à la Richard Stark, avec une bande de hors-la-loi s'apprêtant à mettre en coupe réglée, au cœur de l'Idaho, l'Omphalos, un mausolée destiné à accueillir en sommeil cryogénique les élites financières du pays.

Si l'on se concentre sur le casse conduit en utilisant les nanotechnologies militaires les plus sophistiquées, et sur le combat qui oppose les cambrioleurs à l'IA défendant l'Omphalos contre toute ingérence, on donne un peu trop d'importance au suspense, au mystère – même si Greg Bear manie l'un et l'autre avec beaucoup d'efficacité – et l'on mésestime d'autres aspects essentiels de l'intrigue. Et notamment la vision politique qui l'inspire : Greg Bear a imaginé une civilisation si oppressante que nombre de ses membres sont traités pour des troubles psychiques d'ordres divers (il les appelle les thérapiés), et au sein de celle-ci une société secrète, les Aristos, qui a mis clandestinement en route un processus élitiste et radical de ségrégation sociale dont l'Omphalos est à la fois l'épicentre et l'outil. Mais ce complot réactionnaire, cette machination contre l'humanité au profit d'une minorité autorecrutée, ne nous est dévoilée que très tardivement, alors que notre attention a déjà été requise par des événements intrigants : le suicide d'un homme d'affaires richissime après qu'il eut passé la nuit avec une star du porno, l'apparition de Roddy, une intelligence artificielle surgie de nulle part, d'autres encore qui finissent par donner l'impression d'une société en proie à une mystérieuse corruption, à une inquiétante déréliction, sous l'emprise d'une énigmatique puissance.

Derrière l'apparente déconstruction du récit, Greg Bear, qui retrouvait ici l'univers de *La Reine des anges* et certains de ses personnages, a magnifiquement orchestré son intrigue : il a échafaudé une savante gradation qui mène tout son petit monde vers l'Omphalos, vers le nœud gordien des divulgations et des surprises. Car l'auteur, en fin stratège, s'est laissé la liberté de quelques parfaits coups de théâtre, de quelques brillantes spéculations supplémentaires. *Oblique* est un remarquable roman de science-fiction qui allie toutes les séductions du romanesque à un passionnant travail conjectural. Un modèle.

● LA MORSURE DES TÉNÈBRES, de Brigitte Aubert
La Morsure des ténèbres est un curieux objet littéraire. Il fait suite à *Ténèbres sur Jacksonville*, un roman d'horreur qui était un fort bon pastiche de Stephen King. Il commence d'ailleurs dans une veine très analogue en nous faisant retrouver les six protagonistes survivants de l'apocalyptique destruction de la bourgade, profondément marqués par cette expérience traumatisante, alors qu'une résurgence des phénomènes monstrueux qui ont frappé Jacksonville se profile... L'auteur a d'abord fait converger les trajectoires heurtées de ses six personnages par l'entremise d'un ballet habilement réglé qui, lui, est l'occasion de décrire une Amérique un peu folklorique, avant de les réunir pour qu'ils affrontent ensemble leur destin.

Mais le récit ne tarde pas à s'écarter du modèle « kingien », à accumuler les effets de « gore » – sanglants ou olfactifs – à dériver vers la surcharge, la surenchère, avant de verser, lors d'un final ouvertement délirant, dans la parodie des préoccupations métaphysiques de l'auteur du *Fléau*. Le roman se termine sur une double chute d'un humour sarcastique et décapant qui donne sa cohésion romanesque (si l'on peut dire !) à l'ensemble, et détourne de façon on ne peut plus savoureuse un cliché. Dans *La Morsure des ténèbres*, Brigitte Aubert a perverti les codes du roman d'horreur avec une indéniable malignité : c'est là l'intérêt majeur d'un ouvrage qui pousse le genre à sa limite... (Seuil, 270 p., 99 F [15,09 €]).

● LE CHANT DU COSMOS, de Roland C. Wagner
On attendait avec intérêt ce nouveau roman de Roland C. Wagner, lequel n'appartient pas au cycle des *Futurs mystères de Paris* qui a fait sa réputation. Saurait-il, pourrait-il construire un futur qui soit d'une tout autre eau ? Qui fasse preuve d'une inspiration différente ? La réponse est oui, sans la moindre réserve. Il n'y a rien de commun entre les aventures de Tem, le privé qui sait se faire oublier, et celles du Penseur Yeff, sinon le talent de leur auteur, aussi à l'aise dans le polar futuriste déjanté que dans le *space opera* pacifiste, aimable, roboratif. Pourtant *Le Chant du cosmos* est l'histoire d'une machination guerrière aux objectifs destructeurs, d'une survivance agressive et violente dans une civilisation galactique harmonieuse.

Mais Roland C. Wagner a choisi son camp : celui de la concorde et de l'empathie, de l'accord cosmique, et c'est justement celui-là qu'il fera triompher au terme d'un récit bien conduit, ingénieusement construit – chacun des quatre grands chapitres se déroule sur un monde différent, à des intervalles temporels variés –, qui ne dissipe ses énigmes que de façon très progressive et qui s'achève sur une note (c'est le cas de le dire) très humoristique. Ce roman, d'un ton original, peuplé d'heureuses trouvailles tels le craquant Maedre ou les vindicatifs docteurs de la nuit, est une fort jolie réussite de plus à mettre à l'actif de la nouvelle S-F française (éd. L'Atalante, 373 p., 95 F [14,48 €]).

● LE GÉANT DE PIERRE, de James Blaylock
Ce troisième tome des *Contes de l'Oriel* se situe chronologiquement avant *Le Vaisseau elfique* et *Le nain qui disparaissait*, mais propose au lecteur une odyssée du même calibre, encore que son point de départ soit de nature bien moins glorieuse. En effet, si Théophile Escargot se lance sur les routes de l'aventure, c'est quelque peu contraint, après avoir été chassé de sa maison et d'Havreville pour avoir mangé une tarte de trop, et, s'il gagne la mythique contrée de Balumnie, c'est moins pour en avoir eu la volonté expresse qu'au fil d'un périple hasardeux, hanté toutefois par l'image de la belle Léta.

Comme les protagonistes des deux tomes précédents, il se trouvera confronté aux manigances maléfiques d'un nain animé de sombres desseins et aidé par des bandes dévastatrices de trolls et de gobelins. Il participera à sa déconfiture *in extremis* après une longue navigation sous-marine sur le fleuve Cul. Une fois de plus, la magie fonctionne. Il y a un charme aux livres de fantaisie de James Blaylock qui tient au pittoresque des personnages, au picaresque déclaré des péripéties, à la grâce enchanteresse de l'écriture (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Pierre-Paul Durastanti, Rivages/Fantasy, 294 p., 129 F [19,66 €]).

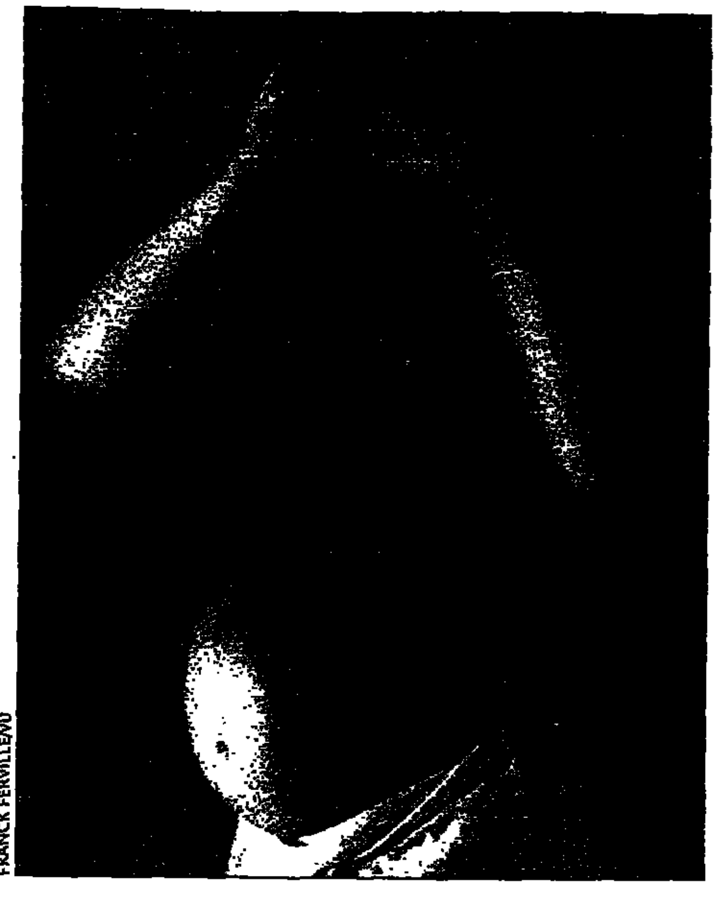
Psychoses maternelles

Quand le désir d'enfant se transforme en délire obsessionnel et meurtrier. Sur ce thème, deux registres : l'intimisme schizophrénique de Régis Jauffret et l'intimisme névrotique de Lauren Conti

CLÉMENCE PICOT
de Régis Jauffret.
Ed. Verticales,
414 p., 110 F (16,76 €).

ENTRAILLES
de Lauren Conti.
Seuil, 238 p., 89 F (13,56 €).

Sur le délire d'une femme prise au piège de routines « conjugales », otage des désirs masculins et des éducations rigides, et qui finit par se passer un gant de toilette sur le visage *« avec la sensation de l'effacer comme un mauvais dessin à la craie sur un tableau noir »*, Régis Jauffret signe son cinquième roman. La gestation de celui-ci, qui pousse jusqu'à la démence la douleur d'une solitaire frustrée de maternité, fut difficile : plus de quinze ans de réécritures. Pour aboutir à la perfection de ce que Jauffret poursuit méthodiquement : l'exposé froid, implacable, d'une névrose qui se développe avec autant de cruauté (le désir du meurtre, répétitif, ressassé, se décline selon optiques et stratégies différentes, une façon de l'« héroïne » de dialoguer avec elle-même) que de poésie psychique. Mais le prénom de mademoiselle Picot n'est pas choisi au hasard. Pour folle, sadique, tortionnaire que soit la narratrice, Jauffret réclame la clémence : la maladie mentale horrifie trop, ne suscite pas assez la pitié.


FRANCK FERVILLE/VU

Cette malheureuse, éduquée sous le signe de la suspicion, de la punition, de la castration, vit à trente ans, toujours vierge, dans le rêve obsédant de rencontrer un mari qui lui fasse un enfant. Les bambins, prêts à naître, elle les sent lovés au creux de son ventre, prêts à surgir. Ils restent morts-nés. Et l'amitié (vampirique) qu'elle ressent pour sa voisine, veuve, se heurte à un obstacle : celle-ci a un chien, et surtout un enfant, un petit garçon d'une dizaine d'années. Qu'il va lui falloir éliminer. Elle étranglera le chien, tuera l'enfant, avant d'aller dîner dans un restaurant *« dont le menu [lui] plaisait »*.

Pour Régis Jauffret, la grossesse est une punition. La folle obsessionnelle n'est pas Clémence Picot, mais la société qui impose aux femmes le désir fou d'avoir des enfants. Cette démarche jusqu'auboutiste (symptôme de sa hantise lucide d'une aliénation de l'individu par la société, et vision partielle, qui projette des ténèbres sur une aspiration que d'aucuns vivent dans la lumière de l'amour) permet (bien qu'il soit loin du roman-confession) de le ranger dans une littérature de l'intimisme schizophrénique, une littérature de la *« splendeur du On »*, aurait dit Gilles Deleuze, exprimant des désirs qui restent en rapport avec la machine sociale, bien au-delà du narcissisme.

Le premier roman de Lauren Conti est peut-être, lui, du côté de l'intimisme névrotique, en ce sens qu'il ne débouche pas sur un universalisme, et semble, avec un réel talent dans ses petites phrases courtes, apostrophes sur-minimalistes, hostiles à l'adjectif, régler un compte avec quelque *« sale petit secret »*. Ce que Sartre appelait avec mépris *« l'intimité gastrique »*. Dans *Entrailles*, la narratrice, une grosse fille de trente-trois ans mentalement fragile, arbore d'emblée un problème d'identité. *« On n'est pas ce qu'on est ! Nait »*, lâche-t-elle en lectrice primale de Doubrovsky, parlant d'elle tour à tour à la première et à la troisième personne, confondant son *« elle »* avec celui de sa sœur ou de sa mère, *« une vraie cinglée »*. Abonnée au Tranxène et au Prozac, Fanny N., cette jeune femme a fait un séjour en hôpital psychiatrique et une *« tentative de suicide à la suite d'un délaissement amoureux de la part d'un homme plus âgé qui m'a séduite puis abandonnée après m'avoir forcée à avorter »*. Elevée dans une famille *« de dégénérés »*, père gynécologue mort d'un infarctus en plein accouchement, elle a été une fois violée (à quatorze ans, par trois cousins), deux fois enceinte. Elle hante les jardins d'enfants, et travaille dans une crèche, avec la frénésie de toucher *« les pitchounes du quartier »*, les moucher, les changer, les tripoter, les farfouiller. Elle a essayé d'adopter un môme à la Ddass, en vain. Son idée fixe : avoir son bébé à elle. Cet ogre affamé de Nutella a des affections dévorantes, dignes du Lennie du roman de Steinbeck *Des souris et des hommes* : elle donne des coups de pied à son *« toutou joli »*, un clebs qu'elle câline, avant de l'étouffer. Et sa *« mission »* tourne mal : elle est incapable de s'occuper du *« petit morveux »* qu'elle a volé dans un landau, qui crie et chie. Les frustrations de Fanny mènent à l'enfer, comme celles de Clémence Picot. Il est des façons criminelles de jouer à la poupée : quand le fantasme maternel se confond avec le désir d'être, d'exister contre et en dépit des autres.

Jean-Luc Douin

Intraduisible amour

François Dominique ressuscite une passion tragiquement brisée et son indicible souffrance

PAROLE DONNÉE
de François Dominique.
Mercure de France,
280 p., 98 F (14,94 €).

1956. Un garçon de treize ans aime sa petite voisine, sourde-muette. Trente ans passent, durant lesquels le nom de la fillette s'efface et au terme desquels il resurgit de la nuit. François Dominique, auteur d'un admirable recueil de textes poétiques paru il y a trois ans chez le même éditeur, *La Musique des morts*, tente de retrouver la langue perdue de l'amour. Enserrant son récit entre des citations de Rousseau, de Dante et de Federico Garcia Lorca, qui, dans des langages différents, décrivent l'absolu de l'amour et le mystère d'une communication sans mots, plutôt fondée dans une langue intérieure, il remonte vers le continent tour à tour noir et lumineux de la mémoire.

1956 : le règne de *Paris-Match*, la guerre d'Algérie, Gloria Lasso, Suez, *« Pax rend les mains plus douces »*, Alain Bombard naufragé volontaire, Budapest, une adolescence chez les pères. Rien de bien drôle : la grisaille de ces années qui luttent contre le retour de la guerre et s'y engluent.

L'enfant se nomme Julien, son amoureuse bien-aimée Nadine. Autour d'eux, la brutalité des adultes et la vulgarité des potaches. Julien n'appartient ni au monde obtus des premiers ni au faux affranchissement des seconds. Les témoins lointains de cet amour ne peuvent le pénétrer, et ses acteurs peuvent à peine le vivre. Mais la force impérieuse des souvenirs est seule capable de ressusciter cette passion innocente, sensuelle, nécessaire et marquée par la tragédie. Nadine sera fauchée par un camion, et Julien devient un jeune veuf que personne n'est en mesure de consoler : ni les adultes ni les enfants ne peuvent mesurer l'immensité de cet amour clandestin.

Ils avaient, précisément, l'âge de la Béatrice de Dante ou de Roméo et Juliette, mais plongés dans un univers prosaïque et agressif. Outre la situation politique atroce de cette période-là (les frères aînés des collégiens vont brûler leurs belles années dans une guerre ignoble), l'environnement scolaire apparaît d'une rare violence. François Dominique décrit froidement les sévices sexuels courants dans les dortoirs : le viol d'un enfant trop doux, sans compter les insultes ordurières qui souillent les élans d'affection et les expressions de la solitude.

D'autant plus miraculeuse apparaît la passion qui unit les deux adolescents, inventant des gestes simples et audacieux et surtout découvrant une langue inédite. Car si Nadine n'articule pas les mots, elle murmure des formules incantatoires qui paraissent prolonger le babil des toutes premières années. Au centre de ce livre de la mémoire retrouvée, une scène merveilleuse où Nadine prononce son sésame à elle : *Rambantanian*. C'est une invitation à l'amour, mais selon un cheminement incompréhensible. Devant l'enfant muette, le petit garçon ne perçoit rien d'autre que l'exigence d'amour.

« Le premier amour voit dans les formes qu'il croit inventer la preuve de sa splendeur unique », écrit François Dominique. Par l'élégance tour à tour exaltée et réfléchie de son récit envoûtant, il parvient à récréer cette illusion, tout en étant tourmenté de n'être pas, adulte amnésique et trop raisonnable, à la hauteur de cette passion tragiquement mutilée. *« Ce récit tardif ne rachète rien*, écrit-il mélancoliquement (et injustement envers lui-même), *il ne fait qu'exposer, dans la lumière indécente des pages, un drame qui ne peut se partager – et cette pensée cruelle, cinglante, le renvoie au silence dont il se fit d'abord un grief. »* Démentons ce dur verdict : le partage a lieu sans la moindre indécence, et il convenait d'arracher au silence cette si belle et si profonde histoire.

René de Ceccatty

Les orgues de Cintegabelle

Pour illustrer l'art délicat de la conversation, Lydie Salvayre met à contribution toutes les ressources de la rhétorique

LA CONFÉRENCE DE CINTEGABELLE
de Lydie Salvayre.
Seuil/éd.Verticales,
124 p., 69 F (10,51 €).

Pour parler de l'art de Lydie Salvayre, il faudrait composer un éloge bien balancé. L'exercice critique consistant à s'approcher de l'objet littéraire, il faudrait, en hommage à cet art, apprendre les usages du beau discours... Mais ne nous laissons pas emporter : l'élan de l'admiration doit être freiné au seuil du mimétisme.

Lydie Salvayre est donc bien digne d'éloge. Car sa manière particulière, sa volonté d'avancer sur son propre chemin en ne se réclamant, de loin, que de maîtres anciens – de Swift à Thomas Bernhard –, a le mérite d'imposer une réelle originalité dans le paysage contemporain. Paysage où l'on parvient si aisément – c'est-à-dire avec tant de légèreté – à dessiner des territoires, des tendances qu'il suffit de qualifier de « nouvelles » pour faire croire qu'elles existent. Devant ces effets médiatiques qui recouvrent un pathétique besoin d'écoles et de clans, il devient de plus en plus nécessaire (et difficile) de refuser les enrôlements – aucune bataille, sinon imaginaire, n'ayant lieu.

Mais attention, Lydie Salvayre n'est pas une pacifiste éthérée. Elle a même fort envie d'en découdre, comme le montrent tous ses livres, qui sont de vraies machines de guerre langagière contre la stupidité ambiante (1). Simplement, son instinct a une forme plus solitaire que grégaire. Parler, comme écrire, est un acte individuel, que l'on accomplit en son nom. Y compris lorsqu'on invente, à l'intérieur d'une fiction, un locuteur. Par exemple ce gaillard, ce bravache qui, cent vingt pages durant, tient le crachoir dans une salle municipale de Cintegabelle, ville de la province profonde connue pour compter parmi ses édiles un homme au destin national. Mais de l'actuel premier ministre, il ne sera pas davantage question.

Comme à son habitude, Lydie Salvayre situe précisément le cadre et les circonstances de son roman. Le conférencier-narrateur a la soixantaine, un toupet sur la tête et de grandes oreilles. Il est veuf de Lucienne, dite Lulu, morte le 2 janvier 1999. Cette conférence, dont le livre est le texte, se tient deux mois après l'événement, dont le souvenir est évoqué, comme un leitmotiv, tout au long du roman. Les choses sont donc proches, encore chaudes. Il faut insister sur ce point, qui n'est pas une coquetterie : la fiction, qui confine au délire, est ancrée dans une réalité vérifiable, immédiate. L'unité de temps et de lieu enserre le discours ; elle confère à son débordement contrôlé une sorte de vraisemblance, de légitimité.

MAGNIFIQUEMENT ORCHESTRÉ

Tout tient donc par la parole, par cette fiction de la parole que l'écrivain met en scène. Pas d'intrigue ni d'épaisseur, aucune progression dramatique. Ah ! comme il est reposant, parfois, de ne pas apercevoir les ficelles et les cordages, les étais et les échafaudages dont le romancier doit généralement soutenir son récit !

Rien d'autre ici, rien de plus, qu'un homme discourant. Et de quoi parle-t-il ? Des vertus et usages de la conversation, un art dont le *« déclin »* est *« chevillé »* à celui de la France. Ironie souveraine : pour faire l'éloge de cette activité privée et discrète, de cette délicate marque de civilisation, on embouche la trompette du discours, on fait retentir les orgues de la rhétorique !

Et conformément aux lois de la rhétorique, le discours est divisé en périodes distinctes : exorde ; première partie sur *« les intérêts de la conversation »* (par exemple : *« plaire aux femmes »*) ; deuxième partie sur *« les conditions favorables à (son) éclosion »* (*« le confort du derrière »*, *« la capacité de se taire »*, *« l'insouci du temps »*...) ; troisième partie présentant *« cinq exemples de conversation choisis parmi les plus usuels »* – amoureuse, littéraire, politique, patriotique et avec les morts ; ce dernier cas de figure tenant lieu de péroraison.

Voilà pour le cadre. Mais une fois celui-ci fixé, une autre loi, non écrite celle-là, autrement dangereuse et provocatrice va s'imposer : celle de l'effusion, de l'excès, de la digression et de la déraison. Tout cela magnifiquement orchestré par Lydie Salvayre. C'est d'autant plus drôle, noir et grinçant, que le discours, n'oubliant jamais son sujet – la conversation – ne perd pas non plus ses droits : il est simplement débordé de l'intérieur, subverti par sa propre vague. Le conférencier tente bien de l'asseoir sur quelques aphorismes définifs, il est sans cesse rattrapé par ses humeurs, le plus souvent mauvaises. Comme s'il se saoulait des possibilités du langage – des excès de la grossièreté à ceux du raffinement –, il s'écoute pérorer, tour à tour sentencieux et vulgaire.

On pourrait citer maintes pages de *La Conférence de Cintegabelle*. Des morceaux de bravoure. De superbes illustrations du grotesque en littérature. Mais on ne rendrait que partiellement compte de cette manière dont nous parlions. Art et manière qui n'ont d'ailleurs pas leur fin en soi. Lydie Salvayre a mis en exergue de son livre ces mots de Lautréamont : *« ... et ne rougissez pas à la pensée de ce qu'est le cœur humain »*. Si cette perspective n'était à chaque instant présente, nous n'aurions affaire qu'à un exercice de style réussi.

Patrick Kéchichian

(1) *La Déclaration*, premier roman de Lydie Salvayre paru en 1990, est réédité en Points-Seuil, nº P598.

Bouillonnements amoureux

Avec une belle pincée d'audace, Cécile Vargaftig se moque des modes et des conventions pour le seul plaisir de « laisser frémir »

LAISSER FRÉMIR
de Cécile Vargaftig.
Julliard, 130 p., 89 F (13,57 €).

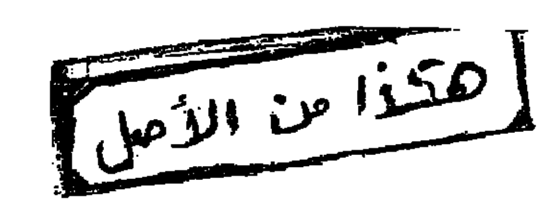
Elle avait déjà publié *Frédérique*, il y a cinq ans, dans une collection de poche (« J'ai lu »). Cela n'avait pas suffi à la faire remarquer. Pourtant déjà la phrase était là, et l'énergie, et cette forme de lucidité qui déplaît tant. Heureusement pour elle, Cécile Vargaftig semble ne pas reculer devant les contradictions, les malentendus et les difficultés. Car elle arrive à un moment où l'on n'aime guère la liberté qu'elle affiche. L'époque est plutôt à porter aux nues des romans qui « font des phrases », racontent des histoires de mari perdu, de misère sexuelle définitive, de déjà vieux couples hétéros ou de gentils couples homos qui sont sur le chemin des vieux couples hétéros.

Chez Vargaftig, on n'est pas gentil, on ne cherche pas à être intégré ou cohérent, on a encore des désirs et on demande au lecteur de *« payer de sa personne »*, comme le dit une autre romancière, Christine Angot, qui, elle aussi, dérange les faiseurs de phrases. *Laisser frémir* est un titre sur lequel on peut rêver avant d'ouvrir le livre. Et rêver plus encore quand on a lu l'histoire de Marina, prof de cuisine du côté de Pantin, qui dit ne pas aimer *« la vie ni le monde, un peu la nature et les sentiments »*. *« J'ai peur des rencontres, j'ai peur des tournants dans la vie, j'ai peur de voir dans mon reflet la trace des autres »*, lance Marina, pour laquelle tout, précisément, s'est décidé sur des rencontres, surtout celle de Laurence, autrefois à Nancy. Marina ne « raconte » pas cette histoire avec Laurence, qui s'est suicidée. Mais on comprend qu'elles se sont aimées. Laurence était prof de fac, mariée mais libre, volontiers provocante, certainement. Elle a sorti Marina du Delft, le café dans lequel elle travaillait, après avoir quitté le lycée en seconde : *« Laurence a fait de moi un être humain, alors mon inconsistance est devenue du sang-froid et ma propension à ne pas exister du recul. »*

Laisser frémir, c'est aussi au sens culinaire qu'il faut l'entendre, dans ce roman qui commence si plaisamment par cette phrase : *« Chapitre 2 : les grandes sauces de base et leurs dérivées »*, et explique immédiatement après comment faire les roux, utilisés pour leurs propriétés épaississantes : roux blanc, roux blond, roux brun... Là, il faut *« impérativement »* faire bouillir. Quant à « laisser frémir », ne pas porter jusqu'à ébullition, c'est tout le texte qui s'en charge. Autrefois, chez Laurence, lorsque de vastes débats s'engageaient sur l'homosexualité, Marina s'en allait faire de la pâte à crêpes, tandis que Denis affirmait qu'il avait toujours préféré les ébats aux débats. Désormais, Nancy est loin, mais Denis – qui a aimé le mari de Laurence, Michel – est toujours là. Avec lui on est en sécurité, on peut parler de tout, en partageant un bon repas : *« A l'entrée on a dit qu'on n'était pas d'accord avec les couples gays et lesbiens qui se mariaient et avaient des enfants, reproduire la famille à tout prix triste projet, et au dessert (des yaourts) on a dit si on faisait un enfant. »*

Il y a aussi Frédérique, qui lit Yourcenar et proclame *« Ouais, Zénon c'est moi, tu crois que le corps c'est sacré ? »*, la petite Jennifer, élève de Marina, qui se réfugie chez elle, et Luc, qui aime Marina sans se soucier de son absence de goût pour les hommes. C'est peut-être lui qui a raison. Et puis, il y a, c'est curieux, toutes ces filles qui s'appellent Claire, resurgies du passé ou rencontres d'un soir. Comme cette jeune serveuse que Marina a draguée pour une nuit sans lendemain : *« Elle sentait le graillon et cela me plaisait, je devais sentir la clope et la bière en rentrant du Delft naguère et cela devait plaire au nez long et raffiné de Laurence, a-t-on vraiment réfléchi à la dimension olfactive des amours ancillaires ? »* A-t-on vraiment réfléchi à l'étrangeté des histoires d'amour ? Sans doute pas. Pour avoir une chance de trouver la réponse – et la liberté, l'« *audace* », la « *ténacité* » –, en un mot pour avoir le courage de reinventer sa vie hors des conventions, il faut sûrement « laisser frémir ».

Josyane Savigneau



Livraisons

● **LES CENT FRÈRES**, de Donald Antrim
Curieux livre que ces *Cent Frères*, du même nombre que les cent hommes réunis dans la maison de leur père défunt, *« le vieil enfoiré »*, pour tenter de mettre le passé derrière eux. Démarche vaine, bien entendu : le passé ne se laisse pas si facilement reléguer. Sur un ton plein d'épines, dans une langue chahutée mais pas dépourvue de cohérence, Donald Antrim raconte les efforts du narrateur pour mettre de l'ordre dans le chaos de cette vaste famille, faite à l'image de l'humanité tout entière. C'est-à-dire en proie à l'angoisse, à la drogue, à la folie, mais aussi aux passions les plus variées et à une bonne dose d'humour. (Traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Robert Pépin, éd. de L'Olivier, 204 p., 110 F [16,77 €].) **R. R.**

● **VIVE LE PEUPLE BRÉSILIEN**, de Joao Ubaldo Ribeiro
L'auteur de cette saga brésilienne utilement rééditée se promène à travers les siècles pour raconter des histoires qu'il accroche à un arbre généalogique. Héritier du modernisme, Joao Ubaldo sait comme Macunaïma rire de lui-même et de son peuple, non sans friser parfois la caricature. Mais cet écrivain torrentiel, prodigieusement cultivé, est très attentif dès qu'il s'agit d'injecter de l'émotion dans sa narration. L'humour n'exclut pas l'indignation. Vive l'excès créateur ! Vive la générosité ! (Traduit du brésilien par Jacques Thiériot, Le Serpent à plumes, 576 p., 169 F [25,76 €].) **J. Sn.**

● **LE ROMAN DE LA CITÉ INTERDITE**, de Asada Jirô
Asada Jirô renoue avec la tradition japonaise du roman populaire. Ses personnages et les intrigues qui les réunissent se situent en l'an 12 de la dynastie chinoise des Ts'ing. Sa quête d'une certaine vérité historique est l'enjeu romanesque. Le ramasseur de crottin, la sorcière, le garçon de bonne famille, les eunuques, les femmes du gynécée, sont les protagonistes d'aventures rocambolesques où les affaires intimes se mêlent aux faits historiques qui annoncent la fin de l'Empire mandchou. Un récit dense et fou sur les rêves humains. (Traduit du japonais par Corinne Atlan, Philippe Picquier, 455 p., 149 F [22,71 €].) **H. Ma.**

● **MÉDÉE**, de Hans Henny Jahnn
A la fois aboutissement de la période de jeunesse et première œuvre pleinement maîtrisée, cette tragédie ouvre la voie aux grands romans de la maturité. Renouvelant complètement la vision dramatique attachée à ce personnage, et retrouvant par là le noyau de la légende, Jahnn nous présente une femme bafouée, victime de l'homme pour lequel elle a tout sacrifié, une marginale à la peau sombre comme une *« Ethiopienne »*. Dans un décor qu'il voulait *« cyclopéen »*, Jahnn associe au problème racial le thème fondamental : celui des *« désirs sensuels »*. (Traduit de l'allemand par Huguette et René Radrizzani, éd. José Corti, 126 p., 95 F [14,48 €].) **P. Ds**

● **LE JARDIN DES OLIVIERS**, de Max Gallo
Ce n'est pas sur une note optimiste que Max Gallo achève le cycle de *La Machinerie humaine*. Le titre du dixième tome annonce l'agonie de jeunes gens qui ne savent plus que et qui croire. Amour et vie sont des mots qui n'ont plus de sens. Pour Jérôme et Nathalie, l'avenir s'annonce sans nuages, mais ils sont entraînés dans un monde de haine, d'intrigues et d'impostures symbolisé par Nice, ici ville de violence et de corruption. Jérôme est détruit d'apprendre qu'un héros de la Résistance, sans doute par peur de la torture, s'est lié avec Klaus Barbie, Nathalie se détruit d'être séduite par l'argent facile. Ils ne sont pas faits pour la vie de mensonges et d'injustices à laquelle ils n'échappent pas, déçus, victimes. (Fayard, 306 p., 120 F [18,29 €].) **P. R. L.**

« Les mots timbrés » de Georges Perros

Lecteur attentif et flâneur, l'auteur de « La Vie ordinaire » était aussi un épistolier prolifique. Voici que paraissent deux nouvelles correspondances, avec Brice Parain et le traducteur Carl-Gustaf Bjurström

GEORGES PERROS-BRICE PARAIN. CORRESPONDANCE, 1960-1971
Avant-propos et notes de Pierre et Yael Pachet, Gallimard, 418 p., 160 F (24,39 €).

LETTRES A CARL-GUSTAF BJURSTRÖM. 1958-1976
de Georges Perros. Préface de Maxime Caron, éd. La Part commune, 192 p., 97 F (14,78 €).

L'INCOGNITO DE DOUARNENEZ
de Gilles Plazy. Préface de Bernard Noël, éd. Scorff, 70 p., 85 F (12,95 €).

Pourquoi Georges Perros quitta-t-il Paris, et la Comédie-Française où il était sociétaire, ses amis du TNP et de la NRF, pour s'installer à Douarnenez, dans le Finistère, avec sa femme Tania ?

Les fans de cet écrivain magnifique, plus nombreux qu'on ne le croit, les lecteurs des *Papiers collés*, de *La Vie ordinaire*, pensent le plus souvent qu'il était allergique à la vie en société, qu'il voulut échapper à la compétition sociale, à l'hypocrisie du milieu littéraire, au danger de devenir un *hommedelettre*, et tout cela est certainement vrai. Mais on peut avancer une autre hypothèse, c'est qu'il lui fallait être loin, car ce qu'il aimait par-dessus tout, c'était écrire des lettres : *« Je ne souhaite pas écrire sans cesse, je cherche des mots timbrés »*, disait-il drôlement, ou, ailleurs : *« Je voudrais pouvoir écrire sur un timbre-poste : arriver à l'extrême condensation de la pensée. »*

Depuis sa mort, en 1978, de nombreuses correspondances de Perros ont été publiées : avec Jean Paulhan, Jean Grenier, Lorand Gaspar, Michel Butor, Jean Roudaut. Il en paraît deux autres aujourd'hui. La première avec Brice Parain, son aîné, en qui il met beaucoup d'espoir et de confiance, considérant cet écrivain reconnu et installé comme *« un paysan d'on ne sait quel Danube provincial, avec son visage comme pétri à la mie de pain, son crâne étonné, ses yeux chahuteurs »*, Brice Parain éternisé par Godard dans *Vivre sa vie*. Et la seconde avec Carl-Gustaf Bjurström, traducteur suédois avec qui il partage sa passion pour Strindberg, un type dans son genre. Paraît simultanément un essai plein d'amitié, de tendresse et de connivence de Gilles Plazy intitulé *L'Incognito de Douarnenez*. Tout cela est une bonne occasion d'aller à nouveau à la rencontre de Georges Poulot, dit Georges Perros.

HISTOIRE D'UNE DÉSILLUSION

C'est étrange d'écrire mais de n'écrire pratiquement que des lettres, des phrases comme des bouteilles à la mer, venez me voir, écrivez-moi, des lettres que Georges Perros ne date jamais, comme si le temps n'avait pas d'importance, alors que justement il ne parle que de cela, l'instant, le temps qu'il fait, les courses pour le dîner. C'est encore une manière de ne pas faire l'important : dater inscrit et fige, et nous sommes, dit-il *« drôlement discontinus »*. Ne pas dater une lettre, c'est ne donner aux mots qu'elle contient que leur stricte valeur d'échange, tenter d'éviter qu'elle ne devienne objet littéraire, que ne s'y glisse de la pose, la maintenir comme quelque chose qui ne fait que passer, et basta.

Comme rien ne marche jamais comme on voudrait et aussi parce que Georges Perros était un gars compliqué, ses correspondances sont devenues une œuvre, tant pis et tant mieux. Il aurait sans doute grommelé que cela n'avait guère d'importance.

La correspondance avec Parain se lit comme une histoire un peu triste. L'histoire d'une illusion de complicité ; sur la vie, l'amour, la poésie, la littérature, Dieu. Une illusion qui, au fil des lettres et des ans, s'effiloche et se distend. Le jeune homme – Perros quand leur amitié se noue, en 1960, a trente-six ans et Parain soixante-deux – attend beaucoup de son aîné qui se révèle égocentrique, assez vaniteux, plutôt en quête d'admiration que réellement attentif et amical. Mais Perros lui écrit des lettres sublimes. Il évoque le paravent qu'il a installé dans la chambre pour se donner l'illusion d'être seul, *« d'être mort quoique vivant ce qui me fait mieux pénétrer l'irréalité. Car nous fabriquons du rêve et quand on veut que ce phénomène ne soit pas anachronique on souffre, on se demande pourquoi on souffre, ce n'est pas une maladie étiquetée, normale, mais c'est la pire »*. Ou bien il évoque la mort de Camus : *« Ce doit être dur de vieillir, de pourrir ainsi harcelé. Il avait trouvé normal que deux ou trois livres remarquables aient fait de lui un prophète. C'était un homme fatigué. Comme la plupart d'entre nous. Pour des raisons finalement dérisoires qui tiennent toutes à nos sensibilités susceptibles. Mais qui n'est pas susceptible n'est rien. »*

Avec Parain comme avec ses autres correspondants, et comme dans les *Papiers collés*, Perros parle sans cesse de ce qu'il lit, de ce qu'il aime ou déteste, de ce qui l'a emporté, passionné. Des poèmes de Browning, un livre de Louis-René des Forêts, Pinget, Genet, Céline, Mallarmé (*« il a pris ce qui lui était tombé sur le cœur, un langage fatigué »*), Henri Thomas, ou Kafka dont il dit très joliment : *« La poésie c'est l'indifférence à tout ce qui manque de réalité. Si vous voulez, Kafka a vécu de cette manière. Le cordonnier du coin aussi. C'est le seul engagement qui vaille parce qu'il englobe la souffrance. »* Ou Tchekhov dont il note qu'il écrit comme on sanglote, le nez dans la durée essentielle qui est un martyre.

Pourquoi traquer ainsi la chose quotidienne, qui, par ailleurs l'embête tellement, les dîners avec les enfants, les coqueluches, les ennuis de santé de sa femme, le bavardage insipide de la vie conjugale ? C'est à cause des menaces qui pèsent sur le langage. Nous sommes passés, remarque-t-il, dans une époque abstraite. L'homme est devenu abstrait, alors il bricole. Ce qui rend toute oeuvre lointaine, débranchée sans pour autant accéder à l'état brut souhaité. Ce qu'il faudrait, c'est faire attention à ce qu'on dit. C'est cette exigence qu'il trouve dans le travail de traduction en commun avec Bjurström.

Ou alors il l'apaise d'une ou deux lignes éclatantes ici et là, pour décrire des milliers de mouettes d'écume qui foncent à toute allure se prendre le coeur dans les champs alentour. Pour raconter la petite chapelle de Saint-Evenec, ou le plafond qu'il use à trop le regarder, pour décrire des routes qui se croisent, le printemps qu'on rate toujours parce qu'il arrive la nuit et qu'il faut bien dormir. Georges Perros, en plus d'être juste, est drôle : Comment appelle-t-on ces animaux qui dorment l'hiver demande-t-il. Des loirs ? J'aimerais en être un, mais l'été !

Il vagabondait, lecteur et flâneur avant tout, mais il ne pouvait pas s'empêcher de réfléchir, toujours la même et obsédante question : qu'est ce que l'art ? Alors il tentait le coup : *« L'art, finalement, c'est d'abord un déchiffrage, puis une gloire et enfin une contestation passionnée. »* Georges Perros se débattait beaucoup, – ma bêtise, disait-il, dure comme un galet, résistante, têtue – râlait sans cesse. Il s'est énormément compliqué la vie dans le but de se la simplifier, mais il a su attraper de la vraie vie vivante et l'envoyer par la poste, c'est un geste infiniment moderne, finalement. Et il n'y a guère de meilleur professeur de littérature ou de poésie, ce qui revient probablement au même.

Geneviève Brisac

Une délicate musique de chambre

A travers trois voix qui expriment leur impossibilité à vivre, à montrer leur amour, perce celle, poétique et déchirante, d'Hugo Marsan

LE DÉSIR FANTÔME
d'Hugo Marsan. Mercure de France, 172 p., 85 F (12,95 €).

Le bon lecteur, déclare Nabokov dans ses cours de littérature, qui viennent de ressortir chez Stock (1), l'excellent lecteur lit avec son dos, là où les sensations s'expriment en menus frissons. Les terminaisons nerveuses de la moelle épinière communiquant avec le cerveau, il va de soi, ajoutait Nabokov, que la tête réunit ces voluptés, les organise, mais cette élaboration est seconde. Salutaire rappel de la part d'un grand écrivain qui jamais n'a sacrifié aux modes, ni cédé aux tentations des cosmogonies. Lire d'abord avec son cerveau, c'est écarter ce qui fait la chair de la littérature, sa respiration.

On souhaite à Hugo Marsan de rencontrer beaucoup de ces excellents lecteurs. Son dernier roman, *Le Désir fantôme*, confirme en effet ce qu'on avait pressenti à la lecture des précédents, depuis *Le Balcon d'Angelo* (2) jusqu'aux *Absents* (3) : il possède un style, ou, pour reprendre l'expression de Nabokov, une manière qui n'appartient qu'à lui, faite d'abord de hauteur et de distance, de contention frémissante. Dans le domaine moral où tout style s'enracine, cela s'appelle la dignité.

On aura compris que, comme pour tout écrivain véritable, le sujet, car il n'y en a qu'un, repris à chaque livre sous un éclairage différent, le sujet n'est qu'un prétexte, dans tous les sens du mot. Ce qui importe, c'est la vision subjective : la littérature réduite à son essence, qui est le chant.

Catherine, Edgar et Branwell, le trio du dernier roman, expriment chacun la même impossibilité à vivre et à montrer leur amour, si les raisons de chacun varient selon leur sexe ou leur âge. La première échoue dans ses tentatives maladroites et passionnées à dire à Emilie, sa fille, l'amour qu'elle lui porte. Edgar se laisse glisser dans sa vieillesse en récitant la litanie nostalgique des prénoms de ceux qu'il a aimés, mais d'abord de Lucien, suicidé jeune, dont le fantôme le hante et le poursuit. Quant à Branwell, il fuit l'amour, il échappe à la vie, caché dans un anonymat peuplé des spectres de son enfance, ses parents vampirisés et tués dans un accident, souvenir qui l'englue dans une obsession macabre. Parce qu'il n'a rien reçu que la mort, c'est aussi la mort qu'il donne.

Aucune complaisance dans la tristesse : une musique de chambre où les trois voix s'appellent, se répondent, se rejoignent et se séparent. *« Il n'y a pas de réponse à la douleur ni de répit. Il n'y a pas de réponse à la passion. Il y a pourtant une certitude : on ne peut pas vivre sans amour. »* Le petit Mozart ne disait pas autre chose.

Hugo Marsan n'explique rien, il implique son lecteur dans un réseau d'impressions et d'images qui en appellent à son imagination. De même pose-t-il Edgar dans sa singularité avec un naturel d'évidence, qui tord le cou à tous les clichés et à tous les lieux communs. Il ne dissipe pas davantage les ombres dont s'enveloppe le jeune et beau Branwell, qui survient et s'évanouit ainsi que passent, dans nos existences, tant de silhouettes irrémédiables. Les blessures affleurent, si nettes pourtant, si propres qu'il faut un oeil averti pour, de livre en livre, repérer ces cicatrices : ainsi de l'image de cette vieille mère recluse dans la démence et dont le fils ne peut s'empêcher de penser qu'elle a choisi la folie afin de mieux nier ses enfants. Mais ne vivons-nous pas toute mort d'un être cher comme une désertion et une trahison ?

Derrière le décor d'une modernité distraite et bavarde passe aussi, insidieuse, la nostalgie d'une France provinciale, secrète et ennuyée, avec ses jardins d'enfance, les préaux de ses écoles, son silence et sa durée.

Michel del Castillo

Les courts frissons qui, en lisant Hugo Marsan, parcourent notre dos proviennent de ces suggestions indicibles, de ces notations exactes, de ces épigrammes de moraliste qui réveillent brusquement l'attention. Un livre après l'autre, Hugo Marsan bâtit un univers poétique, où la déréliction du temps qui passe, la fugacité des amours, la solitude caustique et résignée, le joug des enfances meurtries, où la comédie de l'existence enfin produisent une musique de chambre déchirante et raffinée.

(1) « La bibliothèque cosmopolite », Stock.
(2) Verdier, 1992.
(3) Mercure de France, 1995.

Hugo Marsan collabore au « Monde des Livres »

L'élégance de di Nota

TRAITÉ DES ÉLÉGANCES I
de David di Nota. Gallimard, « L'Infini », 102 p., 65 F (9,91 €)

Si ne figure pas dans ce livre la mention des autres textes de David di Nota, ce n'est peut-être pas un hasard. Il n'est pas impossible, si l'on en croit ce bref texte, délicat, tout en suggestions et demi-teintes, que di Nota veuille prendre « un nouveau départ », après *« trois années sur le versant tropical de la planète »*, au Brésil. On signalera pourtant le roman allègre qui l'avait révélé, en 1991, *Festivité locale* et un recueil de nouvelles, en 1995, *Quelque chose de très simple* (les deux chez Gallimard).

La simplicité, l'art de l'allusion, la concision, la délicatesse pour dire, comme en passant, les amours contrariées, les rendez-vous manqués, David di Nota a la chance de les posséder. Ou la malchance. Car on ne peut attendre de lui attendrissement, complaisance, psychologie. Et l'élégance de l'ellipse n'est pas communément appréciée. Ce *Traité des élégances, I* est un texte de deuil, un aperçu d'une trajectoire brisée, celle d'une femme de vingt-huit ans, Myriam Henderson, qui s'intéresse beaucoup à ce qu'écrit le narrateur et souhaiterait qu'il fasse enfin son œuvre. Comme incidemment celui-ci mentionne la propension de Myriam à la dépression et, plus loin, note : *« Voilà la vie : cette fille allait se suicider dans quinze jours et c'est à Cuba qu'elle pensait. »*

La dextérité de David di Nota est évidente, mais pour être vraiment ému par son récit, il faut partager son goût du jeu, s'intéresser *« à la situation du joueur selon Dostoïevski »* et rêver d'*« imaginer une troisième voie »* qui *« corresponde (...) au point de beauté que la tragédie n'avait pas prévu »*.

Jo. S.

هكذا من الأصل

le Georges Perros

Le soupir et la virgule

Revenant à la ponctuation originelle des « Caractères » de La Bruyère, Louis Van Delft restitue cette œuvre dans son historicité et surtout renoue avec l'oralité de sa composition. Un respect des formes anciennes qui n'est pas sans poser quelques questions

LES CARACTÈRES
Jean de La Bruyère.
Présentation et notes
de Louis Van Delft.
Ed. Imprimerie nationale,
544 p., 150 F (22,86 €).

Les *Caractères*, « De la société », neuvième remarque. Comparons deux éditions modernes du texte. Edition Garapon (1964) : « *Arrias a tout lu, a tout vu, il veut le persuader ainsi ; c'est un homme universel, et il se donne pour tel : il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose.* [...] *Quelqu'un se hasarde de le contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies. Arrias ne se trouble point, prend feu au contraire contre l'interrupteur : "je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon, ambassadeur de France dans cette cour, revenu à Paris depuis quelques jours, que je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, et qui ne m'a caché aucune circonstance". Il reprenait le fil de sa narration avec plus de confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit : "C'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade."* »


BNF
La discrétion d'après Robert Bonnart

Soit le « même » texte, dans l'édition Van Delft (1998) : « *Arrias a tout lu, a tout vu, il veut le persuader ainsi, c'est un homme universel, et il se donne pour tel ; il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose :* [...] *quelqu'un se hasarde de le contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies ; Arrias ne se trouble point, prend feu au contraire contre l'interrupteur ; je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon ambassadeur de France dans cette Cour, revenu à Paris depuis quelques jours, que je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, et qui ne m'a caché aucune circonstance : il reprenait le fil de sa narration avec plus de confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit. c'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade.* »

D'une édition à l'autre, les mots sont identiques et, pourtant, le texte n'est plus le même. En retournant à la ponctuation de l'édition ancienne – celle de 1696 qui est la dernière que La Bruyère a pu revoir –, Louis Van Delft restitue l'œuvre de La Bruyère dans son historicité. Débarrassée d'une ponctuation anachronique, lourde et grammaticale, la « remarque » sur Arrias renoue avec l'oralité de la composition comme de la lecture des *Caractères*. La Bruyère privilégie l'usage de la virgule, traitée comme un soupir, refuse les guillemets et, surtout, traite le texte comme phrase musicale unique, qui alterne les séquences rapides et agitées, rythmées par les césures, avec des périodes plus longues, sans ponctuation. Cette composition, où la ponctuation est distribuée en fonction du souffle, est une claire invitation à lire le texte à haute voix, pour soi-même ou pour d'autres, au sein d'une société choisie. Et, de fait, on sait que Jean-Marie Villégier a fait des *Caractères* la matière de lectures publiques.

Louis Van Delft n'est pas le premier à proposer ce retour à la ponctuation ancienne, puisque Etienne Bury l'avait déjà fait pour son édition des *Caractères* dans Le Livre de poche (1). Mais son souci d'exactitude textuelle va jusqu'à respecter les lettres capitales placées au début de nombreux mots dans le cours même du texte. Dans l'exemple cité, il en va ainsi avec « Cour » et « Ambassade ». Oubliées par les précédents éditeurs, ces capitales témoignent pour l'acuité de la « conscience typographique » de La Bruyère qui joue souvent avec les effets, visuels ou sémantiques, produits par les formes données au texte. Par exemple, en mettant en italique ou en enserrant par des virgules les propos rapportés ou les langages en usage qui sont la cible même de l'ironie et de la critique, ou en utilisant les majuscules comme « un coefficient de dignité » selon l'expression de Louis Van Delft.

Ce travail éditorial exemplaire, mené par le meilleur spécialiste de La Bruyère (2), pose deux questions plus générales. Tout d'abord, jusqu'où peut-on ou doit-on pousser le respect des formes anciennes d'un texte dans son édition moderne ? En refusant d'insérer entre les « remarques » leur numérotation classique et de larges espaces blancs et en reproduisant les pieds de mouche qui marquaient le début de chacune d'elles, Louis Van Delft restitue la continuité de chaque chapitre des *Caractères*, construits non comme une série de fragments disjoints, mais plutôt comme une partition d'opéra ou d'oratorio où se succèdent les *arias* qui se répondent les unes aux autres. La tradition critique impose, toutefois, une limite à l'exercice. De discrets chiffres arabes, placés après le pied de mouche, rappellent que les *Caractères* ont été numérotés afin de pouvoir être identifiés quelle que fût leur édition. Même la plus historique des éditions ne peut totalement échapper aux conventions acceptées pour désigner les textes dupassé.

Seconde question, ou plutôt prudence. L'exemple de La Bruyère, – et de quelques autres – ne doit pas faire croire que tous les auteurs du XVII[e] siècle avaient un semblable souci quant aux formes typographiques de leurs textes. Souvent, le plus souvent, peut-être, les choix quant à la graphie des mots, l'orthographe ou la ponctuation ne furent pas leur fait, mais le résultat des préférences, ou des habitudes, des éditeurs, des imprimeurs, des correcteurs ou des compositeurs. Faire retour à la matérialité ancienne des textes afin de ne pas les trahir est donc, nécessairement, rappeler que les auteurs n'écrivent pas les livres et que ceux-ci sont le produit des nombreuses décisions et des multiples gestes qui confèrent à l'œuvre son existence imprimée.

Roger Chartier

(1) La Bruyère, *Caractères*, introduction et notes d'Emmanuel Bury, Le Livre de poche classique, 1995.
(2) Louis Van Delft est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables : *La Bruyère moraliste. Quatre études sur les* Caractères (Droz, 1971), *Le Moraliste classique* (Droz, 1982), et *Littérature et Anthropologie. Nature humaine et caractère à l'âge classique* (PUF, 1993).

Voyages en terre vernienne

L'exégèse vernienne vient de s'enrichir de deux ouvrages passionnants. Le premier est le *Dictionnaire des voyages extraordinaires* que Claude Lengrand vient de publier aux éditions Encrage (BP 0451 Amiens Cedex 80004). Il comprend trois parties : un dictionnaire des œuvres qui recense romans et nouvelles et en donne de courts résumés, un dictionnaire des personnages et un dictionnaire général qui couvre tout le reste et comporte des articles sur des sujets très variés comme les cryptogrammes ou l'autruche Dada.

Le volume est abondamment illustré de gravures extraites, comme il se doit, des éditions Hetzel : le livre de Claude Lengrand propose une façon très agréable de se promener dans l'œuvre du grand Jules.

Dans le second, les deux éminents vernologues que sont Daniel Compère et Jean-Michel Margot ont rassemblé les *Entretiens avec Jules Verne 1873-1905* (éditions Slatkine, 276 p., 150 F) parus dans la presse française et étrangère. Cette compilation de trente-deux interviews de l'auteur (augmentées de deux entretiens avec son fils Michel), classées par ordre chronologique, avec des commentaires avisés des anthologistes, livre d'intéressants aperçus sur les méthodes de travail de Jules Verne, mais aussi sur ses goûts, sur sa passion pour Dickens ou le théâtre, sur sa vie amiénoise... Parmi les passages les plus remarquables de ces entretiens, on citera son commentaire sur l'œuvre d'H.-G. Wells et son amertume de ne pas avoir été reconnu à sa valeur : « *Ce que je voudrais c'est qu'on ne néglige pas l'artiste chez le conteur. Je suis un artiste.* » Un statut que la glose contemporaine lui accorde sans rechigner.

J. Ba.

hambre L'élégan... de di Not

S

Pour garder mémoire

Une œuvre de témoin pour mieux comprendre une époque, ses clartés et ses ombres

LES MÉMORABLES
de Maurice Martin du Gard.
Préface de François Nourissier,
Gallimard, 1090 p.,
250 F (38,10 €).

De Maurice Martin du Gard, lors de nos rencontres dans son appartement de Versailles, j'ai le souvenir d'un homme affable, très bourgeois versaillais, attentif à son hôte, peu avare d'anecdotes, graves, cocasses, voire croustillantes, le tout avec une élégance de vocabulaire et de façon d'être d'un autre temps. C'était lors de la parution du deuxième tome de ses *Mémorables*, dont le troisième fut publié après sa mort et dont le début du quatrième, jusqu'ici inédit, paraît aujourd'hui en un volume qui les rassemble. Fondateur des *Nouvelles littéraires*, il sera toute sa vie immergé dans la littérature, non sans sortir de ses eaux claires ou boueuses en observateur circonspect. On peut noter quelques oublis sans doute pas involontaires ; sur ce millier de pages où Barrès, Proust, Valéry, Mauriac, Montherlant, Jaloux, Gide, Claudel tiennent grande place, quatre pour Bernanos, pas un mot de Céline, part ténue à Colette, Paulhan passe furtivement. Mais s'il a ses préférences, il se veut honnête, ignore la polémique pour le plaisir des bons mots, préfère le silence à l'exécution, ce qui ne l'empêche pas, de temps à autre, de mordre – « *Paul Bourget se survivait. Maintenant c'est au tour de ses livres. La plupart n'iront pas loin et s'éteindront comme il vient de le faire, dans ce brouillard où la mort est douce aux croyants* » –, ni de noter avec malignité des mots qu'on lui rapporte, comme de Claudel écrivant à Maritain que Cocteau veut « *envahir* » la collection du « Roseau d'or » « *avec tous ses enculés de surréalistes* », ce à quoi Cocteau répond que Claudel « *ignore tout de la littérature d'aujourd'hui* ».

Martin du Gard s'amuse des potins du milieu, mais ces notules, rares, sont comme de légères illustrations de faits plus importants. L'essentiel est ailleurs. Ses pages sur Jaurès, Lugné-Poe, « *un dîner à l'ambassade des Soviets* », Georges Pitoëff ou de Gaulle à Brazzaville sont plus que des notes d'échotier. Certes, tels de ses portraits et jugements peuvent nous paraître surannés, mais à côté de personnages à la gloire éphémère, un Boylesve, un Souday, un abbé Brémond, il y a Max Jacob et Francis Jammes tendrement aimés, Léautaud admirablement dépeint, Péguy vu par Benda, il y a Drieu, Mandel, Blum... En une assez longue étude ou en quelques lignes, ce qui est dit n'intéresse pas seulement l'histoire de la littérature. Pourtant, du Gard est passé à côté du plus grave. Les années 40-45 ont vu des écrivains collaborer, d'autres s'accommoder avec l'occupant pour publier ou faire jouer leurs œuvres, quelques-uns mourir au maquis. Lui, il n'a vu qu'une chose : sans Pétain, des gens qui « *se croient suspects* » ne vivraient pas. L'ennui, c'est que ces gens ont nom Jean Cassou, répertorié comme demi-juif et franc-maçon, ou Jankélévitch. C'est d'une bonne foi désarmante que du Gard dit de l'un qu'« *il brûle d'agir. Il est peut-être imprudent* », et qu'il se dit choqué, sans plus, que l'autre, « *d'origine polonaise et juif de surcroît* », n'ait plus le droit de professer. C'est là, écrit Nourissier, « *l'imperméabilité d'un milieu aux réalités de Vichy* », d'une société « *aux saisons rythmées par les élections académiques ou dérangées par les duels* ». Ce n'est pas une part négligeable d'une époque qui a encore un pied dans le XIX[e] siècle que l'on retrouve avec intérêt, chez ce « *Saint-Simon miniature* », un clairvoyant qui a ses zones de cécité et allie à ses témoignages le talent d'un écrivain.

Pierre-Robert Leclercq

★ *Les Mémorables* de Maurice Martin du Gard a obtenu le 4[e] prix de l'essai Renaudot.

Brousson, le « voyou lettré »

LES DAMES DE SAUVE
de Jean-Jacques Brousson.
Introduction
de Frédéric Gaussen,
les éditions du Cardinal (62, rue de la Jonquière, 75017 Paris),
124 p., 60 F (9,14 €).

Jean-Jacques Brousson, aujourd'hui méconnu, fut pourtant célèbre pour avoir publié *Anatole France en pantoufles* et *Itinéraire de Paris à Buenos Aires* (1927), tous deux d'une réjouissante insolence envers l'auteur du *Lys rouge*... Né à Nîmes en 1878, il s'était forgé, pendant ses premières années sauvageonnes, un esprit féroce et une langue déliée. Repris en main par son père, il fut placé entre les mains des « dames de Sauve », directrices d'un institut pour petits Nîmois catholiques. Eduqué par les Bons Pères, il partit pour Paris où il devint le secrétaire d'Anatole France en 1902. Témoin quotidien, jusqu'à leur fâcherie en Argentine en 1909, du grand homme adulé par la nation, Brousson vécut de ses articles et de ses ouvrages d'histoire, bien plus que des honoraires d'Anatole France, qui le payait en bibelots. Collaborateur des *Nouvelles littéraires*, il est décrit par Martin du Gard comme un homme « *vif, petit, toujours bien réveillé, peut-être trop, l'air d'un perroquet polisson* » en délicatesse avec ses pairs : « *Il faut qu'il bataille et se sente menacé* »... Après la guerre, il se retira à Uzès et y mourut en 1958. Egalement de famille nîmoise, Frédéric Gaussen a connu Jean-Jacques Brousson, ce « *voyou lettré* » : en proposant en un volume *Les Dames de Sauve* (1929), *La Louve en Languedoc* (1936) et *Les Vêpres de l'avenue Hoche* (1932), il livre sa vivante autobiographie gardoise, mais aussi sa charge au vitriol contre les proches d'Anatole France à l'heure de la succession.

Claire Paulhar

LIBRAIRIE ... DU MONDE

هكذا من الأصل

La réalité en trompe-l'œil

Sous le signe de Kafka – prototype de l'enfant sans enfants –, Enrique Vila-Matas revisite en toute liberté l'histoire espagnole de ces quarante dernières années

ENFANTS SANS ENFANTS
(Hijos sin hijos),
de Enrique Vila-Matas.
Traduit de l'espagnol
par André Gabastou,
éd. Christian Bourgois
328 p., 130 F (19,81 €).

S'il s'exprime un tant soit peu par la bouche de ses personnages, Enrique Vila-Matas ne doit pas trouver la vie tout à fait satisfaisante. Pas une vallée de larmes, non, mais un séjour vaguement en dessous de ce que l'on serait en droit d'attendre. Et pourquoi, d'ailleurs, se donner la peine d'écrire, si le monde s'ajuste exactement à votre bon plaisir ? Les figures campées dans son livre, donc, se sentent souvent à l'étroit dans une réalité tapissée d'ennui. Au point de ne pas vouloir perpétuer l'espèce en engendrant d'autres individus qui viendraient, à leur tour, grossir le bataillon des naufragés congénitaux.

Rien de vraiment triste, pourtant, dans ces *Enfants sans enfants*. Ou plutôt, du tragique, du vrai, mais sans cesse détourné du pathos par l'ironie. Né en 1948 et installé à Barcelone, ce romancier à l'imagination singulière et très remarquable a écrit un livre, le cinquième à paraître en France, autour de la figure de Kafka. Où l'écrivain praguois, prototype de l'enfant sans enfants, permet à Vila-Matas de revisiter en toute liberté l'histoire espagnole des quarante dernières années. De manière éminemment paradoxale, puisque l'Histoire est justement ce que refusent ceux qui ne veulent pas de descendance.


FRACESCO GATTONI

Qu'on ne s'y trompe pas. *Enfant sans enfants* n'a aucun caractère proprement historique et la présence de Franz Kafka s'y montre seulement en filigrane d'un ouvrage où presque rien ne fait explicitement allusion à lui. Des phrases, nullement signalées, renvoient à son œuvre et seul un texte placé en exergue du livre porte sa signature : *« L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. Cet après-midi, je suis allé nager. »* En date du 2 août 1914, ces deux lignes extraites du *Journal* de l'écrivain donnent le ton du livre de Vila-Matas : la réalité, même tonitruante, n'a jamais l'intérêt que l'on croit. Du moins pas pour les enfants sans enfants, *« ces êtres que leur nature éloigne de la société »*. Ainsi parle le narrateur – pourvu, lui, de *« onze enfants, deux chats, un chien, trois poissons, deux lapins et un perroquet »* – du récit intitulé « Ceux d'en-bas », qui pourrait représenter le prologue du livre.

De Grenade à Valence, en passant par Meudon ou Saragosse, chacune des nouvelles a pour cadre une ville dont le nom est précisé d'emblée, avec une date en prime. Un réalisme en trompe-l'œil, puisque la vie intérieure constitue le véritable décor de chacune des histoires. Le monde réel est surtout signalé comme *« une ingérence »* dans l'existence des personnages, qu'il s'agisse de la dictature menant à l'exil, du chômage, du travail ou des conventions sociales. Le tout lissé par l'omniprésence de la pluie, celle qui coule effectivement ou celle que l'on pressent dans un ciel en passe de se déchirer. *« Dans pas longtemps, parce qu'une bonne averse se prépare. »*

Sous le plafond de ce monde humide et souvent gris, Vila-Matas campe des individus qui rêvent de gloire et moisissent à l'ombre de leurs frustrations. *« Le pire est venu après, quand il s'est arrêté de pleurer et s'est mis à me dire qu'il avait été toute sa vie un lâche et qu'il s'était trompé de A à Z, étant donné qu'il aurait aimé être un homme à succès, un musicien, un voyageur cosmopolite. »* Ainsi parle la femme d'un homme qui vient de se faire licencier, dans « Envoyer tout au diable ». La solution ? Décrocher de ce réel extraordinairement décevant, à s'échapper comme ce *« séminariste en fugue »* qu'est le narrateur de « La Famille exclue ». A partir pour des villes où l'on s'ennuie, Saragosse ou Lugo, mais où peuvent éclore les rêves les plus troublants.

L'art de Vila-Matas consiste à faire surgir des dimensions nouvelles en parallèle d'une réalité plate. *« Mon fils*, dit un homme dans "La Promenade interrompue", *(...) nous nous promenons aujourd'hui dans les rues larges et ensoleillées de cette ville et nous sommes heureux. Mais en nous vivent encore les recoins sombres, les passages mystérieux, les fenêtres aveugles et les cours sales. »* De ces *« recoins sombres »* jaillissent des visions bizarres. Les personnages se parlent à eux-mêmes, insérant des incises dans leur propre discours, entendent des voix étranges leur parler d'on ne sait où, sentent des présences là où l'œil ne voit rien, se serrent à plusieurs sous une même apparence. Otages d'eux-mêmes et de leurs personnalités secrètes, comme d'autres de leur descendance.

Raphaëlle Rérolle

Le tapis volant de Jacques Werup

Identité transnationale ou affirmation obstinée des racines ? L'écrivain suédois enquête sur le périple de son grand-père entre mer Noire et Baltique

LES VOYAGES
DE SHIMONOFF
(Shimonoffs Längtan)
de Jacques Werup.
Traduit du suédois
par Christopher Bjuström,
Denoël, 316 p., 140 F (21,54 €).

Varna existe, Jacques Werup est là pour certifier la réalité de ce port bulgare, « perle de la mer Noire » où les maisons baroques, germaniques, avec leurs murs pastel patinés par le temps, surprennent dans ces confins du Sud-Est européen. L'aspect de l'écrivain arrivé de Stockholm pour la sortie de son roman, n'en est pas moins étonnant. Sa peau mate, ses cheveux noirs feraient penser davantage à un ressortissant des Balkans ou du Proche-Orient qu'aux Vikings conquérants d'autrefois. Né en 1945 à Malmö de parents suédois, marié, père de deux enfants, un séjour parisien au tournant des années 70, explique la manière aisée dont il s'exprime en français. Une trentaine de livres, recueils de poèmes, récits de voyage et romans le situent parmi les plus importants auteurs scandinaves. Que cherchait-il sur les bords de l'ancien Pont-Euxin ?

« La nostalgie des origines, même lointaines, est bien plus qu'un fantasme de romancier. Mon grand-père a vécu là-bas. Istanbul, Trébizonde, Varna bien sûr, témoignaient et témoignent encore d'un même univers fait de langueur et de violence, de compromissions habiles et de combats sans merci, de traditions immuables contrariées par la révolte des jeunes et par leur désir d'émancipation. Varna, d'où venait mon grand-père qui allait devenir le roi du commerce des tapis, qui devait servir de modèle à mon personnage, n'a pas toujours été la grande ville industrielle et touristique d'aujourd'hui. Au début du siècle, Shimonoff encore adolescent avait connu un grand bourg assoupi au bord de la mer Noire. A peine sortis de sous la domination des autorités ottomanes, comme partout en Bulgarie, les marchands et le clergé, les vignerons et les petits fabricants, parmi lesquels mon arrière-grand-père, tenaient le haut du pavé. A l'ombre du minaret et des églises orthodoxes, quelques juifs, en majorité descendants des réfugiés chassés d'Espagne il y a cinq siècles, revendiquaient toujours l'identité judéo-espagnole. Si leurs relations avec les Bulgares restaient plutôt amicales, ils estimaient peu les Ashkénazes, ces "Tudesques" arrivés du nord qui pratiquaient le yiddish, pour eux "jargon allemand" incompréhensible. »

CITIZEN KANE BULGARE

« Dans ce milieu séfarade, poursuit Jacques Werup, *la tradition rigoureusement respectée, les mariages arrangés, l'hypocrisie régnante s'accordaient mal avec le caractère altier et aventureux de mon grand-père. Elias Shimonoff prit donc la fuite tout en sachant qu'il risquait de ne plus jamais revoir ses parents. Caché au fond de la cale d'un rafiot en partance de Varna, c'est à Constantinople que la police débarquera le fugueur. Ce sera la première étape d'un vagabondage qui le conduira à Trébizonde, sur le chemin des contrebandiers, et de là à Londres et à Paris avant son installation en Suède où Elias Shimonoff bâtira un empire commercial. »*

Pendant cinq années, de 1976 à 1981, le romancier traverse l'Europe et refait l'itinéraire de son grand-père depuis les brousses de l'Anatolie jusqu'à Malmö où il finit par poser sa besace. L'écrivain interroge les rares survivants de l'époque, la ressuscite, raconte les incroyables aventures de Shimonoff parmi les gueux d'un Proche-Orient fraternel, misérable, enfin analyse d'une manière si juste, si remarquable, la lente intégration d'un Juif bulgare au sein d'un univers fondamentalement différent du sien. A Malmö, ce citizen Kane du tissu oriental se mariera, fera souche et deviendra notable. En 1939, avant la fin de ce voyage fabuleux sur le tapis volant de Jacques Werup, Shimonoff, poussé par la nostalgie, retourne visiter sa ville natale. Les siens sont morts ou absents, une autre pièce se joue maintenant entre d'autres décors désormais inconnus, alors qu'en Europe, où se prépare le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, la guerre vient de commencer.

Lorsque paraissait, sept ans auparavant, *La Mort d'un pornographe* (1), premier roman traduit de Jacques Werup – fondateur du groupe rock Sturm, animateur d'un cabaret littéraire à Malmö, lauréat du Grand prix du roman suédois –, ce fut en France une révélation. La sexualité y acquérait une dimension cosmique. La quête obstinée et l'impudeur laissaient pressentir un nouvel Henry Miller. Pourtant, le champ que l'écrivain explore change. La démarche aussi ! A la confession d'un voyeur succède ce roman d'initiation presque sage s'il n'était pas porté par un torrent narratif où les évocations magiques, les descriptions exactes du temps, des lieux, la précision hyperréaliste des portraits défient même les quelques imperfections de la traduction. La quête demeure, ardente mais différente cette fois-ci. Récit picaresque ? Conte de mille et une nuits ? C'est surtout à la découverte d'une identité européenne, nullement opposée à l'affirmation particulière de chacune de ses composantes que l'écrivain, dans la lignée des frères Singer et d'Elias Canetti, invite avec son livre dédié à tous les immigrants.

Edgar Reichmann

(1) Publié aux éditions Climats, repris en Poche (10/18) en 1994. Signalons également un recueil de poèmes, *Une brèche dans l'Atlantique* (Le Castor astral, 1985).

Medellin sur Lower East Side

MORT D'UN ROI DU TANGO
de Jerome Charyn.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Chénetier,
Mercure de France, 260 p.,
125 F (19,05 €).

S'éprendre d'un roi du tango doublé d'un chef du cartel de la drogue, c'est s'exposer à de graves ennuis. Mais que diable allait faire Yolanda à Medellin ? Rechercher la trace d'un vague cousin qui jouait avec elle autrefois au docteur derrière l'évier, avant de devenir trafiquant de coca ? Yolanda, née en Colombie, était partie vivre à New York, dans ce quartier de Lower East Side que Jerome Charyn affectionne particulièrement, et c'est par là qu'elle se rattache à la tribu déjantée des Isaac Sidel, Zyeux-Bleus, Marilyn la dingue. Mais le théâtre de leurs exploits, généralement limités à Manhattan, s'élargit avec l'arrivée du cousin de Colombie.

Les histoires de Jerome Charyn oscillent toujours entre le burlesque échevelé et la vraisemblance sans vraiment pencher d'un côté ou de l'autre. Dans le tourbillon qui l'entraîne des clairières de l'Amazonie aux rumbeaderos, ces écoles de tango où se nouent et se dénouent toutes les intrigues, des tribus indiennes aux palais présidentiels, ses personnages gardent toujours une fêlure qui les rend humains ; une part d'enfance inaliénable. Même s'ils semblent cantonnés à un rôle secondaire, les enfants sont d'ailleurs le principal enjeu de toutes ces aventures. Dans *Mort d'un roi du tango*, ce sont les gamins de la 129e Rue qui s'adonnent au crack dès leur plus jeune âge. Toute cette savante orchestration de complots, de guerres de clans, de réseaux d'espionnage, de trafics internationaux vise moins à décrire un monde devenu fou qu'à s'ancrer autour d'un seul pivot : la nostalgie.

Gérard Meudal

هكذا من الأصل

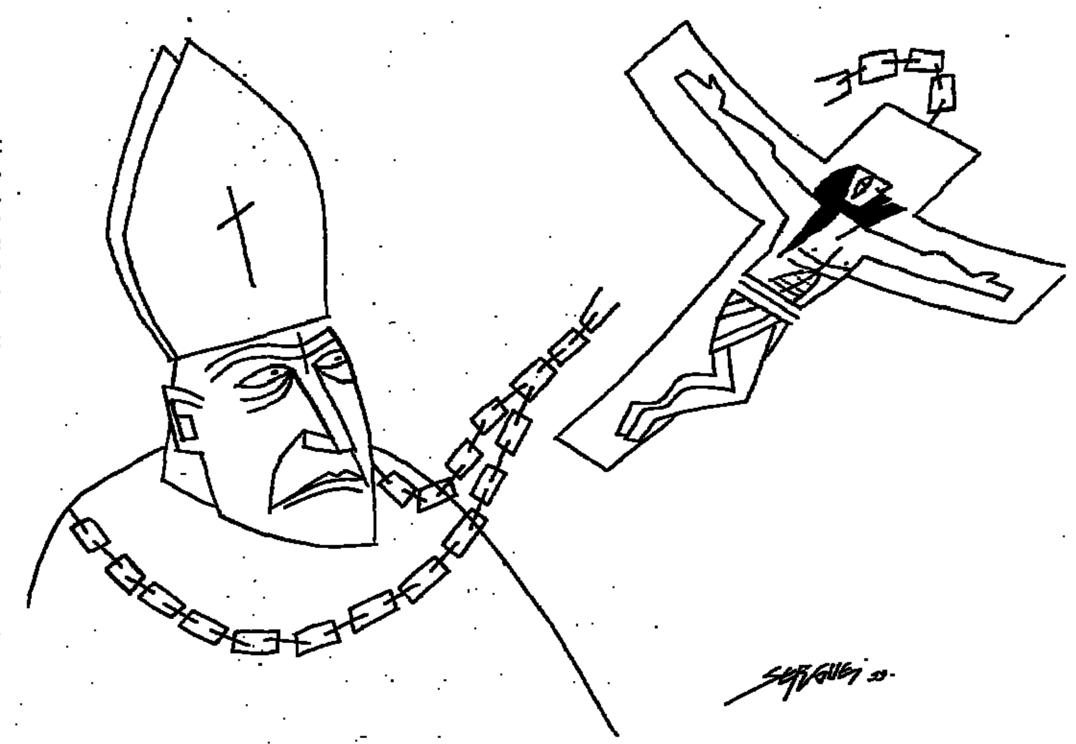


JÉSUS-CHRIST OU LA LIBERTÉ
de Jean-Pierre Rosa.
Bayard, « L'aventure Intérieure », 248 p., 110 F (16,76 €).

JÉSUS, BOUDDHA D'OCCIDENT
de Raphaël Liogier.
Calmann-Lévy, 300 p., 130 F (19,81 €).

Construction permanente du Christ

Les siècles ne cessent d'inventer des figures de Jésus. Parmi les récentes, le voici en créateur de liberté et, plus inattendu, en héritier du Bouddha



Au sujet de Jésus, tout semble avoir été dit. Ainsi que le contraire. Parmi les figures réinventées de siècle en siècle, aucune ne fut pour l'Occident si décisive ni si multiple. Caution des pouvoirs, levier de contestation. Rassembleur et diviseur, énigme et transparence, croisée de l'humain et du divin. Silhouette incessamment redessinée. Chaque époque, en effet, mais aussi chaque école, chaque église, chaque commentaire en trace différemment le visage à la fois familier et inaccessible. Sous de tels amoncellements de gloses, il faut tenter, indéfiniment, de retrouver l'étonnement d'une rupture. Ainsi crée-t-on interminablement ce mythe paradoxal – dieu fait homme, amour infini, rémission des péchés – qui possède tant de puissance et relativement peu de contenu. Les principaux traits du Christ paraissent pourtant faire aujourd'hui l'objet d'un accord nouveau des historiens. Fini le temps où les « Vie de Jésus » – de Strauss à Renan et au-delà – faisaient scandale en mettant en cause, au nom de l'histoire, tel ou tel point de la légende pieuse. Semble terminée également l'époque plus récente où Bultmann, sensible cette fois aux seules exigences de la foi, pouvait congédier les réalités empiriques en affirmant : *« Nous ne pouvons rien savoir de la vie et de la personnalité de Jésus parce que les sources chrétiennes, très fragmentaires et envahies par la légende, n'ont manifesté aucun intérêt sur ce point et parce qu'il n'existe aucune autre source sur Jésus. »*

Aujourd'hui, soutient Jean-Pierre Rosa, il est devenu possible de dégager une trame d'événements et de paroles liés à l'existence du Christ avec une probabilité élevée. Si l'on considère cet ensemble que les experts tiennent pour assuré dans ces grandes lignes, ce qui frappe n'est pas seulement le *« message d'amour »* mais aussi, et surtout, l'ouverture à la liberté. Ce qui fait l'essentiel de l'apport du Christ, selon Jean-Pierre Rosa, c'est la volonté constante de défaire les contraintes, de desserrer les liens artificiels des préjugés. Chasser les marchands du Temple, renverser l'ordre des mérites, bousculer les réputations, détraquer les hiérarchies, parler aux prostituées, laisser aller la femme adultère, voilà quelques signes connus de cette subversion. La tâche d'émancipation est toutefois plus radicale : il s'agit, en fin de compte, de se défaire de la mort elle-même, et de s'adresser, universellement, à tout humain pour l'en délivrer.

Si la lecture que propose Jean-Pierre Rosa des interventions du Christ n'est pas radicalement nouvelle, son essai est intéressant et bien conduit. Il présente en effet l'image cohérente d'un homme – évidemment exceptionnel sans être nécessairement divin – qui ouvrit un espace de liberté où il demeure possible de continuer à créer indéfiniment. Cet espace sans contenu prescrit, sans modèle détaillé, où le Christ est à la fois du côté du libérateur et du libéré, constituerait comme la possibilité même d'invention des actes humains. On pourrait malgré tout se demander s'il n'y a pas, dans cette interprétation séduisante, une sorte d'anachronisme. La liberté dont il est question n'est-elle pas, pour une large part, une invention moderne, fort éloignée des temps du Christ ? Si l'on demandait d'admettre que cette liberté est transhistorique, qu'elle ne prend sens en ces termes qu'aujourd'hui mais demeure en son fond intemporelle, il serait légitime d'exiger en retour que l'on reconnaisse combien l'hypothèse d'une pure et simple réinvention en termes modernes est, vraisemblable, elle aussi. De même qu'en apprenant que Ponce-Pilate était *« antisémite »* le lecteur se dit que le terme ne peut signifier la même chose à la fin du XX[e] siècle et sous Tibère, de même il en vient à penser que la liberté que l'on attribue aujourd'hui au Christ n'est sans doute pas celle de son temps.

« La liberté donnée sans contrepartie » est aussi pour Raphaël Liogier l'un des traits majeurs de l'action de Jésus. Mais cette liberté serait en fait, avec d'autres caractéristiques, héritée du bouddhisme. La thèse curieuse soutenue par cet ouvrage est en effet que le Christ a emprunté l'essentiel de sa spiritualité au Bouddha. Thérapeutique, égalitarisme, non-violence, tolérance, compassion constituent pour Raphaël Liogier des éléments suffisants pour parler d'une *« similitude des messages »*. Mais il ne se contente pas de mettre en parallèle des démarches et des doctrines. Il affirme possible de les faire dériver l'une de l'autre, et soutient que *« le christianisme est un bouddhisme gréco-juif »*. Pour étayer de telles conclusions, Raphaël Liogier doit se doter d'hypothèses que l'on pourrait dire extrêmement coûteuses. Il imagine en effet, à partir notamment des échanges que laisse supposer l'art gréco-bouddhique du Gandhâra, et de tout ce qui reste à découvrir de l'empire des Kushans, l'existence d'une grande culture hellénistico-bouddhiste qui aurait essaimé en Palestine et influencé les esprits. Encore faut-il imaginer, de surcroît, pour expliquer qu'on trouve si peu de traces de cette vaste influence et que nul ne se soit soucié d'en témoigner, quelque antique et tenace censure qu'il va falloir derechef expliquer. Si l'on poursuit l'hypothèse jusqu'au bout, la vogue récente du bouddhisme en Occident ne serait le résultat ni d'une illusion ni d'une réelle rencontre, mais l'effet de retrouvailles ignorées avec les racines du christianisme, une anamnèse imparfaite, un retour balbutiant aux origines perdues.

Laissons de côté toutes les différences et les incompatibilités entre christianisme et bouddhisme, sur lesquelles ce livre est extrêmement discret. Ce qui ne tient pas, dans sa manière d'opérer, c'est le passage de la comparaison des doctrines à l'affirmation d'une dépendance historique réelle. Il faut à l'historien d'autres preuves que les présomptions déductibles de tel ou tel parallélisme. Il existe indubitablement des analogies de structure entre certains thèmes grecs, chrétiens et certains thèmes bouddhistes. Si l'on soutient que les lois de l'esprit humain ne peuvent suffire à les expliquer, il convient de fournir des données supplémentaires, ou de suspendre son jugement. Un seul exemple : la démarche de Pyrrhon, fondatrice du scepticisme grec, rappelle par plus d'un trait celle des logiciens bouddhistes de l'école du Milieu. On sait en outre que Pyrrhon alla en Inde avec les armées d'Alexandre, à une époque où se formait ce type de raisonnement. Mais on ne saurait rien en conclure, aussi frustrante que soit cette prudence élémentaire. Tant qu'on ne disposera pas – dans des textes qui peuvent rester à découvrir – d'un renvoi explicite ou d'une citation nette, tant qu'aucun vestige archéologique ne viendra confirmer une relation effective, on sera réduit à des hypothèses. Ce qui n'a rien à voir avec une connaissance effective.

Sans doute nos esprits ont-ils une forte tendance à reconstruire l'histoire pour qu'elle s'agence enfin en un tout, qu'elle possède un commencement, un déroulement suivi. Il nous faut le plus souvent une clé, un point de départ, un fil directeur. Un seul, de préférence. Nous ne trouvons guère commode qu'il y en ait plusieurs, que le monde ait des pôles divers et des foyers indépendants. Mais après tout, comme disait finement Kant, *« mon esprit n'impose aucune nécessité aux choses »*.

La Passion ou l'impensable suicide

Oblation ou meurtre « réfléchi » ? Le suicide du Christ définit la nature du sauveur. Un retour captivant sur l'événement crucial du christianisme

LE SUICIDE DU CHRIST
de Pierre-Emmanuel Dauzat.
PUF, « Perspectives critiques », 240 p., 136 F (20,73€).

S'il est un événement crucial, c'est bien la passion du Christ, dont les calendriers font mémoire dans l'ensemble du monde chrétien. L'affirmation de la nouvelle religion, née du message du Nouveau Testament, a fait de cet épisode l'articulation décisive, entre mort et résurrection, où se joue la nature du Messie.

S'il fallut attendre le contexte brûlant des Guerres de religion pour que le français désigne du néologisme *« déicide »* le supplice du Golgotha, la recherche des « coupables » présumés avait entraîné bien plus tôt les réflexes de rejet dont les communautés juives firent les frais dès l'époque médiévale.

Aussi le postulat de départ de la passionnante réflexion de Pierre-Emmanuel Dauzat sur *Le Suicide du Christ* pourra-t-il surprendre, voire stupéfier, au premier abord. Les lecteurs de Caillois ne seront, eux, pas étonnés puisque dans le fascinant *Ponce Pilate* (1961), l'érudit prêtait à Judas, canonisé ici comme il se doit puisqu'il est l'instrument nécessaire de la Rédemption, cette adresse au procurateur romain : *« Le monde sera sauvé par le trépas volontaire du Fils de Dieu »*, avant d'ajouter, plus explicite encore : *« La Volonté de Jésus est que tu Le fasses crucifier. »* Ce qui put paraître une audace inouïe n'est pas même une entorse à la tradition historique puisque l'hypothèse d'un sacrifice pleinement assumé est déjà attestée sous la dynastie julio-claudienne.

D'aucuns imagineront peut-être que si le thème apparaît dès le I[er] siècle, c'est au hasard d'une des premières polémiques antichrétiennes. En fait, il n'en est rien, et la première mention d'un suicide possible du Christ apparaît dès l'Evangile de Jean. *« Jésus leur dit encore : "Je m'en vais [...]. Là où je vais vous ne pouvez aller. " Alors les Juifs disaient : " Va-t-il se tuer, puisqu'il dit : Là où je m'en retourne, moi, vous ne pouvez pas venir, vous ? " »* (Jn 7, 35). Placée dans la bouche des juifs, l'interprétation est suspecte, jugée malveillante, sinon scandaleuse. Pourtant nombre de penseurs n'envisageront pas d'autres lectures de la Passion du Christ.

Aussi ne doit-on pas être saisi par le syllogisme avancé par Soren Kierkegaard – *« Quand un homme veut sa mort, il tente Dieu, parce que nul ne doit avoir la témérité de se croire en tel accord avec Dieu »* ; donc le Christ doit être Dieu pour éviter le scandale blasphématoire de son irresponsabilité comme de l'innocence de l'humanité. De celui-ci, Danzat conclut magistralement la nécessité impérieuse *« de la Rédemption conçue comme mort volontaire déguisée en meurtre, mais rachetée par la Résurrection »*. Le scénario précis du Vendredi saint accrédite cette lecture, puisque le Crucifié laisse retomber sa tête avant de rendre l'âme, enchaînant deux actions dont il est maître à l'inverse de la simple logique humaine. Mais cette lecture de l'oblation suprême dérange très tôt la volonté de rationalisation théologique à l'œuvre. Tandis que les stoïciens romains célébraient dans la mort volontaire la supériorité de l'homme sur les dieux (sa volonté lui permettant de dépasser sa nature), le christianisme naissant inverse les termes : Jésus est donc une victime innocente, tandis que le Christ va au-devant de la mort en toute conscience. Et Dauzat de commenter l'apparent paradoxe : *« Les deux réalités ne sont pas du même niveau. »*

Reste à lever l'intolérable soupçon d'une *« mort ignominieuse »* qui entache le supplice de la croix, face aux disparitions païennes autrement dignes de Socrate, de Sénèque ou même de Pythagore, tenus longtemps pour des adeptes de la mort volontaire. La figure du bouc émissaire peut servir de diversion, tandis que le supplice se dissout peu à peu dans un ordre surréel. Thomas d'Aquin s'en charge : avec lui la mort cesse d'être un enjeu métaphysique, statut réservé au Salut. Ce que résume avec bonheur Dauzat : *« L'effacement a été régulier et conséquent, comme par glissements successifs du plaisir théologal, du suicide à la mort volontaire puis au meurtre. Le Christ est mort d'un couteau sans lame auquel il manque le manche. Seul est mort le coutelier,* alias *le commun des mortels. Et sa mort se dissoudra dans la Rédemption. »*

Avec une intelligence et une érudition confondantes, l'essayiste revisite encore chacune des lectures successives de la mort du Christ, vécue comme suicide, qu'il soit ou non au cœur de l'enjeu métaphysique. Et cela sans exclusive : Plotin, Augustin, Porphyre, comme Blanchot ou Heidegger. Mais aussi la belle étude sur la croyance du prédicateur anglais John Donne (1573-1631) ou la typologie du suicide dans l'œuvre romanesque de Dostoïevski, conduite avec une rigueur qui permet de réserver quelques surprises. Jouant sur les formules avec une vivacité inattendue sur un pareil sujet (certains sous-titres interrogent : *« Qu'est-ce qu'on tue quand on se tue ? »*, *« Qu'est-ce qu'on donne quand on se donne la mort ? »*), ne négligeant pas non plus le retour sur l'étymologie ou le sens premier des termes utilisés – aussi reprend-il le mot de l'historien Jean-Claude Schmitt sur le suicide, *« meurtre "réfléchi" »*, Pierre-Emmanuel Dauzat signe un essai captivant et singulièrement personnel.

Philippe-Jean Catinchi

Un Jésus chrétien et un Jésus juif

Deux images de l'homme de Nazareth qui, vingt siècles après, illustrent l'écart entre les deux communautés religieuses

JÉSUS, L'HOMME QUI ÉVANGÉLISA DIEU
de René Luneau.
Seuil, 255 p. 120 F.

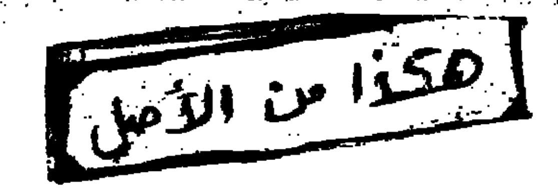
JÉSUS RENDU AUX SIENS
de Salomon Malka.
Albin Michel, 230 p. 98 F.

Deux ouvrages que rapproche l'abondante actualité éditoriale sur Jésus témoignent – involontairement – du fossé des images, dans les communautés chrétienne et juive, sur l'homme de Nazareth. René Luneau publie un livre attachant sur l'humanité de Jésus, qui ne surprendra pas les lecteurs de ce dominicain, sociologue habitué à arpenter, en Afrique et en Amérique latine, des communautés fidèles à cet « Evangile des pauvres » dont il tourne les pages avec émotion. Il y décrit un Jésus de conviction et de compassion, bousculant frontières et conventions, s'asseyant aux tables interdites, s'adressant aux pauvres et aux petits, guérissant les malades un jour de sabbat.

Cette « incarnation » d'un Messie qui prêche le salut par l'amour des ennemis devait-elle déboucher sur la rupture avec l'univers religieux issu de la loi de Moïse ? Cette thèse est connue. Mais l'enquête passionnante que vient de publier Salomon Malka montre que la fatalité de la rupture avec le judaïsme n'est pas si facile à établir.

Le premier grand livre « juif » sur Jésus, de Joseph Klausner en 1922, avait fait scandale pour avoir démontré le soin mis par Jésus à respecter, jusqu'à sa dernière nuit, la Loi juive. Après lui, Salomon Malka nous entraîne chez ces exégètes et philosophes juifs qui font de Jésus l'un des leurs et ont fait franchir des bonds à la compréhension des rapports entre juifs et chrétiens. Les pages les plus étonnantes de son livre sont celles de la reconstitution du « procès de Jésus » par Haïm Cohen, les plus séduisantes celles de David Flusser qui démontre les correspondances entre les paraboles du Christ et les textes rabbiniques et talmudiques. Pour Flusser, *« la compassion pour les pécheurs, l'amour d'autrui, la célébration des humbles, des pauvres reprises et prolongées par la tradition rabbinique »*. Après vingt siècles, l'histoire n'a pas encore tranché.

Henri Tincq



Force contraire

Michel Wieviorka analyse la violence urbaine et met en cause les institutions

VIOLENCE EN FRANCE
de Michel Wieviorka.
Seuil, 345 p., 140 F (21,34 €).

Les violences urbaines se sont, certes, développées sur fond de crise économique et sociale, d'exclusion ou de précarisation de pans entiers de la population. Mais elles sont aussi liées à la crise des institutions qui, par leurs carences, leurs blocages, contribuent à générer les problèmes qu'elles disent vouloir combattre. Telle est la thèse centrale du dernier ouvrage de Michel Wieviorka, fruit d'un travail réalisé avec huit autres chercheurs du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadis) de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ce livre dense, qui aurait gagné à être écrit de manière plus claire, présente les principaux résultats d'une recherche collective lancée à l'initiative de la RATP. Un seul chapitre – consacré aux « grands frères », chargés par le réseau de faire de la médiation dans les bus de la banlieue parisienne – est toutefois en lien direct avec ce service public. D'autres enquêtes sont consacrées à des territoires – Le Havre, la banlieue lyonnaise, Strasbourg, Saint-Denis –, le tout étant « enrobé » par une analyse sur les défis que les violences urbaines lancent à la République.

Postulat de base : la violence *« est à la fois fille et mère du changement »*. Elle n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans, du temps où certains intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault pouvaient lui accorder une légitimité. Pas question, aujourd'hui, d'en faire une condition favorable à la mise en place de nouveaux rapports sociaux. Même si elle est le signe d'une époque charnière, *« une variante de la maladie sénile d'une société industrielle en déclin et d'institutions républicaines à bout de souffle »* et *« une des modalités de la maladie infantile d'une société qui s'invente »*.

Les nouvelles formes de violences marquent la fin de l'ère industrielle, la disparition d'une époque où les classes populaires étaient intégrées socialement par le travail. Aujourd'hui placées *« hors rapports sociaux, ou presque »*, ces mêmes classes sont perçues comme inutiles, voire menaçantes. Preuve en est la représentation des jeunes des quartiers de relégation, perçus comme des barbares aux portes de la ville. Les médias portent leur part de responsabilité, qui désignent les *« classes dangereuses »*. Mais ce sont surtout les institutions que ce livre montre du doigt.

Michel Wieviorka remarque qu'il règne une violence considérable dans les écoles américaines, mais que celle-ci ne vise pas l'institution en elle-même. De même, en Italie, la violence existe, mais il n'y a guère d'agressions contres les institutions. En France, la spécificité réside dans l'affaiblissement du système institutionnel. Et cet affaiblissement *« suscite d'autant plus le ressentiment et la rage que bien des intellectuels et des acteurs politiques continuent de vanter les mérites abstraits de la République »*.

En conclusion, le chercheur énumère une série d'urgences. Il faut, selon lui, reformuler le service public, décliner, institution par institution, ce qu'il doit être pour être conforme à son concept, lui donner une dimension politique. Il faut aussi que des débats démocratiques, au plus près de la réalité du terrain, traitent de ces questions *« autrement que par l'appel incantatoire et répressif à des principes abstraits »*. Manière d'interpeller les acteurs politiques, nationaux comme locaux, les violences urbaines traduisant, selon Michel Wieviorka, leurs carences.

Marie-Pierre Subtil

John Morris, le « voyeur des voyeurs »

Soixante ans de photojournalisme racontés avec verve et passion par celui qui fut le directeur photo des plus grands journaux américains et dirigea un temps la rédaction de Magnum

DES HOMMES D'IMAGES
de John Morris.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Boulongne.
Editions de la Martinière,
400 p., 115 photos, 169 F (25,76 €).

La figure de Robert Capa, cofondateur de l'agence Magnum avec Cartier-Bresson et « Chim » Symour, hante le livre instructif et émouvant que vient de publier John Morris, quatre-vingt-deux ans, qui retrace ses soixante ans de photojournalisme. Il rencontre pour la première fois *« ce polisson de Bob »* en 1939, en train de *« s'étaler »* avec une jeune fille sur une patinoire de New York, et assiste à son enterrement, en 1954, après que le photographe de guerre eut sauté sur une bombe durant la guerre d'Indochine. Capa est, avec Eugene Smith, le photographe qui a sans doute le plus marqué cet Américain élégant installé à Paris, *« la capitale mondiale du photojournalisme »*.

John Morris ? Un journaliste qui était, dans les années 40 à 80, *« directeur photo »* dans de grands quotidiens et magazines américains : *Life*, *New York Times*, *Washington Post*, *Ladies'Home Journal*, *National Geographic*. Ce *« voyeur des voyeurs »* a embauché des photographes, leur a confié des reportages, les a « dirigés », a choisi leurs images, les a écoutés, assistés ou maternés, s'est battu pour leur trouver une place toujours plus importante dans les journaux.



A l'extrême gauche Robert Capa, à l'arrière plan John Morris, au centre David Seymour, à l'extrême droite Henri-Cartier-Bresson et, en bas à droite, Lee Miller

John Morris a occupé des postes qui lui ont permis d'observer et de raconter une profession prompte à vivre dans l'instant, à livrer des images mémorables, mais peu encline à en écrire l'histoire. Justement, cette vie au service du photojournalisme est écrite de façon alerte et non dénuée d'humour. Morris mêle plusieurs histoires qui se recoupent : la sienne, celle des grands événements (en 1968, il se trouve dans l'hôtel de Bob Kennedy quand ce dernier est assassiné), des journaux où il a travaillé et des photographes qu'il a fréquentés. Le souvenir est précis, les anecdotes fourmillent, les joies côtoient les drames.

Le premier moment fort de John Morris survient quand il dirige les photographes de *Life* à Londres, en 1944. C'est alors la plus fine équipe qui soit et pas la plus facile à manier, avec Capa, Rodger, Scherschel, Morse, Scherman. Et Bob Landry qui facturait 5 dollars de taxi par jour une mission pour *Life*, alors qu'il se trouvait sur un porte-avions... La mission de Morris est alors d'obtenir les meilleures images du débarquement annoncé. Ça tombe bien, Capa les réalise. Mais les films sont endommagés par un laborantin négligeant. John Morris sauve onze prises de vue. *« Comment allais-je affronter Capa ? »*, se demande-t-il. En fait, l'accident de laboratoire donnait un aspect flou et réaliste à la fois à des images devenues depuis des icônes.

Morris parcourt ensuite Paris à peine libéré, à vélo avec Cartier-Bresson pour compagnon, à la recherche de photographes : il rencontre Brassaï, Doisneau... Il boit un verre au Ritz avec Marlene Dietrich qui lui dit : *« Télégraphiez à Jean Gabin que je suis à Paris. Paris n'est pas la même sans lui. »*

John Morris dresse au fil des pages de jolis portraits de photographes, de Werner Bischof à Ernst Haas. Il raconte comment il a choisi, pour entrer à Magnum, Elliott Erwitt à la place de Robert Frank. *« Je me suis souvent demandé ce qu'il serait advenu si Robert Frank avait fait irruption chez Magnum avant Elliott Erwitt. »*

Morris est aussi un libéral (de gauche) qui décrypte les fonctionnements de journaux, leur façon de tordre l'information ou le sens de l'image, leurs moeurs féroces : on peut très vite y gravir les échelons – il a commencé comme préposé au courrier à *Life* – comme être « viré » en une demi-heure. Il n'est pas tendre avec Henry Luce, le très conservateur fondateur de *Life*, et il explique comment les rares photos de l'Holocauste passèrent inaperçues : les premières publiées dans *Life* furent *« tristement »* reléguées en page 34, *« en face d'une publicité pour la soupe Campbell »*.

En marge des journaux, John Morris a été, entre 1952 et 1961, le directeur de la rédaction de l'agence Magnum. Du beau monde. Ces photographes comptaient sur l'agence pour faire écran entre leur travail et la presse. Morris dresse le portrait d'une *« famille »* pour le moins désorganisée à l'époque, où l'on buvait du champagne entre *« photographes, personnel, épouses et maîtresses »*, et que Capa présidait avec fantaisie – ce dernier était venu chercher Morris à sa descente d'avion à Paris, en voiture décapotable, directement sur la piste d'atterrissage pour l'emmener illico jouer aux courses de chevaux.

Bref, c'est une époque dorée que raconte John Morris, qui témoigne d'une confiance inébranlable dans l'image de presse. Les pages consacrées à la situation actuelle sont brèves. A Diana, il préfère Capa. On peut le comprendre.

Michel Guerrin

Identités bibliques

Discutant l'historicité des écrits testamentaires, Marie-Françoise Baslez révèle des modèles religieux contrastés. Au péril d'une érudition élitiste

BIBLE ET HISTOIRE
Judaïsme, hellénisme, christianisme
de Marie-Françoise Baslez.
Fayard, 480 p., 150 F (22,86 €).

Comment les écrits bibliques s'insèrent-ils dans l'Histoire ? Comment, par un mouvement de va-et-vient incessant, l'historien peut-il éclairer le texte biblique par un savoir fondé par ailleurs et, en retour, affiner sa perception du milieu où il fut rédigé par une analyse des textes eux-mêmes ? Tâche ardue, car une part importante de cette littérature reste anonyme et, souvent, se veut hors du temps. Mais il ne peut y avoir d'écrits sans auteur : quand bien même il s'efforce de gommer toute référence à un temps et à un lieu, comme dans les écrits esséniens, l'auteur, aussi inspiré soit-il, trahit, bon gré, mal gré, son temps et son lieu. C'est donc à une question d'importance que s'attache, en historienne, Marie-Françoise Baslez, centrant son enquête sur les textes rédigés entre le IIIe siècle avant J-C. et l'extrême fin du Ier siècle après J-C., allant du temps de *Qohélet* (*L'Ecclésiaste*) à celui de l'*Apocalypse* de Jean. Fort intelligemment, elle néglige la coupure entre Ancien et Nouveau Testament, considère comme un tout la littérature juive hellénistique, y compris la première littérature chrétienne (qui est l'œuvre de juifs), et les textes esséniens.

Suivant un ordre chronologique, elle aborde en onze chapitres une succession de thèmes de première importance pour qui veut comprendre les transformations du judaïsme hellénistique au contact de l'hellénisme et les origines de l'Eglise primitive : l'origine et la fonction de la Bible en grec, la place de Qoumrân dans la religiosité juive, le milieu de Jésus, ou les relations entre les chrétiens et le pouvoir. Chaque chapitre s'appuie donc sur un texte, ou un ensemble de textes dont l'analyse lui permet de comprendre les aspirations des fidèles, les enseignements des maîtres et les comportements des autorités à la lumière des transformations politiques, économiques, sociales, culturelles que connaît la Judée. Aussi à l'aise avec les Etats hellénistiques qu'avec les structures de l'Empire romain, Marie-Françoise Baslez fournit une foule de notations parfois originales, plus souvent négligées, qui contribuent à dessiner les contours d'une identité juive en quête d'affirmation face à l'hellénisme majoritaire.

RUPTURE OU UNIVERSALITÉ

L'importance accordée aux questions d'identité paraît, à ce titre, pleinement justifiée car l'une des découvertes du judaïsme hellénistique est sans doute le caractère irréductible de la tradition juive par rapport au modèle grec dominant. L'attention prêtée aux langues, aux noms, au respect plus ou moins scrupuleux des traditions, sont autant d'indices de ce souci identitaire. Et l'auteur a raison d'insister sur la diversité des acteurs que révèlent les textes : entre ceux qui prônent la rupture avec un monde où il est décidément impossible de vivre sa foi et sa Loi, tels les Esséniens, et ceux qui croient possible de gommer toute différence, fût-ce au prix de l'abolition des symboles les plus forts, comme la circoncision (ainsi le grand-prêtre Jason vers 175 avant J-C.), de multiples tentatives médianes, où les rabbis pharisiens jouent le rôle décisif, frayent la voie à la survie d'un judaïsme ultra-minoritaire dans un monde étranger, tandis que les débats entre les premiers chrétiens créent, consciemment ou non, les conditions du succès de la mission et donc de l'universalité.

En analysant cette riche littérature (mais pourquoi faire si peu de place aux apocryphes ?), Marie-Françoise Baslez aborde un aspect essentiel. Et pourtant demeure une insatisfaction diffuse, que n'apaisent pas les derniers chapitres, les plus réussis. Sans doute est-on plus d'une fois gêné par le caractère allusif de certains développements, qui renvoient à des débats connus des spécialistes mais d'eux seuls. De même, à défaut d'un exposé de la situation politique dans la Judée hellénistique, quel lecteur pourra suivre vraiment les développements consacrés aux livres des Maccabées, *Daniel*, *Esther* ou *Judith*, sans parler de l'*Ecrit de Damas* ? Le livre juxtapose trop souvent des développements pointus dont la succession logique apparaît mal, faute de signaler à un public supposé averti un arrière-plan présumé connu.

Or, puisque le livre est destiné à un public plus large, le rappel des enjeux et du contexte général, sans cesse mouvant, aurait été bienvenu, et plus encore l'affirmation nette des conclusions ; en somme, il aurait fallu une construction plus rigoureuse qui permette au lecteur de relier entre eux tant d'éléments disparates. La conclusion, vigoureuse, n'efface pas tout à fait le sentiment d'inachèvement que laisse la lecture d'un livre qui réunit pourtant toutes les conditions de la réussite, un vrai grand sujet, et l'érudition, l'intelligence des problèmes, la finesse des analyses nécessaires pour le traiter. Mais on ne retrouve pas les qualités d'écriture et d'exposition de la talentueuse historienne de *Saint Paul* (1).

Maurice Sartre

(1) Fayard, 1991.

Violences africaines

Hors de toute banalisation ou de tout impressionnisme horrifié, une série d'études analyse les déchirures du continent africain

DISCIPLINES ET DÉCHIRURES
Les formes de la violence
sous la direction de Bogumil Jewsiewicki.
Cahiers d'études africaines (EHESS, 54 bd Raspail, 75006, n° 150-152, 734 + VII p.
Abonnement 280 F (42,68 €).

Du dehors, sous le regard des puissances, le continent africain paraît livré sans recours au feu des violences autant qu'aux catastrophes et aux maux que la nature y engendre. D'Alger à Johannesburg, de Brazzaville à Kigali, la géographie de la violence révèle toutes les formes et toutes les intensités que celle-ci peut prendre, jusqu'à devenir une fureur génocidaire. La mondialisation des médias contribue à universaliser et vulgariser l'image d'une Afrique où l'ordre établi par des Etats jeunes déjà se délabre, où les configurations politiques et sociales se décomposent, où les corps deviennent les enjeux des conflits. Une médiatisation dramatisée dont se nourrit l'imaginaire des victimes de la violence, qui finissent par se convertir en participants volontaires et actifs. Au-dehors, dans les anciennes puissances dominantes et au sein des organisations internationales, on oublie les responsabilités mais non les intérêts à préserver ; on s'y transforme en acteur plus discret, épousant de temps à autre la fonction du médiateur armé, encourageant les entreprises humanitaires, laissant aux opinions publiques la charge de faire pression par des mobilisations émotionnelles.

L'impressionnisme horrifié n'avance en rien une connaissance des faits qui manifestent les aspects des actuelles violences africaines, leur relation à un passé où d'autres violences avaient mis en mouvement conflictuel des forces « du dedans » et des forces « du dehors ». Le dossier que les *Cahiers d'études africaines*, sous la direction de Bogumil Jewsiewicki, consacrent aux « déchirures » du continent apporte une nécessaire contribution à la connaissance vraie, non fantasmée, des situations. Cet ouvrage collectif, qui rassemble une vingtaine de contributions dues à des chercheurs africains et non africains, est celui qui remédie au défaut d'informations précises et au déficit d'analyses rigoureuses. Il ne se présente pas comme un inventaire de toutes les violences, mais comme une suite d'études effectuées dans les régions les plus touchées par la violence extrême ou entretenue à l'état endémique. Ce qui explique l'attention portée principalement sur l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, ce qui justifie les articles traitant *« des crimes et des châtiments »* en Algérie, des formes rituelles et politiques de la violence en Ethiopie, du Libéria vu comme une *« machine perverse »*, de la Sierra Leone où violence exhibée et violence cachée s'associent.

La très complète « présentation » de Bogumil Jewsiewicki éclaire l'ensemble, souligne la nécessité de recourir à la mise en perspective historique et de prendre en compte la fonction politique de la violence en toute société. De ses conclusions et propositions interprétatives, il faut retenir la principale : les violences ne visent pas *« à éradiquer l'Etat post-colonial, mais à se l'approprier, à en faire l'instrument des objectifs régionaux et locaux »*. En ce sens, une chirurgie purement africaine (si l'on peut dire) déconstruirait ce que la chirurgie coloniale avait construit en un autre temps de violence, avec le découpage arbitraire du continent et le blocage des processus historiques et politiques endogènes. Une proposition complémentaire conduit à l'examen de la *« relation complexe entre "libéralisation" du recours à la violence et processus politique de démocratisation »*, avec le souci de ne pas paraître porter appui à la thèse de l'impossibilité africaine d'accéder à la démocratie.

La volonté d'identifier ce qui tente de s'accomplir par la violence ne masque ni ce qui tient aux résurgences du passé ni ce qui a conduit aux massacres et aux dramatisations de la cruauté ou à une banalisation faisant que des femmes et des enfants armés vont à la violence comme à un travail. Les allusions à la mondialisation de la violence et de ses images médiatisées conduisent à une réflexion plus générale. Ce qui donne toute sa portée à un livre irremplaçable.

Georges Balandier

هكذا من الأصل

L'événement au cœur de l'utopie

A partir du « rêve non réalisé, mais non pas irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au centre du territoire de l'historien

LE RÉEL DE L'UTOPIE
Essai sur le politique au XIXᵉ siècle
de Michèle Riot-Sarcey.
Albin Michel, « Bibliothèque Histoire », 320 p., 140 F (21,34 €).

Foucault, Adorno, Benjamin : se plaçant sous ce triple patronage, Michèle Riot-Sarcey énonce d'emblée une approche qui n'est pas traditionnelle aux historiens, singulièrement aux spécialistes de l'histoire politique, toujours soucieux de retrouver les grandes lignes d'une *doxa* – fût-elle révolutionnaire. Renversant les postulats, Michèle Riot-Sarcey refuse donc tout autant d'envisager l'événement à partir d'un amont (qui en constituerait rétrospectivement le pré-événementiel) que d'un aval (qui le lit nécessairement au moyen de grilles orthodoxes) pour tenter de le cerner comme discours hétérodoxe produit par l'événement lui-même.

D'où l'importance de saisir, d'abord, ce qu'est un événement, terme banalisé s'il en est des études historiques. Au-delà même de l'étymologie, l'événement tel qu'il s'impose est *« une conjoncture impensable dans les termes traditionnels, au moment de son avènement, et qui est irréductible au mode de penser commun »*. Impensable dans la contemporanéité, il ne peut être repensé *a posteriori* que dans le cadre *« du* continuum *d'une histoire reconstituée »* contre lequel il s'inscrit pourtant par sa nature même. Ainsi s'explique, face aux discours des politiques de tous bords, désireux avant tout de préserver, ou de capter, le pouvoir en récupérant l'événement par l'imposition d'une lecture paradoxale, cette prolifération de discours *« utopiques »* nés de l'instant et de son vécu sur le terrain. Utopie qui réside autant dans la nature des propositions que dans l'espoir de prolonger la spontanéité et l'indécision de l'événement par un discours qui nécessairement ne peut qu'échouer à vouloir le fixer. Michèle Riot-Sarcey a raison, par exemple, de faire remarquer, à propos de la révolte des canuts lyonnais en 1831, que les politiques *« se* [sont alors] *préoccupé*[s] *moins des motivations des insurgés que de produire un sens, afin d'élaborer une vérité commune »*.

FONCTION DE RUPTURE

Riche en turbulences nées de l'inachèvement des années révolutionnaires, le premier XIXᵉ siècle s'offre comme un terrain idéal pour l'analyse que se propose de faire Michèle Riot-Sarcey : des grands mouvements, entraînés ou récupérés par les pouvoirs, aux « événements » insaisissables (la révolte des canuts à Lyon, les grèves parisiennes de 1840), ce qui se joue c'est l'inscription du social dans la politique. D'où l'intérêt de ces paroles d'inconnus qui justifient triplement cette étude du *« réel de l'utopie »* : face aux discours installés, et récupérateurs ou anathémisants (le rejet de l'utopie se fait au nom de son immoralisme), elles inscrivent l'événement dans l'ordre de l'analyse en cherchant à comprendre les motivations des acteurs ; de la sorte, elles brisent ce que l'on appellera le « métadiscours institutionnel » de la linéarité et rétablissent l'événement dans sa fonction de rupture ; enfin, elles bouleversent les relations de la politique et du social, affirmant que celui-ci et celle-là ont partie liée (on lira, en particulier, le « petit chef-d'œuvre » adressé au *Globe*, pp. 172-173, d'une lucidité qui suffirait à disqualifier, hier et aujourd'hui, tout politique professionnel...).

C'est que l'événement n'est jamais réductible pour qui le scrute sans *a priori* : le propre de ces utopies non scientifiques (entendons par là non constituées en systèmes préétablis) – mais non dénuées de poésie – est ainsi de faire surgir non des concepts, mais des personnes. C'est alors qu'accèdent à la représentation aussi bien *« la catégorie peuple que la catégorie femme »*, jusqu'alors *« représentées »* (c'est-à-dire objets de discours abstraits), mais *« construites hors de tout accès aux capacités historiques »*. De tels propos feront sans doute frémir les thuriféraires des socialismes et des féminismes germanopratins : il n'en demeure pas moins vrai que le grand mérite de Michèle Riot-Sarcey est d'avoir montré que le discours des historiens rejoint souvent celui des politiques par le désir d'occulter les marges. L'idéologie lisse (quelle qu'en soit la nature) des uns rejoint l'efficacité (par quelque moyen que ce soit) des autres. Il est bon que les livres comme celui-ci rappellent que le domaine de l'Histoire n'est pas de soumettre le passé à une vérité d'aujourd'hui, mais de saisir l'impact de l'événement dans son *hic et nunc* d'origine. Sans doute est-ce pourquoi il était important que fût publié un travail qui, en circonscrivant ainsi la notion d'événement, rappelle par-delà la spécificité de ceux analysés ici, que c'est toujours d'elle que sourd ce qu'un poète contemporain a nommé *« la vérité de parole »*. Un sujet qui, précisément, est au cœur même des utopies ici parcourues...

Daniel Conty

★ En contrepartie de l'étude de Michèle Riot-Sarcey, on pourra se délecter du *Nouveau Monde amoureux*, de Charles Fourier, que publie Simone Debout-Olleskiewicz chez Stock (516 p., 160 F [24,39 €]).

Corse : le « Livre noir » du tourisme

Derrière l'image d'« île de Beauté », l'enquête de Paul Silvani permet de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire

ENQUÊTE SUR L'OR BLEU DE LA CORSE
de Paul Silvani.
Ed. Albiana (BP 83 20176, Ajaccio Cedex 1), 224 p., 140 F (21,34 €).

Difficile de ne pas rencontrer la signature de Paul Silvani pour qui s'intéresse à l'histoire récente de la Corse. Journaliste dont la flamme ne compromet jamais la rigueur de l'information, l'homme a déjà proposé de nombreux retours sur l'évolution contemporaine de l'île de Beauté, parfois livrés à chaud mais souvent aussi mis à distance dans une perspective plus « historienne ». *Enquête sur l'or bleu de la Corse* tient des deux démarches, moins incompatibles qu'on ne pourrait le penser.

Correspondant du *Monde* à Ajaccio depuis 1960, Paul Silvani propose ici une sorte de « Livre noir » du tourisme en Corse, dont on pourra mal faire l'économie de la lecture tant le sujet, toujours brûlant, requiert une connaissance du terrain et une aptitude à la synthèse rarement cumulées.

Tout est affaire d'images, semble soutenir Silvani. Et pour en convaincre son lecteur, l'auteur ouvre ce qu'il convient de présenter comme une histoire de la protection de l'environnement en Corse au cours des quatre dernières décennies par un rappel sur l'image de l'île telle que l'ont affichée les premières publicités pour une contrée faite pour séduire, quand bien même les conditions requises pour l'élaboration d'une réelle exploitation touristique manquaient encore. Aussi est-ce du côté des premiers regards littéraires, sources de tant de poncifs tenaces, des premières traductions graphiques de ces « lieux communs » qui lient le pittoresque des paysages à celui des comportements, que Silvani cherche l'origine de la propension – dangereuse en fait – à lire l'île comme un espace d'une richesse incomparable à préserver de tout changement. Absolument. Surtout aux yeux des représentants de la diaspora, soucieux de préserver intacte la vision de la Corse originelle dont ils gardent une nostalgie inquiétante à force de passéisme.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Qu'on ne se méprenne pas toutefois ! L'ouvrage n'a rien d'un pamphlet, mais relève bien de l'investigation journalistique. Tentant de comprendre la position ambiguë des Corses vis-à-vis du développement touristique, vu du continent comme la seule réelle possibilité d'envol économique au lendemain de la deuxième guerre mondiale, Paul Silvani cite d'entrée le constat lapidaire, paru au *Journal officiel* du 19 avril 1957 et qui justifie le décret intitulé Plan d'aménagement de la Corse, sorte de programme d'action régionale élaboré par le gouvernement de Front républicain du moment : *« Tout fait de la Corse par prédestination un "gisement touristique" de classe internationale, mais l'exploitation de cet incomparable potentiel n'en est encore qu'à ses débuts. »* Des documents officiels comme des échos parus dans la presse nationale ou locale – témoignage propre ou propos recueillis au cours d'enquêtes menées pour les quotidiens auxquels l'auteur a prêté son concours –, l'analyse n'est pas avare. Et ce souci très didactique de l'illustration permet au lecteur, peu familiarisé avec la mise en perspective historique d'une protestation politique sur l'atteinte au littoral, souvent médiatisée mais rarement décryptée, de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire ; les premiers combats contre les atteintes à l'environnement révèlent les Corses comme autant de cousins modernes de Monsieur Jourdain qui font de la résistance écologiste sans le savoir.

Reprenant – avec une précision d'autant plus précieuse qu'elle est rare – les textes officiels, du rapport du comte François Peraldi (1959) à la directive territoriale d'aménagement de 1998, comme le récit des affrontements successifs, depuis le rêve contrarié de complexe touristique et résidentiel de l'Aga Khan (1961) finalement réalisé sur la côte nord-est de la Sardaigne voisine, Paul Silvani passe en revue quarante des combats légitimes et d'occasions manquées, sans manichéisme ni activisme déplacé. Qui se souvenait de l'incroyable épisode du projet d'expérimentation nucléaire sur l'Argentella (1960), première victoire de la préservation écologique masquée par un contexte politique d'une gravité exceptionnelle ? Le refus des projets de centrales EDF comme la croisade contre les « boues rouges » déversées au large de la Toscane par la Montedison, géant de la pétrochimie italienne, ont laissé un souvenir moins fugitif, sursauts parfois très violents – Paul-Emile Victor ne soutenait-il pas le mouvement d'un explicite *« Opposez-vous, même par la force, au rejet des boues rouges ! »* ? – en phase avec la température politiquement élevée des années 70. C'est du reste le grand mérite de Paul Silvani de donner à lire une histoire récente de la Corse qui redonne quelques clés essentielles d'un comportement insulaire où l'idéologie joue peut-être moins que la conscience de soi. Rappelant les contestations des deux dernières décennies, couvertes souvent d'une revendication politique explicite, l'auteur apporte là une contribution précieuse à l'histoire récente de la Corse, déprise des lieux communs en vogue.

Ph.-J. C.

★ Dans la même optique singulière, Paul Silvani a publié chez l'éditeur marseillais Autres temps *L'île d'à côté* (192 p., 100 F [15,24 €]) et contribué à un collectif tourné vers l'avenir de l'île, *Tous les matins de Corse* (160 p., 85 F [12,95 €]).

Le citoyen et le bruit du monde

Rumeurs, dérapages... Ignacio Ramonet égrène les vices de la course à l'information et du « tout communication ». Une alerte par trop pessimiste

LA TYRANNIE DE LA COMMUNICATION
d'Ignacio Ramonet.
Ed. Galilée, 206 p., 138 F (21,03 €).

La charge est menée tambour battant. Le constat est d'une efficacité déprimante. Voici, ramassés en deux cents pages de rythme prompt et de colère fluide, tous les motifs de redouter les conséquences de l'information mondialisée et de l'argent débridé sur le fonctionnement des démocraties. Ignacio Ramonet, qui dirige *Le Monde diplomatique* depuis 1991, a eu le goût de recenser, à partir de cet observatoire privilégié, les périls que la presse (écrite et surtout télévisée) affronte aujourd'hui. Je gage que dans les écoles de journalistes on s'y référera souvent. Sous le sceau de cette formule terrifiante du magnat américain William Randolph Hearst, le modèle du *Citizen Kane* d'Orson Welles, qui disait, paraît-il, à ses journalistes : *« N'acceptez jamais que la vérité vous prive d'une bonne histoire ! »*

L'auteur énumère les facteurs de dérapage. Au premier rang, l'accélération des nouvelles résultant des progrès techniques qui prive souvent les journalistes du loisir nécessaire à l'esprit critique. Pour classer, hiérarchiser, recouper les sources, il faut plus que le temps d'un soupir. L'appel au toujours plus vite et l'obsession d'être devancé par la concurrence paralyse parfois jusqu'au simple bon sens. Une plaie est la « communication » financée, organisée, gouvernée par les acteurs et les firmes. Elle nourrit trop, l'urgence aidant, les écrits des journalistes puisque la frénésie de la vitesse et l'insuffisance des moyens d'investigation les portent à trop faire fond sur les dossiers qu'on leur fournit tout préparés.

Une autre évolution délétère est le déséquilibre au profit des pays riches et surtout des Etats-Unis. Déséquilibre qui risque, si l'Europe et l'Asie ne réagissent pas, de ne plus laisser voir le monde qu'au seul miroir américain. Le signe le plus inquiétant est fourni par la longue liste des erreurs et des bidonnages que l'auteur établit avec verve. Le faux charnier de Timisoara est devenu un cas d'école. Mais on en trouvera ici bien d'autres. Leur portée est d'autant plus grande qu'un esprit de confraternité excessive pousse les organes de presse à ne pas assez se critiquer mutuellement. Les dirigeants de *Stern* et de *Paris-Match*, après la

Jean-Noël Jeanneney

publication dans leurs colonnes des faux carnets de Hitler, ont été ménagés par leurs confrères. L'indulgence espère, en cas de besoin, la réciproque.

Le livre d'Ignacio Ramonet figure ainsi avec talent dans une littérature de dénonciation et d'inquiétude. Mais on se sent seul à en ratifier complètement le pessimisme. Comme historien, on se prend à regretter un manque de recul, qui aboutit à embellir implicitement le passé pour noircir le présent. Et pourtant très souvent les défaillances décrites font surgir dans la mémoire des précédents multiples. Trafics, approximations intéressées, génuflexions aux pieds du veau d'or, appel à l'émotion plus qu'à la raison, lâchetés devant l'opinion moyenne du grand lectorat, tout cela n'a pas cessé d'être stigmatisé, de génération en génération, au long des deux derniers siècles, par des prédécesseurs éminents de Ramonet, de Balzac à Robert de Jouvenel, de Maupassant à Léon Blum (pour ne citer que des Français et ne pas dépasser le mitan du siècle). De joyeux canulars ont mis en lumière, hier comme aujourd'hui, les vices du système – depuis le soutien au peuple poldève jusqu'à cette émission de la RAI-2 (à laquelle l'auteur fait, à juste titre, un sort) qui réussit à faire croire vraie la « confession » d'un juge prétendant avoir truqué le référendum de 1946, celui qui a aboli la monarchie en Italie...

Dans cette continuité je ne vois certes pas une consolation, mais au moins une incitation à relativiser. Il s'agit de mettre en doute une aggravation fondamentale de la situation et de souligner plutôt la permanence d'un combat entre le pire et le meilleur. Une analyse rééquilibrée serait plus tonique qu'un pessimisme radical pour poser la responsabilité des pouvoirs publics et des autres médias en face du petit écran (l'auteur parle trop peu de la radio et du crédit qu'elle conserve et qu'elle mérite) et en dernier ressort pour aiguiser la vigilance des citoyens.

Les citoyens... L'auteur peut bien les féliciter, ici ou là, de se montrer parfois rebelles à l'enrégimentement, notant, par exemple, les limites de l'influence de la télévision sur les comportements électoraux. Mais, dans l'ensemble, le public est presque absent de ces pages. Il y est abstrait et du coup apparaît plus aliéné qu'il ne l'est en réalité. Quantité d'études empiriques prouvent pourtant que ses comportements se déterminent sous un grand nombre d'autres influences que celle de la seule télévision : envers cette dernière la capacité de recul critique a beaucoup augmenté, au fil des décennies, chez nos concitoyens.

Qu'il faille encore beaucoup travailler dans cette direction (notamment en développant à l'école et à l'université l'initiation à la critique des images), bien sûr ! Mais c'est le risque d'un diagnostic trop sombre que d'encourager paradoxalement à la résignation. Et pourtant, si la lucidité inspire l'action au lieu de la décourager à force de chagrin, le pire ne sera pas certain.

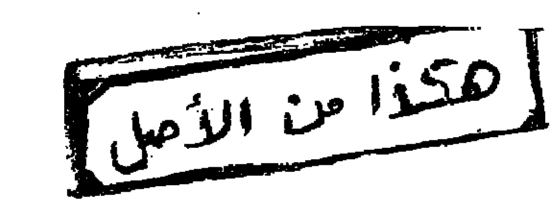
Antoine Porcu, « homme de fer »

AVENTURES ET MÉSAVENTURES D'UN FRANCO-SARDE ATYPIQUE
d'Antoine Porcu.
Ed. de la plus haute tour/Digraphe, 212 p., 100 F (15,24 €).

Il n'est pas sûr que le livre d'Antoine Porcu soit le coup d'édition de l'année. Qui connaît Antoine Porcu ? Pas tant de monde, quand on y songe. On peut douter que le titre, *Aventures et mésaventures d'un Franco-Sarde atypique*, déclenche d'irrésistibles réflexes d'achat. « Préface de Gilles Perrault », il est vrai, mettra la puce à l'oreille de quelques-uns : erreur judiciaire, espionnage, héros de la Résistance calomnié, parachutiste repenti ? Mieux que cela. Communiste, sidérurgiste, député, collaborateur de Charles Fiterman au ministère des transports, puis président de l'Office de la navigation – « Un bolchevik à la tête de canaux français », s'alarma *Minute*, attentif –, Antoine Porcu n'a que de modestes titres à l'attention de ses contemporains, sans parler de la postérité. Il n'est pas tout à fait impossible qu'il en convienne, d'ailleurs, bien que son livre s'achève sur des *« propos pour ouvrir sur le troisième millénaire »* – l'audace des timides.

Mais entre l'émigration, de Sardaigne en Lorraine, d'une famille antifasciste, l'entrée au PCF pendant l'Occupation, le stalinisme à la française, la bataille de la sidérurgie, il y a vingt ans, et le non-renouvellement de sa carte de membre du PCF, en 1984, il s'est passé, dans la tête de ce militant jovial, des choses qui méritaient d'être racontées. Le communisme français était fait aussi de ce combat de classe quotidien, moins caricatural que ne le voulait sa propagande, plus subtil que ne l'avouaient ses combattants eux-mêmes.

Patrick Jarreau



L'EDITION FRANÇAISE

● **Patrice Delbourg, la contrefaçon et le prix Apollinaire.** La cour d'appel de Paris a confirmé, par un arrêt rendu le 26 mars 1999, le jugement du 26 septembre 1997 du tribunal de grande instance de Paris (TGI), qui avait condamné Patrice Delbourg (et son éditeur, Le Cherche Midi), pour avoir contrefait des poèmes inédits de Thierry Mattei. Bien que condamnés à payer 50 000 F (7622,45 €) à titre de dommages-intérêts ainsi qu'à verser une indemnité de 12 000 F (1829,38 €), Patrice Delbourg et son éditeur avaient porté cette décision devant la cour d'appel. Or la cour a non seulement confirmé le jugement rendu par le TGI, mais a condamné les appelants *in solidum* à payer à Thierry Mattei une indemnité de 8000 F (1219,60 €) pour ses frais irrépétibles d'appel. De plus, elle a autorisé ce dernier à faire procéder à trois mesures de publication aux frais de ses adversaires dans la limite d'un coût global de 45 000 F (6860,20 €).
Dès lors, Thierry Mattei et son avocat, Me Vincent Toledano, s'interrogent sur *« ce que compte faire le jury du prix Apollinaire, le fameux* « Goncourt de la poésie », *que préside Robert Sabatier, puisque le livre contrefaisant, judicieusement appelé* L'Ampleur du désastre, *avait reçu le prix Apollinaire 1996 ».*

● **L'Association des bibliothécaires français (ABF)** a reçu le prix suédois Stig-Dagerman pour son action en faveur de la liberté d'expression dans les bibliothèques : *« Nous suivons vos travaux et soutenons votre combat contre le Front national et ses tentatives d'étouffement de la démocratie. »* Depuis 1995, l'ABF se préoccupe de la situation hors normes des bibliothèques de plusieurs villes administrées par le Front national. Pour aider les professionnels, elle a publié une brochure, *Acquisitions et bibliothèques de service public*, qui rappelle les réglementations. Elle a aussi lancé une pétition pour le respect du service public et une campagne d'information sur les pressions politiques de l'extrême droite.

● **Nouvelle collection.** Les éditions Armand Colin lancent « Renouveaux en psychanalyse », une collection dirigée par Serge Tisseron et Eric Adda. Les textes – de psychanalystes, ethnologues, sociologues ou philosophes – se proposent soit d'*« envisager les problèmes posés par les formes contemporaines de la pathologie »*, soit d'*« aborder l'inconscient avec un ton ou une humeur inhabituels »*. Les premiers ouvrages, à sortir le 8 avril, sont : *Le Mensonge indispensable : du trauma social au mythe*, de Pascal Hachet, et *L'Adultère au féminin et son roman*, d'Annik Houel. Le rythme de parution devrait être de quatre titres par an, chacun proposé à 110 F (16,77 €).

● **Prix littéraires. Le prix du livre politique** a été décerné à Alain Duhamel pour *Une ambition française*, publié chez Plon. Par ailleurs, le jury du prix Renaudot a élu deux nouveaux membres : Dominique Bona et Jean-Noël Pancrazi, aux fauteuils de Francis Ambrière et Alain Bosquet, récemment disparus.

Rectificatif

● Le titre du roman de Michael Ondaatje n'est pas *Nuits blanches, matins bleus*, comme nous l'indiquions dans « Le Monde des livres » du 26 mars, mais *Buddy Bolden, une légende.*



La soufflerie d'Audiberti

Trois journées d'hommage à l'écrivain funambule

Georges Perros le rangeait dans une une lignée qui va de Rabelais à Fargue. Mais il faut également nommer Villon, Hugo. Perros écrivait aussi : *« Chez Audiberti, dans sa soufflerie, ça malaxe, ça mâche, ça déglutine, les mots font un bruit de galets, quand la mer se retire, et qu'ils se freinent les uns les autres pour ne pas aller faire naufrage en beauté. »* (*Papiers collés, III*).

De Jacques Audiberti, dont on fête cette année le centenaire de la naissance (le 25 mars 1899), on voudrait se dire qu'il attend son heure. On voudrait penser que l'oubli relatif dans lequel il est tombé n'est qu'un retard, un malentendu. Qu'il suffit d'être patient. Que Gallimard va remettre en circulation les titres devenus inaccessibles (1)... Mais les suffrages de la postérité et ceux des services commerciaux des maisons d'édition ne sont heureusement pas la mesure unique de la valeur d'une œuvre. Les fervents, les inconditionnels d'Audiberti le savent : elle est inscrite, cette valeur, dans les pages des livres ; il suffit d'y aller voir. Ce ne sont pas les écrivains qui s'enrichissent de leur reconnaissance posthume, mais les lecteurs. *« Les tombeaux ferment mal »*, disait Audiberti.

Certes à Antibes, là où il est né, son souvenir n'est pas perdu. Une place, un lycée portent son nom. Certains, parmi les plus âgés, se souviennent de son imposante silhouette, de sa conversation éblouissante, même si Paris fut, à partir de 1924, la ville qui concentrait la plus grande part de son désir. Les trois journées d'hommage organisées avec l'appui de la municipalité antiboise, de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) où ses archives sont déposées, et celui, plus réservé, du Musée Picasso, ont permis de rappeler les multiples dons de l'écrivain funambule, magicien plus que technicien de la langue – comme le souligna Georges Vitaly, metteur en scène de plusieurs de ses pièces. Claude Nougaro et Marcel Maréchal (2) rappelèrent leur dette à l'égard de l'auteur de *Le mal court*.

Poète aussi bien que romancier, dramaturge, scénariste – de *La Poupée*, film avant-gardiste de Jacques Baratier en 1962 –, chroniqueur et journaliste, Audiberti fut également peintre et dessinateur. Une exposition, d'abord présentée cet hiver à Paris – à La Galerie, rue Guénégaud –, transportée pour l'occasion à Antibes, le montre (3). Le geste d'Audiberti peignant et dessinant sur ses manuscrits est proche de celui d'Artaud ou de Michaux. Comme si les mots, pourtant si riches chez lui, ne suffisaient plus à exprimer un univers mental en perpétuelle extension. *« Je n'ai jamais traité qu'un seul sujet, le conflit entre le bien et le mal, entre l'âme et la chair... je tourne toujours autour du même problème insoluble, de la même obsession : l'incarnation »*, écrivait-il. Ce « conflit » le hantera jusqu'à sa mort, en juillet 1965. Paul Morand imagina cet « ex-voto » : *« Perdre Audiberti, c'est comme être privé de café, de tabac, de vin ; le degré d'alcool de son imagination nous était nécessaire ; son lyrisme, c'est le soleil mis en page ; c'est un produit de transformation comme le miel, comme l'huile au goût antique ».*

P. K.

(1) Plusieurs œuvres ont été rééditées dans les collections « Poésie-Gallimard » et « L'imaginaire » (notamment son dernier livre, *Dimanche m'attend*). On trouve aussi, dans la collection « L'école des lettres », un recueil d'articles critiques, *La Forteresse et la Marmaille*. Les Cahiers du cinéma ont rassemblé, en 1996, ses chroniques cinématographiques, *Le Mur du fond*.
(2) Marcel et Mathias Maréchal présenteront, le 10 mai au Théâtre du Rond-Point, une soirée intitulée *Monsieur Audiberti*. Signalons également, le 18 juin, l'hommage de la Maison des écrivains.
(3) Chapelle Saint-Esprit et Espace Esprit, jusqu'au 18 avril.

★ Mentionnons aussi l'existence d'une association des Amis de Jacques Audiberti qui publie une revue intitulée *L'Ouvre-boîte* (20 numéros parus, 1 *bis*, rue des Capucins, 92190 Meudon).

Ecrivains en exil

De nouvelles villes-refuges

Wole Soyinka et Antonio Tabucchi ont inauguré à Mexico la première « maison-refuge » du Parlement international des écrivains. Baptisée *« El refugio »*, cette maison permet d'accueillir trois auteurs et d'organiser rencontres, débats et conférences. Elle pourrait recevoir des écrivains victimes du conflit actuel entre les troupes serbes et les Albanais du Kosovo.

Présidé par Wole Soyinka, fondé par Salman Rushdie, le Parlement international des écrivains (PIE) soutient les auteurs persécutés. Ceux-ci peuvent être accueillis en résidence grâce à un réseau de vingt-sept villes-refuges, européennes pour la plupart. Ricardo Alberto Perez, poète cubain membre du groupe littéraire Diasporas, est reçu cette année par la ville-refuge de Passo Fundo, au Brésil.

Le Centre Georges-Pompidou accueille le dramaturge irakien Jawad Al-Assadi ; les autorités irakiennes lui ont refusé un passeport en 1994 ainsi qu'à ses enfants. L'auteur-metteur en scène travaille à Paris sur les archives théâtrales de Kateb Yacine et crée une pièce inédite de celui-ci pour la Comédie de Caen. Sabri Hamiti, un Albanais du Kosovo, critique littéraire et professeur de lettres modernes à l'université de Pristina, a été victime d'un attentat en 1998. Parti en Allemagne se faire soigner, Sabri Hamiti, après trois semaines d'attente pour son visa d'entrée en France, est arrivé à la ville-refuge de Blois le 29 mars. Le PIE tente actuellement de retrouver ses enfants, restés à Pristina. Le romancier albanais Bashkim Shehu est resté une année en résidence à Barcelone où il est à présent correspondant du PIE et chargé d'enquêtes sur les dossiers de candidature des écrivains.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, le Parlement international des écrivains a lancé un appel à l'élargissement du réseau des villes-refuges, signé par de nombreux intellectuels, tels, entre autres, Elie Wiesel, Jacques Derrida, Hélène Cixous et Eduardo Mendoza. Grâce à cette initiative, de nouvelles résidences sont en cours d'installation à Manosque, à Kristiansand en Norvège et en Catalogne (Sabadell et Lleida).

Du 14 au 18 juin, à Caen, une rencontre des écrivains résidant dans des villes-refuges doit analyser les nouvelles formes de censure.

Valérie Osouf

★ Parlement international des écrivains. 1, allée Georges-Leblanc. 93300 Aubervilliers. Tél : 01-48-11-61-35. Fax : 01-48-11-61-34.

Claude Durand fait revivre Pauvert

Avec les éditions du Sarment, les éditions Mazarine, les éditions du Pommier (« Le Monde des livres » du 26 février 1999), *la Société nouvelle des éditions Pauvert est le quatrième pôle de création éditoriale dont la production et les initiatives viennent compléter et enrichir celles des éditions Fayard. »* C'est ce qu'a fait savoir Claude Durand lors du conseil d'administration qui a eu lieu le 25 mars 1999, au cours duquel il a procédé à la nomination d'Olivier Bétourné au poste de vice-président-directeur général des éditions Fayard. A ce titre, Olivier Bétourné exercera des fonctions plus étendues à la direction générale de la maison d'édition alors que Claude Durand continuera *« de définir les grandes orientations stratégiques, de déterminer et diriger la politique éditoriale et d'assurer personnellement le suivi de l'œuvre d'un certain nombre d'auteurs ».*

Plus inattendue est l'arrivée de Maren Sell à la Société nouvelle des éditions Pauvert. Ecrivain – elle a publié *Mourir d'absence* (Grasset) ; *Le Dernier Amant* (Stock, 1994 ; Pocket, 1996) ; *La Loi, c'est l'amour* (Stock) –, Maren Sell a participé à l'aventure de la maison que fut Lieu commun avant de créer, en 1986, sa maison d'édition. Afin de faire vivre une Europe culturelle s'étendant jusqu'à Moscou, elle avait créé la « Petite Bibliothèque européenne », pour, dit-elle, que – *« les textes puissent voyager »*. Elle devra pourtant cesser son activité en 1992, date à laquelle Jean Etienne Cohen-Seat (PDG de Calmann-Lévy, remplacé à ce poste par Olivier Nora en 1996) lui propose un poste d'éditrice. Elle aura permis à Calmann-Lévy de remporter le Médicis étranger (en 1994 avec *Frère sommeil*, de Robert Schneider) et, à deux reprises, le Prix du premier roman.

Quand, il y a un an et demi, Claude Durand lui propose de relancer les éditions Pauvert, elle y voit *« une sorte d'accomplissement de* [sa] *vie éditoriale »*. Dans cette structure, plus petite, elle pense que ses auteurs seront *« moins marginalisés que chez Calmann-Lévy, dont le champ éditorial est très large »*. De plus, le fonds Pauvert – de Sade à Georges Bataille en passant par Raymond Roussel et Annie Lebrun – correspond, dit-elle, à son envie de publier des auteurs qui se distinguent par leur audace et leur goût de la transgression.

Dès le 15 avril, en tant que directrice éditoriale de la Société nouvelle des éditions Pauvert, elle préparera, avec sa fidèle collaboratrice Florence Robert, le programme de rentrée. Sa mission consistera à *« redéployer la production littéraire de cette maison conformément à son esprit et à sa tradition, à savoir la transgression des routines, des conformismes et des convenances »*. Ainsi sont attendus en septembre : *Il y a un mort dans la maison d'en face*, de Philippe Hadengue ; *Vingt fois toi et moi*, de Jean-François Kervean ; *Requiem pour un sauvage*, de Vincent de Swarte, ainsi qu'un premier roman et, en octobre, *Cet amour-là*, de Yann Andréa. Même si elle a toute liberté de publier des essais, elle s'attachera essentiellement à la fiction, à raison d'une quinzaine de titres par an.

Pour Maren Sell, qui considère que *« c'est la fin des petites maisons d'édition »*, il est en revanche *« très précieux d'avoir des petites cellules de créativité dans les structures les plus importantes »*. Et l'aventure continue...

Emilie Grangeray

A L'ETRANGER

● **GRANDE-BRETAGNE :** « une » Poet laureate ?
On ne sait toujours pas qui sera désigné Poet Laureate (poète officiel de la cour d'Angleterre), mais la favorite semble être Carol Ann Duffy, qui a remporté en 1993 le Whitbread Prize pour la poésie ; mère d'une petite fille de dix ans, elle vit avec une autre femme poète, Jackie Kay, ce qui bouleverse un peu les habitudes formalistes de la fonction. Fonction qui était auparavant « à vie » et qui devrait à présent être accordée pour dix ans avec un salaire de 8 000 £ (1 1976,05 euros). Les deux Prix Nobel qui avaient également été pressentis, Seamus Heaney et Derek Walcott, ne semblent plus être dans la course, le premier parce que c'est un républicain convaincu et le second parce qu'il vit à l'étranger.

● **ESPAGNE :** Salon du livre ibéro-américain
Le deuxième Salon du livre ibéro-américain, qui se tiendra à Gijón du 25 au 30 mai, aura pour thème « Littérature et frontières », qu'elles soient politiques, idiomatiques, esthétiques ou géographiques. Le programme est impressionnant : des ateliers sous la direction de l'écrivain chilien Luis Sepúlveda ; des tables rondes réunissant des écrivains chicanos, mexicains et nord-américains sur les influences mutuelles entre l'anglais et l'espagnol, d'autres avec des écrivains lusophones du Portugal, d'Afrique et du Brésil, d'autres encore avec des écrivains d'Amérique du Sud exilés, etc. Auront également lieu des rencontres avec des traducteurs, des récitals de poésie, un hommage à la Casa de las Americas de Cuba et un autre à la maison d'édition française Métailié. De nombreux écrivains y sont attendus et parmi eux Almudena Grandes, Bernardo Atxaga, Junot Diaz, Carlos Fuentes, Mario Benedetti, Alfredo Bryce Echenique, Mempo Giardinelli.

● ***Prix littéraires*** Le deuxième prix de littérature pour la jeunesse Pro Tolerancia sera remis le 7 avril à la Foire de Bologne (du 6 au 11 avril) à l'écrivain guinéenne Meshack Asare et à l'Américaine Ann R. Blakeslee. L'écrivain irlandais William Trevor a obtenu le quatrième David Cohen British Litterature Prize pour l'ensemble de son œuvre, après Muriel Spark, V.S. Naipaul et Harold Pinter. Ce prix de 30 000 £ a pour particularité d'être accompagné de l'attribution d'une bourse d'études que William Trevor a souhaité voir attribuer à un étudiant ou une étudiante d'Omagh, ville irlandaise où un attentat a fait vingt-neuf morts et deux cent vingt blessés, le 15 août 1998.

● **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :** un Musée Bohumil Hrabal
Un musée consacré à l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal (1914-1997) a été inauguré à Nymburk (Bohême centrale, à quelque 40 kilomètres à l'est de Prague). Une exposition y présente la vie et l'œuvre de l'auteur ainsi que des objets personnels. Ce musée abrite également une auberge évoquant l'atmosphère typique de l'entre-deux-guerres à Nymburk, ville où l'écrivain passa son enfance et sa jeunesse et à laquelle il consacra plus tard plusieurs de ses œuvres.

● **ALLEMAGNE :** littérature jeunesse française à Cologne
Du 17 avril au 8 mai, à l'initiative du groupe de travail sur la lecture de la ville, du service culturel et de l'Institut français, et d'une fondation privée, aura lieu dans toute la ville de Cologne une vaste opération pour faire connaitre la littérature jeunesse française aux lecteurs allemands, avec une exposition de dessins originaux, deux spectacles, l'un dû à Azouz Begag, l'autre à Susie Morgenstern, des conférences et des formations. De nombreux écrivains et illustrateurs seront présents.

AGENDA

● **JUSQU'AU 10 AVRIL. DÉSERT. A Paris,** Leila Sebbar et Mohamed Kacimi-El-Hassani organisent des rencontres autour du thème : « Désert de Dieu, désert des hommes », avec, notamment, Salah Stétié (Paris bibliothèques, 6, rue François-Miron, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-80-50).

● **LE 6 AVRIL. NARRATION. A Lyon,** une conférence de François Bon est organisée autour du thème : « Le récit / Temps, matière et origine : enjeux neufs pour la narration » (à 19 h 30, IUFM, 4, rue Chazière, 69004 Lyon ; tél. : 04-78-02-48).

● **LES 6, 8, 13 et 15 AVRIL. POÈTES ITALIENS. A Paris,** la Maison de la poésie et l'Institut culturel italien proposent quatre soirées, présentées par Gabriella Sica, autour de Pier Paolo Pasolini, Sandro Penna, Guiseppe Ungaretti et Giorgio Caproni (à 19 heures, Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : 01-44-54-53-00).

● **DU 6 AU 10 AVRIL. MANDELSTAM. A Paris,** la Maison de la poésie organise une mise en scène de Martine Pascal autour de l'oeuvre du poète soviétique Ossip Mandelstam (Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : 01-44-54-53-00).

● **LE 7 AVRIL. ERRI DE LUCA. A Paris,** les revues parlées du Centre Georges-Pompidou proposent une rencontre avec Erri de Luca autour du thème : « L'insurrection du ghetto de Varsovie » (à 19 h 30, Tipi, piazza du Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 01-44-78-43-87).

● **LE 7 AVRIL. ÉDUCATION. A Paris,** l'Association catholique internationale des institutions de sciences de l'éducation propose une conférence de Luc Ferry sur le thème « Quels savoirs enseigner aujourd'hui ? » (à 16 heures, Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, 75006 Paris ; tél. : 01-44-39-52-62).

● **LE 8 AVRIL. FEMMES. A Paris,** la bibliothèque Marguerite-Durand proposera une rencontre-débat avec les historiennes Christine Bard, Michelle Perrot et Michelle Zancarini-Fournel autour du thème : « Histoire des femmes : bilan et perspectives » (à 18 heures, 79, rue Nationale, 75013 Paris ; tél. : 01-45-70-80-30).

● **LES 9 ET 10 AVRIL. PSYCHANALYSE. A Paris,** Marie Depussé et André Lacaux organisent deux journées d'études autour du thème « Littérature et psychanalyse », avec notamment les interventions de Julia Kristeva et Catherine Millot (à partir de 9 h 30, université Paris-VII-Denis Diderot, 2, place Jussieu, 75005 Paris, salle 512 ; tél. : 01-44-27-63-71).

● **LES 9, 10 ET 11 AVRIL. FEMMES. A Nantes,** Futur antérieur proposera rencontres, débats, spectacles et expositions sur le thème générique de « Femmes en Europe ». Trois tables rondes seront consacrées à « La création au féminin », « La citoyenneté au féminin » et « Portraits et figures de femmes » (Cité des congrès, 5, rue de Valmy, 44041 Nantes ; tél. : 02-40-69-51-94).

● **LE 10 AVRIL. PHILOSOPHIE. A Paris,** une conférence, animée par Jacob Rogozinski, est organisée autour du thème : « Rien n'est vrai », avec les interventions d'Antonia Soulez et Alain Séguy-Duclos (à 15 heures, Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris ; tél. : 01-44-41-36-44).

● **LES 10 ET 11 AVRIL. BANDE DESSINÉE. A Maisons-Laffitte,** la 9e édition du Salon de la bande dessinée de Maisons-Laffitte est l'occasion de rencontres, animations et exposition des planches originales de Jean-Claude Forest (Centre culturel Longueil, 48, av. Longueil, 78605 Maisons-Laffitte ; tél. : 01-34-93-12-81).